



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

**Partie I: avis juridiques**

**Part I: Juridical notices**

**Partie II: lois et règlements**

**Part II: Laws and Regulations**

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 4 mars 1972

Québec, Saturday, March 4, 1972

### Règlements

### Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

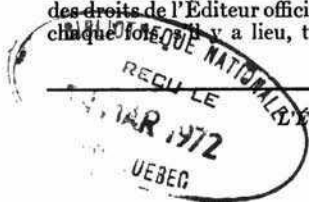
2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois qu'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.



5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,  
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

## Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

## New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

## AVIS JURIDIQUES

## JURIDICAL NOTICES

## Lettres patentes

## Letters Patent

## Anton Minerals Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Joseph Di Clementi, 4300 ouest, boulevard de Maisonneuve, tous deux de Westmount, Henri W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, Jean-Paul Gagnon, 707, rue Filiatreault, Saint-Laurent, tous quatre avocats, et Suzanne Vigeant, secrétaire, fille majeure, 806, avenue Rockland, Outremont, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, mettre en valeur, exploiter, améliorer, entretenir et administrer des mines et terrains miniers et gisements, sous le nom de « Anton Minerals Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 415 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715911

## Artistic Knitting Mills Ltd.

## Les industries des tricots artistiques Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Charles Kon, manufacturier, 5803, Wolseley nord, Julian Kotler, 5806, Hudson, tous deux de Côte Saint-Luc, et Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements pour hommes, femmes et enfants, articles vestimentaires, sous-vêtements, vêtements de dessus, vêtements de sport, coiffures et chaussures de toute description, en faire le commerce, sous le nom de « Artistic Knitting Mills Ltd.— Les industries des tricots artistiques Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9600, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715961

## Anton Minerals Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard West, both of Westmount, Henri W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, Jean-Paul Gagnon, 707 Filiatreault Street, Saint-Laurent, all four advocates, and Suzanne Vigeant, secretary, spinster, 806 Rockland Avenue, Outremont, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "Anton Minerals Ltd.", with a capital stock divided into 10,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715911

## Artistic Knitting Mills Ltd.

## Les industries des tricots artistiques Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Kon, manufacturer, 5803 Wolseley North, Julian Kotler, 5806 Hudson, both of Côte-Saint-Luc, and Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's clothing, wearing apparel, undergarments and outer-garments, sportswear, head and footwear of every description, under the name of "Artistic Knitting Mills Ltd.— Les industries des tricots artistiques Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9600 St-Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715961

**Association sportive Gavroche  
(St Louis de France) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marthe Lamy, bibliothécaire, fille majeure, Michel Lemay, animateur, tous deux de 386, Laviolette, #16, et Jean Landry, musicien, 391, St-Paul, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association sportive Gavroche (St Louis de France) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 386, rue Laviolette, suite 16, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716417

**Auxiliary Service Corps of the Order  
of Malta (Québec)  
Corps de Service Auxiliaire de l'Ordre  
de Malte (Québec)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Lacoste, juge, 616, avenue McEachran, Outremont, Maurice Corbeil, industriel, 1455 ouest, Sherbrooke, Montréal, Robert Wendelin Keyserlingk, éditeur, 198, chemin Côte St-Antoine, Brock Francis Clarke, 4, chemin Hudson, tous deux de Westmount, Henry John Hemens, 214, Rose Alma, Rosemere, Simon-G. Parent, tous trois avocats, Louise Belleau, épouse dudit Simon-G. Parent, tous deux de 1144, avenue Turnbull, et Louise Blais, épouse de Maurice Samson, 1025, avenue des Braves, ces deux dernières ménagères, les trois derniers de Québec, pour les objets suivants:

Donner soins et secours aux personnes âgées, nécessiteuses et malades, sous le nom de « Auxiliary Service Corps of the Order of Malta (Québec) — Corps de Service Auxiliaire de l'Ordre de Malte (Québec) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et détenir est \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

714388

**Association sportive Gavroche  
(St Louis de France) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marthe Lamy, librarian, spinster, Michel Lemay, promoter, both of 386 Laviolette, #16, and Jean Landry, musician, 391 St. Paul, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association sportive Gavroche (St Louis de France) inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 386 Laviolette Street, Suite 16, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716417

**Auxiliary Service Corps of the Order  
of Malta (Québec)  
Corps de Service Auxiliaire de l'Ordre  
de Malte (Québec)**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Lacoste, judge, 616 McEachran Avenue, Outremont, Maurice Corbeil, industrialist, 1455 Sherbrooke West, Montreal, Robert Wendelin Keyserlingk, publisher, 198 Côte St-Antoine Road, Brock Francis Clarke, 4 Hudson Road, both of Westmount, Henry John Hemens, 214 Rose Alma, Rosemere, Simon-G. Parent, all three advocates, Louise Belleau, wife of the said Simon-G. Parent, both of 1144 Turnbull Avenue, and Louise Blais, wife of Maurice Samson, 1025 des Braves Avenue, the latter two housewives, the latter three of Québec, for the following purposes:

To render care and assistance to the aged, the needy and the sick, under the name of "Auxiliary Service Corps of the Order of Malta (Québec) — Corps de Service Auxiliaire de l'Ordre de Malte (Québec)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

714388

**L'Aventurier gastronomique inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Francis Hubert, homme d'affaires, 2444, Benny Crescent, Montréal, Claude Babbini, administrateur, Lucette Drompt, épouse dudit Claude Babbini, tous deux de 16895, Duval, et Marcelle Marquis, épouse de Jacques Bélisle, 16880, Duval, ces deux dernières ménagères, ces trois derniers de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Recueillir, propager et échanger des informations concernant des recettes internationales, restaurants, nourriture et vins, sous le nom de « L'Aventurier gastronomique inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716164

**B.G.R. Enterprises Ltd.  
Les entreprises B.G.R. Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, et Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « B.G.R. Enterprises Ltd. — Les entreprises B.G.R. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715628

**Barbados House (Montreal) Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Barbara Corbin, institutrice, fille majeure, 4205, Bourret, Montréal, Kenneth Knight, comptable, 1315, Jules Poitras, app. 411, Saint-Laurent, et Marcus Durant, homme d'affaires, 9153, Bayne, Lasalle, pour les objets suivants:

**L'Aventurier gastronomique inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Francis Hubert, businessman, 2444 Benny Crescent, Montreal, Claude Babbini, executive, Lucette Drompt, wife of the said Claude Babbini, both of 16895 Duval, and Marcelle Marquis, wife of Jacques Bélisle, 16880 Duval, the latter two housewives, the latter three of Pierrefonds, for the following purposes:

To obtain, disseminate and exchange information pertaining to international recipes, and restaurants, foods and wines, under the name of "L'Aventurier gastronomique inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716164

**B.G.R. Enterprises Ltd.  
Les entreprises B.G.R. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, and Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "B.G.R. Enterprises Ltd. — Les entreprises B.G.R. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715628

**Barbados House (Montreal) Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Barbara Corbin, teacher, spinster, 4205 Bourret, Montreal, Kenneth Knight, accountant, 1315 Jules Poitras, Apt. 411, Saint-Laurent, and Marcus Durant, businessman, 9153 Bayne, Lasalle, for the following purposes:

Prêter assistance en organisant, stimulant et encourageant les activités éducatives, économiques, sociales, récréatives et culturelles des barbadiens de Montréal, sous le nom de « Barbados House (Montreal) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et détenir est \$300,000.

Le siège social de la corporation est au 1550 ouest, boulevard de Maisonneuve, suite 804, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716171

To assist in organizing, promoting, encouraging the educational, economic, social, recreational and cultural activities of Barbadians in Montreal, under the name of "Barbados House (Montreal) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at 1550 de Maisonneuve Boulevard West, Suite 804, Montreal judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716171

**Bar-Salon Ty-Coq Volant inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Légaré, cabaretier, Thérèse Tellier, ménagère, épouse dudit Jacques Légaré, tous deux de 7657, Broadway, Lasalle, et André-P. Limoges, notaire, 2385, Jolicoeur, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un bar-salon, sous le nom de « Bar-Salon Ty-Coq Volant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716122

**Bayport Realities Ltd.  
Les immeubles Bayport Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montreal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Bayport Realities Ltd. — Les immeubles Bayport Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716135

**Bar-Salon Ty-Coq Volant inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Légaré, tavern-keeper, Thérèse Tellier, housewife, wife of the said Jacques Légaré, both of 7657 Broadway, Lasalle, and André-P. Limoges, notary, 2385 Jolicoeur, Montreal, for the following purposes:

To operate a bar salon, under the name of "Bar-Salon Ty-Coq Volant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716122

**Bayport Realities Ltd.  
Les immeubles Bayport Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advccates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Bayport Realities Ltd. — Les immeubles Bayport Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716135

**Boston Bay Mines Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Marion Zebeski, administrateur, 19, Vanguard Drive, Islington, Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire juridique, fille majeure, 31, Marowynne Drive, et Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, ces deux derniers de Willowdale, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitation minière, de broyage, d'épuration et de mise en valeur, sous le nom de « Boston Bay Mines Limited », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716130

**Le Bottier de Verdun inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 12205, le Mesurier, tous deux de Montréal, et James Galileo, 1607, Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, transformer et faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Le Bottier de Verdun inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716287

**Boutique Clovis inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rosaire Desbiens, 2121, St-Mathieu, Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, et Jude Parent, 3025, Linton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Clovis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

**Boston Bay Mines Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Marion Zebeski, executive, 19 Vanguard Drive, Islington, Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, spinster, 31 Marowynne Drive, and Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, the latter two of Willowdale, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of mining, milling, reduction and development, under the name of "Boston Bay Mines Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 50-Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716130

**Le Bottier de Verdun inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 12205, le Mesurier, both of Montreal, and James Galileo, 1607 Massenet, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, transform and deal in all kinds of skins and leather, and imitations thereof, under the name of "Le Bottier de Verdun inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716287

**Boutique Clovis inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Desbiens, 2121 St. Mathieu, Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, and Jude Parent, 3025 Linton, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments and footwear of all kinds, under the name of "Boutique Clovis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 55, rue Chermers, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

399-1971

**Boutiques Darrell inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Monique Roy, épouse de Pierre-André Roy, 188, Toulouse, app. 2, Longueuil, Adèle Candiotti, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, et Ruth Glenen, fille majeure, 2921, Beaugrand, ces deux derniers de Montréal, les trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, vêtements de sport, articles vestimentaires, chaussures, marchandises en cuir et ou accessoires de tous genres, sous le nom de « Boutiques Darrell inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716034

**La boutique du meuble de Gatineau Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yves Rollin, vendeur, Denise Myre, secrétaire, épouse dudit Yves Rollin, tous deux de 235, St-René, Gatineau, et Julienne Soucy, ménagère, veuve de Elzéar Rollin, 183, St-Louis, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « La boutique du meuble de Gatineau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716604

**Les boutiques Bob et Philippe inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, consti-

The head office of the company is at 55 Chermers Street, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

399-1971

**Boutiques Darrell inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Monique Roy, wife of Pierre-André Roy, 188 Toulouse, Apt. 2, Longueuil, Adèle Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, Apt. 20, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand, the latter two of Montreal, the latter three secretaries, for the following purposes:

To deal in clothing, sportswear, wearing apparel, shoes and leather goods and or accessories of every nature, under the name of "Boutiques Darrell inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716034

**La boutique du meuble de Gatineau Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Rollin, salesman, Denise Myre, secretary, wife of the said Yves Rollin, both of 235 St. René Gatineau, and Julienne Soucy, housewife, widow of Elzéar Rollin, 183 St. Louis. Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "La boutique du meuble de Gatineau Itée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716604

**Les boutiques Bob et Philippe inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

tuant en corporation: Gary Moscovitz, 2009, Ward, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435, Drummond, David Goldenblatt, 3500, Mountain, et Paul Nadler, 3450, Drummond, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les boutiques Bob & Philippe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716215

**B- Vitrée (1971) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Soucy, notaire, 1995, 1<sup>re</sup> avenue, Gisèle Miller, épouse de Sarto Poulin, 1251, 3<sup>e</sup> avenue, et Claudette Gosselin, fille majeure, 2015, 1<sup>re</sup> avenue, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « B-Vitrée (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3<sup>e</sup> avenue, Centre Industriel, Saint-Romuald-d'Étchemin, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716070

**Cadim inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roger-L. Beaulieu, 3044, chemin St-Sulpice, Robert-P. Godin, 4222, Beaconsfield, Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, tous trois de Montréal, Bertrand Lacombe, 1780, Dumfries, Mont-Royal, et Serge-D. Tremblay, 267 ouest, rue St-Laurent, Longueuil, tous avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles, sous le nom de « Cadim inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716475

ing: Gary Moscovitz, 2009 Ward, St. Laurent, Donald W. Seal, 3435 Drummond, David Goldenblatt, 3500 Mountain, and Paul Nadler, 3450 Drummond, the latter three of Montréal, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise of all kinds, under the name of "Les boutiques Bob & Philippe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716215

**B- Vitrée (1971) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Soucy, notary, 1995-1st Avenue, Gisèle Miller, wife of Sarto Poulin, 1251, 3rd Avenue, and Claudette Gosselin, spinster, 2015, 1st Avenue, the latter two secretaries, all three of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, sash and other apertures, under the name of "B-Vitrée (1971) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is on 3rd Avenue, Industrial Centre, St. Romuald-d'Étchemin, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716070

**Cadim inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger-L. Beaulieu, 3044 St. Sulpice Road, Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield, Claude Lachance, 30 Place Côte Vertu, all three of Montréal, Bertrand Lacombe, 1780 Dumfries, Mount Royal, and Serge-D. Tremblay, 267 St. Laurent West, Longueuil, all advocates, for the following purposes:

To acquire, hold, lease or administer immovables, under the name of "Cadim inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716475

**Camping Parc Buissonnette inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Lylie L. Dumais, épouse de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, Diane Lalancette, fille majeure, 601, Chiasson, toutes deux secrétaires, et Raynald Dumont, gérant, 1365, Vanier, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Camping Parc Buissonnette inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

716335

**Centre d'aubaines de Longueuil inc.  
Longueuil Bargain Centre Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Bilodeau, marchand, 5767, 10e avenue, Bernard Joncas, 8145, Viau, et Tony Conte, 1880, de Nonville, app. 3, ces deux derniers vendeurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Centre d'aubaines de Longueuil inc.—Longueuil Bargain Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

715836

**Centre d'études internationales de Montréal inc.  
Center for International Studies of Montreal Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rollande Berthiaume, professeur, épouse de Normand Berthiaume, 7470, Montpetit, Saint-Léonard, Émile Toulouse, inspecteur sanitaire, Laure Bergeron, secrétaire administrative, épouse dudit Émile Toulouse, tous deux de 275, 3e rue, Saint-Lambert, et Lise Morin, secrétaire juridique, fille majeure, 7400, Sherbrooke ouest, app. 708, Montréal, pour les objets suivants:

**Camping Parc Buissonnette inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lydie L. Dumais, wife of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, Diane Lalancette, spinster, 601 Chiasson, both secretaries, and Raynald Dumont, manager, 1365 Vanier, all three of Hauterive, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, taverns, tourist camps and houses, and summer resorts, under the name of "Camping Parc Buissonnette inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716335

**Centre d'aubaines de Longueuil inc.  
Longueuil Bargain Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bilodeau, merchant, 5767, 10th Avenue, Bernard Joncas, 8145 Viau, and Tony Conte, 1880 de Nonville, Apt. 3, the latter two salesmen, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "Centre d'aubaines de Longueuil inc.—Longueuil Bargain Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715836

**Centre d'études internationales de Montréal inc.  
Center for International Studies of Montreal Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rollande Berthiaume, teacher, wife of Normand Berthiaume, 7470 Montpetit, St. Léonard, Émile Toulouse, sanitation inspector, Laure Bergeron, administrative secretary, wife of the said Émile Toulouse, both of 275, 3rd Street, St. Lambert, and Lise Morin, judicial secretary, spinster, 7400 Sherbrooke West, Apt. 708, Montreal, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer les échanges et contacts culturels au sein du Québec, sous le nom de « Centre d'études internationales de Montréal inc.—Center for International Studies of Montreal Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715014

#### Centre Plein Air du Mont Lac-Vert, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Baptiste Dallaire, professeur, Saint-Bruno, Jean-Marie Fortin, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-d'Hébertville, et Charles-Eugène Boudreault, cultivateur, Saint-Gédéon, pour les objets suivants:

Procéder à l'aménagement et l'exploitation d'un centre de loisir, sous toutes ses formes, sous le nom de « Centre Plein Air du Mont-Lac-Vert, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-d'Hébertville, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716188

#### Centre de plongée sous-marine du Saguenay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gaétan Lemieux, 200, St-Albert, Serge Frève, tous deux professeurs, et Claudette Gauthier, ménagère, épouse dudit Serge Frève, ces deux derniers de 100A, St-Clément, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement de la plongée sous-marine pour fins d'éducation, de divertissement ou autres activités connexes, sous le nom de « Centre de plongée sous-marine du Saguenay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715944

To study, promote, patronize and foster cultural exchanges and contacts within the Province of Québec, under the name of "Centre d'études internationales de Montréal inc.—Center for International Studies of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715014

#### Centre Plein Air du Mont Lac-Vert, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Baptiste Dallaire, teacher, St. Bruno, Jean-Marie Fortin, secretary-treasurer, Notre-Dame-d'Hébertville, and Charles-Eugène Boudreault, farmer, St. Gédéon, for the following purposes:

To organize and operate all aspects of a recreational centre, under the name of "Centre Plein Air du Mont Lac-Vert, inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$3,000,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-d'Hébertville, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716188

#### Centre de plongée sous-marine du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Lemieux, 200 St. Albert, Serge Frève, both teachers, and Claudette Gauthier, housewife, wife of the said Serge Frève, the latter two of 100A St. Clément, all three of Arvida, for the following purposes:

To teach deep-sea diving or other activities related thereto for educational and recreational purposes, under the name of "Centre de plongée sous-marine du Saguenay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715944

**Chomedey Metal Inc.  
Métal Chomedey inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de septembre 1971, constituant en corporation: Adrien Fortin, ferblantier, Monique Lapointe, ménagère, épouse dudit Adrien Fortin, tous deux de 14, Desnoyers, Laval, Rodolphe Quirion, ferblantier, et Jeannette Gaboury, ménagère, épouse dudit Rodolphe Quirion, ces deux derniers de 11620, boulevard Lacordaire, app. 4, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Chomedey Metal Inc. — Métal Chomedey inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, Desnoyers, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715652

**Les Citadins de Hauterive inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Bédard, pharmacien, 381, de la Falaise, Roger Vézina, gérant, 777, Amédée, Roland Beaudry, 1373, Pascal, Gaston Poulin, 924, Ledoré, tous deux professeurs, et Albert Miller, moniteur, 2830, Napoléon, tous de Hauterive, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Les Citadins de Hauterive inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715953

**Le Club Optimiste Clairval de Montréal inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Moreau, 4270, Venise, Saint-Léonard, Marcel Brochu, 4022, Pierre Chevré, tous deux administrateurs, Pierre Carrière, représentant, 4082, Pierre Chevré, Normand Rivet, épicer, 6477, Jalobert, et Roger Gariépy, con-

**Chomedey Metal Inc.  
Métal Chomedey inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Fortin, tinsmith, Monique Lapointe, housewife, wife of the said Adrien Fortin, both of 14 Desnoyers, Laval, Rodolphe Quirion, tinsmith, and Jeannette Gaboury, housewife, wife of the said Rodolphe Quirion, the latter two of 11620 Lacordaire Boulevard, Apt. 4, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as blacksmiths and metal founders and workers, under the name of "Chomedey Metal Inc. — Métal Chomedey inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 14 Desnoyers, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715652

**Les Citadins de Hauterive inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Bédard, pharmacist, 381 de la Falaise, Roger Vézina, manager, 777 Amédée, Roland Beaudry, 1373 Pascal, Gaston Poulin, 924 Ledoré, both teachers, and Albert Miller, instructor, 2830 Napoléon, all of Hauterive, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote hockey in particular, under the name of "Les Citadins de Hauterive inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715953

**Le Club Optimiste Clairval de Montréal inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Moreau, 4270 Venise, St. Léonard, Marcel Brochu, 4022 Pierre Chevré, both administrators, Pierre Carrière, representative, 4082 Pierre Chevré, Normand Rivet, grocer, 6477 Jalobert, and Roger Gariépy, fore-

tremaitre, 5684, Langelier, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Le Club Optimiste Clairval de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

520-1970

### Le Club Optimiste de St-Antoine

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Kenzie Cowan, inspecteur, 575, 19<sup>e</sup> avenue, Roland Lalonde, vendeur, 382, 20<sup>e</sup> avenue, Roland Vaillancourt, 540, 6<sup>e</sup> avenue, René Lafortune, 705, 8<sup>e</sup> avenue, Michel Beauchamp, 1280, 10<sup>e</sup> rue, Gilles Beauchamp, 588, 20<sup>e</sup> avenue, Jean-Paul Bouvrette, 766, boulevard des Laurentides, Rosario Corbeil, 663, 7<sup>e</sup> rue, tous huit de Saint-Antoine, et Maurice Pauzé, 104, Monaco, Saint-Jérôme, ces sept derniers commerçants, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Le Club Optimiste de St-Antoine ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716179

### Club social Campbell inc. Campbell Social Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Fontaine, 616, Victoria, Saint-Lambert, Jean-A. Savard, 218, Parc Berlioz, Verdun, et Raymond Crevier, 70, avenue Vivian, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Unir au sein de la corporation, sans distinction de race, langue, croyance, couleur ou nationalité, tout employé, homme ou femme, à l'emploi de Campbell Chibougamau Mines Ltd, sous le nom de « Club social Campbell inc.— Campbell Social Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder est de \$250,000.

man, 5684 Langelier, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Le Club Optimiste Clairval de Montréal inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

520-1970

### Le Club Optimiste de St-Antoine

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Kenzie Cowan, inspector, 575, 19th Avenue, Roland Lalonde, salesman, 382, 20th Avenue, Roland Vaillancourt, 540, 6th Avenue, René Lafortune, 705, 8th Avenue, Michel Beauchamp, 1280, 10th Street, Gilles Beauchamp, 588, 20th Avenue, Jean-Paul Bouvrette, 766 des Laurentides Boulevard, Rosario Corbeil, 663, 7th Street, all eight of St. Antoine, and Maurice Pauzé, 104 Monaco, St. Jérôme, the latter seven merchants, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Le Club Optimiste de St-Antoine".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at St. Antoine, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716179

### Club social Campbell inc. Campbell Social Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Fontaine, 616 Victoria, St. Lambert, Jean-A. Savard, 218 Parc Berlioz, Verdun, and Raymond Crevier, 70 Vivian Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To bring together within the corporation, without distinction as to race, language, faith, colour or nationality, all men or women in the employ of Campbell Chibougamau Mines Ltd., under the name of "Club social Campbell inc.— Campbell Social Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715748

**Cogec Administration Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jacques Cooke, administrateur, 150, boulevard des Ormeaux, app. 4, Serge Lavigne, pompier, 2150, chemin Chambly, tous deux de Longueuil, et Bernard Roy, avocat, 81, Beau-lieu est, Val-Morin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Cogec Administration Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715277

**Le coin du livre central (Québec) limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Maurice Lozier, 192, Stanley, René Cantin, 95, Murray, tous deux fonctionnaires, et Fernand Robertson, contremaître, 65, Drouin, tous trois d'Ottawa, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, d'articles de musique et d'objets d'art, sous le nom de « Le coin du livre central (Québec) limitée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

714824

**Jean-Paul Constantineau inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: J.-Paul Constantineau, marchand, Thérèse Matte, ménagère, épouse dudit J.-Paul Constantineau, Gilles Constantineau, commis, et Claude Constantineau, journalier, tous quatre de Val-Barrette, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, de boucherie, de quincaillerie, de matériaux de construction, de maisons et de

The head office of the corporation is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715748

**Cogec Administration Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Cooke, executive, 150 des Ormeaux Boulevard, Apt. 4, Serge Lavigne, fireman, 2150 Chambly Road, both of Longueuil, and Bernard Roy, advocate, 81 Beau-lieu East, Val-Morin, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Cogec-Administration Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715277

**Le coin du livre central (Québec) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Lozier, 192 Stanley, René Cantin, 95 Murray, both civil servants, and Fernand Robertson, foreman, 65 Drouin, all three of Ottawa, for the following purposes:

To deal in books, music materials and objects of art, under the name of "Le coin du livre central (Québec) limitée", with a total capital stock of 10,000 common shares without nominal value and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

714824

**Jean-Paul Constantineau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Paul Constantineau, merchant, Thérèse Matte, housewife, wife of the said J.-Paul Constantineau, Gilles Constantineau, clerk, and Claude Constantineau, labourer, all four of Val-Barrette, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, butchers and dealers in hardware, construction materials and pre-

chalets dits préfabriqués, sous le nom de « Jean-Paul Constantineau inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val-Barrette, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715921

**Contact Lithography Inc.  
Lithographie Contact inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean Robin, lithographe, Germaine Robin, opératrice de machine IBM, épouse dudit Jean Robin, tous deux de 380, Parc, Laval, et Robert Moreau, comptable, 305 ouest, rue St-Charles, app. 1002, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Contact Lithography Inc.—Lithographie Contact inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18A, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716638

**Corporation des agents et distributeurs  
de bière du Québec inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Lauzon, conseiller en relations publiques, 424, Lebeau, Saint-Jean, Jean-D. Hudon, conseiller en relations industrielles, 6068, boulevard Galeries d'Anjou, Anjou, et Raymond Lachapelle, avocat, 5569, Gatineau, Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts moraux, sociaux, économiques et professionnels des agents et distributeurs de bière, sous le nom de « Corporation des agents et distributeurs de bière du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716045

fabricated houses and cottages, under the name of "Jean-Paul Constantineau inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Val-Barrette, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715921

**Contact Lithography Inc.  
Lithographie Contact inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Robin, lithographer, Germaine Robin, IBM machine operator, wife of the said Jean Robin, both of 380 Parc, Laval, and Robert Moreau, accountant, 305 St. Charles West, Apt. 1002, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders, and in other like traders, under the name of "Contact Lithography Inc.—Lithographie Contact inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 18A des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716638

**Corporation des agents et distributeurs  
de bière du Québec inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Lauzon, public relations consultant, 424 Lebeau, St. Jean, Jean-D. Hudon, industrial relations consultant, 6068 Galeries d'Anjou Boulevard, Anjou, and Raymond Lachapelle, advocate, 5569 Gatineau, Montréal, for the following purposes:

To promote the study, safeguard and development of the moral, social, economic and professional interests of beer agents and distributors, under the name of "Corporation des agents et distributeurs de bière du Québec inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Jean, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716045

**Corps de majorettes Les Hirondelles  
de Bois des Filion**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Annette Racine, épouse de Robert Roy, 12, 35e Avenue, Pauline Pitre, épouse de Armand Lagacé, 95, 32e Avenue, Lise Martel, épouse de Armand Dufresne, 52, 31e Avenue, et Nicole Bélanger, épouse de Rodrigue Caron, 38, 26e Avenue, toutes quatre ménagères, de Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un corps de majorettes, sous le nom de « Corps de majorettes Les Hirondelles de Bois des Filion ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o

716382

**Décor J.C.R.P.M.T. Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Charles Rousseau, entrepreneur-peintre, Marie-Paule LeBel, secrétaire, épouse dudit Jean-Charles Rousseau, Georges Plourde, Albert Martin, et Paul Thériault, ces trois derniers peintres en bâtiment, tous de Notre-Dame-du-Lac, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux employés par les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Décor J.C.R.P.M.T. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o

715826

**Delcona Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Roland Dubeau, courtier en assurance, 2932, Coin des Caps, Roland Beaulieu, ingénieur-conseil, 2926, Coin des Caps, et Pierre Brousseau, gérant, 929, Ottawa, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

**Corps de majorettes Les Hirondelles  
de Bois des Filion**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Annette Racine, wife of Robert Roy, 12, 35th Avenue, Pauline Pitre, wife of Armand Lagacé, 95, 32nd Avenue, Lise Martel, wife of Armand Dufresne, 52, 31st Avenue, and Nicole Bélanger, wife of Rodrigue Caron, 38, 26th Avenue, all four housewives, of Bois-des-Filion, for the following purposes:

To set up and manage a majorette corps, under the name of "Corps de majorettes Les Hirondelles de Bois des Filion".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716382

**Décor J.C.R.P.M.T. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Rousseau, painting contractor, Marie-Paule Lebel, secretary, wife of the said Jean-Charles Rousseau, Georges Plourde, Albert Martin, and Paul Thériault, the latter three building painters, all of Notre-Dame-du-Lac, for the following purposes:

To deal in all kinds of materials used by general contractors and builders, under the name of "Décor J.C.R.P.M.T. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715826

**Delcona Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Dubeau, insurance broker, 2932 Coin des Caps, Roland Beaulieu, consulting engineer, 2926 Coin des Caps, and Pierre Brousseau, manager, 929 Ottawa, all three of St. Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Delcona ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716381

### Del-Fran Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour d'août 1971, constituant en corporation: Louis Delisle, industriel, 2280, Mont Thabor, Ghislaine Delisle, commis-comptable, 620, Calixa-Lavallée, tous deux de Québec, et Francine Drouin, infirmière, Sainte-Agathe-des-Monts, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Établir des services de conciergerie, d'entretien, de nettoyage, de déneigement de parterres, de stationnements, de propriétés commerciales ou résidentielles, sous le nom de « Del-Fran Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 809, 3<sup>e</sup> avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

3766-1971

### Diana Pizzeria Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Boucher, restaurateur, 43, Ste-Geneviève, Jean-Claude Laporte, agent de sécurité, 548, Marie-Victorin, tous deux de Verchères, et Marc Bernard, avocat, 1061, Maple, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Diana Pizzeria Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verchères, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716398

### Échaffaudages Du-For inc. Du-For Scaffolds Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as a building company, under the name of "Delcona ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716381

### Del-Fran Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Delisle, industrialist, 2280 Mont Thabor, Ghislaine Delisle, accounting clerk, 620 Calixa Lavallée, both of Québec, and Francine Drouin, nurse, St. Agathe-des-Monts, the latter two spinsters, for the following purposes:

To organize caretaking, maintenance, cleaning and snow removal services on grounds, parking lots, and commercial or residential properties, under the name of "Del-Fran Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 809, 3rd Avenue, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

3766-1971

### Diana Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Boucher, restaurant keeper, 43 St. Geneviève, Jean-Claude Laporte, security officer, 548 Marie-Victorin, both of Verchères, and Marc Bernard, advocate, 1061 Maple, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keeper, under the name of "Diana Pizzeria Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Verchères, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716398

### Échaffaudages Du-For inc. Du-For Scaffolds Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond Rodrigue, industriel, 1216, Joseph-Vézina, Sillery, Marielle Bourassa, secrétaire, épouse de Jean-Louis Verrette, 583, de Berry, et Victorin Bergeron, comptable, 925, Fortelles, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Échaffaudages Du-For inc.— Du-For Scaffolds Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 117, Conrad, Lal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716639

**École nationale de hockey inc.  
National Hockey School Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Pierre-R. Brosseau, 4921, Coronet, tous deux de Montréal, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir sous toutes ses formes le sport et les activités de plein air, sous le nom de « École nationale de hockey inc.— National Hockey School Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1700, rue Norman, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716058

**École Québécoise des sports de montagne inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Lavallée, policier, 167, Place Champlain, Saint-Bruno-de-Montarville, Jacques Déry, 3535, Papineau, app. 1105, et Michel-H. Gosselin, 3864, Parc Lafontaine, ces deux derniers comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Former et exploiter une école de cadres pour les milieux sportifs, sous le nom de « École Québécoise des sports de montagne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Rodrigue, industrialist, 1216 Joseph Vézina, Sillery, Marielle Bourassa, secretary, wife of Jean-Louis Verrette, 583 de Berry, and Victorin Bergeron, accountant, 925 Fortelles, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Échaffaudages Du-For inc.— Du-For Scaffolds Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 117 Conrad, Lal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716639

**École nationale de hockey inc.  
National Hockey School Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet, both of Montreal, and Thomas-A. Lavin, Lac Brome, all four advocates, for the following purposes:

To promote outdoor activities and sports of all kinds, under the name of "École nationale de hockey inc.— National Hockey School Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1700 Norman Street, Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716058

**École Québécoise des sports de montagne inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Lavallée, policeman, 167 Place Champlain, St. Bruno-de-Montarville, Jacques Déry, 3535 Papineau, Apt. 1105, and Michel-H. Gosselin, 3864 Parc Lafontaine, the latter two accountants, of Montreal, for the following purposes:

To set up and operate a school for the training of sports instructors, under the name of "École Québécoise des sports de montagne inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716449

#### Les éditions de l'Enclos inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Levac, 1318, Sherbrooke est, Michelle Falardeau, épouse de Claude Ramsay, 3139, Jean Brillant, tous deux avocats, de Montréal, et Claude Levac, concepteur-rédacteur, 5, des Bouleaux, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les éditions de l'Enclos inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 600, boulevard Dorchester ouest, 3e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716467

#### Elcon Realities Ltd. Les immeubles Elcon Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et David Katznelson, 145, Radcliffe, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Elcon Realities Ltd.—Les immeubles Elcon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716147

#### Elna Realities Ltd. Les immeubles Elna Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716449

#### Les éditions de l'Enclos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Levac, 1318 Sherbrooke East, Michelle Falardeau, wife of Claude Ramsay, 3139 Jean Brillant, both advocates, of Montreal, and Claude Levac, designer-editor, 5 des Bouleaux, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and other like trades, under the name of "Les éditions de l'Enclos inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 600 Dorchester Boulevard West, 3rd Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716467

#### Elcon Realities Ltd. Les immeubles Elcon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and David Katznelson, 145 Radcliffe, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Elcon Realities Ltd.—Les immeubles Elcon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716147

#### Elna Realities Ltd. Les immeubles Elna Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Fi-

patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, Raph Lipper, 1550, avenue McGregor, et Arthur Bronstein, 24, place Holtham, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Elna Realities Ltd.— Les immeubles Elna ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716136

**Elto Realities Ltd.  
Les immeubles Elto ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Arthur Bronstein, 24, place Holtham, Hampstead, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Elto Realities Ltd.— Les immeubles Elto ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716134

**Les entreprises Dauville inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Laurent Dubé, Léo Daigle, tous deux avocats, et Gervais Dubé, comptable, tous trois de 138, rue Wellington nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire l'aménagement, l'exploitation et la location de centre de diversissement, de récréation, d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de « Les entreprises Dauville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, and Arthur Bronstein, 24 Holtham Place, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Elna Realities Ltd.— Les immeubles Elna ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-0

716136

**Elto Realities Ltd.  
Les immeubles Elto ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter two of Montréal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Elto Realities Ltd.— Les immeubles Elto ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-0

716134

**Les entreprises Dauville inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Dubé, Léo Daigle, both advocates, and Gervais Dubé, accountant, all three of 138 Wellington Street North, Sherbrooke, for the following purposes:

To organize, operate and rent a relaxation and recreational centre, hotel and restaurant, under the name of "Les entreprises Dauville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est boulevard Bourque, Deauville, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

3720-1971

The head office of the company is at Bourque Boulevard, Deauville, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

3720-1971

#### Les entreprises de la rivière Noire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Donat Plouffe, surintendant, Louiselle Milot, ménagère, épouse dudit Donat Plouffe, et Suzanne Plouffe, bibliothécaire, fille majeure, tous trois de 5638, Charlemagne, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des emplacements de camping, sous le nom de « Les entreprises de la rivière Noire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1630, rang St-Joseph, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716012

#### Les entreprises de la rivière Noire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donat Plouffe, superintendent, Louiselle Milot, housewife, wife of the said Donat Plouffe, and Suzanne Plouffe, librarian, spinster, all three of 5638 Charlemagne, Montreal, for the following purposes:

To operate camping grounds, under the name of "Les entreprises de la rivière Noire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1630 St. Joseph Range, St. Émélie-de-l'Énergie, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716012

#### Les entreprises Fe-Ro-Ge inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Fernand Lemay, 902, Victoria, Gérard Bégis, 461, Brixton, tous deux de Saint-Lambert, et Roland Lemay, 4331, Gatineau, Laval, tous trois arpenteurs-géomètres, pour les objets suivants:

Faire affaires comme gérants et administrateurs de commerces, entreprises, bureaux, secrétariats ou même d'immeubles, sous le nom de « Les entreprises Fe-Ro-Ge inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715650

#### Les entreprises Fe-Ro-Ge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lemay, 902 Victoria, Gérard Bégis, 461 Brixton, both of St. Lambert, and Roland Lemay, 4331 Gatineau, Laval, all three land-surveyors, for the following purposes:

To carry on business as managers and administrators of businesses, firms, offices, secretariats or even of immovables, under the name of "Les entreprises Fe-Ro-Ge inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715650

#### Les entreprises Socade inc. Socade Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301 ouest, St-Viateur,

#### Les entreprises Socade inc. Socade Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both advocates, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy,

Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Socade inc.—Socade Enterprises Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 99,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, avenue Brookside, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716397

### Épicerie en gros Métropolitaine inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Conrad Beaulieu, administrateur, Pauline Maillé, épouse dudit Conrad Beaulieu, tous deux de 3203, de Chazel, Montréal, et Berthe Lalonde, veuve de Henri Beaulieu, 8860, Coulanges, Saint-Léonard, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grossistes et épicerie et autres articles nécessaires, utiles ou conr exes, sous le nom de « Épicerie en gros Métropolitaine inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715474

### Fonderie de Ste-Julie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Nicol, professeur, Annie Berthemin, infirmière, épouse dudit Jacques Nicol, tous deux de 927, Charles Guimond, Boucherville, et Remy Lemair, contremaître, 1453, des Oblats Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fondeurs, maîtres de forges et ouvriers en métaux, sous le nom de « Fonderie de Ste-Julie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Julie, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716353

secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, St. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Socade inc.—Socade Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 99,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 75 Brookside Avenue, Beaconsfield, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716397

### Épicerie en gros Métropolitaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Beaulieu, administrator, Pauline Maillé, wife of the said Conrad Beaulieu, both of 3203 de Chazel, Montréal, and Berthe Lalonde, widow of Henri Beaulieu, 8860 Coulanges, St. Léonard, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as wholesalers dealing in groceries and other necessary, useful or related items, under the name of "Épicerie en gros Métropolitaine inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10 common shares of \$100 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715474

### Fonderie de Ste-Julie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Nicol, teacher, Annie Berthemin, nurse, wife of the said Jacques Nicol, both of 927 Charles Guimond, Boucherville, and Remy Lemair, foreman, 1453 des Oblats, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as founders, blacksmiths and metal-workers, under the name of "Fonderie de Ste-Julie inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Julie, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716353

**Fédération des Sauteurs de Barils du Québec**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Bonnafi, 90, Bégin, Longueuil, Gilles Santerre, 10246, Francis, tous deux représentants, et Georges Coallier, constable, 10575, Cobourg, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler l'activité des associations des sauteurs de barils dans la province, sous le nom de « Fédération des Sauteurs de Barils du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut acquérir et posséder est \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715875

**Francibec inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation Patrick Couette, garagiste, 1125, Parnasse, Brossard, Bernadette Lafourcade, restauratrice, épouse de Christian Sahuc, 2847, Cadillac, et Paul-Émile Labrecque, technicien, 188, St-Norbert, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des établissements de ciné-parc, sous le nom de « Francibec inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 60,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2847, rue Cadillac, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716103

**Fredo Construction Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'octobre 1971, constituant en corporation: David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Aubrey Miller, 7901, Mackle, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, Brenda Mulvihill, 336, Andras Drive, et Rosalyn Nolan, épouse de John Nolan, 324 Andras Drive, ces deux dernières secrétaires, de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Fredo Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

**Fédération des Sauteurs de Barils du Québec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Bonnafi, 90 Bégin, Longueuil, Gilles Santerre, 10246 Francis, both representatives, and Georges Coallier, constable, 10575 Cobourg, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote activity of the barrels jump associations in the province, under the name of "Fédération des Sauteurs de Barils du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

175875

**Francibec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Couette, garage operator, 1125 Parnasse, Brossard, Bernadette Lafourcade, restaurant keeper, wife of Christian Sahuc, 2847 Cadillac, and Paul-Émile Labrecque, technician, 188 St. Norbert, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate one or several drive-in theatres, under the name of "Francibec inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and 60,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2847 Cadillac Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716103

**Fredo Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Aubrey Miller, 7901 Mackle, both advocates, of Côte Saint-Luc, Brenda Mulvihill, wife of Lawrence Mulvihill, 336 Andras Drive, and Rosalyn Nolan, wife of John Nolan, 324 Andras Drive, the latter two secretaries, of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Fredo Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 4018 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 715757

**G.E.M. Machine Shop Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e avenue, Lasalle, Isidore Buller, 202, Dumont, Beloeil, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 55, Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Manufacturer des machines, de la machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillage, en faire le commerce, sous le nom de « G.E.M. Machine Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 467, route 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 715914

**Gaudreau Lumber Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Aubrey Miller, 7901 chemin Mackle, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, Brenda Mulvihill, épouse de Lawrence R.J. Mulvihill, 336, Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Francine Végiard, fille majeure, 135 est, Sherbrooke, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'exploitants forestiers, bûcherons, marchands de bois et propriétaires de scierie, de moulin à planer et moulin à pulpe, sous le nom de « Gaudreau Lumber Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brownsburg, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 715476

**Denis Germain inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, consti-

The head office of the company is at 4018 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 715757

**G.E.M. Machine Shop Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, Lasalle, Isidore Buller, 202 Dumont, Beloeil, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy, Lavaltrie, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "G.E.M. Machine Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 467 Route 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 715914

**Gaudreau Lumber Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Aubrey Miller, 7901 Mackle Road, both advocates, of Côte Saint-Luc, Grenda Mulvihill, wife of Lawrence R.J. Mulvihill, 336 Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Francine Végiard, spinster, 135 Sherbrooke East, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planingmill and pulpmill owners, under the name of "Gaudreau Lumber Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Brownsburg, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 715476

**Denis Germain inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in-

tuant en corporation: Denis Germain, conseiller en relations industrielles, Thelma Pratte, maîtresse de maison, épouse dudit Denis Germain, tous deux de 17, des Ormes, et Yolande Bourdua, secrétaire, épouse de Jean-Guy Savaria, 157, Principale, tous trois de Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration et gestion, comme conseillers en relations industrielles et en administration du personnel et comme conseillers pour toutes opérations et entreprises de tous genres, sous le nom de « Denis Germain inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716401

### Richard Georges Godin Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-M. Tardif, 360, avenue Hall, Saint-Lambert, Pierre Trépanier, 200, Elgar, app. 403, Île-aux-Soeurs, Fred S. McRobie, 4145, Blueridge Crescent, app. 47, Montréal, et Henri-P. Lafleur, 414, Grosvenor, Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Richard Georges Godin Itée », avec un capital total de \$70,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716531

### Habitat-rénovations du Grand Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Riopel, avocat, 641, Stuart, Outremont, Madeleine Guay, épouse de Marcel Bureau, 602, Bennett, Montréal, et Suzanne Jeanneau, épouse de Robert Dubé, 452, Galt, Verdun, ces deux dernières secrétaire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Habitat-rénovations du Grand Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

corporating: Denis Germain, industrial relations consultant, Thelma Pratte, housewife, wife of the said Denis Germain, both of 17 des Ormes, and Yolande Bourdua, secretary, wife of Jean-Guy Savaria, 157 Principale, all three of St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on business as administration and management consultants, industrial relations, personnel management consultants, and consultants for operations and undertakings of all kinds, under the name of "Denis Germain inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$50 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716401

### Richard Georges Godin Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-M. Tardif, 360 Hall Avenue, St. Lambert, Pierre Trépanier, 200 Elgar, Apt. 403, Nuns' Island, Fred S. McRobie, 4145 Blueridge Crescent, Apt. 47, Montreal, and Henri-P. Lafleur, 414 Grosvenor, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors, under the name of "Richard Georges Godin Itée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716531

### Habitat-rénovations du Grand Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Riopel, advocate, 641 Stuart, Outremont, Madeleine Guay, wife of Marcel Bureau, 602 Bennett, Montreal, and Suzanne Jeanneau, wife of Robert Dubé, 452 Galt, Verdun, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Habitat-rénovations du Grand Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 14068, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

714342

**InfoMedia Communications Inc.  
Communications InfoMedia inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Simone Bédard, professeur, épouse divorcée de Charles-Michel Bédard, Montréal, Gilles Rivest, agent en relations publiques, Île-aux-Soeurs, Erol Russo, directeur de mise en marché, Saint-Laurent, et Michel Archambault, conseiller en formation, Boucherville, pour les objets suivants:

Produire et faire le commerce de films pour la télévision, le cinéma ou autres moyens de diffusion cinématographique et audio-visuelle, sous le nom de « InfoMedia Communications Inc.—Communications InfoMedia inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716730

**Interconsult Corporation Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135 place Côte Vertu, app. 303, Ruby A. Oxner, 3555, chemin Côte des Neiges, app. 401, tous deux de Montréal, et Michael P. Maloney, 203, chemin Woodside, Beaconsfield, tous trois commis en loi, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de marchandises, articles, effets, matériaux, produits et denrées de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Interconsult Corporation Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716221

**Interloc Films Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Marcel Pothier, monteur sonore,

The head office of the company is at 14068 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

714342

**InfoMedia Communications Inc.  
Communications InfoMedia inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simone Bédard, teacher, divorced wife of Charles-Michel Bédard, Montreal, Gilles Rivest, public relations officer, Île-aux-Soeurs, Erol Russo, marketing director, St. Laurent, and Michel Archambault, training consultant, Boucherville, for the following purposes:

To produce and market films for television, theatres or other cinematographic and audio-visual diffusion centers, under the name of "InfoMedia Communications Inc.—Communications InfoMedia inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716730

**Interconsult Corporation Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, both of Montreal, and Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, all three law clerks, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares, merchandise, materials, products and commodities of every description, under the name of "Interconsult Corporation Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716221

**Interloc Films Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Pothier, sound producer, 2016 Perham,

2016, Perham, Montréal, Pierré Leroux, 1, 45e avenue, Bois-des-Filion, Jacques Leroux, 2155, chemin Comtois, tous deux monteurs image, et Raymond Leroux, ingénieur du son, 1775A, Côte Terrebbonne, ces deux derniers de Saint-Louis-de-Terrebbonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la création, de l'enregistrement et de la production du son et de l'image sous toutes formes par des techniques, entre autres, cinématographiques, photographiques, magnétiques ou audio-visuelles, sous le nom de « Interloc Films Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

715659

### R.C. Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Grace Robinson, secrétaire, fille majeure, 1010, de Salaberry, app. 12, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, d'immeubles et de construction, sous le nom de « R.C. Investment Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 10, des Épinettes, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715811

### Jouets Provinciaux inc. Provincial Toys Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Foisy, administrateur, Colette Plante, infirmière, épouse dudit Jacques Foisy, tous deux de 723, De Brest, Laval, et Pierre Hamel, notaire, 5567, avenue Verdun, Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, nouveautés, articles d'amusement, de divertissement, de loisirs et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Jouets Provinciaux inc. — Provincial Toys Inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 50 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

Montreal, Pierre Leroux, 1, 45th Avenue, Bois-des-Filion, Jacques Leroux, 2155 Comtois Road, both picture producers, and Raymond Leroux, sound engineer, 1775A Côte Terrebbonne, the latter two of St. Louis-de-Terrebbonne, for the following purposes:

To deal in the creation, registration and production of sound and pictures of all kinds by filming, photographic, magnetic or audio-visual techniques, under the name of "Interloc Films Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 600 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715659

### R.C. Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton, Montreal West, both advocates, and Grace Robinson, secretary, spinster, 1010 de Salaberry, Apt. 12, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, real estate and construction company, under the name of "R.C. Investment Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10 des Épinettes, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
compagnies and cooperatives.*

44711-0

715811

### Jouets Provinciaux inc. Provincial Toys Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Foisy, administrator, Colette Plante, nurse, wife of the said Jacques Foisy, both of 723 De Brest, Laval, and Pierre Hamel, notary, 5567 Verdun Avenue, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, amusement, entertainment and recreational articles and all kinds of specialties related thereto, under the name of "Jouet Provinciaux inc. — Provincial Toys Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 15,000 common shares of \$5 each and 50 preferred shares of \$1,000 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716222

**L'Action Communautaire du Centre  
de Sherbrooke (l'Accents)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Royer, Jacques Audet, tous deux de 986, Fédéral, Françoise Roy, 237, Brooks, Jacques Rodrigue, 1085, boulevard Alexandre, Guy Labrecque, 135, King ouest, et Denis Vachon, 500, Murray, tous animateurs, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Amener la population à plus de participation à travers des actions collectives, sous le nom de « L'Action Communautaire du Centre de Sherbrooke (l'Accents) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 986, rue Fédéral, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716515

**Lindale Holdings Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire juridique, 31, Marowynne Drive, tous deux de Willowdale, Myrtle Whyte, teneuse de livres, 119, avenue Clovelly, toutes deux filles majeures, Herbert West, 1309 est, rue Queen, tous deux de Toronto, et Michael Marion Zebeski, 119, Vanguard Drive, Islington, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Lindale Holdings Inc. », avec un capital-actions, divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.25 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, local 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715776

**Lingerie Tillemont inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716222

**L'Action Communautaire du Centre  
de Sherbrooke (l'Accents)**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Royer, Jacques Audet, both of 986 Fédéral, Françoise Roy, 237 Brooks, Jacques Rodrigue, 1085 Alexandre Boulevard, Guy Labrecque, 135 King West, and Denis Vachon, 500 Murray, all group leaders, of Sherbrooke, for the following purposes:

To encourage community participation through group action, under the name of "L'Action Communautaire du Centre de Sherbrooke (l'Accents)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at 986 Federal Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716515

**Lindale Holdings Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, 31 Marowynne Drive, both of Willowdale, Myrtle Whyte, bookkeeper, 119 Clovelly Avenue, both spinsters, Herbert West, 1309 Queen Street East, both of Toronto, and Michael Marion Zebeski, 119 Vanguard Drive, Islington, the latter two executives, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Lindale Holdings Inc.", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value and 500,000 preferred shares of a par value of \$0.25 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715776

**Lingerie Tillemont inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of No-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Coutellier, notaire, 7977, Bonnier, Lasalle, Robert Lefebvre, caissier, 4261, Fabre, et Yvette Bouchard, secrétaire, épouse de René Laganère, 5680, 6<sup>e</sup> avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, chaussures et lingerie de maison de toutes sortes, sous le nom de « Lingerie Tillemont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1985, rue Tillemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716121

#### Les loisirs Jearo, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rosaire Boutet, commerçant, Monique Paquet, épouse dudit Rosaire Boutet, tous deux de 160, boulevard du Pont, Bernières, et Rita Andrews, épouse de Jean-Paul Côté, 1321, route de l'Église, Sainte-Foy, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, salle de danse, terrain de camping, magasin et articles de sport et procurer des loisirs récréatifs, sous le nom de « Les loisirs Jearo, inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Flavien, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716191

#### McDonald-Heron Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Hugh David Heron, fils, 475, Caledonia, Dorval, John T. Birmingham, 6, place du Parc, app. 12A, Edward N. McDonald, 1463, rue Bishop, app. B-3, tous trois administrateurs, et Harold G. Heron, dessinateur et photographe indépendant, 2250, Guy, app. 3003, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, produits, appareils, pièces constitutives, en faire le commerce et offrir tout genre de services reliés à ceux, sous le nom de « McDonald-Heron Corporation », avec un capital total de \$50,000, divisé en 12 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 488 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 495 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Coutellier, notary, 7977 Bonnier, Lasalle, Robert Lefebvre, cashier, 4261 Fabre, and Yvette Bouchard, secretary, wife of René Laganère, 5680, 6th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments, footwear and household linen of all kinds, under the name of "Lingerie Tillemont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1985 Tillemont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716121

#### Les loisirs Jearo, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Boutet, tradesman, Monique Paquet, wife of the said Rosaire Boutet, both of 160 du Pont Boulevard, Bernières, and Rita Andrews, wife of Jean-Paul Côté, 1321 route de l'Église, St. Foy, the latter two housewives, for the following purposes:

To operate a restaurant, dance hall, camping ground and store, deal in sports articles and provide recreational activities, under the name of "Les loisirs Jearo, inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Flavien, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716191

#### McDonald-Heron Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hugh David Heron junior, 475 Caledonia, Dorval, John T. Birmingham, 6 Park Place, Apt. 12A, Edward N. McDonald, 1463 Bishop Street, Apt. B-3, all three executives, and Harold G. Heron, free-lance designer and photographer, 2250 Guy, Apt. 3003, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, merchandise, equipment, components and services of any nature, under the name of "McDonald-Heron Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 12 class "A" shares of a par value of \$1 each, 488 class "B" shares of a par value of \$1 each and 495 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 715937

**Maçonnerie Sud inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Monique Larosée, secrétaire, épouse de Yvon Larosée, 8897, boulevard Lasalle, Lasalle, Raynald Vermette, comptable, 6265, de Beauvais, Saint-Léonard, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le métier de briqueteur, de maçon ou d'expert dans la confection ou la finition de murs extérieurs, sous le nom de « Maçonnerie Sud inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2364, Joliette, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 715966

**Pierre Martin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Raymond Lebel, industriel, 2525, Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, Michelle Longpré, 337, 46e Rue ouest, Charlesbourg, et Suzanne Dumas, 2761, Louisbourg, Sainte-Foy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Pierre Martin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716028

**Maxco chiffon inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Benoit Lavoie, gérant, 4031, Emery, Gaby-L. Bélanger, 6339, Pascale, tous deux de

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 715937

**Maçonnerie Sud inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Monique Larosée, secretary, wife of Yvon Larosée, 8897 Lasalle Boulevard, Lasalle, Raynald Vermette, accountant, 6265 de Beauvais, St. Léonard, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the trade of bricklayer, mason or expert in the building and finishing of outer walls, under the name of "Maçonnerie Sud inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2364 Joliette, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 715966

**Pierre Martin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lebel, industrialist, 2525 Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, Michelle Longpré, 337, 46th Street West, Charlesbourg, and Suzanne Dumas, 2761 Louisbourg, St. Foy, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, articles and wares, under the name of "Pierre Martin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716028

**Maxco chiffon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Lavoie, manager, 4031 Emery, Gaby-L. Bélanger, 6339 Pascale, both of Montreal North, Guy

Montréal-Nord, Guy Larocque, 4405, boulevard Lavoie, tous deux commerçants, et Lucien Bourget, comptable, 661, Patenaude, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits sanitaires, industriels, commerciaux et résidentiels, sous le nom de « Maxco chiffon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5816, rue Charle-roi, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

716391

**Les Modes Donali inc.  
Donali Fashions Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Stephen Marcovitch, avocat, 5724 Eldridge, Donna Sommer, fille majeure, 5750, Mapleridge, tous deux de Côte Saint-Luc, et Michelle Charbonneau, épouse d'André Charbonneau, 855, Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements pour hommes et dames, marchandises en cuir et en suède, vêtements de fourrure, vêtements et autres articles, colifichets, bijouterie, bibelots et articles de même catégorie, sous le nom de « Les Modes Donali inc.—Donali Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,500, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716007

**Montbel Fur Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 5669, Edgemore, Côte Saint-Luc, et Avrum Orenstein, 4725, avenue Bourret, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de fourrure en gros et au détail, sous le nom de « Montbel Fur Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Larocque, 4405 Lavoie Boulevard, both merchants, and Lucien Bourget, accountant, 661 Patenaude, the latter two of Laval, for the following purposes:

To deal in industrial, commercial and residential sanitation products, under the name of "Maxco chiffon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5816 Charle-roi Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716391

**Les Modes Donali inc.  
Donali Fashions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Marcovitch, advocate, 5724 Eldridge, Donna Sommer, spinster, 5750 Mapleridge, both of Côte Saint-Luc, and Michelle Charbonneau, wife of André Charbonneau, 855 Dollard, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in all kinds of men's and ladies' wearing apparel, leather goods, suede goods and fur garments, clothing and all other items, trinkets, jewellery, notions and things pertaining to same, under the name of "Les modes Donali inc.—Donali Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,500, divided into 3,000 common shares having a par value of \$1 each and 3,750 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-0

716007

**Montbel Fur Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 5669 Edgemore, Côte Saint-Luc, and Avrum Orenstein, 4725 Bourret Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on generally a wholesale and retail fur business, under the name of "Montbel Fur Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716095

**Montreal Gas Bar Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, et Ronald Blumer, 5501, Adalbert, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire la vente de véhicules, accessoires et pièces de toutes sortes, sous le nom de « Montreal Gas Bar Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716064

**Multiform Kitchens Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Guérin, 25, Beloeil, Outremont, Pierre Durand, 3542, Vendôme, tous deux avocats, et Lise Desautels, secrétaire, fille majeure, 2211, Édouard-Montpetit, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et de marchandises électriques de toutes sortes, sous le nom de « Multiform Kitchens Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5726 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716291

**Multiform Manufacturing Co. Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Guérin, 25, Beloeil,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716095

**Montreal Gas Bar Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, and Ronald Blumer, 5501, Adalbert, the latter two of Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in vehicles and the accessories and parts thereof of every kind, under the name of "Montreal Gas Bar Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716064

**Multiform Kitchens Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Guérin, 25 Beloeil, Outremont, Pierre Durand, 3542 Vendôme, both lawyers, and Lise Desautels, secretary, spinster, 2211 Édouard-Montpetit, Apt. 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in commercial appliances and electrical merchandise of all kinds, under the name of "Multiform Kitchens Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5726 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716291

**Multiform Manufacturing Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Guérin, 25 Beloeil, Outremont,

Outremont, Pierre Durand, 3542, Vendôme, tous deux avocats, et Lise Desautels, secrétaire, fille majeure, 2211, Édouard-Montpetit, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques et des marchandises en plastique et matériaux, métaux, éléments chimiques, minéraux, caoutchouc et produits d'icelui, peintures, verre, matériaux de construction et fournitures, ébénisterie, jouets et toutes sortes d'articles de ménage, sous le nom de « Multiform Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5726 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716290

N.M.L. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300, boulevard de Maisonneuve, Montréal, et Henri-W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des bateaux, embarcations commerciales, yachts, bateaux à voile, canots automobiles, bateaux à rames, bateaux-canots, canots et vaisseaux, de toutes sortes et toute fourniture et quaiage, amarage et tous équipements connexes à ceux, en faire le commerce, sous le nom de « N.M.L. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 415 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715732

North Wales Mines &amp; Holdings Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Marion Zebeski, 19, Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 est, rue Queen, Toronto, tous deux administrateurs, et Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire juridique, fille majeure, 31, Marowynne Drive, Willowdale, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitation minière, de broyage, épuration et mise en valeur, sous le nom de « North Wales Mines & Holdings Limited », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Pierre Durand, 3542 Vendôme, both lawyers, and Lise Desautels, secretary, spinster, 2211 Édouard-Montpetit, Apt. 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, woodwork, toys and all kinds of household articles, under the name of "Multiform Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5726 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716290

N.M.L. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard, Montreal, and Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in ships, commercial crafts, yachts, sail boats, motor boats, row boats, canoes boats, canoes and vessels of all kinds and all furniture and wharfing, mooring and other equipment related thereto, under the name of "N.M.L. Ltd.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715732

North Wales Mines &amp; Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Marion Zebeski, 19 Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 Queen Street East, Toronto, both executives, and Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, spinster, 31 Marowynne Drive, Willowdale, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of mining, reduction and development, under the name of "North Wales Mines & Holdings Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716128

**Nortron Products Ltd.  
Les produits Nortron Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Beldon R. Stafford, 962, Pacific Drive, Delta, Colombie-Britannique, Norman-C. Gagné, 701, avenue Hartland, Montréal, tous deux hommes d'affaires, et Barbara Leclerc, vendeuse, épouse de Marcel Lefrançois, 5400, de Salaberry, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer des machines, de la machinerie, pièces d'icelle, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, bornes de fil, attaches et outillage, en faire le commerce, sous le nom de « Nortron Products Ltd. — Les produits Nortron Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716105

**Les placements Miro inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, et Pierrette Mercier, 2294, de Rouville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble, de gestion, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Les placements Miro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue St-Joseph, Saint-Victor, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716306

**Les placements Sofiter inc.  
Sofiter Investments Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716128

**Nortron Products Ltd.  
Les produits Nortron Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Beldon R. Stafford, 962 Pacific Drive, Delta, British Columbia, Norman-C. Gagné, 701 Hartland Avenue, Montreal, both businessmen, and Barbara Leclerc, saleslady, wife of Marcel Lefrançois, 5400 de Salaberry, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, wire terminals, attachments and equipment, under the name of "Nortron Products Ltd. — Les produits Nortron Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716105

**Les placements Miro inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route number 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, and Pierrette Mercier, 2294 de Rouville, the latter two secretaries, spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a construction, realty, management, holding and investment company, under the name of "Les placements Miro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St. Joseph Street, St. Victor, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716306

**Les placements Sofiter inc.  
Sofiter Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Dubé, inspecteur d'assurances, 711, St-Louis, Jacques Chartrand, ingénieur, 790, St-Pierre, Raymond Janssens, 1192, St-Sacrement, Fernand Lacelle, 1152, St-Sacrement, tous deux vitriers, Yvon Daunais, dessinateur, 702, Paul VI, Gilles Bouchard, comptable agréé, 215, St-Joseph, et Raoul Chartrand, manufacturier, 478, St-Louis, tous de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les placements Sofiter inc.— Sofiter Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,250 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715631

#### Plaza Photo Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Georges Ducas, employé à l'Iron Ore Company, 169, Dequen, Eric Ward, photographe, 77, Papineau, et Paul Beaulieu, employé de Cartier Transport, 757, Dequen, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Plaza Photo Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 700, avenue Laure, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716100

#### Polgro Investment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yvan Poliquin, 31, Applegrove, Dollard-des-Ormeaux, Yolande Coutu, 4650, Lacombe, Montréal, et Marc De Wever, 80, avenue Hudson, app. 6, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Polgro Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, Place d'Armes, suite 1800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716264

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Dubé, insurance inspector, 711 St. Louis, Jacques Chartrand, engineer, 790 St. Pierre, Raymond Janssens, 1192 St. Sacrement, Fernand Lacelle, 1152 St. Sacrement, both glaziers, Yvon Daunais, draftsman, 702 Paul VI, Gilles Bouchard, chartered accountant, 215 St. Joseph, and Raoul Chartrand, manufacturer, 478 St. Louis, all of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on all aspects of the business of money lenders, under the name of "Les placements Sofiter inc.— Sofiter Investments Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 750 common shares of \$1 each and 39,250 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715631

#### Plaza Photo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Ducas, Iron Ore Company employee, 169 Dequen, Eric Ward, photographer, 77 Papineau and Paul Beaulieu, Cartier Transport employee, 757 Dequen, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Plaza Photo Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 700 Laure Avenue, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716100

#### Polgro Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Poliquin, 31 Applegrove, Dollard-des-Ormeaux, Yolande Coutu, 4650 Lacombe, Montréal, and Marc De Wever, 80 Hudson Avenue, Apt. 6, Mount Royal all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company under the name of "Polgro Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 507 Place d'Armes, Suite 1800, Montreal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716264

**Precision Mechanics Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Nicolaos Roussakis, gérant, 3535, rue Edgar, Laval, Alexandre Duca, 11844, rue Monty, Montréal-Nord, et Dominico Vespoli, 6909, rue Lamont, Montréal, ces deux derniers machinistes, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de métaux, produits en bois et en plastique et autres articles, en faire le commerce, sous le nom de « Precision Mechanics Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et 280 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8890, 56e Avenue (Rivière-des-Prairies), Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715912

**Productions Jean Claude Charbonneau inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Mario Girard, Pierre Laforest, tous deux avocats, de 4858, Côte des Neiges, de Montréal, et Jean-Claude Charbonneau, annonceur, 100B, boulevard des Prairies, app. 803B, Laval, pour les objets suivants:

Composer, écrire, arranger, traduire, publier, imprimer, distribuer et faire le commerce de brochures, textes, musiques, arrangements et autres, et toutes espèces de matière écrite, composée, arrangée, imprimée ou publiée, sous le nom de « Productions Jean Claude Charbonneau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100B, boulevard des Prairies, appartement 803B, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716316

**Publicitel inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Mario Verdon, commentateur, 3250, Forest Hill, Sylviane Cahey, speakerine, épouse divorcée de Pierre Thériault, 3980, Kindersley, et Horace Boileau, comptable, 5607, Plantagenet, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

**Precision Mechanics Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicolaos Roussakis, manager, 3535 Edgar Street, Laval, Alexandre Duca, 11844 Monty Street, Montreal North, and Dominico Vespoli, 6909 Lamont Street, Montreal, the latter two machinists, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metal, wood and plastic products and other articles, under the name of "Precision Mechanics Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 280 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8890, 56th Avenue, (Rivière-des-Prairies), Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715912

**Productions Jean Claude Charbonneau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Girard, Pierre Laforest, both advocates, of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Jean-Claude Charbonneau, announcer, 100B des Prairies Boulevard, Apt. 803B, Laval, for the following purposes:

To compose, write, edit, translate, publish, print, distribute and deal in brochures, texts, sheet-music, musical arrangements and the like, and all types of written, composed, arranged, printed or published material, under the name of "Productions Jean Claude Charbonneau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 100B des Prairies Boulevard, Apt. 803B, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716316

**Publicitel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Verdon, commentator, 3250 Forest Hill, Sylviane Cahey, speakerine, divorced wife of Pierre Thériault, 3980 Kindersley, and Horace Boileau, accountant, 5607 Plantagenet, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme conseillers et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Publicitel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, rue Stanley, suite 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

716285

**Québec Industrial Filters Inc.  
Filtres Industriels du Québec inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gaston Trudel, homme d'affaires, Martha Brouillette, ménagère, épouse dudit Gaston Trudel, et Raymond Trudel, commis, tous trois de 1890, Bourassa, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils pour fins industrielles et commerciales, sous le nom de « Québec Industrial Filters Inc.—Filtres Industriels du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

716177

**Radisson Garden Centres Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Frank Brown, commis, 4681, avenue Linton, Ernest Nielson, 1900, avenue Lincoln, tous deux de Montréal, et Lawrence H. Smith, 473, Côte St-Antoine, Westmount, ces deux derniers fleuristes, pour les objets suivants:

Planter, cultiver, élever, développer et faire le commerce des fleurs, des arbres, des arbustes et des plants de toutes sortes, sous le nom de « Radisson Garden Centres Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-0

716157

**Renaissance Music Corporation Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To carry on business as advertising consultants and contractors, under the name of "Publicitel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley Street, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716285

**Québec Industrial Filters Inc.  
Filtres Industriels du Québec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Trudel, businessman, Martha Brouillette, housewife, wife of the said Gaston Trudel, and Raymond Trudel, office clerk, all three of 1890 Bourassa, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, tools and apparatus for industrial and commercial purposes, under the name of "Québec Industrial Filters Inc.—Filtres Industriels du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716177

**Radisson Garden Centres Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Brown, clerk, 4681 Linton Avenue, Ernest Nielson, 1900 Lincoln Avenue, both of Montreal, and Lawrence H. Smith, 473 Côte St-Antoine, Westmount, the latter two florists, for the following purposes:

To plant, cultivate, raise, develop and deal in flowers, trees, shrubs and plants of all kinds, under the name of "Radisson Garden Centres Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716157

**Renaissance Music Corporation Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of Octo-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Morton Satin, administrateur, Miryam Faierstein, ménagère, épouse dudit Morton Satin, tous deux du 747, rue Drummond, Laval, Stan Rubin, administrateur, et Eleanor Minsky, ménagère, épouse dudit Stan Rubin, ces deux derniers de 7521, chemin Eastluc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, éditeurs de musique, papiers à musique, journaux sur la musique, relieurs, libraires de cahiers de musique et agents de publicité en matière de musique, sous le nom de « Renaissance Music Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5175 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 715673

**Renaud-Riberolles Acting Cinema Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, tous deux de 4858, Côte des Neiges, Montréal, et Luc Parent, 560, Carlyle, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Dispenser des cours d'art dramatique, de pose de voix, de mannequin et des cours sur le cinéma, sous le nom de « Renaud-Riberolles Acting Cinema Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Place d'Youville, suite 1804, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716052

**Round's Flooring Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Wayne Raymond, Patrick Raymond, tous deux agents d'affaires, et Evelyne McCartney, secrétaire, épouse dudit Patrick Raymond, tous trois de 3356, Fleury est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Round's Flooring Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Satin, executive, Miryam Faierstein, housewife, wife of the said Morton Satin, both of 747 Drummond Street, Laval, Stan Rubin, executive, and Eleanor Minsky, housewife, wife of the said Stan Rubin, the latter two of 7521 Eastluc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as printers, music publishers, music newspaper publishers, music bookbinders, music booksellers, and music advertising agents, under the name of "Renaissance Music Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5175 Sherbrooke West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 715673

**Renaud-Riberolles Acting Cinema Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, both of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Luc Parent, 560 Carlyle, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To offer courses in acting, vocal pitch, modelling and cinematography; under the name of "Renaud-Riberolles Acting Cinema Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Place d'Youville, Suite 1804, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716052

**Round's Flooring Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wayne Raymond, Patrick Raymond, both business agents, and Evelyne McCartney, secretary, wife of the said Patrick Raymond, all three of 3356 Fleury East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Round's Flooring Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3356, Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716488

**Claude Roy inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Claude Roy inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe «A» de \$1 chacune et en 19,870 actions privilégiées classe «B» de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 499, rue Visitation, Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716235

**Gilles Royer inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Royer, garagiste, Pierrette Boucher, ménagère, épouse dudit Gilles Royer, tous deux de 24, Raymond, Sainte-Agathe-des-Monts, et Léo Royer, rentier, 6407, boulevard Sauvé, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce des automobiles et véhicules de toutes sortes, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol et autres véhicules, moteurs, machines et de tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Gilles Royer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715900

**S.O.S. Truck Center Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 3356 Fleury East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716488

**Claude Roy inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Claude Roy inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 300 common shares of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 19,870 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 499 Visitation Street, Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716235

**Gilles Royer inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Royer, garage-keeper, Pierrette Boucher, housewife, wife of the said Gilles Royer, both of 24 Raymond, Ste. Agathe-des-Monts, and Léo Royer, annuitant, 6407 Sauvé Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and vehicles of all kinds, agricultural machinery, farming machines, boats, aircraft and other vehicles, motors, engines and all related parts and accessories, under the name of "Gilles Royer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715900

**S.O.S. Truck Center Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jeanne Laferrrière, ménagère, épouse de Philip Tessier, 2189, de Mexico, Théodore Tessier, 1069, Patenaude, tous deux de Laval, et Claude Tessier, Lac Carré, ces deux derniers travailleurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce de camions, automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « S.O.S. Truck Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Sophie, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716029

**St-Félix Clothing Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gérard Lacroix, entrepreneur, Gracia Racine, ménagère, épouse dudit Gérard Lacroix, tous deux de 123, chemin Joliette, Saint-Félix-de-Valois, et Gilles Lacroix, commis, 218, Flamand, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « St-Félix Clothing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716282

**J.B.S. Sales Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, et Pierrette Mercier, 2294, de Rouville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de construction, sous le nom de « J.B.S. Sales Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, chemin Dufferin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716419

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeanne Laferrrière, housewife, wife of Philip Tessier, 2189 de Mexico, Théodore Tessier, 1069 Patenaude, both of Laval, and Claude Tessier, Lac Carré, the latter two labourers, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in trucks, automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "S.O.S. Truck Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Sophie, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716029

**St-Félix Clothing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Lacroix, contractor, Gracia Racine, housewife, wife of the said Gérard Lacroix, both of 123 Joliette Road, St. Félix-de-Valois, and Gilles Lacroix, clerk, 218 Flamand, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "St-Félix Clothing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716282

**J.B.S. Sales Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route No. 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, and Pierrette Mercier, 2294 de Rouville, the latter two secretaries, spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in building products, under the name of "J.B.S. Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 180 Dufferin Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716419

**Service d'aménagement paysager d'intérieur naturel (S.A.P.I.N.) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Georges-W. Archer, 1237, route de l'Église, Sainte-Foy, Jules-H. Bourré, 1627, Garnier, Québec, et Robert McNeil, 29, Fraser, Lévis, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'arbres, arbustes, fleurs et plantes de toute sorte, sous le nom de « Service d'aménagement paysager d'intérieur naturel (S.A.P.I.N.) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1237, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716220

**Service de documentation juridique (SEDOJ) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Boucher, 5660, Decelles, #402, Ejan Mackaay, 258, Carré St-Louis, tous deux professeurs, de Montréal, Claude Fabien, 1150, Jogues, Sherbrooke, et Marion Thibault, épouse de Frank Iezzoni, 118A, St-Charles est Longueuil, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement de la jurimétrie, de l'informatique juridique et du droit, sous le nom de « Service de documentation juridique (SEDOJ) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716344

**Service d'entretien préventif (Québec) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Carmen Perron, secrétaire, fille majeure, Michel Bessette, et Marc Rivard, ces deux derniers avocats, tous trois de 56, Wellington nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'inspection, de détection et de révision préventive de tout ce qui concerne l'aménagement physique de toutes sortes de locaux, maisons, édifices publics, usines ou autres, sous le nom de

**Service d'aménagement paysager d'intérieur naturel (S.A.P.I.N.) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-W. Archer, 1237 route de l'Église, St-Foy, Jules-H. Bourré, 1627 Garnier, Québec, and Robert McNeil, 29 Fraser, Lévis, all three businessmen, for the following purposes:

To deal in trees, shrubs, flowers and plants of all kinds, under the name of "Service d'aménagement paysager d'intérieur naturel (S.A.P.I.N.) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1237 route de l'Église, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716220

**Service de documentation juridique (SEDOJ) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Boucher, 5660 Decelles, #402, Ejan Mackaay, 258 St. Louis Square, both professors, of Montreal, Claude Fabien, 1150 Jogues, Sherbrooke, and Marion Thibault, wife of Frank Iezzoni, 118A St. Charles East, Longueuil, the latter two advocates, for the following purposes:

To promote the development of jurimetries, juridical data-processing, and law, under the name of "Service de documentation juridique (SEDOJ) inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716344

**Service d'entretien préventif (Québec) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Carmen Perron, secretary, spinster, Michel Bessette, and Marc Rivard, the latter two advocates, all three of 56 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a firm concerned with the inspection, detection and preventive verification of all that pertains to the physical organization of all kinds of premises, houses, public buildings, plants and the like, under the

« Service d'entretien préventif (Québec) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 266, rue Rioux, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716418

**Service mobile d'entraide par radio-téléphone  
Sept-Îles inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ghislain Durette, mécanicien, 106, Blouin, Jean-Guy Vachon, commerçant, 216, Holliday, tous deux de Sept-Îles, et Alain Rose, investigateur d'assurances, Parc Rioux, Canton Letellier, pour les objets suivants:

Grouper tout propriétaire de radio-téléphone qui est désireux de porter aide et assistance à toute personne en difficulté, sous le nom de « Service mobile d'entraide par radio-téléphone Sept-Îles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 106, rue Blouin, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 715270

**J.M. Seyer inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Seyer, commerçant, Lise Deslandes, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Seyer, tous deux de 226, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie, et Bernard Seyer, cultivateur, Saint-Nazaire-d'Acton, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « J.M. Seyer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 226, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 715982

**Shawville and District Snowmobile Club Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

name of "Service d'entretien préventif (Québec) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 266 Rioux Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716418

**Service mobile d'entraide par radio-téléphone  
Sept-Îles inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporation without share capital: Ghislain Durette, mechanic, 106 Blouin, Jean-Guy Vachon, merchant, 216 Holliday, both of Sept-Îles, and Alain Rose, insurance investigator, Parc Rioux, canton Letellier, for the following purposes:

To group together radiotelephone owners who wish to offer assistance to persons in difficulty, under the name of "Service mobile d'entraide par radio-téléphone Sept-Îles inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 106 Blouin Street, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 715270

**J.M. Seyer inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th November of 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Seyer, merchant, Lise Deslandes, housewife, wife of the said Jean-Marc Seyer, both of 226 Laurier Boulevard, St. Rosalie, and Bernard Seyer, farmer, of St. Nazaire-d'Acton, for the following purposes:

To operate gas and oil stations under the name of "J.M. Seyer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 226 Laurier Boulevard, St. Rosalie, judicial district of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 715982

**Shawville and District Snowmobile Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 4e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Elburne Arnold Bean, mécanicien, Lorne Norval Wilson, James Maurice Lemay, Christopher Irvin Louis Judd, tous trois fermiers, Douglas Neil Mc Munn, William Alexander Lang, tous deux opérateurs, Robert Claude Campbell, marchand, Wayne Emerson Park, commis, et Versil Mervin Smith, surintendant, tous de Shawville, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un club de motoneige à des fins d'accommodation, distraction et agrément des membres de la corporation, sous le nom de « Shawville and District Snowmobile Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut posséder et acquérir la corporation est \$12,000.

Le siège social de la corporation est à Shawville, district judiciaire de Pontiac.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

715244

**Sheff, Weiser and Associates Inc.  
Sheff, Weiser et associés inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis Sheff, 4560 Stanley Weir, Joseph-Avrum Weiser, 6520, McLynn, tous deux courtiers en assurance, de Montréal, et Allan Sheff, analyste financier, 7600, chemin Earle, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Sheff, Weiser and Associates Inc.—Sheff, Weiser et associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5165, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716168

**Société de gestion Lac St-Jean inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Roy, administrateur, 420, Gauthier, app. 1, J.-Vincent Fleury, et André Blanchet, ces deux derniers avocats, de rang Saguenay, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Société de gestion Lac St-Jean inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 50,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Elburne Arnold Bean, mechanic, Lorne Norval Wilson, James Maurice Lemay, Christopher Irvin Louis Judd, all three farmers, Douglas Neil McMunn, William Alexander Lang, both operators, Robert Claude Campbell, merchant, Wayne Emerson Park, clerk, and Versil Mervin Smith, supervisor, all of Shawville, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a snowmobile club for the accommodation, recreation and convenience of the members of the corporation, under the name of "Shawville and District Snowmobile Club Inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$12,000.

The head office of the corporation is at Shawville, judicial district of Pontiac.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

715244

**Sheff, Weiser and Associates Inc.  
Sheff, Weiser et associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Sheff, 4560 Stanley Weir, Joseph-Avrum Weiser, 6520 McLynn, both insurance brokers, of Montreal, and Allan Sheff, financial analyst, 7600 Earle Road, Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Sheff, Weiser and Associates Inc.—Sheff, Weiser et associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each and 390 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 5165 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716168

**Société de gestion Lac St-Jean inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Roy, executive, 420 Gauthier, Apt. 1, J.-Vincent Fleury, and André Blanchet, the latter two advocates, of Saguenay Range, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as an administration and investment company, under the name of "Société de gestion Lac St-Jean inc.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 50,000 common shares of \$10 each and 50,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716608

**La Société de terrazzo et tuile T.M. inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Roger Thomas, 430, Dodier ouest, André Thomas, 478, Trépanier, tous deux entrepreneurs, et Yvette Châteauneuf, secrétaire, épouse de Benoit Binet, 339, boulevard Ste-Marthe, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « La Société de terrazzo et tuile T.M. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 716465

**South Shore Tower Crane Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Max Bernard 5360, Macdonald, Montréal, David Katznelson, 145, Radcliffe, Montréal-Ouest, et Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « South Shore Tower Crane Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires catégorie « A » de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 300, rue de Roussillon, suite 3, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716127

**Svelt-O-Magic Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Aimé Désy, comptable, 6222, Viau, André Duval, commis, 2141, Masson, tous deux de Montréal, et Agathe Désy, infirmière, fille majeure, 1137, Godin, Verdun, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716608

**La Société de terrazzo et tuile T.M. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Thomas, 430 Dodier West, André Thomas, 478 Trépanier, both contractors, and Yvette Châteauneuf, secretary, wife of Benoit Binet, 339 St. Marthe Boulevard, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "La Société de terrazzo et tuile T.M. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 716465

**South Shore Tower Crane Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernard, 5360 Macdonald, Montreal, David Katznelson, 145 Radcliffe, Montreal West, and Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "South Shore Tower Crane Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 300 de Roussillon Street, Suite 3, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716127

**Svelt-O-Magic Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Désy, accountant, 6222 Viau, André Duval, clerk, 2141 Masson, both of Montreal, and Agathe Désy, nurse spinster, 1137 Godin, Verdun, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Svelt-O-Magic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 622, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716184

**Tecnicor Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles-G. Tessier, 445, Grenfell, Hugues Ferron, 17, avenue Lazard, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Jeannette Fournier, secrétaire, fille majeure, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants dans le domaine de l'administration et du commerce ainsi que dans les secteurs économiques, financiers, industriels, scientifiques et techniques, sous le nom de « Tecnicor Itée », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716063

**Tentes Confort inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Laflamme, industriel, Claudette Rousseau, ménagère, épouse dudit Jacques Laflamme, tous deux de Black Lake, et Éthel Proulx, secrétaire, épouse de Maurice Levesque, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de roulottes, tentes-roulottes et hydro-glisseurs, sous le nom de « Tentes Confort inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Black Lake, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715920

**Touraine Plywood Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1971, consti-

To manufacture and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Svelt-O-Magic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6222 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716184

**Tecnicor Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-G. Tessier, 445 Grenfell, Hugues Ferron, 17 Lazard Avenue, both advocates, of Mount Royal, and Jeannette Fournier, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants in the fields of management and business and in the economic, financial, industrial, scientific and technical fields, under the name of "Tecnicor Itée", with a capital stock divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716063

**Tentes Confort inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Laflamme, industrialist, Claudette Rousseau, housewife, wife of the said Jacques Laflamme, both of Black Lake, and Éthel Proulx, secretary, wife of Maurice Levesque, Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, trailer-tents and hydro-gliders, under the name of "Tentes Confort inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Black Lake, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

715920

**Touraine Plywood Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

tuant en corporation: Laco Sajgalik, homme d'affaires, 46, boulevard Cassandra, Don Mills, Paulette Paré, secrétaire, fille majeure, 90, St-Rédempteur, et Charles-H. Rioux, notaire, 600, boulevard Taché, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitants forestiers, bûcherons, marchands de bois et propriétaires de scierie, moulins à planer et moulin à pulpe, sous le nom de « Touraine Plywood Limited » avec un capital total de \$70,000, divisé en 70,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Touraine, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716035

**Twin Pinnacle Towers Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Harry L. Colle, courtier, Béatrice L. Colle, administratrice, épouse dudit Harry L. Colle, tous deux de 4945, Côte des Neiges, app. 9, Paul Billick, ingénieur, 5198, Westbury, Moses Hyman Myerson, avocat, 5235, chemin Côte Saint-Luc, tous quatre de Montréal, Marc Leroux, notaire, 878, Carlyle, Mont-Royal, et Reuben Fisher, architecte, 225, avenue Olivier, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Twin Pinnacle Towers Corp. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 716010

**United Boiler Maintenance Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Alfred McClung, préposé à l'entretien, Thelma Mary Evenson, secrétaire, épouse dudit Alfred McClung, tous deux de 188, rue Labonté, Rosemère, et Armand Prieur, maître-plombier, 225, Pascale, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entretien des chaudières, réparations et nettoyage des fournaies, offrir les services et l'entretien des chaudières, faire le commerce des appareils de chauffage et de plomberie et de toutes choses s'y rapportant, sous le nom de « United Boiler Maintenance Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

ing: Laco Sajgalik, businessman, 46 Cassandra Boulevard, Don Mills, Paulette Paré, secretary, spinster, 90 St-Rédempteur, and Charles-H. Rioux, notary, 600 Taché Boulevard, the latter two of Hull, for the following purposes:

To carry on in any and all their branches the businesses of loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planingmill and pulpmill owners, under the name of "Touraine Plywood Limited", with a total capital stock of \$70,000, divided into 70,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Touraine, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716035

**Twin Pinnacle Towers Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry L. Colle, broker, Béatrice L. Colle, executive, wife of the said Harry L. Colle, both of 4945 Côte des Neiges, Apt. 9, Paul Billick, engineer, 5198 Westbury, Moses Hyman Myerson, advocate, 5235 Côte St-Luc Road, all four of Montreal, Marc Leroux, notary, 378 Carlyle, Mount Royal, and Reuben Fisher, architect, 225 Olivier Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Twin Pinnacle Towers Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 716010

**United Boiler Maintenance Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred McClung, maintenance engineer, Thelma Mary Evenson, secretary, wife of the said Alfred McClung, both of 188 Labonté Street, Rosemère, and Armand Prieur, master plumber, 225 Pascale, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of boiler maintenance, repairs and cleaning of furnaces, dealing in and with servicing and maintaining boilers, heating and plumbing equipment and all things related thereto, under the name of "United Boiler Maintenance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716172

**Velrac inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michel Léveillé, 609, boulevard Ste-Anne, J.-L.-Laurent Cardin, 489, boulevard Ste-Anne, tous deux médecins, et Donald Desrosiers, comptable, 324, Lévis, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Velrac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716453

**Venture Resources Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Marion Zebeski, administrateur, 19, Vanguard Drive, Islington, Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire juridique, fille majeure, 31, Marowynne Drive, et Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, ces deux derniers de Willowdale, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitation minière, de broyage, d'épuration et de mise en valeur, sous le nom de « Venture Resources Corp. », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, suite 800, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

716131

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716172

**Velrac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Léveillé, 609 St. Anne Boulevard, J.-L.-Laurent Cardin, 489 St. Anne Boulevard, both physicians, and Donald Desrosiers, accountant, 324 Lévis, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Velrac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

716453

**Venture Resources Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Marion Zebeski, executive, 19 Vanguard Drive, Islington, Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, spinster, 31 Marowynne Drive, and Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, the latter two of Willowdale, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of mining, milling, reduction and development, under the name of "Venture Resources Corp.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

716131

**Lettres patentes supplémentaires****Supplementary Letters Patent****Adrian Investments Ltd.****Adrian Investments Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30<sup>e</sup> jour de dé-

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

cembre 1971, à la compagnie « Adrian Casuals Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de février 1948, 1° changeant son nom en celui de « Adrian Investments Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 1926-48

**Alex. Coulombe Québec limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1971, à la compagnie « Immeubles Alex. Coulombe ltée ». constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1948, changeant son nom en celui de « Alex. Coulombe Québec limitée ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 3595-48

**Ano limitée  
Ano Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1971, à la compagnie « Ano limitée — Ano Limited », 1° réduisant son capital de \$25,000 à \$10,000 par l'annulation de 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$65,000 par la création de 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 54,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 5419-46

**Apex Holdings Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Apex Holdings Limited », diminuant son capital de \$175,000 à \$97,180 par l'annulation de 2,782 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 10158-57

**Les Assurances Carrière (Agences) Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de dé-

Cooperatives to "Adrian Casuals Incorporated", incorporated by letters patent dated 12th day of February, 1948, 1. changing its name to that of "Adrien Investments Ltd."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 1926-48

**Alex. Coulombe Québec limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Immeubles Alex. Coulombe ltée", incorporated by letters patent dated June 15, 1948, changing its name to that of "Alex. Coulombe Québec limitée".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 3595-48

**Ano limitée  
Ano Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ano limitée — Ano Limited", 1. decreasing its capital from \$25,000 to \$10,000 by the cancellation of 150 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$65,000 by the creation of 500 category "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 54,500 category "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 5419-46

**Apex Holdings Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Apex Holdings Limited", reducing its capital from \$175,000 to \$97,180 by the cancellation of 2,782 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 10158-57

**Les Assurances Carrière (Agences) Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

cembre 1971, à la compagnie « Les Assurances Carrière (Agences) ltée », subdivisant 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 308-66

**Atlantic Helicopters Ltd.  
Hélicoptères Atlantique ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Atlantic Helicopters Ltd.—Hélicoptères Atlantique ltée », 1<sup>o</sup> subdivisant 680 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 68,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$70,000 à \$145,000 par la création de 75,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 16433-59

**B & C Cartage Co. Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « B & C Cartage Co. Inc. », diminuant son capital de \$40,000 à \$26,700 par l'annulation de 133 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 10741-57

**Bar Harbor Swimsuits Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Bar Harbor Swimsuits Ltd. », 1<sup>o</sup> convertissant 1,000 actions privilégiées non-émises d'une valeur au pair de \$10 chacune en 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> redésignant ses actions privilégiées existantes en actions privilégiées catégorie « A »; 3<sup>o</sup> modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées; 4<sup>o</sup> modifiant son règlement général No 1.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 1015-64

**Barnes, Graham & Associates Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Cooperatives to "Les Assurances Carrière (Agences) ltée", subdividing 200 common shares of \$100 each into 2,000 common shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 308-66

**Atlantic Helicopters Ltd.  
Hélicoptères Atlantique ltée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Atlantic Helicopters Ltd.—Hélicoptères Atlantique ltée", 1. subdividing 680 preferred shares of the par value of \$100 each into 68,000 preferred shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$70,000 to \$145,000 by the creation of 75,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 16433-59

**B & C Cartage Co. Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "B & C Cartage Co. Inc.", reducing its capital from \$40,000 to \$26,700 by the cancellation of 133 preferred shares of the par value of \$100 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 10741-57

**Bar Harbor Swimsuits Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bar Harbor Swimsuits Ltd.", 1. converting 1,000 unissued preferred shares of a par value of \$10 each into 10,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each; 2. redesignating its existing preferred shares as class "A" preferred shares; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares; 4. amending its General By-Law No. 1.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 1015-64

**Barnes, Graham & Associates Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1971, à la compagnie « Barden Limited », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de mai 1962, 1° changeant son nom en celui de « Barnes, Graham & Associates Ltd. »; 2° changeant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 12200-62

**Beaulé Automobiles inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la compagnie « Beaulé Automobiles inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$150,000 par la création de 140,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 2104-65

**Beaver Enterprises Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Beaver Enterprises Limited », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 1536-66

**Bellemont limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1971, à la compagnie « Bellemont Sales Limited », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1956, changeant son nom en celui de « Bellemont Limitée ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 13543-55

**Bignell & Martin Limited  
Bignell & Martin limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1971, à la compagnie « Bignell & Martin Limited — Bignell & Martin limitée », 1° diminuant son capital de \$80,000 à \$58,700 par l'annulation de 213 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° subdivisant 387 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 38,700 actions privilégiées d'une

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Barden Limited", incorporated by letters patent dated 22nd day of May, 1962, 1. changing its name to that of "Barnes, Graham & Associates Ltd."; 2. changing its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 12200-62

**Beaulé Automobiles inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beaulé Automobiles inc.", increasing its capital from \$10,000 to \$150,000 by the creation of 140,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 2104-65

**Beaver Enterprises Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beaver Enterprises Limited", extending its powers.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 1536-66

**Bellemont limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bellemont Sales Limited", incorporated by letters patent dated 9th day of January, 1956, changing its name to that of "Bellemont limitée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 13543-55

**Bignell & Martin Limited  
Bignell & Martin limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bignell & Martin Limited — Bignell & Martin limitée", 1. reducing its capital from \$80,000 to \$58,700 by the cancellation of 213 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. subdividing 387 preferred shares of the par value of \$100 each into 38,700 preferred shares of the par value of \$1 each and 200

valeur au pair de \$1 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3<sup>e</sup> augmentant son capital de \$58,700 à \$80,000 par la création de 21,300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 3154-46

**J. A. Y. Bouchard inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « J. A. Y Bouchard inc. », réduisant son capital de \$120,000 à \$86,235 par l'annulation de 6,753 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 3392-39

**Brasserie St-Malo inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Taverne Michaud inc. », constituée par lettres patentes en date du 20<sup>e</sup> jour de septembre 1968, changeant son nom en celui de « Brasserie St-Malo inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 4331-68

**Canadian Uniform Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Beacon Uniform Limited », constituée par lettres patentes en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1963, changeant son nom en celui de « Canadian Uniform Limited ».

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 5166-63

**Capital Equipment Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Crump Mechanical Contracting Limited », constituée par lettres patentes en

common shares of the par value of \$100 each into 20,000 common shares of the par value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$58,700 to \$80,000 by the creation of 21,300 preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 3154-46

**J. A. Y. Bouchard inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. A. Y Bouchard inc.", decreasing its capital from \$120,000 to \$86,235 by the cancellation of 6,753 preferred shares of a par value of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 3392-39

**Brasserie St-Malo inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Taverne Michaud inc.", incorporated by letters patent dated September 20, 1968, changing its name to that of "Brasserie St-Malo inc."

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 4331-68

**Canadian Uniform Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beacon Uniform Limited", incorporated by letters patent dated 6th day of December, 1963, changing its name to that of "Canadian Uniform Limited".

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 5166-63

**Capital Equipment Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Crump Mechanical Contracting Limited", incorporated by letters patent dated 20th

date du 20e jour de février 1959, 1° changeant son nom en celui de « Capital Equipment Limited »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 10715-59

**Cartier Propane (1971) Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gaz Propane Marieville inc.—Marieville Propane Gas Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de février 1965, changeant son nom en celui de « Cartier Propane (1971) Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 827-65

**Centre d'Obstétrique et de Gynécologie (Qué.) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Centre d'Obstétrique et de Gynécologie (Qué.) inc. » 1° réduisant son capital de \$40,000 à \$10,000 par l'annulation de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000 par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 2575-68

**Champlain Air Conditioning & Heating  
Services Ltd.  
Les Services d'Air Climatisé & de Chauffage  
Champlain Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la compagnie « Champlain Air Conditioning & Heating Services Ltd.—Les Services d'Air Climatisé & de Chauffage Champlain Itée », augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 897-64

**Chénier Auto Service Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1971, à la compagnie « Chénier Service Inc. »,

day of February, 1959, 1. changing its name to that of "Capital Equipment Limited"; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 10715-59

**Cartier Propane (1971) Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gaz Propane Marieville inc.—Marieville Propane Gas Inc.", incorporated by letters patent dated 25th day of February, 1965, changing its name to that of "Cartier Propane (1971) Inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 827-65

**Centre d'Obstétrique et de Gynécologie (Qué.) inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Centre d'Obstétrique et de Gynécologie (Qué.) inc.", 1. reducing its capital from \$40,000 to \$10,000 by the cancellation of 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$40,000 by the creation of 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 2575-68

**Champlain Air Conditioning & Heating  
Services Ltd.  
Les Services d'Air Climatisé & de Chauffage  
Champlain Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Champlain Air Conditioning & Heating Services Ltd.—Les Services d'Air Climatisé & de Chauffage Champlain Itée", increasing its capital from \$10,000 to \$40,000 by the creation of 3,000 preferred shares of \$10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 897-64

**Chénier Auto Service Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chénier Service Inc.", incorporated

constituée par lettres patentes en date du 10<sup>e</sup> jour de mars 1970; changeant son nom en celui de « Chénier Auto Service Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS,

44711-o

1018-70

### Claire Fontaine Québec limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Coulombe ltée », constituée par lettres patentes en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1953, changeant son nom en celui de « Claire Fontaine Québec limitée ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS,

44711-o

50540-53

### Chibex Mining Corporation (No personal liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Chibex Mining Corporation » (No personal liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$6,000,000 par la création de 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44711

796-70

### Club Social Ukrainien inc. Ukrainian Social Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Ukrainian Social Club Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1968, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Club Social Ukrainien inc.—Ukrainian Social Club Inc. »; 2<sup>o</sup> modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44711

4886-67

### Cogemar (Québec) limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Cogemar (Québec) limitée », augmentant son capital de \$200,000 à \$500,000 par la

by letters patent dated March 10, 1970, changing its name to that of "Chénier Auto Service Inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711

1018-70

### Claire Fontaine Québec limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Coulombe ltée", incorporated by letters patent dated December 16, 1953, changing its name to that of "Claire Fontaine Québec limitée".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711

50540-53

### Chibex Mining Corporation (No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chibex Mining Corporation" (No personal liability), increasing its capital from \$3,000,000 to \$6,000,000 by the creation of 3,000,000 common shares of the par value of \$1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711-o

796-70

### Club Social Ukrainien inc. Ukrainian Social Club Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ukrainian Social Club Inc.", incorporated by letters patent dated 19th day of January, 1968, 1. changing its name to that of "Club Social Ukrainien inc.—Ukrainian Social Club Inc."; 2. modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711-o

4886-67

### Cogemar (Québec) limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cogemar (Québec) limitée", increasing its capital from \$200,000 to \$500,000 by the creation of

création de 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et de 27,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 1650-69

**Coc'n Bull Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la compagnie « Coc'n Bull Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 1083-64

**Cogena Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1971, à la compagnie « Cogena Inc. », 1° refondant 250,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$500,000 par la création de 240,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 4444-67

**Comfort Dress Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1971, à la compagnie « Comfort Dress Corporation », diminuant son capital de \$750,000 à \$490,000 par l'annulation de 26,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 17037-59

**Comité Social St-Benoit Abbé de Hull**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1971, à la corporation « Comité des Loisirs St-Benoit Abbé de Hull », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Comité Social St-Benoit Abbé de Hull ».

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 715492

3,000 common shares of \$10 each and 27,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 1650-69

**Coc'n Bull Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Coc'n Bull Ltd.", increasing its capital from \$10,000 to \$50,000 by the creation of 4,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 1083-64

**Cogena Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cogena Inc.", 1. converting 250,000 common shares without par value into 10,000 common shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$500,000 by the creation of 240,000 common shares of a par value of \$1 each and 25,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 4444-67

**Comfort Dress Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Comfort Dress Corporation", reducing its capital from \$750,000 to \$490,000 by the cancellation of 26,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 17037-59

**Comité Social St-Benoit Abbé de Hull**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Comité des Loisirs St-Benoit Abbé de Hull", incorporated by letters patent dated November 2, 1971, changing its name to that of "Comité Social St-Benoit Abbé de Hull".

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 715492

**Commercial Computer Services Inc.**  
**Service Commercial d'Ordinateur inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la compagnie « Commercial Computer Services Inc.—Service Commercial d'Ordinateur inc. », 1° changeant 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 15,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites 315,000 actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme de \$315,000 en montant ou en valeur.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
 compagnies et coopératives,  
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

5239-65

**Commercial Computer Services Inc.**  
**Service Commercial d'Ordinateur inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Commercial Computer Services Inc.—Service Commercial d'Ordinateur inc.", 1. changing 15,000 common shares of the par value of \$1 each into 15,000 common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 300,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 315,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$315,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
 Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

44711-o

5239-65

**Consolidated Tache Mines & Investments Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1971, à la compagnie « Tache Lake Mines Limited » (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de mars 1951, 1° changeant son nom en celui de « Consolidated Tache Mines & Investments Ltd. »; 2° déclarant que la compagnie cessera d'être régie par la Loi des compagnies minières; 3° diminuant son capital de \$7,500,000 à \$7,499,990 par l'annulation de 9 actions émises d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1 action non-émise d'une valeur au pair de \$1 chacune; 4° consolidant 7,499,990 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune en 749,999 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune; 5° changeant 749,999 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune en 749,999 actions sans valeur au pair; 6° diminuant son capital par l'annulation d'un montant de \$716,973 du capital émis par la compagnie, lequel a été perdu ou n'est pas représenté par les disponibilités de l'actif; 7° augmentant son capital par la création de 2,250,001 actions sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites 3,000,000 d'actions sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme \$3,000,000 en montant ou en valeur; 8° étendant ses pouvoirs; 9° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
 compagnies et coopératives,  
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

3214-51

**Consol Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1963, à la compagnie « Consol Investments Inc. », diminuant son capital de \$1,010,000 à \$769,000 par l'annulation de 236 actions

**Consolidated Tache Mines & Investments Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing dated the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Tache Lake Mines Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated 6th day of March, 1951, 1. changing its name to that of "Consolidated Tache Mines & Investments Ltd."; 2. stating that the company shall cease to be governed by the Mining Companies Act and shall henceforth be governed by the Companies Act; 3. reducing its capital from \$7,500,000 to \$7,499,990 by the cancellation of 9 issued shares of a par value of \$1 each and 1 unissued share of a par value of \$1 each; 4. consolidating 7,499,990 shares of a par value of \$1 each into 749,999 shares of a par value of \$10 each; 5. changing 749,999 shares of a par value of \$10 each into 749,999 shares without par value; 6. reducing its capital by the cancellation of \$716,973 of the capital issued by the company which has been lost or is not represented by available assets; 7. increasing its capital by the creation of 2,250,001 shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 3,000,000 shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$3,000,000; 8. extending its powers; 9. modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
 Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

44711-o

3214-51

**Consol Investments Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Québec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Consol Investments Inc.", reducing its capital from \$1,010,000 to \$769,000 by the cancella-

privilégées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1,000 chacune et 4,950 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 28e jour de mai 1963.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

44711 13222-54

**Construction Terplace inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1971, à la compagnie « Domaine St-Adolphe des Lacs inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Construction Terplace inc. ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 4591-64

**Coronet Fashion Shop Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Coronet Fashion Shop Inc. », diminuant son capital de \$40,000 à \$1,000 par l'annulation de 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 13569-59

**Courtiers en Alimentation Laval Itée**  
**Laval Food Brokers Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Caroline Itée — Caroline Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1970, changeant son nom en celui de « Courtiers en Alimentation Laval Itée — Laval Food Brokers Ltd. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 1498-70

**Couverture Montréal-Nord Itée**  
**Montreal-North Roofing Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Montreal-North Roofing Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er

tion de 236 class "B" preferred shares of the par value of \$1,000 each and 4,950 class "C" preferred shares of the par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Provincial Secretary.*

44711-o 13222-54

**Construction Terplace inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Domaine St. Adolphe des Lacs inc.", incorporated by letters patent dated 16th day of October, 1964, changing its name to that of "Construction Terplace inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711-o 4591-64

**Coronet Fashion Shop Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Coronet Fashion Shop Inc.", reducing its capital from \$40,000 to \$1,000 by the cancellation of 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 13569-59

**Courtiers en Alimentation Laval Itée**  
**Laval Food Brokers Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Caroline Itée — Caroline Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated April 7, 1970, changing its name to that of "Courtiers en Alimentation Laval Itée — Laval Food Brokers Ltd."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 1498-70

**Couverture Montréal-Nord Itée**  
**Montreal-North Roofing Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Montreal-North Roofing Ltd.", incorporated by letters patent dated June 1, 1960,

jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Couverture Montréal-Nord ltée — Montreal-North Roofing Ltd. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o

12327-60

**Crosstown Realities (Mtl) Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Crosstown Realities (Mtl) Inc. », 1° redésignant 13,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 13,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$165,000 à \$205,000 par la création de 40,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées catégorie « B »; 4° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711

11788-55

**Danela Development Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Danela Development Corp. », diminuant son capital de \$40,000 à \$36,000 par l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

12746-59

**Davezi Development Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Davezi Development Corp. », diminuant son capital de \$40,000 à \$36,000 par l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

12832-59

**De Lair Food Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de décem-

changing its name to that of "Couverture Montréal-Nord ltée — Montreal-North Roofing Ltd."

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711

12327-60

**Crosstown Realities (Mtl) Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Crosstown Realities (Mtl) Inc.", 1. redesignating 13,500 preferred shares of the par value of \$10 each into 13,500 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$165,000 to \$205,000 by the creation of 40,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its class "B" preferred shares; 4. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711-o

11788-55

**Danela Development Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Danela Development Corp.", reducing its capital from \$40,000 to \$36,000 by the cancellation of 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives.*

44711-o

12746-59

**Davezi Development Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Davezi Development Corp.", reducing its capital from \$40,000 to \$36,000 by the cancellation of 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives.*

44711-o

12832-59

**De Lair Food Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1971, à la compagnie « De Lair Food Ltd. », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 14741-59

**Delco Petroleum (1971) Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Cartier Propane Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Delco Petroleum (1971) Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 4420-64

**J.W. Deschênes inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « J.W. Deschênes inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 13040-57

**Dune Deck Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Dune Deck Corp. », 1° convertissant 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° redésignant ses actions privilégiées existantes en actions privilégiées catégorie « A » et modifiant les privilèges et restrictions attachés auxdites actions; 3° modifiant son règlement général No 1.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 1094-65

**Dupartrem inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Dupartrem inc. », 1° réduisant son capital de \$105,000 à \$30,000 par l'annulation de 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$30,000 à \$70,000 par la création de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 6021-49

Cooperatives to "De Lair Food Ltd.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 14741-59

**Delco Petroleum (1971) Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cartier Propane Inc.", incorporated by letters patent dated 5th day of October, 1964, changing its name to that of "Delco Petroleum (1971) Inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 4420-64

**J.W. Deschênes inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.W. Deschênes inc.", modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711 13040-57

**Dune Deck Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dune Deck Corp.", 1. converting 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each into 10,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each; 2. redesignating its existing preferred shares as class "A" preferred shares and modifying the privileges and restrictions attached to the said shares; 3. amending its General By-law No. 1.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 1094-65

**Dupartrem inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dupartrem inc.", 1. decreasing its capital from \$105,000 to \$30,000 by the cancellation of 750 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$30,000 to \$70,000 by the creation of 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 6021-49

**E-I-L- inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16<sup>e</sup> jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « E-I-L inc. ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 1498-63

**Les Entreprises Bruce Huard inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Boutique Jacinthe inc. », constituée par lettres patentes en date du 30<sup>e</sup> jour d'avril 1971, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Bruce Huard inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 1898-71

**Les Entreprises Laperrière limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Laperrière limitée », convertissant 9,975 actions ordinaires de \$10 chacune en 9,975 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 14748-61

**Ezishou Development Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Ezishou Development Corp. », diminuant son capital de \$40,000 à \$36,000 par l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 12748-59

**Ferme Bienvenu limitée  
Bienvenu Farm Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

**E-I-L- inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd.", incorporated by letters patent dated April 16, 1963, changing its name to that of "E-I-L inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 1498-63

**Les Entreprises Bruce Huard inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Boutique Jacinthe inc.", incorporated by letters patent dated April 30, 1971, changing its name to that of "Les Entreprises Bruce Huard inc."

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 1898-71

**Les Entreprises Laperrière limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Laperrière limitée", converting 9,975 common shares of \$10 each into 9,975 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 14748-61

**Ezishou Development Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ezishou Development Corp.", reducing its capital from \$40,000 to \$36,000 by the cancellation of 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 12748-59

**Ferme Bienvenu limitée  
Bienvenu Farm Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre à la compagnie « Wessex Corporation », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de novembre 1970, 1° changeant son nom en celui de « Ferme Bienvenu limitée — Bienvenu Farm limited »; 2° modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 4986-70

**Fermes Monts Cascades Itée  
Cascades Mountains Farming Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de novembre 1971, à la compagnie « Fermes Monts Cascades Itée — Cascades Mountains Farming Ltd. », augmentant son capital par la création de 567 actions ordinaires sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites 567 actions ordinaires ne devra pas excéder la somme de \$567 en montant ou en valeur; et 1,701 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 4944-67

**Flair Fashions Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Flair Fashions Inc. », convertissant 3,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 1990-67

**Forbin Holdings Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971, à la compagnie « Forbin Holdings Limited », diminuant son capital de \$450,000 à \$409,500 par l'annulation de 4,050 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 4542-49

**Garage Paul-André Fontaine inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de novembre 1971, à la compagnie « Garage Paul-André Fon-

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Wessex Corporation", incorporated by letters patent dated 13th day of November, 1970, 1. changing its name to that of "Ferme Bienvenu limitée — Bienvenu Farm Limited; 2. modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 4986-70

**Fermes Monts Cascades Itée  
Cascades Mountains Farming Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fermes Monts Cascades Itée — Cascades Mountains Farming Ltd.", increasing its capital by the creation of 567 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 567 common shares shall not exceed in amount or value the sum of \$567; and 1,701 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 4944-67

**Flair Fashions Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Flair Fashions Inc.", converting 3,500 common shares of the par value of \$10 each into 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 1990-67

**Forbin Holdings Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Forbin Holdings Limited", reducing its capital from \$450,000 to \$409,500 by the cancellation of 4,050 preferred shares of the par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 4542-49

**Garage Paul-André Fontaine inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Garage Paul-André Fontaine inc.",

taine inc. », 1° augmentant son capital de \$60,000 à \$100,000 par la création de 400 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune; 2° redésignant les actions privilégiées existantes comme actions privilégiées classe « A »; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 2938-70

#### General Diesel, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1971, à la compagnie « General Diesel, Inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000 par la création de 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 1446-52

#### Gen-Tec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gen-Tec (1969) inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1969, 1° changeant son nom en celui de « Gen-Tec inc. »; 2° convertissant et subdivisant 60,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 1,200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ces dites 1,200,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$1,000,000.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 2540-69

#### Gonthier & Frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gonthier & Frères inc. », 1° subdivisant 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$0.10 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.10 chacune; 2° augmentant son capital de \$125,000 à \$200,000 par la création de 750,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.10 chacune; 3° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 687-64

1. increasing its capital from \$60,000 to \$100,000 by the creation of 400 class "B" preferred shares of \$100 each; 2. redesignating the existing preferred shares as class "A" preferred shares; 3. amending the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 2938-70

#### General Diesel, Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "General Diesel, Inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$200,000 by the creation of 100,000 preferred shares of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 1446-52

#### Gen-Tec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gen-Tec (1969) inc.", incorporated by letters patent dated May 26, 1969, 1. changing its name to that of "Gen-Tec inc."; 2. converting and subdividing 60,000 common shares of a par value of \$1 each into 1,200,000 common shares without par value; the total consideration for which the said 1,200,000 common shares without par value will be issued must not exceed the sum of \$1,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 2540-69

#### Gonthier & Frères inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gonthier & Frères inc.", 1. subdividing 1,000 common shares of a par value of \$100 each into 1,000,000 common shares of a par value of \$0.10 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each into 250,000 preferred shares of a par value of \$0.10 each; 2. increasing its capital from \$125,000 to \$200,000 by the creation of 750,000 preferred shares of a par value of \$0.10 each; 3. extending its powers.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 687-64

**Gordonia Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gordonia Ltd. », convertissant et subdivisant 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 1336-67

**Grandev Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1971, à la compagnie « Lemoine (Trans-Québec) inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1957, 1° changeant son nom en celui de « Grandev Corporation »; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 11970-57

**Grant's Direct by Mail Services Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de novembre 1971, à la compagnie « Grant's Direct by Mail Services Inc. », 1° diminuant son capital de \$60,000 à \$30,400 par l'annulation de 29,600 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$30,400 à \$70,000 par la création de 39,600 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 1096-34

**Guarantee Fit Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Guarantee Fit Inc. », 1° diminuant son capital de \$120,044 à \$89,500 par l'annulation de 30,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° annulant 44 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° convertissant et consolidant 69,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune en 695 actions ordinaires d'une valeur au

**Gordonia Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gordonia Ltd.", converting and subdividing 3,900 preferred shares of \$10 each into 1,000 preferred "A" shares of a par value of \$1 each and 3,800 preferred "B" shares of a par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 1336-67

**Grandev Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lemoine (Trans-Québec) inc.", incorporated by letters patent dated June 18, 1957, 1. changing its name to that of "Grandev Corporation"; 2. increasing the number of its directors from 3 to 5.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711 11970-57

**Grant's Direct by Mail Services Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grant's Direct by Mail Services Inc.", 1. reducing its capital from \$60,000 to \$30,400 by the cancellation of 29,600 second preferred shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$30,400 to \$70,000 by the creation of 39,600 second preferred shares of the par value of \$1 each; 3. modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711-o 1096-34

**Guarantee Fit Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Guarantee Fit Inc.", 1. reducing its capital from \$120,044 to \$89,500 by the cancellation of 30,500 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each; 2. cancelling 44 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each; 3. converting and consolidating 69,500 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each each into 695 common shares of the par value of \$100 each; 4. increasing its capital from \$89,500 to

pair de \$100 chacune; 4° augmentant son capital de \$89,500 à \$500,000 par la création de 4,105 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 6584-44

#### Hopeton Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Hopeton Enterprises Ltd. », diminuant son capital de \$410,000 à \$5,500 par l'annulation de 45 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 11247-62

#### Hôpital Notre-Dame de Charny

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de janvier 1971, à la corporation « Hôpital Notre-Dame de Charny », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 4811-47

#### Hummel Estate Corporation of Canada Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Hummel Estate Corporation of Canada Ltd. », diminuant son capital de \$122,900 par l'annulation de 12,290 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 15657-59

#### Indeco Builders Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Indeco Builders Inc. », diminuant son capital de \$40,000 à \$5,000 par l'annulation de 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 12286-58

\$500,000 by the creation of 4,105 common shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 6584-44

#### Hopeton Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hopeton Enterprises Ltd.", reducing its capital from \$410,000 to \$5,500 by the cancellation of 45 common shares of the par value of \$100 each and 40,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 11247-62

#### Hôpital Notre-Dame de Charny

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hôpital Notre-Dame de Charny", modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 4811-47

#### Hummel Estate Corporation of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hummel Estate Corporation of Canada Ltd.", reducing its capital by \$122,900 with the cancellation of 12,290 class "C" shares of the par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 15657-59

#### Indeco Builders Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Indeco Builders Inc.", reducing its capital from \$40,000 to \$5,000 by the cancellation of 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 12286-58

**Industrial Overload Québec Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de novembre 1971, à la compagnie « Top Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de novembre 1963, 1° changeant son nom en celui de « Industrial Overload Québec Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 4944-63

**Industrial Overload Québec Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Top Inc.", incorporated by letters patent dated 20th day of November, 1963, 1. changing its name to that of "Industrial Overload Québec Inc."; 2. modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 4944-63

**Intercontinental Development Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Intercontinental Development Corporation », diminuant son capital de \$1,100,000 à \$373,500 par l'annulation de 7,265 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$160 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 11954-57

**Intercontinental Development Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Intercontinental Development Corporation", reducing its capital from \$1,100,000 to \$373,500 by the cancellation of 7,265 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 11954-57

**Inter-Québec Publicité inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1971, à la compagnie « Inter-Québec Publicité inc. », 1° réduisant son capital de \$257,500 à \$202,500 par l'annulation de 550 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711-o 13489-59

**Inter-Québec Publicité inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Inter-Québec Publicité inc.", 1. decreasing its capital from \$257,500 to \$202,500 by the cancellation of 550 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. extending its powers.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711 13489-59

**Intrafina Ltd.  
Intrafina Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1971, à la compagnie « Intrafina Ltd.—Intrafina Itée », 1° convertissant 400,000 actions catégoriques « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune en 400,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° redesignant 100,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 641-63

**Intrafina Ltd.  
Intrafina Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Intrafina Ltd.—Intrafina Itée", 1. converting 400,000 class "B" shares of a par value of \$1 each into 400,000 preferred shares of a par value of \$1 each; 2. redesignating 100,000 class "A" shares of a par value of \$1 each into 100,000 common shares of a par value of \$1 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 641-63

**Jonsar Investments Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

**Jonsar Investments Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Jonsar Investments Corporation », diminuant son capital de \$412,050 à \$212,050 par l'annulation de 400 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$500 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711

14877-58

### Jonsar Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1963, à la compagnie « Jonsar Investments Corporation », 1<sup>o</sup> diminuant son capital de \$1,500,000 à \$132,050 par l'annulation de 2,726 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$500 chacune et 4,950 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$132,050 à \$412,050 par la création de 560 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$500 chacune.

JACQUES PRÉMONT.

44711

14877-58

### Karou inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Karou inc. », 1<sup>o</sup> convertissant et subdivisant 10,000 actions classe « A » sans valeur au pair en 150,000 actions ordinaires sans valeur au pair, et 5,000 actions classe « B » sans valeur au pair en 75,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2<sup>o</sup> convertissant, subdivisant et changeant 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3<sup>o</sup> créant 1,475,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$2,000,000.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o

2643-70

### Kurland, Joseph, Stein Associates Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Kurland, Joseph, Stein Associates Ltd. », diminuant son capital de \$40,000 à \$6,000 par l'annulation de 340 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacun.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

339-67

30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jonsar Investments Corporation", reducing its capital from \$412,050 to \$212,050 by the cancellation of 400 class "B" preferred shares of the par value of \$500 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711-o

14877-58

### Jonsar Investments Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Québec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Jonsar Investments Corporation", 1. reducing its capital from \$1,500,000 to \$132,050 by the cancellation of 2,726 class "B" preferred shares of the par value of \$500 each and 4,950 class "C" shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$132,050 to \$412,050 by the creation of 560 class "B" preferred shares of the par value of \$500 each.

JACQUES PRÉMONT.

44711-o

14877-58

### Karou inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Karou inc.", 1. converting and subdividing 10,000 class "A" shares without par value into 150,000 common shares without par value, and 5,000 class "B" shares without par value into 75,000 common shares without par value; 2. converting, subdividing and changing 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each into 300,000 common shares without par value; 3. creating 1,475,000 common shares without par value; the total consideration for which its 2,000,000 common shares without par value will be issued must not exceed the sum of \$2,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711

2643-70

### Kurland, Joseph, Stein Associates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Kurland, Joseph, Stein Associates Ltd.", reducing its capital from \$40,000 to \$6,000 by the cancellation of 340 preferred shares of the par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

339-67

**Lakeshore Movers & Warehousing (Can.) Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Lakeshore Movers & Warehousing (Can.) Ltd. », augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000 par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 8322-46

**L'Annonciation Furniture Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1971, à la compagnie « L'Annonciation Furniture Limited », augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000 par la création de 400 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

4-711-o 10011-56

**The Levsten Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « The Levsten Corporation », diminuant son capital de \$100,000 à \$10,000 par l'annulation de 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 12045-62

**Manbar Investment Co.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Manbar Investment Co. », 1° subdivisant 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 300 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000 par la création de 40,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées; 4° changeant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 2294-66

**Lakeshore Movers & Warehousing (Can.) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lakeshore Movers & Warehousing (Can.) Ltd.", increasing its capital from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 8322-46

**L'Annonciation Furniture Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Annonciation Furniture Limited", increasing its capital from \$50,000 to \$90,000 by the creation of 400 class "A" preferred shares of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

44711 10011-56

**The Levsten Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Levsten Corporation", reducing its capital from \$100,000 to \$10,000 by the cancellation of 90,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 12045-62

**Manbar Investment Co.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Manbar Investment Co.", 1. subdividing 300 preferred shares of the par value of \$100 each into 300 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000 by the creation of 40,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each; 3. modifying the privileges and restrictions of its preferred shares; 4. changing the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 2294-66

**Marbel Construction Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1971, à la compagnie « Marbel Construction Inc. », 1° augmentant son capital de \$60,000 à \$360,000 par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 11590-59

**Marbel Construction Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Marbel Construction Inc. », diminuant son capital de \$360,000 à \$25,000 par l'annulation de 33,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 11590-59

**Marco Investment Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1971, à la compagnie « Marco Investment Corp. », diminuant son capital de \$207,200 à \$177,200 par l'annulation de 30,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 11846-54

**Marsh Interests Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1971, à la compagnie « Marsh Interests Inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 10748-59

**Maushel Development Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Maushel Development Corp. », diminuant son capital de \$40,000 à \$36,000 par

**Marbel Construction Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marbel Construction Inc.", 1. increasing its capital from \$60,000 to \$360,000 by the creation of 30,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 2° modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 11590-59

**Marbel Construction Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marbel Construction Inc.", reducing its capital from \$360,000 to \$25,000 by the cancellation of 33,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 11590-59

**Marco Investment Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marco Investment Corp.", reducing its capital from \$207,200 to \$177,200 by the cancellation of 30,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 11846-54

**Marsh Interests Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marsh Interests Inc.", modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 10748-59

**Maushel Development Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Maushel Development Corp.", reducing its capital from \$40,000 to \$36,000 by the

l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 12749-59

**Mercantile Property Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de novembre 1971, à la compagnie « Mercantile Property Corporation », diminuant son capital de \$49,000 à \$44,000 par l'annulation de 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 5699-45

**Mergers and Acquisitions Consultants Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1971, à la compagnie « Mergers and Acquisitions Consultants Limited », 1° convertissant et subdivisant 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme de \$160,000 en montant ou en valeur; 2° augmentant son capital par la création de 6,000 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3° redésignant les actions privilégiées existantes en actions privilégiées première catégorie.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 1144-67

**Meteor-Century Builders Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Meteor-Century Builders Inc. », diminuant son capital de \$1,000,000 à \$920,000 par l'annulation de 800 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 10468-54

**Meunerie Mobile Belhumeur inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre

cancellation of 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 12749-59

**Mercantile Property Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mercantile Property Corporation", reducing its capital from \$49,000 to \$44,000 by the cancellation of 50 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 5699-45

**Mergers and Acquisitions Consultants Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mergers and Acquisitions Consultants Limited", 1. converting and subdividing 1,000 common shares of the par value of \$10 each into 10,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issued of the said 10,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$160,000; 2. increasing its capital by the creation of 6,000 second preferred shares of the par value of \$10 each; 3. redesignating the existing preferred shares into first preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 1144-67

**Meteor-Century Builders Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Meteor-Century Builders Inc.", reducing its capital from \$1,000,000 to \$920,000 by the cancellation of 800 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 10468-54

**Meunerie Mobile Belhumeur inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1971, à la compagnie « Cargo Transport Company », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de janvier 1961, 1° changeant son nom en celui de « Meunerie Mobile Belhumeur inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 15375-60

#### Mid-Town Motors Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives sonne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971 à la compagnie « Mid-Town Motors Limited », diminuant son capital de \$1,002,200 à \$625,911 par l'annulation de 376,289 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 15091-62

#### Miles for Millions Walk of Greater Montreal Inc. Rallye Tiers-Monde de Montréal Métropolitain inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la corporation: « Miles for Millions Walk of Greater Montreal Inc.—Rallye Tiers-Monde de Montréal Métropolitain inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 409-70

#### Milton Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Milton Corporation », diminuant son capital de \$40,000 à \$37,200 par l'annulation de 28 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 8340-49

#### Morgan-Schaffer Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Morgan-Schaffer Corporation », diminuant son capital de \$75,000 à \$39,000 par l'annulation de 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 1605-65

Cooperatives to "Cargo Transport Company", incorporated by letters patent dated January 23, 1961, 1. changing its name to that of "Meunerie Mobile Belhumeur inc."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 15375-60

#### Mid-Town Motors Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mid-Town Motors Limited", reducing its capital from \$1,002,200 to \$625,911 by the cancellation of 376,289 first preferred shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 15091-62

#### Miles for Millions Walk of Greater Montreal Inc. Rallye Tiers-Monde de Montréal Métropolitain inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Miles for Millions Walk of Greater Montreal Inc.—Rallye Tiers-Monde de Montréal Métropolitain inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 409-70

#### Milton Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Milton Corporation", reducing its capital from \$40,000 to \$37,200 by the cancellation of 28 preferred shares of the par value of \$100 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 8340-49

#### Morgan-Schaffer Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Morgan Schaffer Corporation", reducing its capital from \$75,000 to \$39,000 by the cancellation of 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 1605-65

**Morris Bros. Tire Distributors Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Morris Bros. Tire Distributors Ltd. », diminuant son capital de \$110,000 à \$67,000 par l'annulation de 4,300 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 10012-56

**Morris Bros. Tire Distributors Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Morris Bros. Tire Distributors Ltd." reducing its capital from \$110,000 to \$67,000 by the cancellation of 4,300 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 10012-56

**Mount St. Patrick Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopérative donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1971, à la corporation « Mount St. Patrick Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 854-67

**Mount St. Patrick Inc.**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mount St. Patrick Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 854-67

**Multico Holdings Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de décembre 1971, à la compagnie « Leamoor Minerals Limited (No personal liability) », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de janvier 1971, 1° changeant son nom en celui de « Multico Holdings Corporation »; 2° déclarant que la compagnie cessera d'être régie par la Loi des compagnies minières, et sera dorénavant régie par la Loi des compagnies; 3° modifiant et augmentant ses pouvoirs; 4° changeant 1,750,025 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 1,750,025 actions ordinaires sans valeur au pair; 5° convertissant 3,249,975 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 3,249,975 actions ordinaires sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme de \$5,000,000 en montant ou en valeur.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 431-71

**Multico Holdings Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Leamoor Minerals Limited (No Personal liability)", incorporated by letters patent dated 28th day of January, 1971, 1. changing its name to that of "Multico Holdings Corporation"; 2. stating that the company shall cease to be governed by the Mining Companies Act and shall henceforth be governed by the Companies Act; 3. modifying and increasing its powers; 4. changing 1,750,025 common shares of the par value of \$1 each into 1,750,025 common shares without par value; 5. converting 3,249,975 common shares of the par value of \$1 each into 3,249,975 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$5,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 431-71

**Multi Metal Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1971, à la compagnie « D. & P. Metal

**Multi Metal Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "D. & P. Metal Bending Inc.",

Bending Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1961, changeant son nom en celui de « Multi Metal Inc. ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 11719-61

#### Nakis Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie: « Nakis Holdings Ltd. », diminuant son capital de \$150,000 à \$10,000 par l'annulation de 5,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 10020-57

#### Norfolk Enterprises Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Norfolk Enterprises Co. Ltd. », diminuant son capital de \$1,364,500 à \$852,500 par l'annulation de 5,120 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711 12452-61

#### Norman Holdings Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Norman Holdings Corporation », 1<sup>o</sup> diminuant son capital de \$1,049,000 à \$945,800 par l'annulation de 10,320 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$945,800 à \$1,945,800 par la création de 100,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 5139-44

#### The Pentecostal Benevolent Association of Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1971, à la corporation « The Pentecostal Benevolent Association of Québec », augmentant le montant des

incorporated by letters patent dated April 7, 1961, changing its name to that of "Multi Metal Inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 11719-61

#### Nakis Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Nakis Holdings Ltd.", reducing its capital from \$150,000 to \$10,000 by the cancellation of 5,600 preferred shares of the par value of \$25 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 10020-57

#### Norfolk Enterprises Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Norfolk Enterprises Co. Ltd.", reducing its capital from \$1,364,500 to \$852,500 by the cancellation of 5,120 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 12452-61

#### Norman Holdings Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Norman Holdings Corporation", 1. reducing its capital from \$1,049,000 to \$945,800 by the cancellation of 10,320 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$945,800 to \$1,945,800 by the creation of 100,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 5139-44

#### The Pentecostal Benevolent Association of Québec

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Pentecostal Benevolent Association of Québec", increasing the amount of immoveable

biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir de \$2,000,000 à \$10,000,000.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 2126-66

**La Perfection (St. Jean) Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « La Perfection (St. Jean) Itée », 1° convertissant et subdivisant 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° convertissant 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 200 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 10265-0

**Les Placements Al-Vi inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Placements Al-Vi inc. », 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$300,000 par la création de 25,994 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 60 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 5773-70

**Placements Canacro Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971, à la compagnie « Roy Marchand Limited », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1949, 1° changeant son nom en celui de « Placements Canacro Itée »; 2° modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711 3746-49

**Portuguese Association of Canada**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de janvier 1972, à la corporation « Portuguese Association of Canada », augmentant à \$500,000 le montant auquel

property which may be owned or held by the corporation from \$2,000,000 to \$10,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 2126-66

**La Perfection (St. Jean) Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Perfection (St. Jean) Itée", 1. converting and subdividing 100 preferred shares of the par value of \$100 each into 1,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 2. converting 200 preferred shares of the par value of \$100 each into 200 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 10265-0

**Les Placements Al-Vi inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements Al-Vi inc.", 1. increasing its capital from \$40,000 to \$300,000 by the creation of 25,994 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 60 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 5773-70

**Placements Canacro Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Roy Marchand Limited", incorporated by letters patent dated 14th day of April, 1949, 1. changing its name to that of "Placements Canacro Itée"; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711-o 3746-49

**Portuguese Association of Canada**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Portuguese Association of Canada", increasing the amount to which the value of the im-

est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711

10777-62

**Produits Métalliques Shefford inc.  
Shefford Metal Products Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Produits Métalliques Shefford inc. — Shefford Metal Products Inc. », 1<sup>o</sup> convertissant 80 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune en 80 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$50 chacune et 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune en 20 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$50 chacune; 2<sup>o</sup> subdivisant 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3<sup>o</sup> augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o

2880-66

**Publi-Mobile inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Modern Bone Products Ltd. — Produits d'Ossements Moderne ltée », constituée par lettres patentes en date du 8<sup>e</sup> jour de mars 1968, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Publi-Mobile inc. »; 2<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

946-68

**Le Quatre Cent Dix Ouest inc.  
The Four Hundred and Ten West Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Le Quatre Cent Dix Ouest inc. — The Four Hundred and Ten West Inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

2303-69

**Québecair — Air Québec**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

moveable property which the corporation may hold is to be limited to \$500,000.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711-o

10777-62

**Produits Métalliques Shefford inc.  
Shefford Metal Products Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Produits Métalliques Shefford inc. — Shefford Metal Products Inc.", 1. converting 80 common shares of a par value of \$50 each into 80 class "A" shares of a par value of \$50 each and 20 common shares of a par value of \$50 each into 20 class "B" shares of a par value of \$50 each; 2. subdividing 700 preferred shares of a par value of \$50 each into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000 by the creation of 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711

2880-66

**Publi-Mobile inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Modern Bone Products Ltd. — Produits d'Ossements Moderne ltée", incorporated by letters patent dated 8th day of March, 1968, 1. changing its name to that of "Publi-Mobile inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

946-68

**Le Quatre Cent Dix Ouest inc.  
The Four Hundred and Ten West Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Quatre Cent Dix Ouest inc. — The Four Hundred and Ten West Inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

2303-69

**Québecair — Air Québec**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la compagnie « Québecair — Air Québec », augmentant son capital par la création de 45,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 12547-52

**R.F. Cream & Company Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de novembre 1971, à la compagnie « R.F. Cream & Company, Limited », diminuant son capital de \$40,000 à \$20,000 par l'annulation de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 1091-1912

**Ral Holdings Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « Ral Holdings Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 3328-71

**Raphael International Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « Raphael International Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 627-65

**Maurice Rousseau & Cie Itée  
Maurice Rousseau & Co. Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971, à la compagnie « Maurice Rousseau & Cie Itée — Maurice Rousseau & Co. Ltd. », 1° réduisant son capital de \$49,000 à \$24,000 par l'annulation de 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$24,000 à

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québecair — Air Québec", increasing its capital by the creation of 45,000 first preferred "A" shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
12547-52*

44711-o

**R.F. Cream & Company Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "R.F. Cream & Company, Limited", reducing its capital from \$40,000 to \$20,000 by the cancellation of 4,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
1091-1912*

44711-o

**Ral Holdings Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ral Holdings Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000 by the creation of 4,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
3328-71*

44711-o

**Raphael International Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Raphael International Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
627-65*

44711-o

**Maurice Rousseau & Cie Itée  
Maurice Rousseau & Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Maurice Rousseau & Cie Itée — Maurice Rousseau & Co. Ltd.", 1. decreasing its capital from \$49,000 to \$24,000 by the cancellation of 250 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$24,000 to \$524,000 by the

\$524,000 par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 3465-45

#### St. Lawrence Sea Products Co.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1971, à la compagnie « St. Lawrence Sea Products Co. », diminuant son capital par l'annulation de 76,232 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*

*compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 1789-38

#### Saillant inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971, à la compagnie « Saillant inc. », réduisant son capital de \$1,000,000 à \$600,000 par l'annulation de 20,000 actions classe « A » de \$10 chacune et 20,000 actions classe « B » de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 5136-63

#### Scan Microsystems Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1971, à la compagnie « Scan Microsystems Limited », 1<sup>o</sup> augmentant son capital par la création de 990,000 actions sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites 990,000 actions sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme de \$460,000 en montant ou en valeur; 2<sup>o</sup> modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711 5083-69

#### 6000 Côte des Neiges Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de septembre 1971, à la compagnie « 6000 Côte des Neiges Corp. », diminuant son capital de \$651,600 à \$14,480 par l'annulation de 637,120 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*

*compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 5045-63

creation of 50,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 3465-45

#### St. Lawrence Sea Products Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "St. Lawrence Sea Products Co.", reducing its capital by the cancellation of 76,232 preferred shares of the par value of \$5 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives.*

44711-o 1789-38

#### Saillant inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Saillant inc.", decreasing its capital from \$1,000,000 to \$600,000 by the cancellation of 20,000 class "A" shares of \$10 each and 20,000 class "B" shares of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 5136-63

#### Scan Microsystems Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Scan Microsystems Limited", 1. increasing its capital by the creation of 990,000 shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 990,000 shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$460,000; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711-o 5083-69

#### 6000 Côte des Neiges Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "6000 Côte des Neiges Corp.", reducing its capital from \$651,600 to \$14,480 by the cancellation of 637,120 preferred shares of the par value of \$1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives.*

44711-o 5045-63

**Shouedy Development Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Shouedy Development Corp. », diminuant son capital de \$40,000 à \$36,000 par l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 12747-59

**Shouela Bros. Investments Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Schouela Bros. Investments Ltd. », diminuant son capital de \$1,000,000 à 500,000 par l'annulation de 5,000 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 13144-60

**H. Smith Transport limitée  
H. Smith Transport Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « H. Smith Transport limitée — H. Smith Transport Limited ». 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de \$49,500 à \$100,000 par la création de 10,100 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711 1152-33

**Société Ro-G-AI inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1971, à la « Société Ro-G-AI inc. », 1° ajoutant quelques dispositions à ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000 par la création de 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711-o 1600-69

**Star Enterprises Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

**Shouedy Development Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Shouedy Development Corp.", reducing its capital from \$40,000 to \$36,000 by the cancellation of 400 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 12747-59

**Shouela Bros. Investments Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Schouela Bros. Investments Ltd.", reducing its capital from \$1,000,000 to \$500,000 by the cancellation of 5,000 second preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 13144-60

**H. Smith Transport limitée  
H. Smith Transport Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "H. Smith Transport limitée — H. Smith Transport Limited", 1. extending its powers; 2. increasing its capital from \$49,500 to \$100,000 by the creation of 10,100 shares of the par value of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 1152-33

**Société Ro-G-AI inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société Ro-G-AI inc.", 1. adding a few provisions to its letters patent; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 600 common shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 1600-69

**Star Enterprises Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Star Enterprises Inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$199,000 par la création de 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

10870-54

#### Steven Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « Steven Investment Corp. », augmentant son capital de \$40,000 à \$161,000 par la création de 12,100 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

2386-67

#### Terminal Realty & Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Terminal Realty & Investment Corporation », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44711

4524-48

#### Téléphone du Nord de Québec inc. Northern Québec Telephone Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Téléphone du Nord de Québec inc. — Northern Québec Telephone Inc. », augmentant son capital par la création de 400 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle les actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$22,000,000.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o

1722-67

#### Title Sports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Title Products Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27<sup>e</sup> jour de janvier

17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Star Enterprises Inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$199,000 by the creation of 990 preferred shares of the par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

10870-54

#### Steven Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Steven Investment Corp.", increasing its capital from \$40,000 to \$161,000 by the creation of 12,100 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

2386-67

#### Terminal Realty & Investment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Terminal Realty & Investment Corporation", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

4524-48

#### Téléphone du Nord de Québec inc. Northern Québec Telephone Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Téléphone du Nord de Québec inc. Northern Québec Telephone Inc.", increasing its capital by the creation of 400 common shares without par value; the total consideration for which the common shares without par value will be issued must not exceed the sum of \$22,000,000.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711

1722-67

#### Title Sports Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Title Products Ltd.", incorporated by letters patent dated 27th day of January, 1948,

1948, 1° changeant son nom en celui de « Title Sports Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 1738-48

**Ville Émard Tire Shop Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Ville Émard Tire Shop Inc. », diminuant son capital de \$60,000 à \$36,000 par l'annulation de 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 14367-60

**Treitl Enterprises (1971) Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre, 1971, à la compagnie « Three Star Properties (1964) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1964, 1° changeant son nom en celui de « Treitl Enterprises (1971) Ltd. »; 2° augmentant son capital de \$500 à \$40,000 par la création de 9,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 3840-64

**Triton Motors Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Triton Motors Ltd. », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

44711 5513-68

**United World Educational Fund  
Fonds d'Éducation pour un Monde Uni**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la corporation: « United World

1. changing its name to that of "Title Sports Inc.";  
2. extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 1738-48

**Ville Émard Tire Shop Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ville Émard Tire Shop Inc.", reducing its capital from \$60,000 to \$36,000 by the cancellation of 240 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 14367-60

**Treitl Enterprises (1971) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Three Star Properties (1964) Ltd.", incorporated by letters patent dated 27th day of August, 1964, 1. changing its name to that of "Treitl Enterprises (1971) Ltd."; 2. increasing its capital from \$500 to \$40,000 by the creation of 9,500 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 3840-64

**Triton Motors Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Triton Motors Ltd.", extending its powers.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

44711-o 5513-68

**United World Educational Fund  
Fonds d'Éducation pour un Monde Uni**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "United World Educational Fund —

Educational Fund — Fonds d'Éducation pour un Monde Uni », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 327-71

**Vachon inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Vachon inc. », 1<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs; 2<sup>o</sup> modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3<sup>o</sup> réduisant son capital de \$1,750,000 à \$50,000 par l'annulation de 170,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 4<sup>o</sup> convertissant 120 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 49,880 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 5<sup>o</sup> subdivisant 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 4,400,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 6<sup>o</sup> augmentant son capital par la création de 10,600,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle les actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$1,000,000.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o 2687-47

**Vacuum Rebuilders of Montreal, Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Vacuum Rebuilders of Montreal, Inc. », augmentant son capital de \$125,000 à \$175,000 par la création de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 15975-53

**J.C.N. Wire Industries Ltd.  
Les Industries du Fil J.C.N. Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour de novembre 1971, à la compagnie « J.C.N. Wire Industries Ltd. — Les Industries du Fil J.C.N. Itée », augmentant son capital de \$100,000 à \$600,000 par la création de 500,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711 342-28

Fonds d'Éducation pour un Monde Uni », modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 327-71

**Vachon inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Vachon inc.", 1. extending its powers; 2. amending the provisions of its letters patent; 3. decreasing its capital from \$1,750,000 to \$50,000 by the cancellation of 170,000 preferred shares of a par value of \$10 each; 4. converting 120 class "A" shares of a par value of \$1 each and 49,880 class "B" shares of a par value of \$1 each into 50,000 common shares without par value; 5. subdividing 50,000 common shares without par value into 4,400,000 common shares without par value; 6. increasing its capital by the creation of 10,600,000 common shares without par value; the total consideration for which the common shares without par value will be issued must not exceed the sum of \$1,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711 2687-47

**Vacuum Rebuilders of Montreal, Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Vacuum Rebuilders of Montreal, Inc.", increasing its capital from \$125,000 to \$175,000 by the creation of 2,000 preferred shares of the par value of \$25 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 15975-53

**J.C.N. Wire Industries Ltd.  
Les Industries du Fil J.C.N. Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.C.N. Wire Industries Ltd. — Les Industries du Fil J.C.N. Itée", increasing its capital from \$100,000 to \$600,000 by the creation of 500,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o 342-28

**CFCF limitée  
CFCF Limited**

(Correction)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger l'avis des lettres patentes supplémentaires paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 décembre 1971, numéro 50, à la page 9018, en y remplaçant la date d'émission « 28 octobre 1971 » par « 25 octobre 1971 ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

1770-71 44711

**CFCF limitée  
CFCF Limited**

(Correction)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to correct the notice of supplementary letters patent which appeared in the *Québec Official Gazette* of December 11, 1971, number 50, on page 9018, by replacing the date of issue from "October 28, 1971" to October 25, 1971".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

1770-71

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

**Bonaventure Helicopters Inc.  
Hélicoptères Bonaventure inc.**

(Correction)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes du 24 novembre 1971, de la compagnie « Alouette Helicopters Inc. — Hélicoptères Alouette inc. », en y remplaçant, partout où apparaissant ledit nom, le mot « Alouette » par le mot « Bonaventure », de manière que le nom de la compagnie se lise ainsi: « Bonaventure Helicopters Inc. — Hélicoptères Bonaventure inc. ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

716432 44711

**Bonaventure Helicopters Inc.  
Hélicoptères Bonaventure inc.**

(Correction)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives was pleased, on November 24, 1971, to correct the letters patent of "Alouette Helicopters Inc. — Hélicoptères Alouette inc.", by replacing, wherever the said name appeared, the word "Alouette" by the word "Bonaventure", in order that the name of the company may read as follows: "Bonaventure Helicopters Inc. — Hélicoptères Bonaventure inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

716432

**Nettoyeurs Frontenac inc.  
Frontenac Cleaners Inc.**

(Correction)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes du 25 octobre 1971, de la compagnie « Nettoyeurs Frontenac inc. — Frontenac Cleaners Inc. », en en y remplaçant dans le siège social le numéro « 97 » par le numéro « 8017 », de manière que l'adresse se lise ainsi: 8017 Candes Street.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711-o

715710 44711

**Nettoyeurs Frontenac inc.  
Frontenac Cleaners Inc.**

(Correction)

Notice is given that, under the provisions of Part I of the Companies Act, it has pleased the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to correct the letters patent dated October 25, 1971, of the company "Nettoyeurs Frontenac inc. — Frontenac Cleaners Inc.", by replacing number "97" by number "8017" in the address of its head office so that it may read: 8017 Candes Street.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

715710

**Compagnies dissoutes****Companies Dissolved****Aux Quatre Coins du Monde Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Aux Quatre Coins du Monde Itée », constituée en corporation le 20 mars 1957, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 10726-57

**William Berger Holding Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « William Berger Holding Corp. », constituée en corporation le 8 novembre 1966, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 4538-66

**Isai Blain inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Isai Blain inc. », constituée en corporation le 26 octobre 1967, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 4476-67

**C.T.A. Conseillers en Administration inc.  
C.T.A. Management Consultants Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « C.T.A. Conseillers en Administration inc.—C.T.A. Management Consultants Inc. », constituée en corporation le 8 novembre 1963, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 4786-63

**Duchess Hosiery Shops Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Duchess Hosiery Shops Inc. », constituée en corporation le 26 septembre 1931, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 1700-31

**D'Youville Construction Itée  
D'Youville Construction Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

**Aux Quatre Coins du Monde Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Aux Quatre Coins du Monde Itée", incorporated on March 20, 1957.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 10726-57

**William Berger Holding Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "William Berger Holding Corp.", incorporated on November 8, 1966.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 4538-66

**Isai Blain inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Isai Blain inc.", incorporated on October 26, 1967.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 4476-67

**C.T.A. Conseillers en Administration inc.  
C.T.A. Management Consultants Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "C.T.A. Conseillers en Administration inc.—C.T.A. Management Consultants Inc.", incorporated on November 8, 1963.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 4786-63

**Duchess Hosiery Shops Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Duchess Hosiery Shops Inc.", incorporated on September 26, 1931.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 1700-31

**D'Youville Construction Itée  
D'Youville Construction Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D'Youville Construction ltée — D'Youville Construction Ltd. », constituée en corporation le 9 mai 1968, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 1714-68

**Entreprises Cardez inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Entreprises Cardez inc. », constituée en corporation le 26 février 1963, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 911-63

**Les Entreprises Médiales ltée  
Medial Enterprises Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Médiales ltée — Medial Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 18 juillet 1963, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 3075-63

**Les Équipements de Téléphone Laurentien inc.  
Laurentian Telephone Equipment Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Équipements de Téléphone Laurentien inc.— Laurentian Telephone Equipment Inc. », constituée en corporation le 24 juillet 1963, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 2777-63

**Federal Corset & Lingerie Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Federal Corset & Lingerie Inc. », constituée en corporation le 20 octobre 1959, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 13361-59

**J. N. Frank Associates Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. N.

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "D'Youville Construction ltée — D'Youville Construction Ltd.", incorporated on May 9, 1968.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 1714-68

**Entreprises Cardez inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Entreprises Cardez inc.", incorporated on February 26, 1963.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 911-63

**Les Entreprises Médiales ltée  
Medial Enterprises Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Les Entreprises Médiales ltée — Medial Enterprises Ltd.", incorporated on July 18, 1963.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 3075-63

**Les Équipements de Téléphone Laurentien inc.  
Laurentian Telephone Equipment Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Les Équipements de Téléphone Laurentien inc.— Laurentian Telephone Equipment Inc.", incorporated on July 24, 1963.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 2777-63

**Federal Corset & Lingerie Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Federal Corset & Lingerie Inc.", incorporated on October 20, 1959.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 13361-59

**J. N. Frank Associates Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Frank Associates Inc. », constituée en corporation le 29 juin 1960, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 12755-60

#### Georgian Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Georgian Investments Ltd. », constituée en corporation le 27 juillet 1959, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 13991-59

#### Gold Cleaners Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gold Cleaners Inc. », constituée en corporation le 25 janvier 1966, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 365-66

#### Lucerne Knitwear Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lucerne Knitwear Ltd. », constituée en corporation le 8 mai 1967, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 2058-67

#### Montreal Terminals, Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Montreal Terminals, Ltd. », constituée en corporation le 25 mai 1965, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 2423-65

#### Les Produits V. Dionne Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Produits V. Dionne Itée », constituée en corporation le 30 octobre 1963, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

44711-o 4667-63

#### Québec Industrial Garment Supply Inc. Location de Vêtements Industriels du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

as of February 29, 1972, of the charter of "J. N. Frank Associates Inc.", incorporated on June 29, 1960.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 12755-60

#### Georgian Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Georgian Investments Ltd.", incorporated on July 27, 1959.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 13991-59

#### Gold Cleaners Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Gold Cleaners Inc.", incorporated on January 25, 1966.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 365-66

#### Lucerne Knitwear Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Lucerne Knitwear Ltd.", incorporated on May 8, 1967.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 2058-67

#### Montreal Terminals, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Montreal Terminals, Ltd.", incorporated on May 25, 1965.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 2423-65

#### Les Produits V. Dionne Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Les Produits V. Dionne Itée" incorporated on October 30, 1963.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

44711 4667-63

#### Québec Industrial Garment Supply Inc. Location de Vêtements Industriels du Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Québec Industrial Garment Supply Inc.—Location de Vêtements Industriels du Québec inc. », constituée en corporation le 11 janvier 1966, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 121-66

**Queen's Jubilee Laundry Inc.  
Buanderie du Jubilé de la Reine inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Queen's Jubilee Laundry Inc.—Buanderie du Jubilé de la Reine inc. », constituée en corporation le 7 février 1962, à compter du 29 février 1972.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44711-o 10696-62

**Charte —  
demandes d'abandon de**

**Alamac Realty Corp.**

Avis est par les présentes donné que « Alamac Realty Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour de février 1972.

*La secrétaire,*  
EVA SPINDEL.

44712-o

**Alta Howard Inc.**

La compagnie « Alta Howard Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 1er février 1972.

*Le président,*  
STAN PASKAL.

44713

**Aubin & St-Pierre (Drummondville) inc.**

Avis est donné que la compagnie « Aubin & St-Pierre (Drummondville) inc. », ayant son siège social à Drummondville, demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à St-Hyacinthe, ce 19e jour de janvier 1972.

*Le procureur,*  
Me YVAN DUPUIS.

44714-o

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Québec Industrial Garment Supply Inc.—Location de Vêtements Industriels du Québec inc.", incorporated on January 11, 1966.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 121-66

**Queen's Jubilee Laundry Inc.  
Buanderie du Jubilé de la Reine inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 29, 1972, of the charter of "Queen's Jubilee Laundry Inc.—Buanderie du Jubilé de la Reine inc.", incorporated on February 7, 1962.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44711 10696-62

**Charter —  
Applications for Surrender of**

**Alamac Realty Corp.**

Notice is hereby given that "Alamac Realty Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of February, 1972.

EVA SPINDEL,  
*Secretary.*

44712-o

**Alta Howard Inc.**

Notice is given that "Alta Howard Inc.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 1, 1972.

STAN PASKAL,  
*President.*

44713-o

**Aubin & St-Pierre (Drummondville) inc.**

Notice is hereby given that "Aubin & St-Pierre (Drummondville) inc.", having its head office in the city of Drummondville, applies to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St-Hyacinthe, this 19th day of January 1972.

Me YVAN DUPUIS,  
*Attorney.*

44714-o

**Aubin & St-Pierre (Granby) inc.**

Avis est donné que la compagnie « Aubin & St-Pierre (Granby) inc. », ayant son siège social à Granby, demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à St-Hyacinthe, ce 19<sup>e</sup> jour de janvier 1972.

44715-o

*Le procureur,*  
Me YVAN DUPUIS.

**Bestan Holdings Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Bestan Holdings Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9<sup>e</sup> jour de février, 1972.

44716-o

*Le secrétaire,*  
H. L. TANENBAUM.

**Bolero Holdings Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Bolero Holdings Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, Qué., ce 31<sup>e</sup> jour du mois de janvier 1972.

44717-o

*La secrétaire,*  
LIONELLA ULLMAN.

**Exquisite Knitting Mills (Canada) Ltd.**

La compagnie « Exquisite Knitting Mills (Canada) Ltd. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 janvier 1972.

44736-o

*Le secrétaire-trésorier,*  
K. H. BARNES.

**Galerie Artek inc.**

Prenez avis que la compagnie « Galerie Artek inc. », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera à l'honorable ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 12<sup>e</sup> jour de février 1972.

*Le procureur de la compagnie,*  
ME PIERRE ROBILLARD, Notaire.  
507 Place d'Armes, suite 1207  
Montréal 126, Qué. 44739-o

**Aubin & St-Pierre (Granby) inc.**

Notice is given that "Aubin & St-Pierre (Granby) inc.", having its head office in the city of Granby, applies to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave the surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St-Hyacinthe, this 19th day of January 1972.

44715-o

Me YVAN DUPUIS,  
*Attorney.*

**Bestan Holdings Inc.**

Notice is hereby given that "Bestan Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office on the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1972.

44716-o

H. L. TANENBAUM,  
*Secretary.*

**Bolero Holdings Inc.**

Notice is hereby given that "Bolero Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 31st day of January, 1972.

44717-o

LIONELLA ULLMAN,  
*Secretary.*

**Exquisite Knitting Mills (Canada) Ltd.**

Notice is given that "Exquisite Knitting Mills (Canada) Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, January 24, 1972.

44736-o

K. H. BARNES,  
*Secretary-Treasurer.*

**Galerie Artek inc.**

Notice is hereby given that "Galerie Artek inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of February 1972.

ME PIERRE ROBILLARD, Notary,  
*Attorney for the Company.*  
507 Place d'Armes, Suite 1207  
Montreal 126, Qué. 44739-o

**G.L. Distributeurs inc.**

Avis est donné que la compagnie « G.L. Distributeurs inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON  
& LEDUC.

44737-o

**G.L. Distributeurs inc.**

Notice is given that "G.L. Distributeurs inc." will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, February 9, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON  
& LEDUC,  
*Attorneys for the Company.*

44737-o

**G.L. Distribution Inc.**

Avis est donné que la compagnie « G.L. Distribution Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31 janvier 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON  
& LEDUC.

44738-o

**G.L. Distribution Inc.**

Notice is given that "G.L. Distribution Inc." will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, January 31, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON  
& LEDUC,  
*Attorneys for the Company.*

44738-o

**Gemini Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Gemini Holdings Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22 décembre 1971.

*Le secrétaire,*  
J.R.N.P. DENNING.

44740-o

**Gemini Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Gemini Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this December 22, 1971.

J.R.N.P. DENNING,  
*Secretary.*

44740-o

**Albert Gigaire Itée**

Avis est par les présentes donné que « Albert Gigaire Itée », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Shawinigan, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 24e jour de décembre 1971.

*Le secrétaire,*  
J.-CLAUDE BUREAU.

44741-o

**Albert Gigaire Itée**

Notice is given that "Albert Gigaire Itée" incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Shawinigan, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Signed in Montreal, this 24th day of December, 1971.

J.-CLAUDE BUREAU,  
*Secretary.*

44741

**Maki Corporation  
Corporation Maki**

Avis est par les présentes donné que « Maki Corporation — Corporation Maki », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 24e jour de décembre 1971.

*Le secrétaire,*  
J.-CLAUDE BUREAU.

44722-o

**Maki Corporation  
Corporation Maki**

Notice is given that "Maki Corporation — Corporation Maki", incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Signed at Montreal, this 24th day of December, 1971.

J.-CLAUDE BUREAU,  
*Secretary.*

44722

**Câble de T.V. Mont-Bruno inc.**

Avis est donné que la compagnie « Câble de T.V. Mont-Bruno inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à St-Bruno, dans le district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 27<sup>e</sup> jour de janvier 1972.

*Le procureur de la requérante,*

44718-0

MARCEL PAQUETTE.

**Câble de T.V. Mont-Bruno inc.**

Notice is given that "Câble de T.V. Mont-Bruno inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of St-Bruno, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 27th day of January 1972.

MARCEL PAQUETTE,

*Attorney for petitioner.*

44718-0

**Chic Parisien Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Chic Parisien Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 11<sup>e</sup> jour de février 1972.

*Le président,*

44719-0

MARTIN SCHWARTZ.

**Chic Parisien Ltd.**

Notice is hereby given that "Chic Parisien Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter

Dated at Montreal, this 11th day of February, 1972.

MARTIN SCHWARTZ,

*President.*

44719-0

**Collège André Grasset**

Avis est donné que la compagnie « Collège André Grasset », corporation dûment incorporée, en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires dans la cité de Montréal, dit district, adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31 janvier 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

44720-0

BOURDON & BOURDON.

**Collège André Grasset**

Notice is given that "Collège André Grasset" a lawful corporation and having its place of business in the City of Montreal, District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 31, 1972.

BOURDON & BOURDON,

*Attorneys for the company.*

44720

**Contex Investment Corp.**

Avis est donné par les présentes que « Contex Investment Corp. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, fera application au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 1<sup>er</sup> jour de mai 1971.

*Le secrétaire,*

44721-0

PAUL LEFKOVITS.

**Contex Investment Corp.**

Notice is hereby given that "Contex Investment Corp.", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of May 1971.

PAUL LEFKOVITS.

*Secretary.*

44721-0

**Les placements Delarocche inc.  
Delarocche Investments Inc.**

Avis est donné par les présentes que « Les Placements Delarocche inc. — Delarocche Investments Inc. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18 octobre 1971.

*Le président,*

44726-0

JACQUES SIMARD.

**Les placements Delarocche inc.  
Delarocche Investments Inc.**

Notice is hereby given that "Les Placements Delarocche inc. — Delarocche Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 18, 1971.

JACQUES SIMARD,

*President.*

44726-0

**Courtemanche Équipement inc.**

Avis est donné que la compagnie « Courtemanche Équipement inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Mont-Laurier, 15 février 1972.

*Le procureur de la compagnie,*

44723-o PIERRE CHARTRAND.

**Les Courtiers d'Assurance de Duvernay inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Courtiers d'Assurance de Duvernay inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

*Le procureur de la compagnie,*

44724-o Me GASTON VEILLEUX.

**Daveno Upholstering Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Daveno Upholstering Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 février, 1972.

*La présidente,*

44725-o BÉATRICE GOLDMAN.

**G. Desmarais Transport inc.**

Avis est donné que la compagnie « G. Desmarais Transport inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

*Le procureur de la compagnie,*

44727-o Me RICHARD BARBEAU.

**Divex Inc.**

Avis est donné par les présentes que « Divex Inc. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, fera application au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1971.

*Le secrétaire,*

44728-o LESLIE GARA.

**Domar Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies « Domar Construction Inc. », s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, P.Q., ce 3e jour de février 1972.

*Le secrétaire,*

44729-o F. SCHIFFERDECKER.

**Courtemanche Équipement inc.**

Notice is given that "Courtemanche Équipement inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Mont-Laurier, February 15, 1972.

PIERRE CHARTRAND,

44723-o Attorney for the company.

**Les Courtiers d'Assurance de Duvernay inc.**

Notice is given that "Les Courtiers d'Assurance de Duvernay inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec for leave to surrender its charter.

Me GASTON VEILLEUX,

44724-o Attorney for the company.

**Daveno Upholstering Ltd.**

Notice is hereby given that "Daveno Upholstering Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, February 8, 1972.

BÉATRICE GOLDMAN,

44725-o President.

**G. Desmarais Transport inc.**

Notice is given that "G. Desmarais Transport inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Company and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Me RICHARD BARBEAU,

44727-o Attorney for the company.

**Divex Inc.**

Notice is hereby given that "Divex Inc.", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1971.

LESLIE GARA,

44728-o Secretary.

**Domar Construction Inc.**

Notice is given that "Domar Construction Inc." under the provisions of the Québec Companies Act will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., this 3rd day of February, 1972.

F. SCHIFFERDECKER,

44729-o Secretary.

**Donaldson Enterprises Inc.**

La compagnie « Donaldson Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Pointe Claire, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Dorval, Québec, ce 15<sup>e</sup> jour de décembre 1971.

44730

*Le secrétaire,*  
C.E.G. Fox.

**George J. Donaldson Inc.**

La compagnie « George J. Donaldson Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Pointe Claire, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Dorval, Québec, ce 15<sup>e</sup> jour de décembre 1971.

44731

*Le secrétaire,*  
C.E.G. Fox.

**J. B. Dubé Itée**

Avis est par les présentes donné que « J. B. Dubé Itée », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 24<sup>e</sup> jour de décembre 1971.

44732-o

*Le secrétaire,*  
J.-CLAUDE BUREAU.

**Les Éditions du Cuivre inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions du Cuivre inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

44733-o

*Le secrétaire,*  
GHISLAIN CHARLEBOIS.

**Entreprises Tranco inc.  
Tranco Enterprises Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Tranco inc.—Tranco Enterprises Inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7<sup>e</sup> jour de janvier 1972.

44734-o

*Le président,*  
MAURICE TREMBLAY.

**Donaldson Enterprises Inc.**

Notice is given that "Donaldson Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Pointe Claire, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Dorval, Québec, this 15th day of December, 1971.

44730-o

C.E.G. Fox,  
*Secretary.*

**George J. Donaldson Inc.**

Notice is given that "George J. Donaldson Inc.", a Corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Pointe Claire, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Dorval, Québec, this 15th day of December 1971.

44731-o

C.E.G. Fox,  
*Secretary.*

**J. B. Dubé Itée**

Notice is given that "J. B. Dubé Itée", incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Signed in Montreal, this 24th day of December, 1971.

44732

J.-CLAUDE BUREAU,  
*Secretary.*

**Les Éditions du Cuivre inc.**

Notice is given that "Les Éditions du Cuivre inc.", will apply to the Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

44733

GHISLAIN CHARLEBOIS,  
*Secretary.*

**Entreprises Tranco inc.  
Tranco Enterprises Inc.**

Notice is given that "Entreprises Tranco inc.—Tranco Enterprises Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, the 7th day of January, 1972.

44734-o

MAURICE TREMBLAY,  
*President.*

**Entrol Limited**

Avis est donné que « Entrol Limited », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et dont la principale place d'affaires est située à Mille Isles, Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Mille Isles, ce 2e jour de février, 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*

44735-o

ST JONES.

**Entrol Limited**

Take notice that "Entrol Limited", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at Mille Isles, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the companies under the provisions of the Companies Act.

Dated at Mille Isles, this 2nd day of February, 1972.

ST JONES,

44735-o

*Secretary-Treasurer.*

**Hollington Investments Inc.**

Avis est donné par les présentes que « Hollington Investments Inc. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de février 1972.

*Le secrétaire,*

44742-o

J. J. SPECTOR.

**Hollington Investments Inc.**

Notice is hereby given that "Hollington Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1972.

J. J. SPECTOR,

44742-o

*Secretary.*

**Les Immeubles Montminy, inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Montminy, inc. », constituée le 20 janvier 1954, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 1er février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

44743-o

DELISLE & LARUE.

**Les Immeubles Montminy, inc.**

Notice is given that "Les Immeubles Montminy, inc.", incorporated on January 20, 1954, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, February 1st, 1972.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

DELISLE & LARUE,

44743-o

*Attorneys for the Company.*

**Laboratoire Laennec Itée**

Avis est donné que la compagnie « Laboratoire Laennec Itée », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Trois-Rivières, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Trois-Rivières, ce 30 décembre 1971.

*Les procureurs de la compagnie,*

44744-o

CHARTIER, BERGERON & MÉNARD.

**Laboratoire Laennec Itée**

Notice is hereby given that "Laboratoire Laennec Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Trois-Rivières, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Trois-Rivières, December 30, 1971.

CHARTIER, BERGERON & MÉNARD,

44744-o

*Attorneys for the Company.*

**Motel Deauville inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Motel Deauville inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Deauville, Qué., s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté, ce 3e jour de février, 1972.

*La secrétaire,*

44758-o

MME MARIETTE LAFLEUR.

**Motel Deauville inc.**

Notice is hereby given that "Motel Deauville inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Deauville, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 3rd day of February, 1972.

MRS. MARIETTE LAFLEUR,

44758-o

*Secretary.*

**Industrial Leasing Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Industrial Leasing Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Sherbrooke, P.Q., le 3 février 1972.

44745-0

*Le secrétaire,*  
PIERRE BACHAND.

**Industrial Leasing Inc.**

Notice is hereby given that "Industrial Leasing Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, P.Q., February 3, 1972.

44745-0

PIERRE BACHAND,  
*Secretary.*

**Institut linguistique Viva inc.**

Avis est donné que la compagnie « Institut linguistique Viva inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

*Le procureur de la compagnie,*  
ME SERGIO TUCCI.

44746-0

**Institut linguistique Viva inc.**

Notice is given that "Institut linguistique Viva inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

44746

MR. SERGIO TUCCI,  
*Attorney for the Company.*

**Jhymra Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Jhymra Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

*Les procureurs de la compagnie,*  
CORRIVEAU & ASSOCIÉS.

44747-0

**Jhymra Inc.**

Notice is given that "Jhymra Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

44747

CORRIVEAU & ASSOCIATES,  
*Attorneys for the Company.*

**Martin Hardware Inc.**

La compagnie « Martin Hardware Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 24 janvier 1972.

44754

*Le secrétaire,*  
ROSE ABRAMOWITZ.

**Martin Hardware Inc.**

Notice is given that "Martin Hardware Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, January 24, 1972.

44754-0

ROSE ABRAMOWITZ,  
*Secretary.*

**Metropolitan Chemicals Ltd.**

Avis est par la présente donné que « Metropolitan Chemicals Ltd. », une compagnie enregistrée sous la Loi des compagnies, ayant son bureau chef à Richelieu, Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec dans le but d'abandonner sa charte provinciale.

Daté à Montréal, ce 15 février 1972.

*Les avocats de la requérante,*  
GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

44755-0

**Metropolitan Chemicals Ltd.**

Notice is hereby given that "Metropolitan Chemicals Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Richelieu, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of said Companies Act.

Dated at Montreal, this February 15, 1972.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,  
*Attorneys for applicant.*

**Mordan Realty Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Mordan Realty Inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 janvier, 1972.

44757-0

*Le procureur de la compagnie,*  
LEONARD LIVERMAN.

**Mordan Realty Inc.**

Notice is given that "Mordan Realty Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 10, 1972.

44757-0

LEONARD LIVERMAN,  
*Attorney for company.*

**Kiamika Construction inc.**

Avis est donné que la compagnie « Kiamika Construction inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Mont-Laurier, 7 janvier, 1972.

*Le procureur de la compagnie,*  
PIERRE CHARTRAND.

44748-o

**Kiamika Construction inc.**

Notice is given that "Kiamika Construction inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Mont-Laurier, January 7, 1972.

PIERRE CHARTRAND,  
*Attorney for the company.*

44748-o

**Marcel Labbé Automobile inc.**

Avis est donné que la compagnie « Marcel Labbé Automobile inc. », constituée le 29 mai 1968, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 1er février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,  
DELISLE & LARUE.

44749-o

**Marcel Labbé Automobile inc.**

Notice is given that "Marcel Labbé Automobile inc.", incorporated on May 29, 1968, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, February 1, 1972.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,  
DELISLE & LARUE,  
*Attorneys for the company.*

44749-o

**La Laiterie Baie-des-Chaleurs ltée**

Avis est donné que la compagnie « La Laiterie Baie-des-Chaleurs ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

New Carlisle, ce 15 février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
LEVESQUE & ARSENAULT.

44750-q

**La Laiterie Baie-des-Chaleurs ltée**

Notice is given that "La Laiterie Baie-des-Chaleurs ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

New Carlisle, this February 15, 1972.

LEVESQUE & ARSENAULT,  
*Attorneys for the company.*

44750

**Robert Larrivée inc.**

Avis est donné que la compagnie « Robert Larrivée inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Signé à Baie Comeau, ce 17e jour de janvier 1972.

*Le président,*  
JOAN D. LARRIVÉE.

44751-o

**Robert Larrivée inc.**

Notice is given that "Robert Larrivée inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Signed at Baie Comeau, this 17th day of January, 1972.

JOAN D. LARRIVÉE,  
*President.*

44751

**M. & A. Floor Covering Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « M. & A. Floor Covering Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31 janvier 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON & LEDUC.

44753-o

**M. & A. Floor Covering Ltd.**

Notice is given that "M. & A. Floor Covering Ltd." will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, January 31, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON & LEDUC,  
*Attorneys for the company.*

44753-o

**L. O. Lesage Construction ltée**

Avis est donné que la compagnie « L. O. Lesage Construction ltée » dont le siège social est au 1185 rue Hart, Trois-Rivières, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

*Les procureurs de la compagnie,*  
MES LUPIEN & RAYMOND.

44752-o

**L. O. Lesage Construction ltée**

Notice is given that the "L. O. Lesage Construction ltée" incorporated under the Companies Act and having its head office at 1185 Hart in the city of Trois-Rivières will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

MES LUPIEN & RAYMOND.  
*Attorneys for the company.*

44752-o

**Mirelis Investments (Québec) Ltd.**

La compagnie « Mirelis Investments (Québec) Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 20e jour de janvier 1972.

44756

*Le secrétaire,*  
SABIH BEKHOR.

**Mirelis Investments (Québec) Ltd.**

Notice is given that "Mirelis Investments (Québec) Ltd.", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 20th day of January, 1972.

44756-0

SABIH BEKHOR,  
*Secretary.*

**Norcanda Québec Limited**

Avis est par la présente donné que « Norcanda Québec Limited », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et dont le bureau principal est situé dans Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Ce 9e jour de février 1972.

44760-0

*Le secrétaire,*  
N. J. NOTLEY.

**Norcanda Québec Limited**

Notice is hereby given that "Norcanda Québec Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

This 9th day of February, 1972.

44760-0

N. J. NOTLEY,  
*Secretary.*

**Pedogra ltée  
Pedogra Ltd.**

Prenez avis que la compagnie « Pedogra ltée — Pedogra Ltd », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera à l'honorable ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 12e jour de février 1972.

*Le procureur de la compagnie,*  
Me PIERRE ROBITAILLE, notaire.  
507, Place d'Armes, suite 1207,  
Montréal 126, Québec. 44762-0

**Pedogra ltée  
Pedogra Ltd.**

Notice is hereby given that "Pedogra ltée — Pedogra Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of February 1972.

Me PIERRE ROBITAILLE, Notary,  
*Attorney for the company.*  
507, Place d'Armes, suite 1207,  
Montreal 126, Québec. 44762-0

**Les Placements Ager inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Ager inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 janvier 1972.

44763-0

*Le secrétaire,*  
N. GERVAIS.

**Les Placements Ager inc.**

Notice is given that "Les Placements Ager inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 14, 1972.

44763

*Le secrétaire,*  
N. GERVAIS.

**Placements Grapp inc.**

Avis est donné que la compagnie « Placements Grapp inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

44764-0

*Le procureur de la compagnie,*  
Me RICHARD BARBEAU.

**Placements Grapp inc.**

Notice is given that "Placements Grapp inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Company and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

44764-0

Me RICHARD BARBEAU,  
*Attorney for the Company.*

**Nuclex International Limited**

Avis est par les présentes donné que « Nuclex International Limited », une corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27<sup>e</sup> jour de janvier 1972.  
*Le secrétaire,*  
**J.-PAUL ROBERT.**

44761-o

**Nuclex International Limited**

Notice is hereby given that "Nuclex International Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of January 1972.  
**J.-PAUL ROBERT,**  
*Secretary.*

44761-o

**Les Placements Juris inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Juris inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 janvier 1972.  
*Le secrétaire,*  
**Y. DUCHARME.**

44765-o

**Les Placements Juris inc.**

Notice is given that "Les Placements Juris inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 14, 1972.  
**Y. DUCHARME,**  
*Secretary.*

44765

**Les placements Valois inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les placements Valois inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 janvier 1972.  
*Le secrétaire,*  
**N. GERVAIS.**

44766-o

**Les placements Valois inc.**

Notice is given that "Les placements Valois inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 14, 1972.  
**N. GERVAIS,**  
*Secretary.*

44766

**Real Safe Investment Corp.**

Avis est donné que « Real Safe Investment Corp. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les prescriptions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1971.  
*Le secrétaire-trésorier,*  
**H. LIFSHITZ.**

*Les procureurs de la compagnie,*  
**ADESSKY, KINGSTONE,  
 ZERBISIAS & POULIN.**

1255 Université, Chambre 400,  
 Montréal, Québec. 44769-o

**Real Safe Investment Corp.**

Notice is given that "Real Safe Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1971.  
**H. LIFSHITZ,**  
*Secretary-Treasurer.*

**ADESSKY, KINGSTONE,  
 ZERBISIAS & POULIN,**  
*Attorneys for the Company.*

1255 University Street,  
 Suite 400, Montreal, Québec. 44769-o

**La Riviera Bake Shop Ltd.**

La compagnie « La Riviera Bake Shop Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26<sup>e</sup> jour de janvier 1972.  
*Le président,*  
**THEO CHRISTOPOULOS.**

44770

**La Riviera Bake Shop Ltd.**

Notice is given that "La Riviera Bake Shop Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of January, 1972.  
**THEO CHRISTOPOULOS,**  
*President.*

44770-o

**Rawdon Lumber & Planing Mill Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Rawdon Lumber & Planing Mill Ltd. » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 13<sup>e</sup> jour de janvier 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
PARÉ, HOLDEN,  
STEINBERG & DELORME.

44768-o

**Rawdon Lumber & Planing Mill Ltd.**

Notice is hereby given that "Rawdon Lumber & Planing Mill Ltd." shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 13th day of January 1972.

PARÉ, HOLDEN,  
STEINBERG & DELORME,  
*Attorneys for the Company.*

44768-o

**St. Michel Farm Inc.**

Avis est par les présentes donné que « St. Michel Farm Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7<sup>e</sup> jour de février 1972.

*Le secrétaire,*  
MANUEL SHACTER.

44771-o

Notice is hereby given that "St. Michel Farm Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1972.

MANUEL SHACTER,  
*Secretary.*

44771-o

**St. Moritz Haute Coiffure inc.**

La compagnie « St. Moritz Haute Coiffure inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17<sup>e</sup> jour de février 1972.

*La secrétaire,*  
MARINETTE LEVY.

44772

**St. Moritz Haute Coiffure inc.**

Notice is hereby given that "St. Moritz Haute Coiffure inc." a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office at the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1972.

MARINETTE LEVY,  
*Secretary.*

44772-o

**Sam Rassie Lingerie inc.**

La compagnie « Sam Rassie Lingerie inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10<sup>e</sup> jour de février 1972.

*Le secrétaire,*  
FELICIA RASSIE.

44773

**Sam Rassie Lingerie inc.**

Notice is hereby given that "Sam Rassie Lingerie inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of February 1972.

FELICIA RASSIE,  
*Secretary.*

44773-o

**Stanbud Investments Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Stanbud Investments Ltd. », une corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la Ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27<sup>e</sup> jour de janvier 1972.

*Le secrétaire,*  
STANLEY LYON SELINGER.

44774-o

**Stanbud Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Stanbud Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of January 1972.

STANLEY LYON SELINGER,  
*Secretary.*

44774-o

**Les Producteurs de Patates St-Laurent inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Producteurs de Patates St-Laurent inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 25e jour d'octobre 1971.

44767-0 *Le président,*  
ROLLAND BONSAULT.

**Les Producteurs de Patates St-Laurent inc.**

Notice is given that "Les Producteurs de Patates St-Laurent inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 25th day of October, 1971.

44767-0 ROLLAND BONSAULT,  
*President.*

**Superior 5¢ to \$1.00 Store Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Superior 5¢ to \$1.00 Store Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de février 1972.

44775-0 *Le procureur de la compagnie,*  
MILTON L. KLEIN, Q.C.

**Superior 5¢ to \$1.00 Store Ltd.**

Notice is hereby given that "Superior 5¢ to \$1.00 Store Ltd.", a corporation, incorporated under the Companies Act, having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of February, 1972.

44775-0 MILTON L. KLEIN, Q.C.,  
*Attorney for the Company.*

**Transport Maritime inc.**

Avis est donné que la compagnie « Transport Maritime inc. », constituée le 19 janvier 1955, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 11 février 1972.

44776-0 *Les procureurs de la compagnie,*  
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,  
DELISLE & LARUE.

**Transport Maritime inc.**

Notice is given that "Transport Maritime inc.", incorporated on January 19, 1955, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, February 11, 1972.

44776-0 LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,  
DELISLE & LARUE,  
*Attorneys for the Company.*

**Transport Réal Ménard inc.**

Avis est donné que la compagnie « Transport Réal Ménard inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

44777-0 *Le procureur de la compagnie,*  
RICHARD BARBEAU.

**Transport Réal Ménard inc.**

Notice is given that "Transport Réal Ménard inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

44777-0 ME RICHARD BARBEAU,  
*Attorney for the Company.*

**Wakefield Investment Corp.**

La compagnie « Wakefield Investment Corp. » donne avis qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 24 janvier 1972.

44778 *Les procureurs de la compagnie,*  
FRUMKIN & FELDMAN.

**Wakefield Investment Corp.**

Notice is hereby given under the provisions of the Companies Act that "Wakefield Investment Corp.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, January 24, 1972.

44778-0 FRUMKIN & FELDMAN,  
*Attorneys for the Company.*

**Les Entreprises Cibec Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Cibec Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

44781-0 *Le procureur de la compagnie,*  
ME JACQUES TASCHEREAU, notaire.

**Les Entreprises Cibec Inc.**

Notice is given that "Les Entreprises Cibec Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

44781-0 ME JACQUES TASCHEREAU, Notary,  
*Attorney for the company.*

**Compagnie de Téléphone des rangs deux et trois de St-Victor Nord, P.Q.**

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Compagnie de Téléphone des rangs deux et trois de St-Victor Nord, P.Q. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à St-Victor, comté de Beauce, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à St-Victor, comté de Beauce, ce 18e jour de février 1972.

*Le secrétaire,*  
CYRIAS GROLEAU.

44779-0

**Compagnie de Téléphone des rangs deux et trois de St-Victor Nord, P.Q.**

Notice is hereby given that "Companies de Téléphone des rangs deux et trois de St-Victor Nord, P.Q.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at St-Victor, county of Beauce, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St-Victor, county of Beauce, this 18th day of February 1972.

CYRIAS GROLEAU,  
*Secretary.*

44779-0

**Les Développements de l'Est Ltée**

Avis est donné que la corporation « Les Développements de l'Est Ltée », une corporation incorporée suivant les dispositions de la Loi des compagnies, avec siège social à Magog, dans le district de St-François, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Magog, ce 18e jour de février 1972.

*Le procureur de la corporation,*  
L. P. GALIPEAU.

44780-0

**Les Développements de l'Est Ltée**

Notice is hereby given that "Les Développements de l'Est Ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Magog, district of St. François, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Magog, this 18th day of February 1972.

L. P. GALIPEAU,  
*Attorney for Corporation.*

44780-0

**Noël Goulet Sport Co. Itée**

Avis est par les présentes donné que « Noël Goulet Sport Co. Itée », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 8e jour de février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,  
GRATTON & BLAIN.

44782-0

**Noël Goulet Sport Co. Itée**

Notice is hereby given that "Noël Goulet Sport Co. Itée", a company incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Signed at Montreal, this 8th day of February, 1972.

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,  
GRATTON & BLAIN,  
*Attorneys for the Company.*

44782

**Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 17e jour de février 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*  
630, boul. Dorchester O., MENDELSON, SELICK,  
suite 2800, GROSS & PINSKY.  
Montréal, Québec. 44783-0

**Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1972.

MENDELSON, SELICK,  
630 Dorchester Blvd. West, GROSS & PINSKY.  
Suite 2800, *Attorneys for the Company.*  
Montreal, Québec. 44783-0

**Institut Linguistique Goulet inc.**

**Institut Linguistique Goulet inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Institut Linguistique Goulet inc. » une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sherbrooke, Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Notice is hereby given that "Institut Linguistique Goulet inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Sherbrooke, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Daté, ce 30e jour de novembre 1971.

Dated, this 30th day of November, 1971.

*La secrétaire,*  
Mme ODETTE GOULET.

Mrs. ODETTE GOULET,  
Secretary.

**Divers  
Compagnies**

**Miscellaneous  
Companies**

**Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup**

**Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 24, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved general by-laws of the "Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup".

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

44785-o 3343-70

44785 3343-70

**Les Chevaliers du Lotus d'Or inc.**

**Les Chevaliers du Lotus d'Or inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 et 2 de la corporation « Les Chevaliers du Lotus d'Or inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Notice is given that on January 24, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1 and 2 of "Les Chevaliers du Lotus d'Or inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

44786-o 715690

44786 715690

**Les Entreprises V & W inc.**

**Les Entreprises V & W inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1, de la compagnie « Les Pétroles V. & W. inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Les Entreprises V & W inc. ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1, of the company "Les Pétroles V. & W. inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd of December, 1968, changing its name into that of "Les Entreprises V & W inc.".

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

44787-o 6159-68

44787-o 6159-68

**Precision Crane Service Inc.**

**Precision Crane Service Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « Canal Equipment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de mars 1961, changeant son nom en celui de « Precision Crane Service Inc. ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23, of the company "Canal Equipment Corp.", incorporated by letters patent dated the 28th day of March, 1961, changing its name into that of "Precision Crane Service Inc.".

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

44788-o 11577-61

44788-o 11577-61

**Les Siliciums de Chicoutimi Itée  
Chicoutimi Silicon Ltd.**

La compagnie « Les Siliciums de Chicoutimi Itée — Chicoutimi Silicon Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 6 à 3 le nombre de ses administrateurs.

*Le secrétaire,*  
D. F. S. COATE.

44789-o 4826-65

**Corporation Génius Itée  
Génius Corporation Ltd.**

La « Corporation Génius Itée — Génius Corporation Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

*Le secrétaire,*  
GILLES DEMERS.  
12366-61

44790-o

**Modern Motor Sales Limited**

La compagnie « Modern Motor Sales Limited », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire-trésorier,*  
R. MIREAULT.  
1617-24

44791

**Québec Reman Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « C », de la compagnie « Modern Motor Sales Limited », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'octobre 1924, changeant son nom en celui de « Québec Reman Ltd. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44792-o 1617-24

**Provincial Production & Die Inc.**

La compagnie « Provincial Production & Die Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le secrétaire,*  
GILLES SAURIOL.  
11408-60

44793

**Elf Hydrocarbures du Québec Itée  
Elf Québec Hydrocarbons Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de « La Compagnie des Hydrocarbures du Québec limitée — Québec Hydrocarbons Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 30<sup>e</sup> jour de septembre 1969, changeant son nom en celui de « Elf Hydrocarbures du Québec Itée — Elf Québec Hydrocarbons Ltd. ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
Compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44794-o 4827-69

**Les Siliciums de Chicoutimi Itée  
Chicoutimi Silicon Ltd.**

Notice is given that "Les Siliciums de Chicoutimi Itée — Chicoutimi Silicon Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 3.

D. F. S. COATE,  
*Secretary.*  
4826-65

44789

**Corporation Génius Itée  
Génius Corporation Ltd.**

Notice is given that "Corporation Génius Itée — Génius Corporation Ltd." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

GILLES DEMERS,  
*Secretary.*  
12366-61

44790

**Modern Motor Sales Limited**

Notice is given that "Modern Motor Sales Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

R. MIREAULT,  
*Secretary-Treasurer.*  
1617-24

44791-o

**Québec Reman Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number "C", of the company "Modern Motor Sales Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of October, 1924, changing its name into that of "Québec Reman Ltd. ».

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*  
1617-24

44792-o

**Provincial Production & Die Inc.**

Notice is given that "Provincial Production & Die Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

GILLES SAURIOL,  
*Secretary.*  
11408-60

44793-o

**Elf Hydrocarbures du Québec Itée  
Elf Québec Hydrocarbons Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of "La Compagnie des Hydrocarbures du Québec limitée — Québec Hydrocarbons Company Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of September, 1969, changing its name into that of "Elf Hydrocarbures du Québec Itée — Elf Québec Hydrocarbons Ltd. ».

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44794-o 4827-69

**Si Services and Supply Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « Si Services Limited », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de janvier 1967, changeant son nom en celui de « Si Services and Supply Corporation ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44795-o 275-67

**Hess Associates Inc.**

La compagnie « Hess Associates Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
GIUSEPPE LEVI.

44796 16369-59

**Affiliated Factors Corp.**

La compagnie « Affiliated Factors Corp. » donne avis qu'elle a diminué de 12 à 8 le nombre de ses administrateurs.

*Le secrétaire adjoint,*  
S. D. LEVY.

44797 222-64

**Le Jolymont inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 1er février 1972, les règlements généraux (numéro 1, incluant l'article 1 changeant le lieu de son siège social de Ascot Nord à Sherbrooke) de la corporation « Le Jolymont inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies,

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44798-o 714212

**Canadian Casket Company Ltd.  
Compagnie Canadienne de Cercueil Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 36, de la compagnie « Canadian Casket Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de janvier 1935, changeant son nom en celui de « Canadian Casket Company Ltd. — Compagnie Canadienne de Cercueil Itée ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44799-o 2490-34

**Club des Aïnés inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 février 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Club des Aïnés inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44802-o 715735

**Si Services and Supply Corporation**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 14, of the company "Si Services Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of January, 1967, changing its name into that of "Si Services and Supply Corporation".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44795-o 275-67

**Hess Associates Inc.**

Notice is given that "Hess Associates Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GIUSEPPE LEVI,  
*Secretary.*

44796-o 16369-59

**Affiliated Factors Corp.**

Notice is given that "Affiliated Factors Corp." has changed the number of its directors from 12 to 8.

S. D. LEVY,  
*Assistant Secretary.*

44797-o 222-64

**Le Jolymont inc.**

Notice is given that, on February 1, 1972, subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws (number 1, including section 1, transferring its head office from Ascot North to Sherbrooke) of "Le Jolymont inc.", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44798 714212

**Canadian Casket Company Ltd.  
Compagnie Canadienne de Cercueil Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 36, of the company "Canadian Casket Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of January, 1935, changing its name into that of "Canadian Casket Company Ltd. — Compagnie Canadienne de Cercueil Itée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44799-o 2490-34

**Club des Aïnés inc.**

Notice is given that on February 8, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 (general by-laws) of "Club des Aïnés inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44802 715735

**Precision Mfg. Inc.  
Fabrication Précision inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « X », de la compagnie « Precision Wood Manufacturing Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'octobre 1945, changeant son nom en celui de « Precision Mfg. Inc. — Fabrication Précision inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44800-o 5679-45

**Lethbridge Rehabilitation Centre  
Centre de Réadaptation Lethbridge**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 février 1972, il a approuvé le règlement numéro « E » de la corporation « Lethbridge Rehabilitation Centre — Centre de Réadaptation Lethbridge », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44801-o 7045-45

**Foyer Sainte-Perpétue-de-l'Islet inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1972, il a approuvé le règlement numéro 6, de la corporation « Foyer Sainte-Perpétue-de-l'Islet inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44837-o 1658-69

**Les Assurances Bisailon inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Les Assurances Bélanger inc. », constituée par lettres patentes en date du 25<sup>e</sup> jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « Les Assurances Bisailon inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44838-o 1842-63

**Société des Traducteurs du Québec inc.  
The Translators' Society of Québec Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société des Traducteurs du Québec inc. — The Translators' Society of Québec Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

44839-o 3589-43

**Precision Mfg. Inc.  
Fabrication Précision inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "X", of the company "Precision Wood Manufacturing Incorporated", incorporated by letters patent dated the 4th day of October, 1945, changing its name into that of "Precision Mfg. Inc. — Fabrication Précision inc. ».

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44800-o 5679-45

**Lethbridge Rehabilitation Centre  
Centre de Réadaptation Lethbridge**

Notice is given that, on February 7, 1972, pursuant to section 226 of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved By-law number "E" of "Lethbridge Rehabilitation Centre — Centre de Réadaptation Lethbridge".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44801 7045-45

**Foyer Sainte-Perpétue-de-l'Islet inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 11, 1972, he approved by-law number 6 of "Foyer Sainte-Perpétue-de-l'Islet inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44837 1658-69

**Les Assurances Bisailon inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the by-law No. 25, of the company "Les Assurances Bélanger inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of April, 1963, changing its name into that of "Les Assurances Bisailon inc.".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44838-o 1842-63

**Société des Traducteurs du Québec inc.  
The Translators' Society of Québec Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved on January 26, 1972, the general by-laws of the "Société des Traducteurs du Québec inc. — The Translators' Society of Québec Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

44839 3589-43

**Curatelle publique**

**Public Curatorship**

**Succession vacante de Jean Lambert**

**Vacant estate of the late Jean Lambert**

Canada, province de Québec, district de Montréal. Succession vacante de Jean Lambert, en son vivant de 8293, rue Foucher, Montréal, Qué.

Canada, Province of Québec, district of Montreal. Vacant estate of the late Jean Lambert, in his lifetime of 8293 Foucher Street, Montreal, Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 6 décembre 1971 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal (S.R.Q. 1964, chapitre 314 et amendements), que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique, il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on December 6th, 1971 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal in the district of Montreal (S.R.Q. 1964, chapter 314 and amendments), that, under the authority of the Public Curatorship Act, I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

LE CURATEUR PUBLIC,

THE PUBLIC CURATOR,

9310, boulevard St-Laurent,  
Montréal 354, Québec.

44846-o

9310 St-Lawrence Boulevard,  
Montreal 354, Québec.

44846-o

**Assemblée nationale**

**National Assembly**

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 15 février 1972 et présentés avant le 28 mars 1972, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 mars 1972 et reçues avant le 22 mars 1972, et les rapports de commissions élués chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 avril 1972.

According to standing orders, private bills must be deposited with the Secretary of Private Bills Commission before February 15, 1972, and introduced before March 28, 1972; petitions for private bills must be introduced before March 17, 1972 and received before March 22, 1972, and reports from select commissions charged with the examination of private bills must be received before April 11, 1972.

Québec, le 3 février 1972.

Québec, February 3, 1972.

Le secrétaire général,  
RENÉ BLONDIN.

RENÉ BLONDIN,  
Secretary-General.

44419-5-5-o

44419-5-5-o

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**Nicholas Hoare Ltd.  
Nicholas Hoare Ltée**

**Nicholas Hoare Ltd.  
Nicholas Hoare Ltée**

Avis est présentement donné que la compagnie « Nicholas Hoare Ltd. — Nicholas Hoare Ltée », constituée par lettres patentes émises par le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, le 19 mai 1971 et ayant son siège social à Montréal, Québec, a établi son bureau au 2081 ouest, rue Ste-Catherine.

Notice is hereby given that "Nicholas Hoare Ltd. — Nicholas Hoare Ltée", incorporated by letters patent issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec on the 19th day of May, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 2081 St. Catherine Street West, Montreal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as the head office of the Company.

Donné à Montréal, Québec, ce 30e jour de décembre 1971.

Dated at Montreal, Québec, on this 30th day of December, 1971.

Le président,  
NICHOLAS HOARE.

NICHOLAS HOARE,  
President.

44818-o

2461-71

44818-o

2461-71

**Modern Motor Sales Limited**

La compagnie « Modern Motor Sales Limited », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1444 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, à 3 Montée Des Arsenaux, St-Paul l'Ermité.

*Le secrétaire-trésorier,*

R. MIREAULT.

44791

1617-24

**Modern Motor Sales Limited**

Notice is given that "Modern Motor Sales Limited", has transferred its head office from 1444 Dorchester Boulevard West, Montreal to 3 Montée Des Arsenaux, St. Paul l'Ermité.

R. MIREAULT,

*Secretary-Treasurer.*

44791-o

1617-24

**Compagnies étrangères**  
**Permis**
**Canadian-American Loan and Investment Corporation Limited**

Avis est donné que, le 15<sup>e</sup> jour d'octobre 1971, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un permis à « Canadian-American Loan and Investment Corporation Limited », l'autorisant à exercer son commerce dans la province, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés de prêts et placements, Statuts refondus 1964, chapitre 289.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Dennis Kral, 630 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 630 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44711

1-71

**Northland Forest Products, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Northland Forest Products, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jacques Delisle, de Létourneau, Stein, Marseille, Delisle, La Rue, 65 rue Ste-Anne, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 65 rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre adjoint des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON.*

44711-o

2-72

**Extra-Provincial Companies**  
**Licenses**
**Canadian-American Loan and Investment Corporation Limited**

Notice is given that, on 15th day of October, 1971, a license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Canadian-American Loan and Investment Corporation Limited", authorizing it to carry on business in the Province pursuant to the provisions of the Loan and Investment Societies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 289.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Dennis Kral, 630 Sherbrooke Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 630 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44711-o

1-71

**Northland Forest Products, Inc.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Northland Forest Products, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jacques Delisle, of Létourneau, Stein, Marseille, Delisle, La Rue, 5 Ste. Anne Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 65 Ste. Anne Street, Québec, judicial district of Québec.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44711-o

2-72

**Compagnies étrangères**  
**siège social**
**Party-Tyme Products, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle Procuration, en date du 3 février 1972, dont copie a été trans-

**Extra-Provincial Companies**  
**head office**
**Party-Tyme Products, Inc.**

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 3rd day of February, 1972, a copy of which

mise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, le bureau principal dans la province de Québec de « Party-Tyme Products, Inc. », compagnie dûment autorisée à faire affaires dans ladite province, suivant la Loi des compagnies étrangères, a été changé de 1430 rue Peel, Montréal, à Case postale 515, Station postale de Place d'Armes, Montréal 126, district judiciaire de Montréal.

M. Robert S. Vineberg, 1 Place Ville-Marie, suite 930, Montréal, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44821

85-71

has been transmitted to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the principal office in the province of Québec of "Party-Tyme Products, Inc.", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 1430 Peel Street, Montreal, to Post Office Box 515, Place d'Armes Postal Station, Montreal 126, judicial district of Montreal. Mr. Robert S. Vineberg, 1 Place Ville-Marie, Suite 930, Montreal, remains the chief agent of the said company in the Province of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44821-o

85-71

### Changement de nom — Loi du Demandes

### Change of name — Act Applications

#### Guiseppe Didone

Avis par la présente donné que Guiseppe Didone, domicilié au 409, 67<sup>e</sup> rue ouest, Charlesbourg 7e, Québec, dans la Province de Québec, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour permission de changer son nom en celui de André St-Germain.

Québec, ce 18 février 1972.  
44803-9-2-o

#### Guiseppe Didone

Notice is hereby given that Guiseppe Didone, domiciled at 409, 67th Street West, Charlesbourg 7, Québec, in the Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to that of André St. Germain.

Québec, February 18, 1972.  
44803-9-2

#### Joseph Marcel Serge Parent

Avis est donné que Joseph Marcel Serge Parent, peintre, domicilié au numéro 244 St-Joseph, Lauzon, district de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Joseph Marcel Serge Fortin.

Québec, ce 24 février 1972.

*Les procureurs du requérant,  
CARTER & O'CONNOR.*

44806-9-2-o

#### Joseph Marcel Serge Parent

Notice is hereby given that Joseph Marcel Serge Parent, painter, domiciled at 244 St. Joseph, Lauzon, district of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Joseph Marcel Serge Fortin.

Québec, February 24, 1972.

*CARTER & O'CONNOR,  
Attorneys for Petitioner.*

44806-9-2-o

#### Joseph Noel Adonia Trachy

Avis est donné que monsieur Joseph Noel Adonia Trachy, résidant au 2326 Pavillon Moraud, cité universitaire, Québec 10, présentera au ministre de la Justice une requête aux fins de faire modifier son nom en celui de Noël Chenonceaux.

44807-9-2-o

*Le procureur du requérant,  
CYRILLE DELAGE, notaire.*

#### Joseph Noel Adonia Trachy

Notice is given that Mr. Joseph Noel Adonia Trachy, residing at 2326 Pavillon Moraud, cité universitaire, Québec 10, will present a petition to the Minister of Justice for the purpose of changing his name to that of Noël Chenonceaux.

44807-9-2

*CYRILLE DELAGE, Notary,  
Attorney for the petitioner.*

#### Bruno Viola

Avis est par les présentes donné que Bruno Viola, résidant et domicilié en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Bruno Viola à celui de Bruno Walter Violand.

Montréal, ce 23 février 1972.

*Les procureurs du requérant,  
BERNIER, CHAPADOS, VENNE,  
CHEVALIER, ROLLAND & VALLÉE.*

44808-9-2-o

#### Bruno Viola

Notice is hereby given that Bruno Viola, residing in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, to have his name changed from Bruno Viola to Bruno Walter Violand.

Montreal, this 23rd day of February 1972.

*BERNIER, CHAPADOS, VENNE,  
CHEVALIER, ROLLAND & VALLÉE,  
Attorneys for Applicant.*

44808-9-2-o

**Daniel Laflamme**

Avis est donné que M. Daniel Laflamme, résidant au 1323 avenue Ducharme, Outremont, s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Piers Pascals et celui de Mme Françoise Laflamme en celui de Mme Françoise Pascals ainsi que celui de Claudie Laflamme en celui de Claudie Pascals.

Montréal, 20 janvier 1972.

44804-9-2 *Les procureurs du requérant,*  
LECHTER & SEGAL.

**Anwar Toma**

Avis est donné que Anwar Toma domicilié au 2185, rue Vincent, Ville St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Anwar André Thomas, ledit changement de nom concernera également son épouse, Nour Thomas, et leurs enfants, Amal (Marie Thérèse), Nadia (Marie Hélène) et Galal (Nicolas), tous domiciliés au même endroit.

*Les procureurs du requérant,*  
DROUIN, SIROIS,  
ROULEAU & CÔTÉ.

44805-9-2-o

**Henry Vlastnick**

Avis est donné que Henry Vlastnick, domicilié au 49 chemin Sunnydale, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom propre en celui de Henry James Vlastnick et le changement de son nom de famille et celui de son épouse, Iris Elanor Armstrong, à Hannon.

Daté à Dorval, Québec, ce 1er jour de février 1972.

44809-9-2 *Les procureurs du requérant,*  
AMARON et STEAD.

**Hermann Ringelblum**

Avis est donné que « Hermann Ringelblum » résidant au 6411, Clanranald, Montréal, s'adressera au ministre de la justice lui permettant de changer son nom en celui de Henry Blum.

44684-8-2-o

**David Joseph Cransky  
et Stephen Martin Cransky**

Avis est donné que David Joseph Cransky professeur, d'âge majeur, célibataire, domicilié au 8070, rue Henri-Julien en les ville et district de Montréal, et Stephen Martin Cransky, étudiant, d'âge majeur, domicilié au 6665 avenue MacDonald, en les ville et district de Montréal, ont tous deux présenté une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret leur permettant de changer leur nom respectif en celui de David Joseph Patrice Cranson et celui de Stephen Martin Cranson.

Montréal, le 14 janvier 1972.

44604-8-2 *Le procureur des requérants,*  
SIMCHA COOPERSTEIN.

**Daniel Laflamme**

Notice is hereby given by these presents that Mr. Daniel Laflamme, residing at 1323 Avenue Ducharme, Outremont, will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Piers Pascals and Mrs. Françoise Laflamme will change her name to Mrs. Françoise Pascals and Claudie Laflamme will change her name to Claudie Pascals.

Montreal, January 20, 1972.

44804-9-2-o LECHTER & SEGAL,  
*Attorneys for Petitioner.*

**Anwar Toma**

Notice is hereby given that Anwar Toma, domiciled in Ville St-Laurent, 2185 Vincent Street, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Anwar André Thomas, and to benefit his wife, Nour Thomas, and their children, Amal (Marie Thérèse), Nadia (Marie Hélène) and Galal (Nicolas), all domiciled at the same place.

44805-9-2-o DROUIN, SIROIS,  
ROULEAU & CÔTÉ,  
*Attorneys for the Applicant.*

**Henry Vlastnick**

Notice is given that Henry Vlastnick residing at 49 Sunnydale Road, Dollard-des-Ormeaux will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a change of his given name to Henry James Vlastnick and a change in his surname and that of his wife, Iris Elanor Armstrong, to Hannon.

Dated at Dorval, Québec, this 1st day of February, 1972.

44809-9-2-o AMARON and STEAD,  
*Attorneys for the Applicant.*

**Hermann Ringelblum**

Notice is hereby given that "Hermann Ringelblum", residing at 6411 Clanranald, Montreal, will apply to the Minister of Justice for a decree changing his name to Henry Blum.

44684-8-2

**David Joseph Cransky  
and Stephen Martin Cransky**

Notice is given that David Joseph Cransky, Professor, major, unmarried, residing at 8070 Henri Julien Street, in the city and district of Montreal and Stephen Martin Cransky, student, major, unmarried, residing at 6665 MacDonald Avenue, in the city and district of Montreal have both petitioned the Lieutenant-Governor in Council in order to have their names changed to David Joseph Patrice Cranson and Stephen Martin Cranson, respectively.

Montreal, January 14, 1972.

44604-8-2-o SIMCHA COOPERSTEIN,  
*Attorney for Petitioners.*

**Harry Rubinovitch**

Avis est par les présentes donné que Harry Rubinovitch, manufacturier, domicilié au 4666 avenue Victoria, dans les cité et district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de John Harvey Rubin.

44609-8-2-o *Les procureurs du requérant,*  
GARONCE, GARONCE & COSTIN.

**Harry Rubinovitch**

Notice is hereby given that Harry Rubinovitch, manufacturer, domiciled at 4666 Victoria Avenue, in the city and district of Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to John Harvey Rubin.

44609-8-2-o GARONCE, GARONCE, COSTIN,  
*Attorneys for applicant.*

**Proclamation**

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]  
**ANDRÉ TASCHEREAU**

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le septième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Juge ANDRÉ TASCHEREAU, administrateur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le troisième jour de février, l'an de grâce mil neuf cent soixante-douze et de Notre règne le vingtième.

Par ordre,  
44420-5-5-o *Le secrétaire de la chancellerie à Québec,*  
RENÉ BLONDIN.

**Proclamation**

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
**ANDRÉ TASCHEREAU**

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventh day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Justice ANDRÉ TASCHEREAU, Administrator of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the third day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two, in the twentieth year of Our Reign.

By command,  
44420-5-5-o *RENÉ BLONDIN,*  
*Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.*

**Soumissions — Demandes de**

**Tenders — Requests for**

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Lévis  
Comté de Lévis

The School Commissioners of the Municipality of Lévis  
County of Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Sou-

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-Eugène Rancourt, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 6, rue Saint-Gabriel, case postale 1127, Lévis, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 21 mars 1972, pour l'achat de \$257,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lévis, comté de Lévis, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$357,000 — 15 ans

Année	Capital
1er avril 1973.....	x \$39,500
1er avril 1974.....	x 42,500
1er avril 1975.....	x 46,000
1er avril 1976.....	x 50,000
1er avril 1977.....	11,000
1er avril 1978.....	11,500
1er avril 1979.....	12,500
1er avril 1980.....	13,500
1er avril 1981.....	14,500
1er avril 1983.....	16,000
1er avril 1984.....	17,000
1er avril 1985.....	18,500
1er avril 1986.....	20,000
1er avril 1987.....	21,500
1er avril 1988.....	23,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$172,000 accordée par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$43,000 de 1973 à 1976 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission, conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lévis, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations

undersigned, Charles-Eugène Rancourt, Secretary-Treasurer, at the Administration Office, 6 St. Gabriel Street, Post Office Box 1127, Lévis, County of Lévis, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., on Tuesday, March 21, 1972, for the purchase of a bond issue of \$357,000 for the School Commissioners of The Municipality of Lévis, County of Lévis, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1988 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may by the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$357,000 — 15 years

Year	Capital
April 1, 1973.....	x \$39,500
April 1, 1974.....	x 42,500
April 1, 1975.....	x 46,000
April 1, 1976.....	x 50,000
April 1, 1977.....	11,000
April 1, 1978.....	11,500
April 1, 1979.....	12,500
April 1, 1980.....	13,500
April 1, 1981.....	14,500
April 1, 1983.....	16,000
April 1, 1984.....	17,000
April 1, 1985.....	18,500
April 1, 1986.....	20,000
April 1, 1987.....	21,500
April 1, 1988.....	23,000

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a subsidy of \$172,000, granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of \$43,000, from 1973 to 1976 inclusive, will be applied to the service of this loan. The instalments paid on this grant will be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The School Commissioners of the Municipality of Lévis, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation (including those mentioned above) the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, tenders may be sent and will be considered as 10-year short-term bonds. However, tenders should

à courte échéance 10 ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des 2 termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lévis s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972 sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 21 septembre 1971 tel que modifié — \$357,000 — construction d'un gymnase à l'école Desjardins et autres dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 21 mars 1972, à 7.30 heures du soir, Bureau administratif, 6, rue Saint-Gabriel, case postale 1127, Lévis, comté de Lévis, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Lévis (Comté de Lévis), ce 24 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
CHARLES-EUGÈNE RANCOURT.

Bureau administratif, 6, rue St-Gabriel,  
Case postale 1127, Lévis, Comté de Lévis, P.Q.  
Téléphone: 837-2416, code 418. 44812-0

**Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**  
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Verret, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 801, 6ième Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 mars 1972, pour l'achat de \$126,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

comprise one only of the 2 terms. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in Lévis.

Capital and interest are payable in all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the Municipality of Lévis agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of September, 21, 1971, as amended — \$357,000 — construction of a gym in the Desjardins School and other capital expenditures.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 21, 1972, at 7.30 o'clock, p.m., at the Administration Office, 6 St. Gabriel Street, Post Office Box 1127, Lévis, County of Lévis, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Lévis (County of Lévis), February 24, 1972.

CHARLES-EUGÈNE RANCOURT,  
*Secretary-Treasurer.*

Administration Office, 6 St. Gabriel Street,  
Post Office Box 1127, Lévis, County of Lévis, P.Q.  
Telephone: 837-2416, Code 418. 44812

**The School Commissioners of the Municipality of St. Anne-de-la-Pocatière**  
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Verret, Secretary-Treasurer, at the School Board Office, 801, 6th Avenue, La Pocatière, County of Kamouraska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, March 22, 1972, for the purchase of a bond issue of \$126,500 for the School Commissioners of the Municipality of St. Anne-de-la-Pocatière, County of Kamouraska, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$126,500 — 10 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 9,500
1er avril 1974	10,000
1er avril 1975	10,500
1er avril 1976	11,500
1er avril 1977	12,000
1er avril 1978	12,500
1er avril 1979	14,000
1er avril 1980	14,500
1er avril 1981	15,500
1er avril 1982	16,500

Redemption table — \$126,500 — 10 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 9,500
April 1, 1974	10,000
April 1, 1975	10,500
April 1, 1976	11,500
April 1, 1977	12,000
April 1, 1978	12,500
April 1, 1979	14,000
April 1, 1980	14,500
April 1, 1981	15,500
April 1, 1982	16,500

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64) demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations aux prix indiqués dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Pocatière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 22 août 1961 — \$119,500 — renouvellement d'emprunt; 30 novembre 1971 — \$7,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 mars 1972, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 801, 6ième Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.

The School Commissioners of the Municipality of St. Anne-de-la-Pocatière, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at La Pocatière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the Municipality of St. Anne-de-la-Pocatière agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: August 22, 1961 — \$119,500 — loan renewal; November 30, 1971 — \$7,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 22, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the School Board Office, 801, 6th Avenue, La Pocatière, County of Kamouraska, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Pocatière (Comté de Kamouraska), ce 23 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
PAUL VERRET.

Bureau de la commission scolaire,  
801, 6ième Avenue,

La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.,  
Téléphone: 856-3690, code 418.

44814-o

**Ville de Mont-Laurier**  
Comté de Labelle

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Giroux, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 450, rue Mercier, Mont-Laurier, comté de Labelle, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 23 mars 1972, pour l'achat de \$382,000 d'obligations de la ville de Mont-Laurier, comté de Labelle, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$382,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 8,000
1er avril 1974	9,000
1er avril 1975	11,000
1er avril 1976	13,000
1er avril 1977	16,000
1er avril 1978	17,000
1er avril 1979	20,000
1er avril 1980	21,000
1er avril 1981	23,000
1er avril 1982	27,000
1er avril 1983	16,000
1er avril 1984	16,000
1er avril 1985	18,000
1er avril 1986	18,000
1er avril 1987	20,000
1er avril 1988	22,000
1er avril 1989	24,000
1er avril 1990	25,000
1er avril 1991	28,000
1er avril 1992	30,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Pocatière (County of Kamouraska), February 23, 1972.

PAUL VERRET,  
*Secretary-Treasurer.*

School Board Office,  
801, 6th Avenue,

La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.,  
Telephone: 856-3690, code 418.

44814

**Town of Mont-Laurier**  
County of Labelle

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Fernand Giroux, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 450 Mercier Street, Mont-Laurier, County of Labelle, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Thursday, March 23, 1972, for the purchase of a bond issue of \$382,000 for the Town of Mont-Laurier, County of Labelle, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$382,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 8,000
April 1, 1974	9,000
April 1, 1975	11,000
April 1, 1976	13,000
April 1, 1977	16,000
April 1, 1978	17,000
April 1, 1979	20,000
April 1, 1980	21,000
April 1, 1981	23,000
April 1, 1982	27,000
April 1, 1983	16,000
April 1, 1984	16,000
April 1, 1985	18,000
April 1, 1986	18,000
April 1, 1987	20,000
April 1, 1988	22,000
April 1, 1989	24,000
April 1, 1990	25,000
April 1, 1991	28,000
April 1, 1992	30,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$30,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Laurier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$30,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Mont-Laurier s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 450 — \$5,800 — aqueduc, égouts; 460 — \$14,300 — aqueduc, égouts; 462 — \$13,800 — aqueduc, égouts; 464 — \$47,400 — voirie; 465 — \$12,300 — voirie; 466 — \$32,600 — aqueduc, égouts; 470 — \$3,700 — aqueduc, égouts; 472 — \$35,000 — achat de machinerie; 476 — \$4,200 — aqueduc, égouts; 478 — \$15,800 — aqueduc, égouts; 479 — \$5,600 — aqueduc, égouts; 480 — \$9,300 — aqueduc, égouts; 481 — \$4,500 — aqueduc, égouts; 482 — \$24,000 — construction d'un entrepôt municipal; 484 — \$9,400 — aqueduc, égouts; 489 — \$18,500 — aqueduc, égouts; 490 — \$69,800 — aqueduc, égouts; 491 — \$16,100 — aqueduc, égouts; 492 — \$18,000 — aqueduc, égouts; 495 — \$21,500 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, jeudi, le 23 mars 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 450, rue Mercier, Mont-Laurier, comté de Labelle, P.Q.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount of less than \$30,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Mont-Laurier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$30,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount to the loan.

The Town of Mont-Laurier agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 450 — \$5,800 — aqueduct, sewers; 460 — \$14,300 — aqueduct, sewers; 462 — \$13,800 — aqueduct, sewers; 464 — \$47,400 — roads; 465 — \$12,300 — roads; 466 — \$32,600 — aqueduct, sewers; 470 — \$3,700 — aqueduct, sewers; 472 — \$35,000 — purchase of machinery; 476 — \$4,200 — aqueduct, sewers; 478 — \$15,800 — aqueduct, sewers; 479 — \$5,600 — aqueduct, sewers; 480 — \$9,300 — aqueduct, sewers; 481 — \$4,500 — aqueduct, sewers; 482 — \$24,000 — construction of a municipal warehouse; 484 — \$9,400 — aqueduct, sewers; 489 — \$18,500 — aqueduct, sewers; 490 — \$69,800 — aqueduct, sewers; 491 — \$16,400 — aqueduct, sewers; 492 — \$18,000 — aqueduct, sewers; 495 — \$21,500 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Thursday, March 23, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 450 Mercier Street, Mont-Laurier, County of Labelle, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Laurier (Comté de Labelle), ce 24 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
FERNAND GIROUX.

Hôtel de ville, 450, rue Mercier,  
Mont-Laurier, (Labelle), P.Q.  
Téléphone: 623-1221, code 819.

44813-o

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mont-Laurier (County of Labelle), February 24, 1972.

FERNAND GIROUX,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 450 Mercier Street,  
Mont-Laurier, (Labelle), P.Q.  
Telephone: 623-1221, code 819.

44813

**Municipalité de St-Donat**  
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Saint-Georges, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 475, rue Desrochers, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, jeudi, le 13 mars 1972, pour l'achat de \$285,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$285,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1973	\$ 6,000
1er avril 1974	6,500
1er avril 1975	7,000
1er avril 1976	7,000
1er avril 1977	8,000
1er avril 1978	9,000
1er avril 1979	9,500
1er avril 1980	10,500
1er avril 1981	11,500
1er avril 1982	12,500
1er avril 1983	13,500
1er avril 1984	14,500
1er avril 1985	16,000
1er avril 1986	17,000
1er avril 1987	18,500
1er avril 1988	20,500
1er avril 1989	22,000
1er avril 1990	24,000
1er avril 1991	25,500
1er avril 1992	26,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

**Municipality of St-Donat**  
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jules Saint-Georges, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 475 Desrochers Street, St. Donat, county of Montcalm, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., on Thursday, March 23, 1972, for the purchase of a bond issue of \$285,000 for the municipality of St. Donat, county of Montcalm, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$285,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1973	\$ 6,000
April 1, 1974	6,500
April 1, 1975	7,000
April 1, 1976	7,000
April 1, 1977	8,000
April 1, 1978	9,000
April 1, 1979	9,500
April 1, 1980	10,500
April 1, 1981	11,500
April 1, 1982	12,500
April 1, 1983	13,500
April 1, 1984	14,500
April 1, 1985	16,000
April 1, 1986	17,000
April 1, 1987	18,500
April 1, 1988	20,500
April 1, 1989	22,000
April 1, 1990	24,000
April 1, 1991	25,500
April 1, 1992	26,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$26,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Donat.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$26,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Saint-Donat s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 99 — \$125,000 — construction d'un aréna; 100 — \$160,000 — consolidation de déficit.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 23 mars 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 475, rue Desrochers, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Donat (Comté de Montcalm), ce 23 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
JULES SAINT-GEORGES.

Hôtel de ville, 475, rue Desrochers,  
Saint-Donat (Montcalm), P.Q.

Téléphone: 424-2383, code 819. 44815-0

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount of less than \$25,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemptions, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Donat.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$26,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of St. Donat agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 99 — \$125,000 — construction of an arena; 100 — \$160,000 — funding of deficit.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council to be held on Thursday, March 23, 1972, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 475 Desrochers Street, St. Donat, County of Montcalm, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Donat (County of Montcalm), February 23, 1972.

JULES SAINT-GEORGES,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 475 Desrochers Street,  
St. Donat (Montcalm), P.Q.

Telephone: 424-2383, code 819. 44815

**Ville de Saint-Georges-ouest**  
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Charland, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1500, boulevard Dionne, Saint-Georges Ouest, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 20 mars 1972, pour l'achat de \$117,000 d'obligations de la ville de Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

*Tableau d'amortissement — \$117,000 — 20 ans*  
*Année* *Capital*

1er avril 1973.....	\$3,500
1er avril 1974.....	3,500
1er avril 1975.....	3,500
1er avril 1976.....	4,000
1er avril 1977.....	4,500
1er avril 1978.....	4,500
1er avril 1979.....	4,500
1er avril 1980.....	4,500
1er avril 1981.....	5,000
1er avril 1982.....	5,000
1er avril 1983.....	6,000
1er avril 1984.....	6,000
1er avril 1985.....	6,000
1er avril 1986.....	6,500
1er avril 1987.....	7,000
1er avril 1988.....	8,000
1er avril 1989.....	8,000
1er avril 1990.....	8,500
1er avril 1991.....	9,000
1er avril 1992.....	9,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$9,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédant ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

**Town of St Georges West**  
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jacques Charland, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 1500 Dionne Boulevard, St. Georges West, County of Beauce, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., on Monday, March 20, 1972, for the purchase of a bond issue of \$117,000 for the Town of St. Georges West, County of Beauce, dated April 1st 1972 and redeemable serially from April 1st 1973 to April 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st 1972.

*Redemption table — \$117,000 — 20 years*  
*Year* *Capital*

April 1, 1973.....	\$3,500
April 1, 1974.....	3,500
April 1, 1975.....	3,500
April 1, 1976.....	4,000
April 1, 1977.....	4,500
April 1, 1978.....	4,500
April 1, 1979.....	4,500
April 1, 1980.....	4,500
April 1, 1981.....	5,000
April 1, 1982.....	5,000
April 1, 1983.....	6,000
April 1, 1984.....	6,000
April 1, 1985.....	6,000
April 1, 1986.....	6,500
April 1, 1987.....	7,000
April 1, 1988.....	8,000
April 1, 1989.....	8,000
April 1, 1990.....	8,500
April 1, 1991.....	9,000
April 1, 1992.....	9,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount of less than \$9,500 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice,

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$9,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Saint-Georges-Ouest s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 68 — \$37,500 — renouvellement d'emprunt; 70 — \$67,000 — renouvellement d'emprunt; 72 — \$12,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 20 mars 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 1500, boulevard Dionne, Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Georges-Ouest (Comté de Beauce), ce 23 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
JACQUES CHARLAND.

Hôtel de ville, 1500, boul. Dionne,  
St-Georges-Ouest, (Beauce), P.Q.  
Téléphone: 228-2370, code 418. 44816-0

**Cité de Saint-Léonard**  
Comté d'Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 6025 est, boulevard Métropolitain, Saint-Léonard, comté d'Olier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 mars 1972, pour l'achat de \$1,099,500 d'obligations de la cité de Saint-Léonard, comté d'Olier, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-

and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1st 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Georges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$9,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Georges West agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 68 — \$37,500 — loan renewal; 70 — \$67,000 — loan renewal; 72 — \$12,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 20, 1972, at 7:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 1500 Dionne Boulevard, St. Georges West, County of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Georges West (County of Beauce), February 23, 1972.

JACQUES CHARLAND,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 1500 Dionne Boulevard  
St. Georges West (Beauce), P.Q.  
Telephone: 228-2370, Code 418. 44816

**City of St. Léonard**  
County of Olier

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gaston Pion, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, County of Olier, P.Q., until 8 o'clock, p.m., on Tuesday, March 21, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,099,500 for the City of St. Léonard, County of Olier, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October

annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,099,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 45,500
1er avril 1974	49,000
1er avril 1975	56,000
1er avril 1976	59,000
1er avril 1977	68,000
1er avril 1978	76,000
1er avril 1979	80,000
1er avril 1980	88,000
1er avril 1981	102,000
1er avril 1982	106,000
1er avril 1983	47,000
1er avril 1984	51,000
1er avril 1985	55,000
1er avril 1986	59,000
1er avril 1987	63,000
1er avril 1988	1,000
1er avril 1989	1,000
1er avril 1990	1,000
1er avril 1991	1,000
1er avril 1992	91,000

Redemption table — \$1,099,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 45,500
April 1, 1974	49,000
April 1, 1975	56,000
April 1, 1976	59,000
April 1, 1977	68,000
April 1, 1978	76,000
April 1, 1979	80,000
April 1, 1980	88,000
April 1, 1981	102,000
April 1, 1982	106,000
April 1, 1983	47,000
April 1, 1984	51,000
April 1, 1985	55,000
April 1, 1986	59,000
April 1, 1987	63,000
April 1, 1988	1,000
April 1, 1989	1,000
April 1, 1990	1,000
April 1, 1991	1,000
April 1, 1992	91,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$91,000 comprend un solde de \$90,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$10,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1, 1992 in the amount of \$91,000 includes a balance of \$90,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1993	\$ 1,000	April 1, 1993	\$ 1,000
1er avril 1994	1,000	April 1, 1994	1,000
1er avril 1995	2,000	April 1, 1995	2,000
1er avril 1996	2,000	April 1, 1996	2,000
1er avril 1997	2,000	April 1, 1997	2,000
1er avril 1998	3,000	April 1, 1998	3,000
1er avril 1999	3,000	April 1, 1999	3,000
1er avril 2000	3,000	April 1, 2000	3,000
1er avril 2001	3,000	April 1, 2001	3,000
1er avril 2002	5,000	April 1, 2002	5,000
1er avril 2003	5,000	April 1, 2003	5,000
1er avril 2004	5,000	April 1, 2004	5,000
1er avril 2005	5,000	April 1, 2005	5,000
1er avril 2006	6,000	April 1, 2006	6,000
1er avril 2007	6,000	April 1, 2007	6,000
1er avril 2008	6,000	April 1, 2008	6,000
1er avril 2009	6,000	April 1, 2009	6,000
1er avril 2010	8,000	April 1, 2010	8,000
1er avril 2011	8,000	April 1, 2011	8,000
1er avril 2012	10,000	April 1, 2012	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumissions, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$91,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Saint-Léonard s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 221 — \$216,700 — renouvellement d'emprunt; 225 — \$8,000 — renouvellement d'emprunt; 226 — \$41,000 — renouvellement d'emprunt; 227 — \$110,000 — renouvellement d'emprunt; 228 — \$17,900 — renouvellement d'emprunt; 229 — \$46,900 — renouvellement d'emprunt; 235 — \$22,100 — renouvellement d'emprunt; 1125 — \$529,900 — création d'un fonds de roulement; 1142 — \$107,000 — coût excédentaire aux règles 541 et 542 (achat de terrain).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 21 mars 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 6025 est, boulevard Métropolitain, Saint-Léonard, comté d'Olier, P.Q.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Léonard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$91,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of St. Léonard agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 221 — \$216,700 — loan renewal; 225 — \$8,000 — loan renewal; 226 — \$41,000 — loan renewal; 227 — \$110,000 — loan renewal; 228 — \$17,900 — loan renewal; 229 — \$46,900 — loan renewal; 235 — \$22,100 — loan renewal; 1125 — \$529,900 — establishment of a working capital; 1142 — \$107,000 — additional costs for by-laws 541 and 542 (purchase of land).

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, March 21, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, County of Olier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard (Comté d'Olier), ce 23 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
GASTON PION.

Hôtel de ville, 6025 est, boul. Métropolitain,  
Saint-Léonard, (Olier), P.Q.,

Téléphone: 321-7630, code 514. 44817-0

**Ville de Ste-Foy**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Noël Perron, greffier, Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église, Ste-Foy, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 mars 1972, pour l'achat de \$2,458,000 d'obligations de la ville de Sainte-Foy, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$2,458,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 52,000
1er avril 1974	55,000
1er avril 1975	60,000
1er avril 1976	64,000
1er avril 1977	68,000
1er avril 1978	74,000
1er avril 1979	79,000
1er avril 1980	84,000
1er avril 1981	89,000
1er avril 1982	94,000
1er avril 1983	45,000
1er avril 1984	48,000
1er avril 1985	52,000
1er avril 1986	56,000
1er avril 1987	59,000
1er avril 1988	63,000
1er avril 1989	67,000
1er avril 1990	72,000
1er avril 1991	77,000
1er avril 1992	1,200,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Léonard (County of Olier), February 23, 1972.

GASTON PION,  
*Secretary-Treasurer.*

City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East,  
St. Léonard, (Olier), P.Q.,

Telephone: 321-7630, code 514. 44817

**City of Ste-Foy**

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Me Noël Perron, City Clerk, at the City Hall, 1000 Route de l'Église, Ste. Foy, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, March 20, 1972, for the purchase of a bond issue of \$2,458,000 for the City of Ste. Foy, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$2,458,000 — 20 Years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 52,000
April 1, 1974	55,000
April 1, 1975	60,000
April 1, 1976	64,000
April 1, 1977	68,000
April 1, 1978	74,000
April 1, 1979	79,000
April 1, 1980	84,000
April 1, 1981	89,000
April 1, 1982	94,000
April 1, 1983	45,000
April 1, 1984	48,000
April 1, 1985	52,000
April 1, 1986	56,000
April 1, 1987	59,000
April 1, 1988	63,000
April 1, 1989	67,000
April 1, 1990	72,000
April 1, 1991	77,000
April 1, 1992	1,200,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$46,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$1,200,000 comprend un solde de \$1,119,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit :

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1993	\$ 55,000
1er avril 1994	60,000
1er avril 1995	64,000
1er avril 1996	68,000
1er avril 1997	72,000
1er avril 1998	78,000
1er avril 1999	82,000
1er avril 2000	88,000
1er avril 2001	94,000
1er avril 2002	107,000
1er avril 2003	25,000
1er avril 2004	27,000
1er avril 2005	29,000
1er avril 2006	31,000
1er avril 2007	34,000
1er avril 2008	36,000
1er avril 2009	38,000
1er avril 2010	41,000
1er avril 2011	44,000
1er avril 2012	46,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$1,200,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Sainte-Foy s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$46,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemptions, excluding the maturity of April 1, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1, 1992 in the amount of \$1,200,000 includes a balance of \$1,119,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1993	\$ 55,000
April 1, 1994	60,000
April 1, 1995	64,000
April 1, 1996	68,000
April 1, 1997	72,000
April 1, 1998	78,000
April 1, 1999	82,000
April 1, 2000	88,000
April 1, 2001	94,000
April 1, 2002	107,000
April 1, 2003	25,000
April 1, 2004	27,000
April 1, 2005	29,000
April 1, 2006	31,000
April 1, 2007	34,000
April 1, 2008	36,000
April 1, 2009	38,000
April 1, 2010	41,000
April 1, 2011	44,000
April 1, 2012	46,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$1,200,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Ste. Foy agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 117 — \$49,500 — renouvellement d'emprunt; 120 — \$38,500 — renouvellement d'emprunt; 530 — \$134,600 — renouvellement d'emprunt; 567 — \$612,900 — renouvellement d'emprunt; 572 — \$59,500 — renouvellement d'emprunt; 575 — \$47,000 — renouvellement d'emprunt; 1472 — \$283,000 — aqueduc, égouts; 1473 — \$74,000 — aqueduc, égouts; 1474 — \$9,000 — aqueduc, égouts; 1476 — \$281,000 — voirie; 1478 — \$100,000 — aqueduc, égouts; 1481 — \$268,000 — ameublement et aménagement Place de Ville; 1487 — \$43,000 — voirie; 1493 — \$304,000 — services récréatifs et communautaires; 1530 — \$24,000 — aqueduc, égouts; 1541 — \$130,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 20 mars 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église, Ste-Foy, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, ce 25 février 1972.

*Le greffier,*  
ME NOËL PERRON.

Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église,

Ste-Foy, P.Q.,

Téléphone: 653-5211, code 418.

44840-0

**Cité de Dorval**  
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Del Torchio, greffier, Hôtel de ville, 60, Avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, lundi, le 20 mars 1972, pour l'achat de \$1,275,000 d'obligations de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,275,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973.....	\$ 44,000
1er avril 1974.....	47,000
1er avril 1975.....	52,000
1er avril 1976.....	55,000
1er avril 1977.....	58,000
1er avril 1978.....	36,000
1er avril 1979.....	39,000
1er avril 1980.....	42,000
1er avril 1981.....	47,000

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 117 — \$49,500 — loan renewal; 120 — \$38,500 — loan renewal; 530 — \$134,600 — loan renewal; 567 — \$612,900 — loan renewal; 572 — \$59,500 — loan renewal; 575 — \$47,000 — loan renewal; 1472 — \$283,000 — aqueduct, sewers; 1473 — \$74,000 — aqueduct, sewers; 1474 — \$9,000 — aqueduct, sewers; 1476 — \$281,000 — roads; 1478 — \$100,000 — aqueduct, sewers; 1481 — \$268,000 — furnishing and lay out, Place de Ville; 1487 — \$43,000 — roads; 1493 — \$304,000 — recreational and community services; 1530 — \$24,000 — aqueduct, sewers; 1541 — \$130,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 20, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 1000 Route de l'Église, Ste. Foy, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Foy, February 25, 1972.

ME NOËL PERRON,  
*City Clerk.*

City Hall, 1000 Route de l'Église,

Ste. Foy, P.Q.,

Téléphone: 653-5211, code 418.

44840

**City of Dorval**  
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Armand Del Torchio, City Clerk, at the City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, County of Jacques-Cartier, P.Q., until 9:00 o'clock, p.m., on Monday, March 20, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,275,000 for the City of Dorval, County of Jacques-Cartier, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor of more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$1,275,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973.....	\$ 44,000
April 1, 1974.....	47,000
April 1, 1975.....	52,000
April 1, 1976.....	55,000
April 1, 1977.....	58,000
April 1, 1978.....	36,000
April 1, 1979.....	39,000
April 1, 1980.....	42,000
April 1, 1981.....	47,000

1er avril 1982.....	\$ 52,000
1er avril 1983.....	51,000
1er avril 1984.....	56,000
1er avril 1985.....	62,000
1er avril 1986.....	68,000
1er avril 1987.....	75,000
1er avril 1988.....	81,000
1er avril 1989.....	89,000
1er avril 1990.....	98,000
1er avril 1991.....	105,000
1er avril 1992.....	118,000

April 1, 1982.....	\$ 52,000
April 1, 1983.....	51,000
April 1, 1984.....	56,000
April 1, 1985.....	62,000
April 1, 1986.....	68,000
April 1, 1987.....	75,000
April 1, 1988.....	81,000
April 1, 1989.....	89,000
April 1, 1990.....	98,000
April 1, 1991.....	105,000
April 1, 1992.....	118,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées;

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$118,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$118,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Dorval s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 250 — \$6,900 — renouvellement d'emprunt; 251 — \$1,950 — renouvellement d'emprunt;

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$118,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and accrued interest, by certified cheque payable at par at Dorval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$118,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Dorval agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 250 — \$6,900 — loan renewal; 251 — \$1,950 — loan renewal; 252 — \$2,400 — loan renewal;

252 — \$2,400 — renouvellement d'emprunt; 253 — \$4,500 — renouvellement d'emprunt; 254 — \$8,050 — renouvellement d'emprunt; 255 — \$3,700 — renouvellement d'emprunt; 257 — \$5,250 — renouvellement d'emprunt; 259 — \$2,650 — renouvellement d'emprunt; 261 — \$800 — renouvellement d'emprunt; 265 — \$2,000 — renouvellement d'emprunt; 269 — \$9,100 — renouvellement d'emprunt; 271 — \$5,100 — renouvellement d'emprunt; 273 — \$3,500 — renouvellement d'emprunt; 275 — \$1,650 — renouvellement d'emprunt; 276 — \$750 — renouvellement d'emprunt; 278 — \$5,800 — renouvellement d'emprunt; 280 — \$2,400 — renouvellement d'emprunt; 283 — \$10,950 — renouvellement d'emprunt; 284 — \$900 — renouvellement d'emprunt; 286 — \$7,800 — renouvellement d'emprunt; 287 — \$4,000 — renouvellement d'emprunt; 289 — \$2,250 — renouvellement d'emprunt; 290 — \$4,650 — renouvellement d'emprunt; 291 — \$4,300 — renouvellement d'emprunt; 292 — \$3,550 — renouvellement d'emprunt; 293 — \$9,750 — renouvellement d'emprunt; 852-70 — \$13,500 — achat de terrains; 864-70 — \$6,500 — aqueduc, égouts, voirie; 869-70 — \$39,300 — voirie; 875-70 (tel que modifié) — \$6,500 — aqueduc, égouts, voirie; 879-71 — \$230,000 — voirie; 881-71 — \$88,000 — achat de terrain; 883-71 — \$29,000 — paiements d'indemnités; 887-71 — \$378,000 — aqueduc, égouts, éclairage; 888-71 (891-71) — \$345,000 — aqueduc, égouts, voirie; 893-71 — \$21,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 20 mars 1972, à 9 heures du soir, Hôtel de ville, 60 Avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval (Comté de Jacques-Cartier), ce 25 février 1972.

*Le greffier,*  
ARMAND DEL TORCHIO.

Hôtel de ville, 60, Avenue Martin,  
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.  
Téléphone: 636-4040, code 514. 44841-0

**Ville de Châteauguay**  
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Rivard, greffier, Hôtel de ville, 5, rue Hôtel de ville, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 21 mars 1972, pour l'achat de \$851,500 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit

253 — \$4,500 — loan renewal; 254 — \$8,050 — loan renewal; 255 — \$3,700 — loan renewal; 257 — \$5,250 — loan renewal; 259 — \$2,650 — loan renewal; 261 — \$800 — loan renewal; 265 — \$2,000 — loan renewal; 269 — \$9,100 — loan renewal; 271 — \$5,100 — loan renewal; 273 — \$3,500 — loan renewal; 275 — \$1,650 — loan renewal; 276 — \$750 — loan renewal; 278 — \$5,800 — loan renewal; 280 — \$2,400 — loan renewal; 283 — \$10,950 — loan renewal; 284 — \$900 — loan renewal; 286 — \$7,800 — loan renewal; 287 — \$4,000 — loan renewal; 288 — \$3,550 — loan renewal; 289 — \$2,250 — loan renewal; 290 — \$4,650 — loan renewal; 291 — \$4,300 — loan renewal; 292 — \$3,550 — loan renewal; 293 — \$9,750 — loan renewal; 852-70 — \$13,500 — purchase of land; 864-70 — \$6,500 — aqueduct, sewers, roads; 869-70 — \$39,300 — roads; 875-70 (as amended) — \$6,500 — aqueduct, sewers, roads; 879-71 — \$230,000 — roads; 881-71 — \$88,000 — purchase of land; 883-71 — \$29,000 — payments of compensation; 887-71 — \$378,000 — aqueduct, sewers, lighting; 888-71 (891-71) — \$345,000 — aqueduct, sewers, roads; 893-71 — \$21,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 20, 1972, at 9:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, County of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval (County of Jacques-Cartier), February 25, 1972.

ARMAND DEL TORCHIO,  
City Clerk.

City Hall, 60 Martin Avenue,  
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.  
Telephone: 636-4040, code 514. 44841

**Town of Châteauguay**  
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jacques Rivard, Town Clerk, at the Town Hall, 5 Hôtel de ville Street, Châteauguay, County of Châteauguay, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, March 21, 1972, for the purchase of a bond issue of \$851,500 for the Town of Châteauguay, County of Châteauguay, dated April 1, 1972, and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual

couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$851,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$33,500
1er avril 1974	36,000
1er avril 1975	38,000
1er avril 1976	41,000
1er avril 1977	43,000
1er avril 1978	37,000
1er avril 1979	40,000
1er avril 1980	42,000
1er avril 1981	45,000
1er avril 1982	50,000
1er avril 1983	34,000
1er avril 1984	36,000
1er avril 1985	38,000
1er avril 1986	40,000
1er avril 1987	42,000
1er avril 1988	45,000
1er avril 1989	48,000
1er avril 1990	49,000
1er avril 1991	53,000
1er avril 1992	61,000

Redemption table — \$851,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$33,500
April 1, 1974	36,000
April 1, 1975	38,000
April 1, 1976	41,000
April 1, 1977	43,000
April 1, 1978	37,000
April 1, 1979	40,000
April 1, 1980	42,000
April 1, 1981	45,000
April 1, 1982	50,000
April 1, 1983	34,000
April 1, 1984	36,000
April 1, 1985	38,000
April 1, 1986	40,000
April 1, 1987	42,000
April 1, 1988	45,000
April 1, 1989	48,000
April 1, 1990	49,000
April 1, 1991	53,000
April 1, 1992	61,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$61,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Pendant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount of less than \$61,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and accrued interest, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$61,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Châteauguay s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 165 — \$38,400 — renouvellement d'emprunt; 175 — \$41,750 — renouvellement d'emprunt; 176 — \$43,600 — renouvellement d'emprunt; 178 — \$9,650 — renouvellement d'emprunt; 184 — \$39,600 — renouvellement d'emprunt; 185 — \$80,400 — renouvellement d'emprunt; 188 — \$12,800 — renouvellement d'emprunt; 191 — \$20,200 — renouvellement d'emprunt; 192 — \$110,100 — renouvellement d'emprunt; 194 — \$3,400 — renouvellement d'emprunt; 195 — \$138,100 — renouvellement d'emprunt; C-80 — \$1,500 — aqueduc, égouts, voirie; C-83 — \$250,000 — aqueduc, égouts, voirie; C-87 — \$9,000 voirie; C-88 — \$16,000 — aqueduc, égouts, voirie; C-92 — \$37,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 21 mars 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5, rue Hôtel de ville, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay (Comté de Châteauguay), ce 25 février 1972.

*Le greffier,*  
JACQUES RIVARD.

Hôtel de ville, 5, rue Hôtel de ville,  
Châteauguay (Comté de Châteauguay), P.Q.  
Téléphone: 692-6767, code 514. 44856-0

**La Commission scolaire régionale protestante  
de North Island  
Comté de Laval**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. J. Barnes, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 4335, Boulevard Notre-Dame, Chomedey, Laval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 mars 1972, pour l'achat de \$1,810,000 d'obligations de la commission scolaire régionale protestante de North Island, comté de Laval, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$61,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Châteauguay agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 165 — \$38,400 — loan renewal; 175 — \$41,750 — loan renewal; 176 — \$43,600 — loan renewal; 178 — \$9,650 — loan renewal; 184 — \$39,600 — loan renewal; 185 — \$80,400 — loan renewal; 188 — \$12,800 — loan renewal; 191 — \$20,200 — loan renewal; 192 — \$110,100 — loan renewal; 194 — \$3,400 — loan renewal; 195 — \$138,100 — loan renewal; C-80 — \$1,500 — aqueduct, sewers; C-83 — \$250,000 — aqueduct, sewers, roads; C-87 — \$9,000 — roads; C-88 — \$16,000 — aqueduct, sewers, roads; C-92 — \$37,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, March 21, 1972, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 5 Hôtel de ville Street, Châteauguay, County of Châteauguay, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay (County of Châteauguay), February 25, 1972.

JACQUES RIVARD,  
*Town Clerk.*

Town Hall, 5 Hôtel de ville Street,  
Châteauguay (County of Châteauguay), P.Q.  
Telephone: 692-6767, code 514. 44856

**The Protestant Regional School Board  
of North Island  
County of Laval**

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, M. J. Barnes, Secretary-Treasurer, at the Administration Office, 4335 Notre-Dame Boulevard, Chomedey, Laval, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, March 22, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,810,000 for the Protestant Regional School Board of North Island, County of Laval, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however,

être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,810,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 40,000
1er avril 1974	43,000
1er avril 1975	46,000
1er avril 1976	50,000
1er avril 1977	54,000
1er avril 1978	58,000
1er avril 1979	63,000
1er avril 1980	68,000
1er avril 1981	73,000
1er avril 1982	79,000
1er avril 1983	85,000
1er avril 1984	92,000
1er avril 1985	100,000
1er avril 1986	108,000
1er avril 1987	116,000
1er avril 1988	125,000
1er avril 1989	135,000
1er avril 1990	146,000
1er avril 1991	158,000
1er avril 1992	171,000

La commission scolaire régionale protestante de North Island, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$171,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans

if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$1,810,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 40,000
April 1, 1974	43,000
April 1, 1975	46,000
April 1, 1976	50,000
April 1, 1977	54,000
April 1, 1978	58,000
April 1, 1979	63,000
April 1, 1980	68,000
April 1, 1981	73,000
April 1, 1982	79,000
April 1, 1983	85,000
April 1, 1984	92,000
April 1, 1985	100,000
April 1, 1986	108,000
April 1, 1987	116,000
April 1, 1988	125,000
April 1, 1989	135,000
April 1, 1990	146,000
April 1, 1991	158,000
April 1, 1992	171,000

The Protestant Regional School Board of North Island, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, it required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$171,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipu-

les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$171,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale protestante de North Island s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 15 juillet 1971 — \$1,810,000 — construction d'une polyvalente dans l'ouest de l'Île Jésus.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 22 mars 1972, bureau administratif, 4335, boulevard Notre-Dame, Chomedey, Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval (Comté de Laval), ce 25 février 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*

M. J. BARNES.

Bureau administratif, 4335, boulevard Notre-Dame, Chomedey, Laval, P.Q.

Téléphone: 688-4020, code 514.

44857-0

lated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and accrued interest, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$171,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Protestant Regional School Board of North Island agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the loan resolution dated July 15, 1971 — \$1,810,000 — construction of a Polyvalent School in the western part of Île Jésus.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, March 22, 1972, at the Administration Office, 4335 Notre-Dame Boulevard, Chomedey, Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval (County of Laval), February 25, 1972.

M. J. BARNES,

*Secretary-Treasurer.*

Administration Office, 4335 Notre-Dame Boulevard, Chomedey, Laval, P.Q.

Téléphone: 688-4020, code 514.

44857

## Syndicat professionnel

Association of Northern Electric Engineers  
Association des Ingénieurs de la Northern Electric  
(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 février 1972, il a autorisé le changement de nom de « The Professional Syndicate of Northern Electric Engineers — Le Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la Northern Electric », dont la constitution a été autorisée le 18 octobre 1966, avec siège social à Montréal, en celui de « Association of Northern Electric Engineers — Association des Ingénieurs de la Northern Electric », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

44820-0

118-66

## Professional Syndicate

Association of Northern Electric Engineers  
Association des Ingénieurs de la Northern Electric  
(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 7, 1972, he authorized the change of name of "The Professional Syndicate of Northern Electric Engineers — Le Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la Northern Electric", whose incorporation was authorized on October 18, 1966, with its head office in Montreal, to that of "Association of Northern Electric Engineers — Association des Ingénieurs de la Northern Electric", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

44820

118-66

## Régie de l'assurance-maladie du Québec

## Québec Health Insurance Board

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

### Professionnels désengagés Professionals withdrawn

### Date effective du désengagement Effective date of withdrawal

#### Médecins spécialistes Medical specialists

#### Région de Montréal — Montreal Region

Bibaud, B., 65, rue Nicholson, Valleyfield, Qué.	08-03-71
Hawthorne, Allan B., 316 Grosvenor Avenue, Westmount 215, Qué.	03-02-71

#### Médecins omnipraticiens General Practitioners

Duchesne, Laurent, 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29-01-71
Rouleau, Georges A., 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29-01-71

#### Médecins omnipraticiens General Practitioners

#### Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Qué.	30-05-71
Tremblay, Jacques, 590, St-Cyrille ouest, Québec 6, Qué.	23-05-71

### Professionnels non-participants Non-participating professionals

### Date effective de non-participation Effective date of non-participation

#### Médecins spécialistes Medical specialists

#### Région de Montréal — Montreal Region

Almudevar, Manuel, 612 St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Qué.	01-12-70
Aronovitch, Michael, 4119 Sherbrooke Street West, Montréal 215, Qué.	01-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22 Sunnyside Avenue, Montréal, Qué.	24-04-71
Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke Street West, Montréal, Qué.	01-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Qué.	01-12-70
Boulangier, Jean-Baptiste, 3610, Avenue Atwater, Montréal 109, Qué.	16-04-71
Brabander, Joachim, 1390 Sherbrooke Street West, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374 Sherbrooke Street West, Suite 7, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Browman, Mark, 7841, 2nd Avenue, Montréal 455, Qué.	30-07-71
Butler, Albert-A., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 320, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Cantero, A., 1396 Ste-Catherine ouest, Montréal, Qué.	01-12-70
Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke Street West, Montréal, Qué.	01-12-70
Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke Street West, Montréal 215, Qué.	01-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43 Waverly Road, Pointe-Claire 720, Qué.	11-01-71
David, Paul-P., 5000 Bélanger, Montréal, Qué.	01-12-70
Dawson, Howard L., 14 Bellevue Avenue, Westmount 217, Qué.	01-12-70
Dumais, Gaston, 12245 Grenet, Suite 112, Montréal 390, Qué.	27-03-71
Eakin, W. W., 1538 Sherbrooke Street West, app. 704, Montréal 109, Qué.	15-01-71

Médecins spécialistes  
Medical specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Fullerton, C. W., 1414 Drummond Street, Montréal 107, Qué.	01-12-70
Gélinas, André, 565 Javelin, Dorval, Qué.	01-12-70
Genest, Armand, 30, est boulevard St-Joseph, Suite 818, Montréal, Qué.	29-01-71
Gold, Michaël, m.a., 5785, Côte des Neiges, app. 105, Montréal, Qué.	01-12-70
Gratton, Laurent, 574, Avenue Roslyn, Westmount 217, Qué.	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Qué.	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke Street West, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Larivière, Paul, 3484, Avenue Laval, Montréal, Qué.	01-12-70
Legendre, J.-H., 445, boulevard St-Joseph ouest, app. 74, Montréal, Qué.	01-12-70
Léger, Jacques, Case postale 217, Pointe-Claire 700, Qué.	01-12-70
MacDonald, Allison D., 3550, Côte des Neiges, Suite 110, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montréal 109, Qué.	13-02-71
Manseau, J. Arthur, 960, boulevard St-Joseph est, Montréal 176, Qué.	01-12-70
Mason, Edward Haldon, 3465 Côte des Neiges Road, Suite 81, Qué.	07-01-71
Melhado, Gerald Carlton, 900 Sherbrooke Street West, Montréal 110, Qué.	01-01-71
Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond Street, Montréal, Qué.	01-12-70
Morin, Paul, 680, St-Denis, St-Hyacinthe, Qué.	01-12-70
Nadler, Norman-J., 5845, Côte des Neiges, Suite 280, Montréal 249, Qué.	01-12-70
Naiman, James, 4330 Sherbrooke O., Montréal, 215, Qué.	01-03-72
Nerman, Yale, 4333 Côte Ste-Catherine, Montréal, Qué.	03-01-71
Pearson, J. R. Georges, 5715, Avenue Darlington, app. 1, Montréal 251, Qué.	01-12-70
Petrie, J. Gordon, 1 Westmount Square, Suite 433, Montréal, Qué.	01-12-70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Qué.	01-12-70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke Street West, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Robert, Paul, 3489, Avenue Atwater, app. 6, Montréal 109, Qué.	03-02-71
Schneiderman, Gérald, 6000 Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Qué.	01-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Avenue, Montréal, Qué.	01-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Avenue, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Segal, Perry M., 6000 Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Qué.	01-12-70
Segall, Harold-N., 5845, Côte des Neiges, Suite 390, Montréal 249, Qué.	01-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538 Sherbrooke Street West, Suite 1020, Montréal, Qué.	01-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte des Neiges Road, Suite 640, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montréal 112, Qué.	01-12-70

Région de Québec — Québec Region

Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Qué.	13-01-71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, Qué.	26-12-70
Parrot, Paul, 1238, Avenue des Pins, Sillery, Qué.	01-12-70

Autres Régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart Street, Suite 510, Ottawa, Ontario	07-01-71
Divic, Josif, 30 Bond Street, Toronto, Ontario	01-01-71

Médecins omnipraticiens  
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805 Willowdale, Montréal 250, Qué.	01-05-71
Braunstein, M. M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 307, Montréal, Qué.	01-12-70
Brouille, Raynald, 3775, St-Hubert, app. 10, Montréal 132, Qué.	02-01-71
Finkelstein, M.-N., 360 Pine Avenue West, Montréal 130, Qué.	01-12-70
Gordon, Lionel, 6235A Lennox Avenue, Montréal Qué.	15-01-72
Joannette, Jean-Paul, 4930, Mayfaire, Montréal, Qué.	01-12-70
Leclair, Yves, 4780, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal 247, Qué.	01-12-70
Mayman, Abe, 5845, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal, Qué.	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990, Beaugrand, Montréal 429, Qué.	05-01-71

Médecins omnipraticiens  
General Practitioners

*Région de Montréal — Montreal Region*

Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Qué.	01-12-70
Scott, B. H., 5146 Westbury Avenue, Montréal, Qué.	22-07-71
Vines, Norman M., 1452 Bishop Street, Suite 3, Montréal, Qué.	01-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine Avenue West, Montréal, Qué.	01-12-70

*Région de Québec — Québec Region*

Marcotte, Gaston, Cap-de-la-Madeleine, Québec, Qué.	21-10-71
Morissette-Delage, Jacqueline, 895, Dessane, Québec 6, Qué.	01-12-70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Qué.	13-12-70

*Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region*

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Qué.	01-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Qué.	01-12-70

Chirurgiens-dentistes  
Dental Surgeons

*Région de Montréal — Montreal Region*

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Comté Napierville, Qué.	30-03-71
Bourgoin, Jean, 1248, rue Lajoie, Outremont, Qué.	15-04-71
Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 516, Montréal 109, Qué.	09-03-71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond Street, Montréal 107, Qué.	02-03-71
Burns, Frank Leonard, 1414 Drummond Street, Montréal 107, Qué.	13-02-71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 1006, Montréal 109, Qué.	10-02-71
Casey, C. A., 4695 Sherbrooke Street West, Montréal 215, Qué.	27-03-71
Colle, Albert-J., 5253, boulevard Décarie, Suite 218, Montréal 29, Qué.	03-02-71
Coulombe, Roger, 4660, boulevard St-Joseph, Lachine, Qué.	25-02-71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond Street, Suite 909, Montréal 107, Qué.	16-02-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montréal, Qué.	15-04-71
Henry, Donald W., 227 Kenaston Avenue, Montréal 305, Qué.	31-01-71
Hyndman, Alex. William, 620 Cathcart Street, Montréal, Qué.	28-02-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke Street West, Montréal 215, Qué.	07-04-71
Kutzman, Ernest-A., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 410, Montréal, Qué.	01-02-71
Labelle, Paul, 12271, Henri d'Arles, Montréal 389, Qué.	11-08-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Qué.	13-02-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Qué.	18-02-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225, boulevard Lapinière, Ville Brossard, Qué.	02-02-71
Litvack, Sylvia, 5465 Queen Mary Road, App. 610, Montréal 249, Qué.	01-05-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond Street, Suite 1104, Montréal, Qué.	10-03-71
Myles, Thomas-A., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 412, Montréal, Qué.	01-02-71
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Qué.	06-02-71
Poch, Lewis-Neville, 1 Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Qué.	14-04-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300, Boulevard de Maisonneuve ouest, App. 702, Montréal 215, Qué.	06-02-71
Rudick, Gerald-S., 4950 Queen Mary Road, Suite 400, Montréal 248, Qué.	30-01-71
Shevell, Melvyn, 6000 Côte des Neiges Road, Suite 200, Montréal, Qué.	02-02-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Qué.	09-03-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montreal, Qué.	31-01-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Qué.	08-03-71
Vinet, Ephrem, 426 est, boulevard St-Joseph, Montréal, Qué.	08-02-71

*Région de Québec — Québec Region*

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Qué.	31-01-71
---	----------

*Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region*

Dugal, Paul-L., 459-A, Lindsay, Drummondville, Qué.	08-02-71
Laforce, Jacques, 31 King ouest, Sherbrooke, Qué.	04-02-71

Chirurgiens-dentistes  
Dental Surgeons

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Qué.	06-02-71
Marcoux, Jean-F., 448 ouest, rue King, Sherbrooke, Qué.	11-04-71
Olivier, Valmore, 843 Belvedere Street, Sherbrooke, Qué.	07-02-71
Proulx, Jacques, 214, boulevard St-Joseph, Hull, Qué.	05-05-71

Optométristes  
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Qué. 44861-o	30-12-70
--	----------

**Associations coopératives**

**Cooperative Associations**

**Coop Funéraire de Robertsonville**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire de Robertsonville ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Robertsonville, Québec, dans le district électoral de Mégantic.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
44867-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

**La Garderie Coopérative de Saint-Hyacinthe**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Garderie Coopérative de Saint-Hyacinthe ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Saint-Joseph, Québec, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
44868-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

**Coop Funéraire de Robertsonville**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire de Robertsonville".

The head office of this cooperative association is located in Robertsonville, Québec, in the electoral district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
44867

**La Garderie Coopérative de Saint-Hyacinthe**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "La Garderie Coopérative de Saint-Hyacinthe".

The head office of this cooperative association is located at St. Joseph, Québec, in the electoral district of St. Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.  
44868

**Liquidation — Loi de la**

**Winding — Up Act**

**Les Immeubles Bégin inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Bégin inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 27 décembre 1945, avec siège social à Québec, a été dissoute le 17 janvier 1972, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
44819-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 7856-45

**Les Immeubles Bégin inc.**

Notice is given that "Les Immeubles Bégin inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date of December 27, 1945, having its head office in Québec, has been dissolved on January 17, 1972, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives. 7856-45

**Association Coopérative des pêcheurs de Belle-Isle  
Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle**

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'association coopérative « Association Coopérative des pêcheurs de Belle-Isle — Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle », tenue à Lourdes de Blanc Sablon, dans le district électoral de Duplessis, le 17 octobre 1971, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Léon Jones soit nommé liquidateur.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44871-o

**Association Coopérative des pêcheurs de Belle-Isle  
Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle**

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative association "Association Coopérative des pêcheurs de Belle-Isle — Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle", held at Lourdes de Blanc Sablon, in the electoral district of Duplessis, on October 17, 1971, it was resolved that the affairs of this cooperative be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act. Mr. Léon Jones was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44871

**Avis divers**

**Ville de Trois-Rivières**

Avis est par les présentes donné que la Ville de Trois-Rivières, conformément à l'article 2 de la Loi des cités et villes, présentera au lieutenant-gouverneur en conseil une requête lui demandant d'octroyer des lettres patentes pour retrancher de la charte de la Ville de Trois-Rivières la disposition relative au paiement d'une pension de retraite au gérant municipal édictée par la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 94, article 23, sanctionnée le 6 août 1965.

*Le greffier de la ville,*  
GEORGES BEAUMIER.

44860-o

**Paroisse Saint-Marcel**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (Chapitre 76 des lois de la 1<sup>ère</sup> session de 1965) que Monseigneur Paul Grégoire, archevêque catholique romain de Montréal, a, par un décret daté du 8 février 1972, changé les limites de la paroisse de Saint-Marcel de l'archidiocèse de Montréal.

*L'Archevêque de Montréal,*  
PAUL GRÉGOIRE.

44759-o

**Cité de LaSalle**

Comté de Marguerite-Bourgeoys  
(anciennement Comté Jacques-Cartier)

*Avis de rachat partiel pour obligations à fonds  
d'amortissement*

Émission de \$1,450,000 à 5¼%, datée du 15 avril 1957.

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à fonds d'amortissement 5¼% de la cité de LaSalle, dues le 15 avril 1977, que, conformément aux dispositions des règlements et résolutions de la cité, et tel qu'indiqué sur lesdites obligations, les obligations portant les numéros suivants, à savoir:

**Miscellaneous Notice**

**City of Trois-Rivières**

Notice is hereby given that the City of Trois-Rivières, in conformity with section 2 of the Cities and Towns Act, will petition the Lieutenant-Governor in Council to issue letters patent deleting from the charter of the City of Trois-Rivières, the provision concerning the payment of a retirement pension to the municipal manager decreed by Statute 13-14 Elizabeth II, chapter 94, section 23, assented to on August 6, 1965.

GEORGES BEAUMIER,  
*City Clerk,*

44860

**Parish of Saint-Marcel**

Notice is given pursuant to section 2 of The Fabrique Act (Chapter 76 of the Statutes of the 1<sup>st</sup> Session of 1965), that, Monsignor Paul Grégoire, Roman Catholic Archbishop of Montreal, by a decree dated February 8, 1972, has changed the limits of the parish of Saint-Marcel of the Archdiocese of Montreal.

PAUL GRÉGOIRE,  
*Archbishop of Montreal.*

44759-o

**City of LaSalle**

County of Marguerite-Bourgeoys  
(formerly County of Jacques-Cartier)

*Notice of partial redemption for sinking fund  
debentures*

Issue of \$1,450,000 at 5¼%, dated April 15, 1957.

Notice is hereby given to the holders of 5¼% sinking fund debentures of the city of LaSalle, due April 15, 1977, that pursuant to the provisions of by-laws and resolutions of the city and as mentioned on said debentures bearing the following numbers, namely:

65 x \$1,000 — Nos: —

M-019	M-266	M-454	M-779
053	280	470	791
063	282	495	794
066	301	511	811
069	316	516	816
070	335	533	820
080	336	579	844
098	366	613	886
108	374	622	887
113	389	636	906
124	412	644	919
126	413	668	920
151	415	737	936
179	423	753	957
197	424	759	961
219	441	767	968
			972

65 x \$1,000 — Nos: —

M-019	M-266	M-454	M-779
053	280	470	791
063	282	495	794
066	301	511	811
069	316	516	816
070	335	533	820
080	336	579	844
098	366	613	886
108	374	622	887
113	389	636	906
124	412	644	919
126	413	668	920
151	415	737	936
179	423	753	957
197	424	759	961
219	441	767	968
			972

ont été choisies aux fins de rachat le quinzième jour d'avril 1972, pour le compte du fonds d'amortissement, et qu'à ladite date, le capital respectif desdites obligations sera payé avec ensemble l'intérêt accru et impayé sur icelles audit quinzième jour d'avril 1972, sur présentation desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant ledit quinzième jour d'avril 1972, et subséquemment, en monnaie légale des États-Unis d'Amérique, à la Compagnie de fiducie de la Banque Royale du Canada, en la cité de New-York, N.Y., É.U.A.

Avis est le plus donné que l'intérêt sur les obligations, ainsi choisies, cessera d'accroître à compter du quinzième jour d'avril 1972.

Donné en la cité de LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys (anciennement comté Jacques-Cartier), ce quatrième jour de février mil neuf cent soixante et douze (1972).

(Sceau)  
44810-o

*Le greffier,*  
JACQUELINE GIGUÈRE.

**Ville de Québec**

*Avis de rachat*

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 9% Sinking Fund Debentures due April 1, 1982 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Québec, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST, PAR LES PRÉSENTES, DONNÉ que la Ville de Québec a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er avril 1972, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes telles qu'indiquées de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

have been selected for redemption on the fifteenth day of April 1972, for account of the sinking fund and that on the said date, the principal of the said debentures respectively will be paid together with accrued and unpaid interests thereon to the said fifteenth day of April 1972, upon presentation of said debentures with all appurtenant interest coupons maturing on the said fifteenth day of April 1972, and subsequently, in lawful money of the United States of America, at the Royal Bank of Canada Trust Company, in the city of New-York, N.Y., U.S.A.

Notice is also given that interest upon the debentures so selected will cease to accrue from and after the fifteenth day of April 1972.

Given in the city of LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys (formerly County of Jacques-Cartier), this 4th day of February, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

(Seal)  
44810-o

JACQUELINE GIGUÈRE,  
*City Clerk.*

**City of Québec**

*Notice of Redemption*

To the holders of Debentures payable in American currency of the issue designated "9% Sinking Fund Debentures due April 1, 1982" (herein called "Debentures"), of the City of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Québec intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on April 1, 1972, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures as indicated, of the above-mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

00004	00006	00012	00013	00018	00020	00023	00027	00032	00033	00036	00041	00043	00045
00052	00053	00054	00057	00059	00060	00062	00067	00069	00072	00075	00078	00079	00083
00084	00088	00093	00094	00098	00099	00100	00102	00105	00107	00108	00111	00113	00127
00133	00139	00140	00148	00157	00161	00162	00163	00177	00179	00182	00184	00186	00189
00201	00231	00235	00237	00242	00245	00249	00253	00272	00305	00320	00326	00338	00362
00379	00400	00428	00458	00477	00490	00581	00603	00605	00642	00658	00824	00841	00946

00956	00959	01035	01079	01085	01196	01250	01279	01295	01375	01381	01406	01408	01494
01499	01508	01534	01627	01863	01879	01951	01956	02003	02115	02117	02160	02215	02222
02231	02353	02367	02381	02529	02650	02790	02933	02937	02966	03001	03050	03069	03078
03079	03083	03121	03207	03291	03296	03303	03315	03338	03397	03442	03550	03563	03624
03881	03885	03896	03928	03965	04010	04025	04040	04071	04133	04145	04191	04194	04201
04235	04237	04246	04320	04351	04385	04450	04475	04482	04632	04653	04664	04699	04796
04885	04953	05009	05019	05038	05092	05098	05122	05132	05142	05152	05153	05206	05291
05386	05418	05535	05539	05555	05599	05649	05682	05685	05700	05720	05732	05739	05775
05793	05883	05892	05896	05962	05999	06002	06004	06019	06028	06137	06161	06171	06196
06205	06238	06257	06287	06295	06298	06345	06355	06408	06437	06439	06451	06471	06480
06483	06512	06540	06598	06606	06609	06634	06661	06669	06682	06696	06745	06754	06792
06796	06798	06835	06858	06932	06934	06990	06997	07022	07035	07066	07158	07168	07290
07335	07338	07340	07346	07373	07398	07401	07453	07456	07478	07491	07493	07497	07569
07592	07597	07599	07601	07608	07617	07643	07649	07653	07676	07692	07695	07723	07730
07740	07750	07758	07777	07793	07795	07830	07880	07904	07912	07914	07927	07952	07957
07959	07960	07975	07999	08027	08037	08070	08075	08080	08085	08090	08136	08139	08146
08150	08362	08369	08393	08473	08577	08585	08592	08595	08653	08750	08825	08928	08957
08968	08989	09002	09014	09023	09167	09185	09198	09204	09228	09237	09251	09278	09292
09295	09300	09319	09375	09377	09385	09395	09397	09406	09416	09427	09429	09444	09475
09492	09496	09502	09575	09580	09589	09592	09595	09597	09599	09603	09610	09623	09653
09691	09698	09742	09758	09759	09778	09785	09822	09829	09843	09857	09859	09890	09895
09898	09909	09912	09915	09932	09950	09956	09957	09962	09975	09979	09982	09984	09987
09989	09991	09992	09994	09996	09997	09998	09999						

Les obligations devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de l'agent payeur, Bank of Montreal Trust Company, Borough of Manhattan, Ville et État de New York, États-Unis d'Amérique ou aux bureaux des agents payeurs suivants: Banque de Montréal (bureau principal) dans la Ville de Québec, Canada; Schroder Trust Company à New York; J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited à Londres, Angleterre; Banque de Suez et de l'Union des Mines à Paris, France; Kredietbank N.V. à Bruxelles, Belgique; B. Metzler seel. Sohn & Co. à Francfort, République Fédérale Allemande; Kredietbank S.A. Luxembourgeoise à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg; sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus avec tous les coupons échéant après le 1er avril 1972 attachés.

Le et après le 1er avril 1972, l'intérêt sur les obligations devant être ainsi rachetées cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Québec, ce 25e jour de février 1972.

*Le trésorier,*

44811-0

ENOÛT COUTURE, C.A.

Debentures to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of the Paying Agent, Bank of Montreal Trust Company in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America or at any of the offices of the following Paying Agents: Bank of Montreal (Main Office) in the City of Québec, Canada, Schroder Trust Company in New York, J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited in London, England, Banque de Suez et de l'Union des Mines in Paris, France, Kredietbank N.V. in Brussels, Belgium, B. Metzler seel. Sohn & Co. in Frankfurt, Federal Republic of Germany and Kredietbank S.A. Luxembourgeoise in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers with all coupons maturing after April 1, 1972 attached.

From and after April 1, 1972 interest on the Debentures to be so redeemed will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Québec, this 22nd day of February 1972.

ENOÛT COUTURE, C.A.,

44811-0

*Treasurer.*

## Société d'habitation du Québec

## Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de Westmount  
Municipal Housing Bureau of Westmount

Office municipal d'habitation de Westmount  
Municipal Housing Bureau of Westmount

Avist est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois de 1966-1967), le lieutenant-gouverneur a délivré,

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, Chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent

sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Paul A. Ouimet, avocat, 58, avenue Sunnyside, Westmount; Charles Aspler, architecte, 615, avenue Roslyn, Westmount; Norman T. Dawe, gérant, 78, Strathyre, Ville La Salle; John M. McIver, gérant adjoint, 4530, Côte des Neiges, app. 615, Montréal; Frank L. Davis, ingénieur, 244, Benny Crescent, app. 301, Montréal; Ronald B. Seaman, comptable, 548, Landsdowne, Westmount et Edwin A. McCavour, ingénieur, 264, rue Biscaye, Dollard des Ormeaux; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Westmount, district judiciaire de Montréal.

44859-o

*Le président,*  
JACQUES BERNIER.  
*Société d'habitation du Québec.*

**Ville de Québec**

*Avis public*  
*Programme détaillé de rénovation*  
*Aire 10 — Zone 1*  
*Modification au programme*

Conformément aux articles 33 et 34 de la loi de la Société d'Habitation du Québec (Chap. 55 des lois 1966-67), avis public est, par les présentes, donné que le Conseil municipal de la ville de Québec a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Québec, le 26 janvier 1972, le règlement 1979 pour modifier le programme détaillé de rénovation concernant le territoire de l'Aire 10, zone 1, décrété « zone de rénovation » et délimité comme suit:

Secteur A: par les rues Notre-Dame-des-Anges, Caron, Charest, et St-Anselme;

Secteur B: par les rues Dorchester, St-François, Caron et de la Salle;

Secteur C: par les rues de la Chapelle, St-François, de l'Église et du Roi.

Les principales modifications consistent:

1° En l'addition d'un paragraphe au chapitre 4 du dit programme détaillé pour autoriser la Commission d'Urbanisme sur recommandation du service d'Urbanisme de la ville de Québec à recommander au comité exécutif, notwithstanding les dispositions prévues au règlement de zonage s'appliquant à la zone, tout projet démontrant une nette contribution à la revalorisation du voisinage.

2° À diminuer la marge de recul de construction exigée sur la rue St-François dans le secteur « C » de 25 pieds à 15 pieds.

Les intéressés pourront se procurer une copie du règlement de modification 1979 en s'adressant aux heures normales d'ouverture des bureaux, au Greffier de la ville de Québec, pièce 313, Hôtel de Ville, rue Desjardins, Québec 4.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au règlement à la Société d'Habitation

under the Great Seal of the Province, bearing date of the 28th day of December 1971, incorporating as a non-profit corporation: Paul A. Ouimet, advocate, 58, Sunnyside Avenue, Westmount; Charles Aspler, Architect, 615, Roslyn Avenue, Westmount; Norman T. Dawe, 78, Strathyre, Ville La Salle; John M. McIver, Assistant Manager, 4530, Côte des Neiges, apt. 615, Montreal; Frank L. Davis, Engineer, 2444, Benny Crescent, apt. 301, Montreal; Ronald B. Seaman, Accountant, 548, Landsdowne, Westmount and Edwin A. McCavour, Engineer, 264, Biscaye Street, Dollard des Ormeaux; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Westmount, judicial district of Montreal.

44859-o

JACQUES BERNIER,  
*President,*  
*Québec Housing Corporation.*

**City of Québec**

*Public Notice*  
*Detailed Renovation Program*  
*Area 10 — Zone 1*  
*Amendment to the Program*

In conformity with sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (Chapter 55 of the Statutes of 1966-67), public notice is hereby given that, at a regular meeting held in its usual meeting place, in the Québec City Hall, on January 26, 1972, the Municipal Council of the City of Québec approved By-law 1979 amending the detailed renovation program concerning the territory of Area 10, zone 1, declared "renovation zone" and delimited as follows:

Sector A: by Notre-Dame-des-Anges, Caron, Charest and St. Anselme Streets;

Sector B: by Dorchester, St. François, Caron and de la Salle Streets;

Sector C: by de la Chapelle, St. François, de l'Église and du Roi Streets.

The major amendments consist in:

1. Adding to Chapter 4 of the said detailed program, a paragraph authorizing the Town-Planning Commission to recommend to the Executive Committee, on the advice of the City of Québec Town-Planning Department and notwithstanding the provisions of the zoning by-law applying to the zone, any project conducive to a definite improvement of the surroundings.

2. Reducing the building line setback required on St. François Street, in sector "C", from 25 to 15 feet.

The persons concerned may obtain a copy of amending By-law 1979 from the Clerk of the City of Québec, Room 313, City Hall, Desjardins Street, Québec 4, during the regular office hours.

Lastly, persons concerned may express, in writing, their objections to the by-law, and address them to the

du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec et ce, au plus tard le 14e jour d'avril 1972.

Donné à Québec, ce 18e jour de février 1972.

*Le greffier,*

44858-o

PIERRE-F. COTÉ, avocat.

Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Ste. Foy, Québec, not later than the 14th day of April, 1972.

Given at Québec, this 18th day of February, 1972.

PIERRE-F. COTÉ, advocate,

44858

*Clerk.*

## Demandes à la Législature

### Place Dupuis Inc.

Avis public est donné que Place Dupuis Inc., corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale lui permettant, sur autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, d'acquiescer en se conformant aux dispositions des articles 773 à 790 du Code de procédure civile, le lot 821-2 du cadastre officiel du quartier Saint-Jacques, division d'enregistrement de Montréal, appartenant à M. Origène Thériault, et également lui permettant, sous réserve de la même autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et en se conformant aux dispositions des articles susdits du Code de procédure civile, d'obtenir la possession préalable de l'immeuble susdit en déposant au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, non pas le montant de l'indemnité qu'elle offrira, telle que prévue à l'article 788 du Code, mais le montant qui sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil dans l'autorisation qu'il pourra accorder, toutes les procédures quant au reste devant être celles prévues aux articles 773 à 790 du Code de procédure civile et plus particulièrement aux articles 788, 789 et 790 du Code de procédure civile relativement à l'obtention de la possession préalable.

Montréal, ce 14e jour de février 1972.

*Les agents et procureurs,*

PRÉVOST, TRUDEAU,

44620-8-4-o

BISAILLON & LEDUC, *avocats.*

### Succession Patrick Labelle

Avis est par les présentes donné que Dame Ghislaine Brisebois O'Neill, de Kamloops, Colombie-Britannique, Dame Lise Brisebois Vallée, de Ville St-Laurent, Dame Jean Hamilton Brisebois, de Montréal, résidant présentement à Fort Lauderdale, état de Floride, U.S.A., René Sénécal de Montréal, Dame Colombe Cousineau Lemay de Montréal, Vincent de Paul Marceau de Dollard des Ormeaux, Roland Brisebois de St-Vincent de Paul, Marie-Antoinette Gervais de Laval-sur-le-Lac, Marcel Faribault d'Outremont, Trust Général du Canada, corporation de fiducie ayant son siège social à Montréal, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la Province de Québec au cours de sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions du testament de Patrick Labelle, décédé.

Montréal, le 14 février 1972.

*Les procureurs des requérants,*

GEOFFRION & PRUD'HOMME.

44685-8-4-o

## Applications to Legislature

### Place Dupuis Inc.

Public notice is hereby given that Place Dupuis Inc., a corporation legally constituted, having its head office in the City of Montreal, will petition the Québec National Assembly, at its next session, for the adoption of a special act giving Place Dupuis Inc., permission, upon prior authorization by the Lieutenant-Governor in Council, to expropriate according to the procedure laid out in the Code of Civil Procedure of the Province of Québec, at sections 773 to 790, lot 821-2 of the official cadastre of Saint James Ward, Registration Division of Montreal, owned by Mr. Origène Thériault, and also in order to obtain permission under reserve of the above-mentioned prior authorization by the Lieutenant-Governor in Council and according to the above-mentioned sections of the Code of Civil Procedure, to seek prior possession of said immovable by depositing with the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, not only the offered indemnity as provided for by Section 788 of the Code, but any amount to be determined by the Lieutenant-Governor in Council in the above-mentioned authorization, anything else to be governed by the Code of Civil Procedure of the Province of Québec, at sections 773 to 790 and specially sections 788, 789 and 790 of the Code of Civil Procedure of the Province of Québec with regard to the obtaining of prior possession.

Montreal, this 14th day of February, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU,

BISAILLON & LEDUC,

44620-8-4-o

*Attorneys.*

### Estate of Patrick Labelle

Public notice is hereby given that Ghislaine Brisebois O'Neil, of Kamloops, British Columbia, Lise Brisebois Vallée, of Ville St-Laurent, Jean Hamilton Brisebois, of Montreal, presently residing at Fort Lauderdale, State of Florida, U.S.A., René Sénécal, of Montreal, Colombe Cousineau Lemay of Montreal, Vincent de Paul Marceau of Dollard des Ormeaux, Roland Brisebois of St-Vincent de Paul, Marie-Antoinette Gervais of Laval-sur-le-Lac, Marcel Faribault, of Outremont, Trust Général du Canada, a trust company having its head office in the city of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its present session to request the adoption of an act changing certain provisions of the last will and testament of Patrick Labelle, deceased.

Montreal, February 14, 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

*Attorneys for Petitioners.*

44685-8-4-o

**Succession de feu Hector Prévost**

Avis est par la présente donné que Léonie Bourgeois et Yves Prévost s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant les articles 17 et 18 du testament de feu Hector Prévost, et l'article 1 du chapitre 106 des lois de 1946, afin de faciliter l'administration de la succession dudit feu Hector Prévost.

Québec, le 14 février 1972.

44611-8-4-o

*Les procureurs des requérants,*  
LESAGE, COOTE & LESAGE.

**Estate of the late Hector Prévost**

Notice is hereby given that Léonie Bourgeois and Yves Prévost will apply to the National Assembly of Québec at its coming session for the passing of an Act to change sections 17 and 18 of the will of the late Hector Prévost, and section 1 of chapter 106 of the Laws of 1946, to facilitate the administration of the estate of the said late Hector Prévost.

Québec, February 14, 1972.

44611-8-4-o

LESAGE, COOTE & LESAGE,  
*Attorneys.*

**Ville de Montréal-Est**

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Pour annexer une partie du fleuve St-Laurent au territoire de la ville de Montréal-Est, et pour toutes autres fins.

44610-8-4-o

*Les procureurs,*  
VILLENEUVE, PIGEON,  
CLÉMENT & GUILBEAULT.

**Town of Montreal-East**

Notice is hereby given that the Town of Montreal-East will make an application to the legislature of the province of Québec, during the next session, in order to secure the enactment of a law for the following purposes:

To annex part of the St. Lawrence River to the territory of the Town of Montreal-East, and for all other purposes.

44610-8-4-o

VILLENEUVE, PIGEON,  
CLÉMENT & GUILBEAULT,  
*Attorneys.*

**Caisse de dépôt et placement du Québec**

Avis est par les présentes donné que Caisse de dépôt et placement du Québec, corporation constituée par une loi de l'Assemblée Nationale étant 13-14 Elizabeth II, Chap. 23, et dont le siège social est à Ste-Foy, district de Québec, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec et à l'Honorable Lieutenant-Gouverneur du Québec, pour l'adoption d'une loi visant à déclarer Caisse de dépôt et placement du Québec seule, unique et absolue propriétaire d'un immeuble situé en la Cité de Hull ayant front sur le boulevard Saint-Joseph et borné par les rues Bourque et Caron, composé des lots 244-626, 244-363, 244-364, 244-365, 244-366, 244-408, 244-409, 244-410 et 244-Ptie 595, aux plan et livre de renvoi officiels pour le Quartier I, Cité de Hull, division d'enregistrement de Hull, libre de tout droit de passage, et pour toute autre fin.

Montréal, ce 15 février 1972.

448539-4-o

*Les procureurs de la pétitionnaire,*  
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,  
BEAULIEU, PHELAN & MACKELL.

**Québec Deposit and Investment Fund**

Notice is hereby given that Québec Deposit and Investment Fund, Corporation constituted by an act of the National Assembly of Québec being 13-14 Elizabeth II, C. 23, having its head office in the City of Ste-Foy, District of Québec, will apply to the National Assembly of Québec and to the Honourable Lieutenant-Governor of Québec, in order to obtain the adoption of an Act declaring Québec Deposit and Investment Fund sole and absolute owner of an emplacement situated in the City of Hull, fronting on Saint-Joseph Boulevard and bounded by Bourque and Caron Streets, composed of lots 244-626, 244-363, 244-364, 244-365, 244-366, 244-408, 244-409, 244-410 and 244-Pt. 595, on the official plan and book of reference of Ward I, City of Hull, Registration Division of Hull, free of all rights of passage, and for any other purpose.

Montreal, February 15, 1972.

44853-9-4-o

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,  
BEAULIEU, PHELAN & MACKELL,  
*Attorneys for the petitioner.*

**Ville de Québec**

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et ses amendements, et notamment:

Pour redéfinir les limites territoriales de la Ville; pour déterminer que la Ville paie à la veuve d'un membre du Conseil cinquante pour cent de la pension auquel il a droit; pour modifier certaines dispositions concernant les élections et notamment pour permettre à tout employé qui se présente à une élection municipale de

**City of Québec**

Notice is hereby given that the City of Québec will apply to the National Assembly, during its coming session, to request amendments to its charter, Chapter 95 of the Statutes of 1929 and its amendments, particularly:

To redefine the territorial limits of the City; to determine that the City pay to the widow of a member of the Council, fifty per cent of the pension to which he is entitled; to amend certain provisions concerning elections and namely to enable any employee who runs in a municipal election to resume his position if another

reprendre son poste si un autre candidat est déclaré élu; pour modifier les qualités requises pour être électeur lors d'une élection municipale; pour déterminer les conditions nécessaires et la procédure à suivre pour que certaines personnes ne soient inscrites sur la liste électorale et pour déterminer la procédure de confection, d'attestation, de dépôt et de révision de la liste électorale; pour fixer la date de la présentation des candidats; pour déterminer le nombre d'électeurs par bureau de votation; pour déterminer l'utilisation des deniers des fonds d'amortissement; pour autoriser la Ville à emprunter les sommes d'argent nécessaires pour l'administration de ses affaires et notamment pour certaines fins déterminées et pour prévoir la procédure à suivre pour l'adoption de ces règlements d'emprunt; pour autoriser la Ville à effectuer des emprunts temporaires dans certains cas et pour déterminer la procédure à suivre; pour réglementer l'usage des embarcations et autres véhicules sur la rivière St-Charles dans les limites du territoire de la Ville de Québec; pour modifier la procédure de fermeture de rues; pour autoriser la Ville à répartir le coût des travaux requis pour l'ouverture, l'élargissement ou le prolongement de rues et l'introduction des services d'aqueduc et d'égout; pour modifier l'article 541 de la charte concernant la zone de cent pieds des terrains de la Commission des Champs de Bataille Nationaux; pour prévoir l'application de l'article 523 de la Loi des cités et villes au district Les Saules; pour déterminer la répartition du coût du service de déneigement dans le district Les Saules; pour que le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 42 du Code de la Route ne s'applique pas dans la Ville de Québec aux passages à niveau où existent des signaux électriques ou mécaniques; pour réglementer la vitesse des véhicules dans son territoire nonobstant les articles 50, 75 et 76 du Code de la Route; pour autoriser la Ville à emprunter \$1,400,000 pour la confection du pont Drouin et \$2,900,000 pour la construction du parc-autos de l'hôtel de ville; pour utiliser le surplus de la vente des usines de St-Malo à des fins industrielles nonobstant toute loi contraire; et tous autres amendements qu'elle jugera nécessaires ou utile pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de ses citoyens.

Québec, le 29 février 1972.

*Les procureurs de la Ville de Québec,*

44873-9-4-o

BROCHU & SIMARD.

candidate is declared elected; to modify the qualifications required to be an elector in a municipal election; to determine the conditions required and the procedure to follow to exclude certain persons from the electoral list and to determine the method of preparation, certification, deposit and revision of the electoral list; to fix the date for the nomination of candidates; to determine the number of voters for each polling station; to determine the utilisation of the monies from the sinking-fund; to authorize the City to borrow the sums of money required for the administration of its affairs, namely for certain definite purposes, and to establish the procedure to follow for the adoption of loan resolutions; to authorize the City to make temporary loans in certain cases and to determine the procedure to follow; to regulate the use of boats and other vehicles on the St. Charles River within the territorial limits of the City of Québec; to amend the procedure for closing streets; to authorize the City to apportion the cost of the works required to open, widen or extend streets and to bring in aqueduct and sewer services; to amend article 541 of the Charter concerning the one hundred-foot zone of the land belonging to the National Battlefield Commission; to provide for the application of section 523 of the Cities and Towns Act to the district of Les Saules; to determine the apportionment of the cost of the snow-removal service in the district of Les Saules; to make the first sub-paragraph of paragraph 2 of section 42 of the Highway Code non-applicable, in the City of Québec, at level crossings equipped with electrical or mechanical signals; to regulate the speed of vehicles within its territory, notwithstanding sections 50, 75 and 76 of the Highway Code; to authorize the City to borrow \$1,400,000 to build Drouin Bridge and \$2,900,000 to complete the City Hall parking lot; to use the surplus from the sale of the St. Malo works for industrial purposes, notwithstanding any legislation to the contrary; and all other amendments that it may deem necessary or advisable for the efficient administration of its affairs and in the interest of its citizens.

Québec, February 29, 1972.

*BROCHU & SIMARD,*

44873-9-4

*Attorneys for the City of Québec.*

## Caisses d'épargne et de crédit

## Savings and Credit Unions

### Caisse d'Entraide Économique de Richmond

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 18 novembre 1970 par la « Caisse d'épargne et d'Entraide Économique de Richmond », changeant son nom en celui de « Caisse d'Entraide Économique de Richmond ».

Québec, le 21 février 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

44869-o

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

### Caisse d'Entraide Économique de Richmond

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on November 18, 1970, by the "Caisse d'épargne et d'Entraide Économique de Richmond", changing its name to that of "Caisse d'Entraide Économique de Richmond".

Québec, February 21, 1972.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44869

**La Caisse Populaire Saint-René-Goupil  
(Saint-Michel)**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 29 juin 1971, par « La Caisse Populaire Saint-René-Goupil (Saint-Michel) », modifiant son territoire qui était « la paroisse St-René-Goupil », en celui de « la ville de Montréal, la cité de Montréal-Nord et la cité de St-Léonard ».

Québec, le 21 février 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives.*

44870-o

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

**La Caisse Populaire Saint-René-Goupil  
(Saint-Michel)**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on June 29, 1971, by "La Caisse Populaire Saint-René-Goupil (Saint-Michel)", modifying its territory which was "the Parish of St. René-Goupil", to that of "the City of Montreal, the City of Montreal North and the City of St. Léonard".

Québec, February 21, 1972.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

44870

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives  
Assurances**

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives  
Insurance**

**Pitts Insurance Company  
Pitts Compagnie d'Assurance**

*Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement.*

Avis est donné, par les présentes, que « Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance », enregistrée sous le numéro 658, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 871, qui l'autorise à compter du 13 janvier 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Garantie (cautionnement et détournement); Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à London, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur A.-R. Monty, 6, rue Wellington sud, Sherbrooke, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 13 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,*

*Le Surintendant des assurances,  
ROGER-A. CAMARAIRE.*

44613-8-2-o

**Pitts Insurance Company  
Pitts Compagnie d'Assurance**

*Notice of Issue of License and Certificate  
of Registration.*

Notice is hereby given that "Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance", registered under number 658, has obtained the license and certificate of registry number 871, authorizing it, as from the 13th of January 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Guarantee (fidelity and surety); Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Theft.

The head office of the company is situated at London, province of Ontario.

The company has appointed Mr. A.R. Monty, 6, Wellington Street South, Sherbrooke, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 13th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

44613-8-2-o

**Imperial Insurance Office***Avis d'annulation de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une convention, « Imperial Insurance Office » et « Guildhall Insurance Company of Canada » se sont fusionnées en une seule compagnie sous le nom de « Guildhall Insurance Company of Canada »;

Attendu que « Guildhall Insurance Company of Canada » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Imperial Insurance Office » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « Imperial Insurance Office » sont annulés à compter du 31 décembre 1971;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministères des institutions, financières, compagnies et coopératives, le 18 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le Surintendant des assurances,*

44686-8-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Pitts Life Insurance Company  
Pitts Compagnie d'Assurance-Vie***Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie », enregistrée sous le numéro 660, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 872, qui l'autorise à compter du 13 janvier 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à London, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur A.-R. Monty, 6, rue Wellington sud, Sherbrooke, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 13 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le Surintendant des assurances,*

44614-8-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**National Fidelity Life Insurance Company***Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « National Fidelity Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 743, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 876, qui l'autorise à compter du 26 janvier 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

**Imperial Insurance Office***Notice of Cancellation of License and Certificate  
of Registration*

Notice is hereby given that pursuant to an agreement, "Imperial Insurance Office" and "Guildhall Insurance Company of Canada" have been amalgamated into only one company under the name of "Guildhall Insurance Company of Canada".

Whereas "Guildhall Insurance Company of Canada" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Imperial Insurance Office" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Imperial Insurance Office" are cancelled as from the 31st of December 1971;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 18th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

44686-8-2-o

**Pitts Life Insurance Company  
Pitts Compagnie d'Assurance-Vie***Notice of Issue of License and Certificate  
of Registration*

Notice is hereby given that "Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie", registered under number 660, has obtained the license and certificate of registry number 872, authorizing it, as from the 13th of January 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at London, province of Ontario.

The company has appointed Mr. A.-R. Monty, 6, Wellington Street South, Sherbrooke, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 13th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

44614-8-2-o

**National Fidelity Life Insurance Company***Notice of Issue of License and Certificate  
of Registration*

Notice is hereby given that "National Fidelity Life Insurance Company", registered under number 743, has obtained the license and certificate of registry number 876, authorizing it, as from the 26th of January 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Life; Accident; Sickness.

Le siège social de la compagnie est situé à Kansas City, état du Missouri.

La compagnie a nommé monsieur Lloyd-H. Paul, c.a., édifice de la Banque Royale, suite 820, Place Ville-Marie, Montréal 113, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 22 février 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le Surintendant des assurances,*

44854-9-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

The head office of the company is situated at Kansas City, state of Missouri.

The company has appointed Mr. Lloyd H. Paul, c.a., Royal Bank Building, suite 820, Place Ville Marie, Montreal 113, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 22nd of February 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

44854-9-2-o

## Ministère des Affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

Canada,  
Province de  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du Ministre des Affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Rimouski décrite à la description officielle du ministère des Terres et forêts du 1er février 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du Ministre des Affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cettedite partie de territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité distincte, cettedite partie de territoire, sous le nom de « Municipalité d'Esprit-Saint ».

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 388-72, en date du 9 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons, que le territoire décrit à la description officielle du ministère des Terres et forêts en date du

Canada,  
Province of  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

### Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the county of Rimouski described in the official description of the Department of Lands and Forests on February 1, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating into a distinct municipality, this said part of territory, under the name of "Municipality of Esprit-Saint".

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 388-72, dated February 9, 1972, We have decreed and ordered, and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests dated Fe-

1er février 1972 comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Rimouski soit constitué en une municipalité distincte en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) sous le nom de « Municipalité d'Esprit-Saint ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,

*Sous-procureur général adjoint.*

Libro: 1536  
Folio: 19

44851-0

bruary 1, 1972, comprising an unorganized territory from the municipal point of view, of the county of Rimouski, be constituted into a distinct municipality pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) under the name of "Municipality of Esprit-Saint."

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

*Assistant Deputy Attorney General.*

Libro: 1536  
Folio: 19

44851

## Vente par licitation

## Sale by Licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

Superior Court — District of Montreal

No 809-117. { DAME VAIA VAINA, veuve non remariée de Christos Kouvelis ou Coucouvelis ou Christy Koukouvelis ménagère, domiciliée et résidant dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Dame SULTANA FEREOUS veuve non remariée de Constantin Coucouvelis demeurant et domiciliée à 11 rue Macedonikis Aminis, à Salonique dans le Royaume de Grèce, et *al.* défenderesses, et LE TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, une compagnie dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal, mis en cause.

No. 809-117. { DAME VAIA VAINA, unmarried widow of Christos Kouvelis or Coucouvelis or Christy Koukouvelis, housewife, domiciled and residing in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* Dame SULTANA FEREOUS, unmarried widow of Constantin Coucouvelis, residing and domiciled at 11 Macedonikis Aminis, at Salonica, in Greece, et *al.*, defendants, and GENERAL TRUST OF CANADA, a company duly incorporated, having its principal place of business in the City and District of Montreal, mis en cause.

Conformément au jugement de l'Honorable Juge J. E. Mitchell, de la Cour Supérieure du district de Montréal en date du 7 février 1972, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit:

In conformity with the judgment of the Honourable Justice J. E. Mitchell, of the Superior Court of the District of Montreal, dated February 7, 1972, ordering the licitation of the immovable hereinafter described:

« Un emplacement situé sur l'avenue Papineau en la Ville de Montréal, composé des lots suivants:

"An emplacement located on Papineau Avenue in the City of Montreal, consisting of the following lots:

1° Des lots connus et désignés sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-un (481-979-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

1. The lots known and designated as numbers one and two of the official subdivision of lot number nine hundred and seventy-nine of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-one (481-979-1 and 2) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet.

2° Des lots connus et désignés sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-un (481-980-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

2. The lots known and designated as numbers one and two of the official subdivision of lot number nine hundred and eighty of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-one (481-980-1 and 2) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet.

3° Des lots connus et désignés sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-un (481-981-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

3. The lots known and designated as numbers one and two of the official subdivision of lot number nine hundred and eighty-one of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-one (481-981-1 and 2) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet.

Avec les bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 7909 de ladite avenue Papineau, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, chambre No 195, 4e étage, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 22 février 1972.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.  
44835-0

With the buildings erected thereon bearing civic number 7909 of the said Papineau Avenue, whose northwest wall is common.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, Room No. 195, 4th floor, on the SEVENTH day of APRIL, 1972, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 22, 1972.

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*  
44835

## Ventes par Shérifs

## Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEAUCE

### BEAUCE

Canada — Province de Québec  
District de Beauce

Cour Provinciale, { ARMAND BERGERON, gara-  
No 7212. { giste, Morissette Station,  
Dorchester, raison sociale: Armand  
Bergeron Enrg., demandeur, vs RAOUL GAGNON,  
Ste-Rose, Dorchester, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« Une terre située à Ste-Rose, contenant soixante-huit acres en superficie, plus ou moins, étant le lot numéro soixante (60) du cadastre officiel fait pour le rang un du canton Watford, comté de Dorchester, avec les bâtisses y construites, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, à la connaissance de l'acquéreur, spécialement le chemin public et le chemin de fer Québec Central Railway qui traversent ledit lot. »

« Une ferme à Ste-Rose de Watford, comté de Dorchester, contenant soixante-seize acres en superficie, plus ou moins, désignée comme étant les lots numéros: soixante et un et soixante deux (61 et 62) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang un (I), nord-est, canton Watford, avec bâtisses y érigées et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives existantes et sujets aux droits du Québec Central Railway et de The Shawinigan Water & Power Company, dont les lignes traversent lesdits lots.

Sauf et à distraire cependant les lisières de terrain précédemment vendues à la Corporation Municipale de Ste-Rose de Watford pour la réfection de l'intersection du Chemin de la Grande Ligne et du chemin de front du rang, suivant actes enregistrés à Dorchester, sous numéros: 104,231, 109,139 et 112,027. »

Lesdits terrains pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester,

Canada — Province de Québec  
District of Beauce

Provincial Court, { ARMAND BERGERON, gara-  
No. 7212. { ge operator, Morissette Station,  
Dorchester, trade name: Armand Bergeron Enrg., plaintiff, vs RAOUL GAGNON,  
Ste. Rose, Dorchester, defendant.

The immoveables hereafter described are to be sold "en bloc":

"A tract of land situated at Ste. Rose, containing a surface area of sixty-eight acres, more or less, being lot number sixty (60) of the official cadastre for Range one of the township of Watford, county of Dorchester, with buildings constructed thereon, as the whole now subsists with active and passive servitudes known to the purchaser, particularly the public road and the Québec Central Railway railroad which cross the said lot."

"A farm at Ste. Rose de Watford, county of Dorchester, containing a surface area of seventy-six acres, more or less, described as being lots numbers sixty-one and sixty-two (61 and 62) in the official plan and book of reference of the cadastre for Range one (I), northeast, township of Watford, with buildings erected thereon and appurtenances.

As the whole now subsists with existing active and passive servitudes and subject to the rights of the Québec Central Railway and The Shawinigan Water & Power Company, whose lines cross the said lots.

Less and to withdraw, however, the strips of land previously sold to the Municipal Corporation of Ste. Rose de Watford for repairs to be made at the intersection of Grande Ligne Road and the front road of the Range, according to deeds registered in Dorchester, under numbers: 104,231, 109,139 and 112,027."

The said tracts of land are to be sold "en bloc" at the registry office of the division of Dorchester, in

à Ste-Hénédine, comté de Forchester, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le député shérif,*  
Ville St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.  
ce 21 février, 1972. 44825-0

Ste. Hénédine, County of Dorchester, on the ELEVENTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,  
Town of St. Joseph de Beauce, Deputy Sheriff.  
February 21, 1972. 44825

## BEAUHARNOIS

*De Terris*

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { LA LAURENTIENNE COMPAGNIE MUTUELLE D'ASSURANCE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à 500 est, Grande-Allée, Québec 4, P.Q. demanderesse, contre Mme MARGARET GREGG LANGEVIN, domiciliée à 222 Léon-Bloy, Châteauguay Centre, défenderesse et LE REGISTRAR de la division d'enregistrement de Châteauguay, 164 St-Joseph, Ste-Martine, P.Q., mis en cause.

« Le lot numéro trois cent vingt-huit de la subdivision du lot numéro deux cent quarante-neuf (249-328) au cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay.

Avec bâtisses dessus construites et notamment une résidente portant le numéro civique 207 rue Léon-Bloy, Châteauguay Centre.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Salaberry-de-Valleyfield, THÉRÈSE LEBLANC.  
le 22<sup>e</sup> jour de février 1972. 44826-0

## BEAUHARNOIS

*De Terris*

District de Beauharnois

Superior Court, { LA LAURENTIENNE COMPAGNIE MUTUELLE D'ASSURANCE, a corporation legally incorporated, having its head office at 500 Grande-Allée East, Québec 4, P.Q., plaintiff, versus Mrs. MARGARET GREGG LANGEVIN, domiciled at 222 Léon-Bloy, Châteauguay-Centre, defendant and THE REGISTRAR for the Châteauguay Registration Division, 164 St. Joseph, St. Martine, P.Q., mis en cause.

« Lot number three hundred and twenty-eight of the subdivision of lot number two hundred and forty-nine (249-328) on the official cadastre of the Parish of St. Joachim de Châteauguay, County of Châteauguay.

With buildings erected thereon, and particularly a residence bearing civic number 207 Léon-Bloy Street, Châteauguay Centre.

To be sold at the Châteauguay, Division Registry Office, in St. Martine, on the SIXTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, THÉRÈSE LEBLANC,  
Salaberry-de-Valleyfield, Assistant Sheriff.  
the 22nd day of February, 1972. 44826

## BEDFORD

Canada — Province de Québec

District de Bedford

Cour Supérieure, { BANQUE DE MONTRÉAL, demanderesse, vs Dame LILY RAHILL BOUCHERA et Dame KADIGI HASHIM RAHILL, défenderesses.

« Un emplacement sis et situé en la Ville de Farnham, P.Q. sur la rue Principale, comprenant:

a) la totalité du lot numéro cent six (No 106) au cadastre officiel de la Ville de Farnham, mesurant quarante-cinq pieds (45') de largeur en front, dans sa ligne sud-ouest, le long de ladite rue Principale et quarante-neuf pieds (49') de largeur en arrière, dans sa ligne nord-ouest, le long du lot de grève et en eau profonde, par une profondeur de soixante-neuf pieds (69') dans sa ligne sud-est et de soixante-dix-sept pieds (77.3') dans sa ligne nord-ouest, ayant une superficie de trois mille quatre cent quarante-huit pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (3,448.5' p.c.), plus ou moins, mesures anglaises.

## BEDFORD

Canada — Province of Québec

District of Bedford

Superior Court, { THE BANK OF MONTREAL, plaintiff, vs Mrs. LILY RAHILL BOUCHERA, and Mrs. KADIGI HASHIM RAHILL, defendants.

« An emplacement lying and situate in the City of Farnham, P.Q., on Principale Street, comprising:

(a) the whole of lot number one hundred and six (No. 106) on the official cadastre of the City of Farnham, measuring forty-five feet (45') in width in front on its southwest line along the said Principale Street and forty-nine feet (49') in width in the rear on its northwest line along the beach lot and in deep water, by a depth of sixty-nine feet (69') on its southeast line and seventy-seven and three tenths feet (77.3') on its northwest line, containing a surface area of three thousand four hundred and forty-eight and five tenths square feet (3,448.5' sq. ft.), more or less, English measure.

Borné comme suit : en front, au sud-ouest par ladite rue Principale, en arrière, au nord-est, par le lot numéro 623 audit cadastre, étant le lot de grève et en eau profonde, d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro 109 audit cadastre et de l'autre côté, au sud-est, par la partie nord-ouest ci-après décrite du lot numéro 104 (Ptie N.O. No 104);

b) la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre (Ptie N.O. No 104) au cadastre officiel de la Ville de Farnham, cette partie mesurant seize pieds (16') de largeur dans ses lignes sud-ouest et nord-est, par une profondeur de soixante-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (65.5') dans sa ligne sud-est et soixante-neuf pieds (69') dans sa ligne nord-ouest, ayant une superficie de mille soixante-seize pieds carrés (1,076 p.c.), plus ou moins, mesures anglaises.

Bornée comme suit : en front, au sud-ouest par ladite rue Principale, en arrière, au nord-est, par le lot numéro 623 audit cadastre, étant un lot de grève et en eau profonde, d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro 106 sus-désigné et au sud-est, par une autre partie de ce même lot numéro 106 (Ptie No 106).

Avec la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 347, 349 et 351 de ladite rue Principale, à Farnham. »

« Un emplacement sis et situé à Farnham, comté de Missisquoi, P.Q. sur le côté nord-ouest de la rue Hôtel de Ville, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent treize (Ptie No 113) au cadastre officiel de la Ville de Farnham, mesurant trente-sept pieds et cinq dixièmes de pied (37.5') dans sa ligne sud-est, soixante-neuf pieds (69') dans sa ligne sud-ouest, trente-neuf et huit dixièmes de pied (39.8') dans sa ligne nord-ouest et soixante-neuf pieds (69') dans sa ligne nord-est, soit une superficie de deux mille six cent soixante-six pieds carrés et quatre-vingt-cinq centièmes de pied carré (2,666.85' p.c.), mesures anglaises.

Ledit emplacement est borné au sud-est, par la rue Hôtel de Ville, au sud-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 113 (voir jugement enregistré sous le numéro 111,618), au nord-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 113 et au nord-est, par le lot numéro 113-5, tous du même cadastre.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 444, 446 et 448 de ladite rue Hôtel de Ville, à Farnham. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Missisquoi, à Bedford, district de Bedford, MERCREDI le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Cowansville, le 18 février 1972.

*Le shérif,*

ANTONIN BOURASSA.

44823-0

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { L A MACHINERIE IDÉALE CO.  
No 19868. { LTÉE, demanderesse, vs MA-  
CALUSO GUISEPPE, défendeur.

1. Une partie de terrain décrit aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Alexandre, comté Iberville, et maintenant faisant partie de la paroisse de

Bounded as follows: in front on the southwest by the said Principale Street, in the rear on the northeast by lot number 623 of the said cadastre, being the beach lot and in deep water, on one side on the northwest by lot number 109 of the said cadastre and on the other side on the southeast by the northwest part of lot number 104 hereafter described (Pt. N.W. No. 104).

(b) the northwest part of lot number one hundred and four (Pt. N.W. No. 104) of the official cadastre of the City of Farnham, this part measuring sixteen feet (16') in width on its southwest and northeast lines, by a depth of sixty-five and five tenths feet (65.5') on its southeast line and sixty-nine feet (69') on its northwest line, containing a surface area of one thousand and seventy-six square feet (1,076 sq. ft.), more or less, English measure.

Bounded as follows: in front on the southwest by the said Principale Street, in the rear on the northeast by lot number 623 of the said cadastre, being a beach lot and in deep water, on one side on the northwest by lot number 106 above described and on the southeast by another part of the same lot number 106 (Pt. No. 106).

With the building erected thereon numbered 347, 349 and 351 of the said Principale Street, in Farnham. »

« An emplacement situated and lying in Farnham, County of Missisquoi, P.Q., on the northwest side of Hôtel de Ville Street, known and described as being part of lot number one hundred and thirteen (Pt. No. 113) of the official cadastre of the City of Farnham, measuring thirty-seven and five tenths feet (37.5) on its southeast line, sixty-nine feet (69') on its southwest line, thirty-nine and eight tenths feet (39.8') on its northwest line and sixty-nine feet (69') on its northeast line, containing two thousand six hundred and sixty-six and eighty-five hundredths square feet (2,666.85' sq. ft.), English measure.

The said emplacement is bounded on the southeast by Hôtel de Ville Street, on the southwest by another part of said lot number 113 (see judgment registered under number 111,618), on the northwest by another part of said lot number 113 and on the northeast by lot number 113-5, all of the same cadastre.

With the building erected thereon numbered 444, 446 and 448 of the said Hôtel de Ville Street, in Farnham. »

To be sold at the Missisquoi Registry Office, in Bedford, District of Bedford, on WEDNESDAY, the FIFTH day of APRIL, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, February 18, 1972.

ANTONIN BOURASSA,

*Sheriff.*

44823

Canada — Province of Québec  
District of Bedford

Superior Court, { L A MACHINERIE IDÉALE CO.  
No. 19868. { LTÉE, plaintiff, vs MACALU-  
SO GUISEPPE, defendant.

1. A piece of land described in the official plan and book of reference of the parish of St. Alexandre, county of Iberville, and now forming part of the parish of Ste.

Ste-Sabine, comté Missisquoi, soit partie du lot #61 et partie du lot #73, mesurant 414 pieds de largeur dans sa ligne nord-est; 407 pieds de largeur en arrière dans sa ligne sud; 1758 pieds dans sa ligne est, et 1570 dans sa ligne ouest; borné comme suit: au nord-est par le chemin public, au sud par un cours d'eau, à l'est par une autre partie dudit lot #61 et #73 appartenant à M. Pierre Bonneau, et à l'ouest par une autre partie du lot #61 appartenant à M. René Couture.

2. Une ferme se composant:

a) Par partie du lot #56 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Romuald de Farnham de la contenance de 60 arpents en superficie, plus ou moins, borné comme suit: au nord par le chemin public; au sud par la ligne de division entre la paroisse de St-Romuald et le canton de Standbridge; à l'ouest par le lot #57 et par une partie du lot #58 et à l'est par une partie dudit lot #56 dudit cadastre;

b) Du lot #57 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Romuald, le tout avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances;

Ledit lot #57 est grevé d'une servitude en faveur de Southern Canada Power par acte enregistré sous le numéro 81,228;

Partie du lot #73 est grevée d'une servitude en faveur de Southern Canada Power par acte enregistré sous le numéro 80,489;

Partie du lot #61 est grevé d'une servitude en faveur de Southern Canada Power par acte enregistré sous le numéro 80,492;

Le lot #57 et partie du lot #56 sont grevés d'un bail en faveur de Shell Québec Limitée par acte enregistré sous le numéro 112,740.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Missisquoi, à Bedford, district de Bedford, MERCREDI le CINQUÈME jour d'AVRIL 1972 à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 18 février 1972.

*Le shérif,*

44824-0

ANTONIN BOURASSA.

Sabine, county of Missisquoi, as being a part of lot number 61 and a part of lot number 73, measuring 414 feet in width in its northeast line; 407 feet in width in the rear in its south line; 1758 feet in its east line, and 1570 feet in its west line; bounded as follows: on the northeast by the public road, on the south by a waterstream, on the east by another part of said lot number 61 and 73 belonging to Mr. Pierre Bonneau, and on the west by another part of lot number 61 belonging to Mr. René Couture.

2. A farm comprising:

(a) A part of lot number 56 in the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Romuald of Farnham containing a surface area of 60 arpents, more or less, bounded as follows: on the north by the public road; on the south by the dividing line between the parish of St. Romuald and the township of Standbridge; on the west by lot number 57 and by a part of lot number 58; and on the east by a part of said lot number 56 of the said cadastre;

(b) Lot number 57 in the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Romuald, the whole with buildings erected thereon, circumstances and appurtenances;

The said lot number 57 is subjected to a servitude in favor of Southern Canada Power according to a deed registered under number 81,228;

Part of lot number 73 is subjected to a servitude in favor of Southern Canada Power according to a deed registered under number 80,489;

Part of lot number 61 is subjected to a servitude in favor of Southern Canada Power according to a deed registered under number 80,492;

Lot number 57 and part of lot number 56 are subjected to a lease in favor of Shell Québec Limitée according to a deed registered under number 112,740.

To be sold at the Missisquoi Registry Office, at Bedford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FIFTH day of APRIL 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, February 18, 1972.

ANTONIN BOURASSA,

44824

*Sheriff.*

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour Provinciale, Kamouraska, No 4201. { FERNAND HUDON, faisant affaire sous la raison sociale de Hudon & Frères Enr., St-Pascal, district de Kamouraska, demandeur, vs GUY LÉVESQUE, domicilié et résidant à la Pension du Nord 208 de Queen, Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

« Un emplacement de forme irrégulière, avec la maison et autres dépendances y érigées, situé sur le quatrième rang de la Seigneurie de la Boutellerie, en la paroisse de St-Pacôme, connu et désigné, ledit terrain,

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

District of Kamouraska

Provincial Court, Kamouraska, No. 4201. { FERNAND HUDON, carrying on business under the trade name of Hudon & Frères Enr., St. Pascal, district of Kamouraska, plaintiff, vs GUY LÉVESQUE, domiciled and residing at the Pension du Nord, 208 de Queen, Sept-Iles, district of Hauterive, defendant.

«An emplacement of irregular form, with the house and other appurtenances erected thereon, situated in the fourth range of the La Boutellerie Seigneurie, in the Parish of St. Pacôme, known and designated, the said

aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour ladite paroisse de St-Pacôme, comme faisant partie du lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-seize (Ptie 396), borné ledit emplacement, au nord à Armand Michaud, au sud à Rolland Lévesque, ou ses représentants, à l'est au chemin public et à l'ouest à la Rivière. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le shérif,*

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.  
Rivière-du-Loup, ce 24 février 1972. 44827-0

lot, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said Parish of St. Pacôme, as forming part of lot number three hundred and ninety-six (Pt. 396), bounded the said emplacement, on the north by Armand Michaud, on the south by Rolland Lévesque, or his representatives, on the east by the public road and on the west by the River."

To be sold at the St. Pascal Registry Office, County of Kamouraska, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,

Sheriff's Office, Rivièrè-du-Loup, February 24, 1972. 44827  
Sheriff. 44827

## MONTRÉAL

### Erratum

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse, vs PAUL MILLER 1376, rue Montcalm, cité de Laval, P.Q., défendeur.

Dans l'avis publié le 19 février 1972, à la page 1671, nous aurions dû lire: « Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi » au lieu de « bureau d'enregistrement de Laval ».

44828-0

### Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 803,260. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs DOUGLAS N. HARVEY, demeurant dans les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Ignatius en la Cité de Montréal, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et composé des lots numéros sept cent quatre-vingt-dix-sept, sept cent quatre-vingt-dix-huit et sept cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-797, 798 et 799) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 4700 rue St-Ignatius.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, Craig, 4e étage, Chambre No 195, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
Montréal, 17 février 1972. 44830-0

## MONTREAL

### Erratum

THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff, vs PAUL MILLER, of 1376 Montcalm Street, City of Laval, P.Q., defendant.

In the notice published on February 19, 1972, on page 1671, "To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon" must be inserted instead of "Laval Registry Office".

44828

### Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec  
Superior Court — District of Montreal

No. 803,260. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and its principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, vs DOUGLAS N. HARVEY, residing in the City and District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on St. Ignatius Street, in the City of Montreal, measuring seventy-five feet in width by eighty feet in depth, English measure, composed of lots numbers seven hundred and ninety-seven, seven hundred and ninety-eight and seven hundred and ninety-nine of the subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-797, 798 and 799) in the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, with the building erected thereon numbered 4700 St. Ignatius Street."

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, on the SIXTH day of APRIL, 1972, at TWO THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
Superior Court, Assistant Sheriff.  
Montreal, February 17, 1972. 44830

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 801-209. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 266 ouest rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, vs BUILDING MATERIALS CORPORATION, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 207 rue Van Horne à Montréal, district judiciaire de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Henri-Bourassa Est, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné comme étant la resubdivision numéro trois de la subdivision numéro quatre cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (28-449-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Avec bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 5424, 5426 et 5430 dudit boulevard Henri-Bourassa Est, à Montréal-Nord.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4<sup>e</sup> étage, Chambre No 195, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 17 février 1972.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.  
44829-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 806-000. { JEAN MARC DUMONT, électricien des cité et district de Montréal, demandeur, vs ROGER HERVIEUX, représentant des mêmes lieux, défendeur.

« Un emplacement situé sur la Sixième Avenue, Rosemont, connu et désigné sous le numéro mille huit cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (172-1849) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de soixante-dix-huit pieds mesure anglaise et plus ou moins.

Avec maison dessus construite portant les numéros civiques 5653 et 5655, Sixième Avenue, Rosemont. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, Craig, 4<sup>e</sup> étage, chambre No 195, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 17 février 1972.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST MARTIN.  
44834-0

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 801-209. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 266 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, vs BUILDING MATERIALS CORPORATION, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 207 Van Horne Street, in Montreal, judicial district of Montreal, defendant.

« An emplacement fronting on Henri-Bourassa Boulevard East, in the City of Montreal-North, known and designated as being further subdivision number three of subdivision number four hundred and forty-nine of the official subdivision of original lot number twenty-eight (28-449-3) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet.

With building erected thereon, bearing civic numbers 5424, 5426 and 5430 of said Henri-Bourassa Boulevard East, in Montreal-North.

The whole as it presently stands, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable, without exception or reservation. »

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, on the FIFTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*  
44829

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 806-000. { JEAN MARC DUMONT, electrician of the City and District of Montreal, plaintiff, vs ROBERT HERVIEUX, representative of the same place, defendant.

« An emplacement located on Sixth Avenue, Rosemont, known and designated by number one thousand eight hundred and forty-nine of the official subdivision of lot number one hundred and seventy-two (172-1849) on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by a depth of seventy-eight feet, English measure and more or less.

With house constructed thereon bearing civic numbers 5653 and 5655 Sixth Avenue, Rosemont. »

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, on the SIXTH day of APRIL 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*  
44834

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-324. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPO-  
THÈQUES ET DE LOGEMENT,  
corps politique légalement constitué,  
ayant une place d'affaires à Ville Mont-Royal, district  
de Montréal, demanderesse, vs RÉSIDENCE RICHELIEU INC.,  
corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ville de Laval, district de Montréal, défenderesse.

« Un immeuble situé à Ville de Laval, quartier Chomedey, connu et désigné comme étant les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-et-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf et soixante de la subdivision officielle du lot originaire six cent quatre-vingt-huit (688-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, division d'enregistrement de Laval.

Avec bâtisses en voie de construction. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, le 17 février 1972.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

44831-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815 823. { L. E. PAUL ET ALBERT DIONNE,  
comptables agréés, des cité et district  
de Montréal, en leur qualité de  
co-syndics de faillite dans la succession de Labrador  
Acceptance Corporation, demandeurs, es-qualité, vs  
Dame IDA SPADONI, veuve de feu Arnaldo Tonelli,  
de domicile inconnu, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Laval-des-Rapides, connu et désigné comme étant:

(1) Le lot numéro trois cent quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-neuf (259-346), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin;

(2) Les lots numéros sept cent trente-sept et sept cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante (260-737 et 738), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 815-324. { CENTRAL MORTGAGE AND  
HOUSING CORPORATION, bo-  
dy politic legally incorporated, having a  
place of business in the Town of Mount Royal, district  
of Montreal, plaintiff, vs RÉSIDENCE RICHELIEU  
INC., body politic and corporate, having its head  
office and its principal place of business in the City of  
Laval, district of Montreal, defendant.

“An immoveable situated in the City of Laval, Chomedey Ward, known and described as being lots numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine and sixty of the official subdivision of original lot six hundred and eighty-eight (688-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 and 60) in the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, Laval Registration Division.

With buildings under construction.”

To be sold at the County of Laval Registry Office, at 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the FIFTH day of APRIL, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, February 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

44831

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 815 823. { L. E. PAUL AND ALBERT DION-  
NE, chartered accountants, of the  
city and district of Montréal, in their  
capacity as joint trustees to the bankrupt estate of  
Labrador Acceptance Corporation, plaintiff, es-qualité,  
vs Mrs. IDA SPADONI, widow of the late Arnaldo  
Tonelli, of parts unknown, defendant.

“An emplacement located in the city of Laval-des-Rapides, known and described as being:

(1) Lot number three hundred and forty-six of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-nine (259-346), in the official plan and book of reference of the parish of St. Martin;

(2) Lots numbers seven hundred and thirty-seven and seven hundred and thirty-eight of the official subdivision of original lot number two hundred and sixty (260-737 and 738), in the said official plan and book of reference.

Ledit emplacement ayant une superficie de sept mille trois cent quarante-quatre pieds carrés (7,344 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, le 17 février 1972.

*Le shérif adjoint.*

PAUL ST-MARTIN.

44832-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815 824. { **L. H. PAUL & ALBERT DION-NE**, comptables agréés, des cité et district de Montréal, en leur qualité de co-syndics de faillite dans la succession de Labrador Acceptance Corporation, demandeurs, égalité, *vs* **RICHARD TONELLI**, dont la dernière adresse connue est dans la Cité de Cleveland, État de l'Ohio, l'un des États-Unis d'Amérique, actuellement sans domicile connu, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Laval-des-Rapides, connu et désigné comme étant les lots numéros sept cent trente-neuf et sept cent quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante (260-739 et 740), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Ledit emplacement ayant une superficie de sept mille trois cent quarante-quatre pieds carrés (7344 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, le 17 février 1972.

*Le shérif adjoint,*

PAUL ST-MARTIN.

44833-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-693. { **LA BANQUE TORONTO-DOMINION**, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* **WILLIAM RAICH**, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, défendeur.

« Une parcelle de terrain ayant front sur l'avenue Johnson, à Ville Mont-Royal, mesurant soixante-six pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, comprenant:

a) La partie nord-est de la subdivision quarante du lot cinq cent quatre-vingt-trois (583-40 Ptie N.E.) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de

The said emplacement contains a surface area of seven thousand three hundred and forty-four square feet (7,344 sq. ft.), English measure and more or less.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.»

To be sold at the county of Laval Registry Office, on 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the FIFTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, February 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

*Assistant Sheriff.*

44832

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 815 824. { **L. H. PAUL & ALBERT DION-NE**, chartered accountants, of the City and District of Montreal, in their capacity as joint trustees to the bankrupt estate of Labrador Acceptance Corporation, plaintiffs, equality, *vs* **RICHARD TONELLI**, whose last known address is in the City of Cleveland, State of Ohio, one of the United States of America, presently of parts unknown, defendant.

« An emplacement located in the City of Laval-des-Rapides, known and described as being lots numbers seven hundred and thirty-nine and seven hundred and forty of the official subdivision of original lot number two hundred and sixty (260-739 and 740), in the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin.

The said emplacement contains a surface area of seven thousand three hundred and forty-four square feet (7,344 sq. ft.), English measure and more or less.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.»

To be sold at the county of Laval Registry Office, on 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the FIFTH day of APRIL, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, February 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

*Assistant Sheriff.*

44833

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 815-693. { **THE TORONTO DOMINION BANK**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business for the Province of Québec, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* **WILLIAM RAICH**, of the Town of Mount Royal, district of Montreal, defendant.

« A parcel of land fronting on Johnson Avenue in the Town of Mount Royal measuring sixty-six feet in width by ninety feet in depth, composed of:

(a) The northeast part of subdivision forty of lot five hundred and eighty-three (583-40 N.E. Pt.) on the official plan and book of reference for the Parish of St-

Saint-Laurent, mesurant trente pieds de largeur par ladite profondeur, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Johnson, à l'arrière au sud-est par partie de la subdivision soixante dudit lot, d'un côté au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision quarante et de l'autre côté au nord-est par la partie sud-ouest de la subdivision quarante et un dudit lot décrit ci-après; et

b) La partie sud-ouest de la subdivision quarante et un dudit lot (583-41 Ptie S.O.) mesurant trente-six pieds de largeur par ladite profondeur, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Johnson, à l'arrière au sud-est par partie de la subdivision cinquante-neuf dudit lot, d'un côté au nord-est par le résidu de ladite subdivision quarante et un et de l'autre côté au sud-ouest par la partie nord-est de ladite subdivision quarante ci-haut décrite.

Toutes les dimensions ci-dessus sont en mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite, portant le numéro civique 774 avenue Johnson, avec le garage y attenant.

Sujet à une servitude de droit de passage en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada à l'extrémité arrière, ou sud-est, sur une largeur de cinq pieds de ladite propriété, telle qu'établie aux termes de l'acte passé devant H.P. Honey, notaire, le vingt-deuxième jour d'août mil neuf cent cinquante-deux et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 967177. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, chambre No 195, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
 Cour Supérieure, *PAUL ST-MARTIN.*  
 Montréal, le 17 février 1972. 44842

*Fieri Facias de Terris*

Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808 763. { C. A.C. REALTY LIMITED, corps  
 • politique et incorporé, dûment  
 incorporé, ayant sa principale place  
 d'affaires pour la province de Québec en les ville et  
 district de Montréal, demanderesse, vs AZET REAL-  
 TIES LTD., corps politique et incorporé, dûment in-  
 corporé, ayant sa principale place d'affaires pour la  
 province de Québec en les ville et district de Montréal,  
 JEAN-MARIE GUINDON, des ville et district de  
 Montréal, HOWARD ROTHMAN, de la cité de Côte  
 St-Luc, district de Montréal, SEYMOUR LAKE,  
 des ville et district de Montréal, défendeurs, et THE  
 WESTERN SAVINGS AND LOAN ASSOCIATION,  
 et BENOIT KERSEN LTD., mis en cause.

1. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Secant (autrefois la rue Montcel) à Ville d'Anjou, dans la province de Québec, mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur par deux cent quarante pieds (240') de profondeur, lequel est composé des lots suivants:

a) Le lot numéro vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485-27) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de

Laurent, measuring thirty feet in width by the said depth, bounded in front to the northwest by Johnson Avenue, in rear to the southeast by part of subdivision sixty of the said lot, on one side to the southwest by the residue of the said subdivision forty and on the other side to the northeast by the southwest part of subdivision forth-one of the said lot hereinafter described; and

(b) The southwest part of subdivision forty-one of the said lot (583-41 S.W. Pt.) measuring thirty-six feet in width by the said depth, bounded in front to the northwest by Johnson Avenue, in rear to the southeast by part of subdivision fifty-nine of the said lot, on one side to the northeast by the residue of the said subdivision forty-one and on the other side to the southwest by the northeast part of the said subdivision forty hereinabove described.

All of the above measurements are English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 774 Johnson Avenue, with attached garage.

Subject to the servitude of right-of-way in favour of the Bell Telephone Company of Canada on the extreme rear or southeast five feet of said property as created in the Deed executed before H.P. Honey, notary, on the twenty-second day of August nineteen hundred and fifty-two and registered at the Registry Office for the Registration Division of Montreal under the number 967177."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the SEVENTH day of APRIL 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*  
 Superior Court, *Assistant Sheriff.*  
 Montreal, February 17, 1972. 44842-o

*Fieri Facias de Terris*

Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 808 763. { C. A.C. REALTY LIMITED, a body  
 • politic and corporate, duly incor-  
 porated, having its principal place of  
 business for the province of Québec in the city and dis-  
 trict of Montreal, plaintiff, vs AZET REALTIES  
 LTD., a body politic and corporate, duly incorporated,  
 having its principal place of business for the Province  
 of Québec in the city and district of Montreal, JEAN-  
 MARIE GUINDON, of the city and district of Mont-  
 real, HOWARD ROTHMAN, of the city of Côte St.  
 Luc, district of Montreal, SEYMOUR LAKE, of the  
 city and district of Montreal, defendants, vs THE  
 WESTERN SAVINGS AND LOAN ASSOCIATION,  
 and BENOIT KERSEN LTD., mis en cause.

1. An emplacement fronting on Secant Avenue (formerly Montcel Street) in Ville d'Anjou, in the province of Québec, measuring one hundred and fifty feet (150') in width by two hundred and forty feet (240') in depth and which is composed of the following lots of land:

(a) Lot number twenty-seven of the subdivision of original lot number four hundred and eighty-five (485-27) on the official plan and book of reference of the

Longue Pointe, mesurant cent pieds (100') de largeur par quarante-huit pieds (48') de profondeur;

b) Le lot numéro quinze de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-15) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cent pieds (100') de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds (192') de profondeur;

c) Le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485-26-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par quarante-huit pieds (48') de profondeur; et

d) Le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatorze de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-14-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds (192') de profondeur.

Toutes les dimensions ci-haut sont en mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite et portant le numéro civique 10450 de ladite avenue Secant.

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, appartenances et dépendances.

En exécution d'un jugement rendu le 16<sup>e</sup> jour de septembre 1971.

Sujet à une première hypothèque en faveur de The Western Savings and Loan Association, que l'acheteur doit prendre à sa charge; les précisions concernant cette hypothèque se résument comme suit: enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 1977182, échéant le 1<sup>er</sup> avril 1985, sujette à remboursement au taux mensuel de \$1,171.81, capital et intérêt. Le solde de cette hypothèque au 1<sup>er</sup> octobre 1971 était d'environ \$80,000. L'agent du créancier hypothécaire est la Montreal Trust Company.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Craig est, 4<sup>e</sup> étage, chambre No 195, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Le shérif adjoint,

Cour Supérieure,

PAUL ST-MARTIN.

Montréal, le 17 février 1972.

44843

### Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-435. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA  
CITÉ ET DU DISTRICT DE  
MONTRÉAL, corporation ayant son  
siège social à 266 St-Jacques ouest, cité et district de  
Montréal, demanderesse, vs WILLIAM ROGER  
CERE, résidant à 2323 rue Melrose, Montréal 261,  
P.Q., défendeur.

« Un emplacement ayant front sur l'Avenue Coolbrook dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision du lot numéro quatre cent soixante-trois du lot originaire numéro cinquante et un (51-463) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 5607 et 5609 de ladite Avenue Coolbrook.

parish of Longue Pointe, measuring one hundred feet (100') in width by forty-eight feet (48') in depth;

(b) Lot number fifteen of the subdivision of original lot number four hundred and eighty-four (484-15) on the said official plan and book of reference, measuring one hundred feet (100') in width by one hundred and ninety-two feet (192') in depth;

(c) Lot number two of the subdivision of lot number twenty-six of the subdivision of original lot number four hundred and eighty-five (485-26-2) on the said official plan and book of reference, measuring fifty feet (50') in width by forty-eight feet (48') in depth; and

(d) Lot number two of the subdivision of lot number fourteen of the subdivision of original lot number four hundred and eighty-four (484-14-2) on the said official plan and book of reference, measuring fifty feet (50') in width by one hundred and ninety-two feet (192') in depth.

All of the above measurements are English measure and are more or less.

With the building thereon erected and bearing civic number 10450 of said Secant Avenue,

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances,

In satisfaction of a judgment rendered on the 16th day of September, 1971.

Subject to a first hypothec in favour of The Western Saving and Loan Association, which the purchaser must assume, the details of which mortgage are summarized as follows and registered at the registry office for the registration division of Montreal, under No. 1977182, maturing April 1, 1985 subject to repayment at the rate of \$1,171.81 monthly in capital and interest. The balance of the hypothec at October 1, 1971 was approximately \$80,000. The agent for the hypothecary creditor is the Montreal Trust Company.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig East, 4th floor, Room No. 195, the SEVENTH day of APRIL 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

PAUL ST-MARTIN,

Superior Court,

Assistant Sheriff.

Montreal, February 17, 1972.

44843-0

### Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-435. { THE MONTREAL CITY AND  
DISTRICT SAVINGS BANK,  
a corporation having its head office at  
266 west St-Jacques, in the city and district of Mont-  
real, plaintiff, vs WILLIAM ROGER CERE, residing  
at 2323 Melrose Street, Montreal 261, P.Q., defendant.

«An emplacement fronting on Coolbrook Avenue in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot number four hundred and sixty-three of original lot number fifty-one (51-463) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal.

With the building thereon erected bearing civic numbers 5607 and 5609 in the said Colbrook Avenue.

Telle que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, appartenances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucun droit de la part de l'emprunteur, sujette à et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, y rattachées, et plus particulièrement, sujette à une certaine servitude de droit de vue créée et établie par acte enregistré à Montréal sous le numéro 1701299. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 rue Craig, 4e étage, chambre No 195, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.  
Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN,  
Montréal, 17 février 1972. 44844

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-437. { MONTAR MORTGAGE CORP.,  
FOUREM INVESTMENTS LTD., et CHAMPLAIN CRÉDIT CORPORATION, tous corps politiques et incorporés, ayant leur siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, vs MELVIN C. ZWAIG, comptable agréé et syndic licencié, des cité et district de Montréal, en sa qualité de syndic dans la faillite de Edgewood Development Corp., corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défendeur.

« 1. Le lot numéro six cent trente-trois du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-six et le lot numéro cinq cent trente-deux du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-cinq (286-633 et 285-532) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève;

2. Le lot numéro six cent trente-deux du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-six et le lot numéro cinq cent trente et un du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-cinq (286-632 et 285-531) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève;

3. Le lot numéro six cent trente et un du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-six et le lot numéro cinq cent trente du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-cinq (286-631 et 285-530) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève;

4. Le lot numéro six cent vingt-neuf du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-six et le lot numéro cinq cent vingt-huit du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-cinq (286-629 et 285-528) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève; avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus « séparément » au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre No 195, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN,  
Montréal, 17 février 1972. 44845

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any right on the part of the borrower, and with and subject to all servitudes, active and passive, apparent and non-apparent, affecting same, and more particularly, subject to that certain servitude of right of view created and established by Deed registered at Montreal under the number 1701299."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street, 4th Floor, Room No. 195, the FIFTH day of APRIL 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
Superior Court, Assistant Sheriff.  
Montreal, February 17, 1972. 44844-o

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 814-437. { MONTAR MORTGAGE CORP.,  
FOUREM INVESTMENTS LTD., and CHAMPLAIN CREDIT CORPORATION, all bodies politic and corporate, having their head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, vs MELVIN C. ZWAIG, chartered accountant, and Licensed Trustee, of the City and District of Montreal, in his quality as Trustee in the bankruptcy of Edgewood Development Corp., a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, defendant.

"1. Lot number six hundred and thirty-three of original lot number two hundred and eighty-six and lot number five hundred and thirty-two of original lot number two hundred and eighty-five (286-633 and 285-532) on the official plan and book of reference of the parish of St. Geneviève;

2. Lot number six hundred and thirty-two of original lot number two hundred and eighty-six and lot number five hundred and thirty-one of original lot number two hundred and eighty-five (286-632 and 285-531) on the official plan and book of reference of the parish of St. Geneviève;

3. Lot number six hundred and thirty-one of original lot number two hundred and eighty-six and lot number five hundred and thirty of original lot number two hundred and eighty-five (286-631 and 285-530) on the official plan and book of reference of the parish of St. Geneviève;

4. Lot number six hundred and twenty-nine of original lot number two hundred and eighty-six and lot number five hundred and twenty-eight of original lot number two hundred and eighty-five (286-629 and 285-528) on the official plan and book of reference of the parish of St. Geneviève; together with the buildings erected thereon."

To be sold "separately" at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, the FIFTH day of APRIL 1972, at TWO THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
Superior Court, Assistant Sheriff.  
Montreal, February 17, 1972. 44845-o

## QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*  
District de Québec

Québec, à savoir: { ALPHONSE DION, gentilhomme, domicilié à 2, rue Marcellin, Lévis, P.Q., contre LES HÉRITIERS DE FEU JOSEPH ÉLIE RODRIGUE, collectivement à la dernière adresse connue des défendeurs, à savoir: 283, rue St-Georges, Lévis, P.Q., et JULES CARRIER, registrateur du bureau d'enregistrement situé à 113, St-Georges Ouest, Lévis, P.Q., mis en cause.

« Un emplacement situé à Lévis connu et désigné comme étant le lot 372 du cadastre officiel révisé pour la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, en la Cité de Lévis, borné au nord par le No 371, au sud par la rue St-Georges, à l'est par le No 369, à l'ouest par le No 373, mesurant quarante et un pieds de profondeur; contenant en superficie trois mille six cent quatre-vingt-dix pieds (3690) avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances portant le No 283 de la rue St-Georges, à Lévis. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113, rue St-Georges Ouest, Lévis, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 29 février 1972.

*Le shérif adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
44864-0

*Fieri Facias — Venditioni Exponas*

Québec, à savoir: { R. ROUSSEAU & FILS LTÉE, Cour Supérieure, { corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à St-Agapit, Cté Lotbinière, contre ROLAND DAIGLE, St-Apollinaire, Cté Lotbinière, et ROCH SÉVIGNY et DAME ROCH SÉVIGNY, épouse séparée de biens dudit Roch Sévigny, tous de St-Apollinaire, Cté Lotbinière, et ANDRÉ NADEAU, notaire, St-Patrice, Cté Lotbinière, Tiers-saisie, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Lotbinière, Ste-Croix, Cté Lotbinière, mis en cause.

« Une terre située dans la concession Bois-Joli de St-Apollinaire, désignée comme étant le lot 282 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, Cté de Lotbinière, à distraire deux emplacements selon leurs titres, l'un de 188 pieds de largeur sur 107 de profondeur, situé du côté sud du chemin public, borné en front par ledit chemin et sur les autres côtés par le lot 282; l'autre de 202 pieds et 160 pieds de largeur et 385 de profondeur, situé du côté nord du chemin public, borné en front par ledit chemin et sur les autres côtés par le lot 282. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Lotbinière, à Ste-Croix, Cté Lotbinière, le SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 29 février 1972.

*Le shérif adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
44866-0

## QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*  
District de Québec

Québec, to wit: { ALPHONSE DION, gentleman, Provincial Court, { domiciled at 2 Marcellin Street, Lévis, P.Q., versus THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH ÉLIE RODRIGUE, collectively at the defendants, last known address, to wit: 283 St. Georges Street, Lévis, P.Q., and JULES CARRIER, Registrar of the Registry Office located at 113 St. Georges West, Lévis, P.Q., mis en cause.

« An emplacement located in Lévis known and described being lot 372 on the revised official cadastre for the Parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, County of Lévis, in the City of Lévis, bounded on the north by No. 371, on the south by St. Georges Street, on the east by No. 369, on the west by No. 373, measuring forty-one feet in depth; containing three thousand six hundred and nine (3690) square feet with the house constructed thereon and appurtenances, bearing No. 283 of St. Georges Street, in Lévis. »

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St. Georges Street West, Lévis, on the SIXTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Québec, February 29, 1972.

RAYMOND HAINS,  
*Assistant Sheriff.*  
44864

*Fieri Facias — Venditioni Exponas*

Québec, to wit: { R. ROUSSEAU & FILS LTÉE, Superior Court, { a lawful corporation, having its place of business at St. Agapit, County of Lotbinière, against ROLAND DAIGLE, of St. Apollinaire, County of Lotbinière, and ROCH SÉVIGNY and DAME ROCH SÉVIGNY, wife separate as to property from the said Roch Sévigny, all of St. Apollinaire, County of Lotbinière, and ANDRÉ NADEAU, notary, of St. Patrice, County of Lotbinière, garnishee, and THE REGISTRAR, of Lotbinière registration division, in Ste. Croix, County of Lotbinière, mis en cause.

« A plot of land located in the Bois-Joli concession of St. Apollinaire, designated as being lot 282 of the official cadastre for the Parish of St. Apollinaire, County of Lotbinière, less and to withdraw two emplacements according to title-deeds, one measuring 188 feet in width by 107 in depth, located on the south side of the public road, bounded in front by the said road and on the other sides by lot 282; the other measuring 202 feet and 160 feet in width by 385 in depth, located on the north side of the public road, bounded in front by the said road and on the other sides by lot 282. »

To be sold at the Lotbinière Registry Office, in Ste. Croix, County of Lotbinière, on the SEVENTH day of the month of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Québec, February 29, 1972.

RAYMOND HAINS,  
*Assistant Sheriff.*  
44866

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: **C**OMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE LA SAUVE-Cour Supérieure, No 8175. **G**ARDE, corporation légalement constituée ayant son siège social au 152 Est, rue Notre-Dame, en les cité et district de Montréal, Qué., **L**A SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, P.Q., et **A**SSURANCES U. C. C. **C**OMPAGNIE MUTUELLE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, Qué., et **L**'ASSURANCE VIE DESJARDINS, **C**OMPAGNIE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Lévis, Qué., et **L**A SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Lévis, Qué., *vs* **P**LACEMENTS IMMOBILIERS COOPÉRATIFS, société coopérative régie par la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social au 2030, boulevard Hamel, Québec, et **L**'UNION RÉGIONALE DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DU DISTRICT DE QUÉBEC, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Associations coopératives, ayant son siège social à Lévis, Qué., mis en cause, et **M**ONSIEUR LE REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis en cause.

« Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-six de la subdivision du lot originaire numéro deux mille quatre cent un (2401-166) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Québec, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 29 février 1972.

44865-0

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Roberval

Seant à **R**AYMOND BONNEAU, journalier, Alma, domicilié et résidant au rang 6, No A-295. **S**te-Hedwidge, district de Roberval, P.Q. et **D**AME CLOTHILDE DESGAGNÉ, épouse de Raymond Bonneau, domiciliée et résidant au rang 6, Ste-Hedwidge, district de Roberval, P.Q., demandeurs, *vs* **C**HARLES MORIN, cultivateur, domicilié et résidant au rang 1, Roberval, district de Roberval, P.Q., défendeur.

*Avis de vente*

À titre de propriétaire et possesseur *animo domini*:

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix (90) aux plan et livre de renvoi du

*Fieri Facias de Terris*

Québec, to wit: **T**HE SAFEGUARD LIFE AS-Superior Court, **S**URANCE COMPANY, No. 8175. **G**ARDE, a lawful corporation, having its head office at 152 Notre-Dame Street East, in the City and District of Montreal, Qué., **L**A SOCIÉTÉ DES ARTISANS, a lawful corporation, having its head office in Montreal, P.Q., and U. C. C. **M**UTUAL INSURANCE COMPANY, a lawful corporation, having its head office in Montreal, Qué., and **D**ESJARDINS **M**UTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY, a lawful corporation, having its head office in Lévis, Qué., and **L**A SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES, a lawful corporation, having its head office in Lévis, Qué., *vs* **P**LACEMENTS IMMOBILIERS COOPÉRATIFS, a cooperative society, governed by the Québec Cooperative Syndicates Act, having its head office at 2030 Hamel Boulevard, Québec, and **L**'UNION RÉGIONALE DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DU DISTRICT DE QUÉBEC, a lawful corporation, incorporated under the Cooperative Associations Act, having its head office in Lévis, Qué., mis en cause, and **T**HE REGISTRATOR FOR THE QUÉBEC REGISTRATION DIVISION, mis en cause.

“A strip of land or emplacement known and designated as being lot number one hundred and sixty-six of the subdivision of original lot number two thousand four hundred and one (2401-166) on the official cadastre for the Parish of St. Sauveur, Québec, with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the Sheriff's Office, in the Québec Court House, on the FIFTH day of the month of APRIL 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,  
Québec, February 29, 1972.

44865

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Roberval

In session **R**AYMOND BONNEAU, labourer, do-at Alma, domiciled and residing in range 6, No. A-295. **S**te. Hedwidge, District of Roberval, P.Q. and **M**R.S. CLOTHILDE DESGAGNÉ, wife of Raymond Bonneau, domiciled and residing in range 6, of Ste. Hedwidge, District of Roberval, P.Q., plaintiffs, *vs* **C**HARLES MORIN, farmer, domiciled and residing in range 1, Roberval, District of Roberval, P.Q., defendant.

*Notice of sale*

As Owner and *animo domini* holder:

1. The lot of land known and designated as number ninety (90) in the plan and book of reference of the

cadastre pour le premier rang du canton Roberval, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf à en distraire les parties d'icelui vendues à la Cité de Roberval, à la Corporation de la Municipalité de Roberval-Paroisse, à Marcel Lévesque et à Gagnon & Frères de Roberval Ltée et la servitude existant en faveur de Saguenay Transmission Company Ltd.

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent huit (208) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Roberval, sans bâtisse mais avec appartenances et dépendances, sauf à en distraire la partie vendue à Gagnon & Frères de Roberval Ltée.

Sauf à distraire de ces deux lots, les autres parties vendues et les servitudes concédées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

*Le shérif,*

Palais de Justice, LÉON-AURICE LAVOIE.

Roberval, le 28 février 1972. 44863-0

## SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec  
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { MARCEL COURNOYER INC.,  
No 19990. { demanderesse, vs MARCEL  
EVRARD, défendeur et LE RE-  
GISTRATEUR de la division d'enregistrement de  
St-Hyacinthe, mis en cause.

### *Désignation de l'immeuble*

« Une terre située en la paroisse de St-Jude, sur la concession sud Salvail, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant les lots de terre 800-801 mesurant 5 arpents en largeur sur la longueur de la concession, le tout mesure française et plus ou moins, voisine d'un côté au nord-est par M. Walter Trépanier et d'autre côté au sud-ouest par M. Léonard Brouillard, avec la maison et tous bâtiments dessus érigés, avec et y compris les servitudes y attachées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de St-Hyacinthe, à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, MERCREDI, le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le shérif intérimaire,*

MARCEL LEMONDE.

44836-0

## Vente pour taxes

Municipalité du comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la Corporation municipi-

cadastre for the First Range in the Township of Roberval, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, less and to withdraw the parts of same sold to the City of Roberval, to the Corporation of the Municipality of Roberval-Parish, to Marcel Lévesque and to Gagnon & Frères de Roberval Ltée, and the servitude existing in favor of Saguenay Transmission Company Ltd.

2. The lot of land known and designated as number two hundred and eight (208) in the official plan and book of reference of the cadastre for the Second Range of the Township of Roberval, without buildings but with appurtenances and dependencies, less and to withdraw the part sold to Gagnon & Frères de Roberval Ltée.

Less and to withdraw from these two lots, the other parts sold and the servitudes granted."

To be sold at the Registry Office of Lake St. John West Registration Division, in Roberval, District of Roberval, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

LÉON-AURICE LAVOIE,

Court House,

*Sheriff.*

Roberval, February 28, 1972.

44863

## SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Québec  
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { MARCEL COURNOYER INC.,  
No. 19990. { plaintiff, vs MARCEL  
EVRARD, defendant, and THE  
REGISTRAR of the St. Hyacinthe Registration  
Division, mis en cause.

### *Description of the immovable*

"A tract of land situated in the Parish of St. Jude, on the Salvail south concession, known and described in the official plan and book of reference of the said Parish as being lots of land 800-801 measuring 5 arpents in width along the concession, the whole French measure and more or less, bordered on one side on the northeast by Mr. Walter Trépanier and on the other side on the southwest by Mr. Léonard Brouillard, with the house and all buildings erected thereon, with and including the servitudes attached thereto."

To be sold at the Division of St. Hyacinthe Registry Office, in St. Hyacinthe, District of St. Hyacinthe, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

MARCEL LEMONDE,

*Acting Sheriff.*

44836

## Sale for taxes

Municipality of the county of Dorchester

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation

pale du comté de Dorchester que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI, le ONZIEME jour de MAI 1972, en la salle du conseil de comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

of the County of Dorchester, that the immoveables hereunder mentioned will be sold by public auction, for municipal or school taxes due and the costs incurred, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1972, in the County Council Hall, in St. Hénédine, at TEN o'clock in the forenoon, unless the said taxes and costs have been paid before the date mentioned above.

La corporation municipale de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin  
The Municipal Corporation of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin

Propriétaire Proprietor	Municipalité Municipality	Lot	Rang Range	Canton Township	Superficie Area	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Dominique, Pépin succ.-est.	Ste-Germaine..	P. 449...	2.....	Standon...	75' x 100'..	\$ 1.50	\$ 3.80	\$ 5.30
Dominique, Pépin succ.-est.	Ste-Germaine..	1/2-326...	5.....	Ware.....		2.00	50.84	52.84
Dominique, Pépin succ.-est.	Ste-Germaine..	196.....	3.....	Ware.....		2.00	51.00	53.00
Odilon Vachon.....	Ste-Germaine..	P. 574...	9.....	Gramborne		115.65	207.70	323.35
Bertrand Maheux.....	Ste-Germaine..	1/2 P. 691	11.....	Gramborne		37.36	78.64	116.00

Donné à Ste-Hénédine, ce 25e jour de février 1972.

Given at St. Hénédine, this 25th day of February 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
HENRI-PAUL BOUFFARD.

HENRI-PAUL BOUFFARD,  
*Secretary-Treasurer.*

44855-9-2-o

44855-9-2

**Ministère des Affaires municipales**

**Department of Municipal Affairs**

**Village de Saint-Honoré  
Paroisse de Saint-Honoré**

**Village of Saint-Honoré  
Parish of Saint-Honoré**

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant le village de Saint-Honoré et la paroisse de Saint-Honoré, comté de Chicoutimi.

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the village of Saint-Honoré and the Parish of Saint-Honoré, county of Chicoutimi.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

*Le ministre des Affaires municipales,*  
MAURICE TESSIER, C.R.

MAURICE TESSIER, Q.C.,  
*Minister of Municipal Affairs.*

44862-o

44863-o

## INDEX No 9

### Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

#### ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

Coop funéraire de Robertsonville ( <i>Formation</i> ).....	2115
Garderie coopérative de Saint-Hyacinthe (La) ( <i>Formation</i> ).....	2115

#### COOPERATIVE ASSOCIATIONS

#### ASSEMBLÉE NATIONALE

Convocation de la législature.....	2091
Convocation of the legislature.....	2091
Présentation des bills privés.....	2087
Submission of private bills.....	2087

#### NATIONAL ASSEMBLY

#### AVIS DIVERS

LaSalle, cité-city ( <i>Rachat d'obligations-Redemption of Bonds</i> ).....	2116
Québec, ville-city, ( <i>Rachat d'obligations-Redemption of Bonds</i> ).....	2117
Saint-Marcel, par. ( <i>Ch. de limites</i> ).....	2116
Trois-Rivières, cité-city ( <i>Requête-Petition</i> ).....	2116

#### MISCELLANEOUS NOTICES

#### CHANGEMENT DE NOM — Loi du

##### Demandes:

Cransky, David Joseph.....	2090
Cransky, Stephen Martin.....	2090
Didone, Guiseppe.....	2089
Laflamme, Daniel.....	2090
Parent, Joseph Marcel Serge.....	2089
Ringelblum, Hermann.....	2090
Rubinovitch, Harry.....	2091
Toma, Anwar.....	2090
Trachy, Joseph Noel Adonia.....	2089
Viola, Bruno.....	2089
Vlastnick, Henry.....	2090

#### CHANGE OF NAME ACT

##### Applications:

#### CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

Caisse d'entraide économique de Richmond ( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	2122
Caisse populaire Saint-René-Goupil (St-Mi- chel) (La) ( <i>Mod. Amend.</i> ).....	2123

#### SAVINGS AND CREDIT UNIONS

#### COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

##### Permis:

Canadian-American Loan and Investment Corporation Limited.....	2088
Northland Forest Products, Inc.....	2088

#### EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

##### Licenses:

##### Siège social

Party-Tyme Products, Inc.....	2088
-------------------------------	------

##### Head Office:

#### COMPAGNIES — LOI DES

##### Dissoutes

Aux Quatre Coins du Monde ltée.....	2066
Berger (William) Holding Corp.....	2066

#### COMPANIES ACT

##### Dissolved

Blain (Isai) inc.....	2066
Buanderie du Jubilé de la Reine inc.....	2069
C.T.A. Conseillers en Administration inc.....	2066
C.T.A. Management Consultants Inc.....	2066
Duchess Hosiery Shops Inc.....	2066
D'Youville Construction Ltd.....	2066
D'Youville Construction ltée.....	2066
Entreprises Cardey inc.....	2067
Entreprises Médiales ltée (Les).....	2067
Équipements de Téléphone Laurentien inc. (Les).....	2067
Federal Corset & Lingerie Inc.....	2067
Frank (J. N.) Associates Inc.....	2067
Georgian Investments Ltd.....	2068
Gold Cleaners Inc.....	2068
Laurentian Telephone Equipment Inc.....	2067
Location de Vêtements Industriels du Québec inc.....	2068
Lucerne Knitwear Ltd.....	2068
Medical Enterprises.....	2067
Montreal Terminals, Ltd.....	2068
Produits V. Dionne ltée (Les).....	2068
Québec Industrial Garment Supply Inc.....	2068
Queen's Jubilee Laundry Inc.....	2069

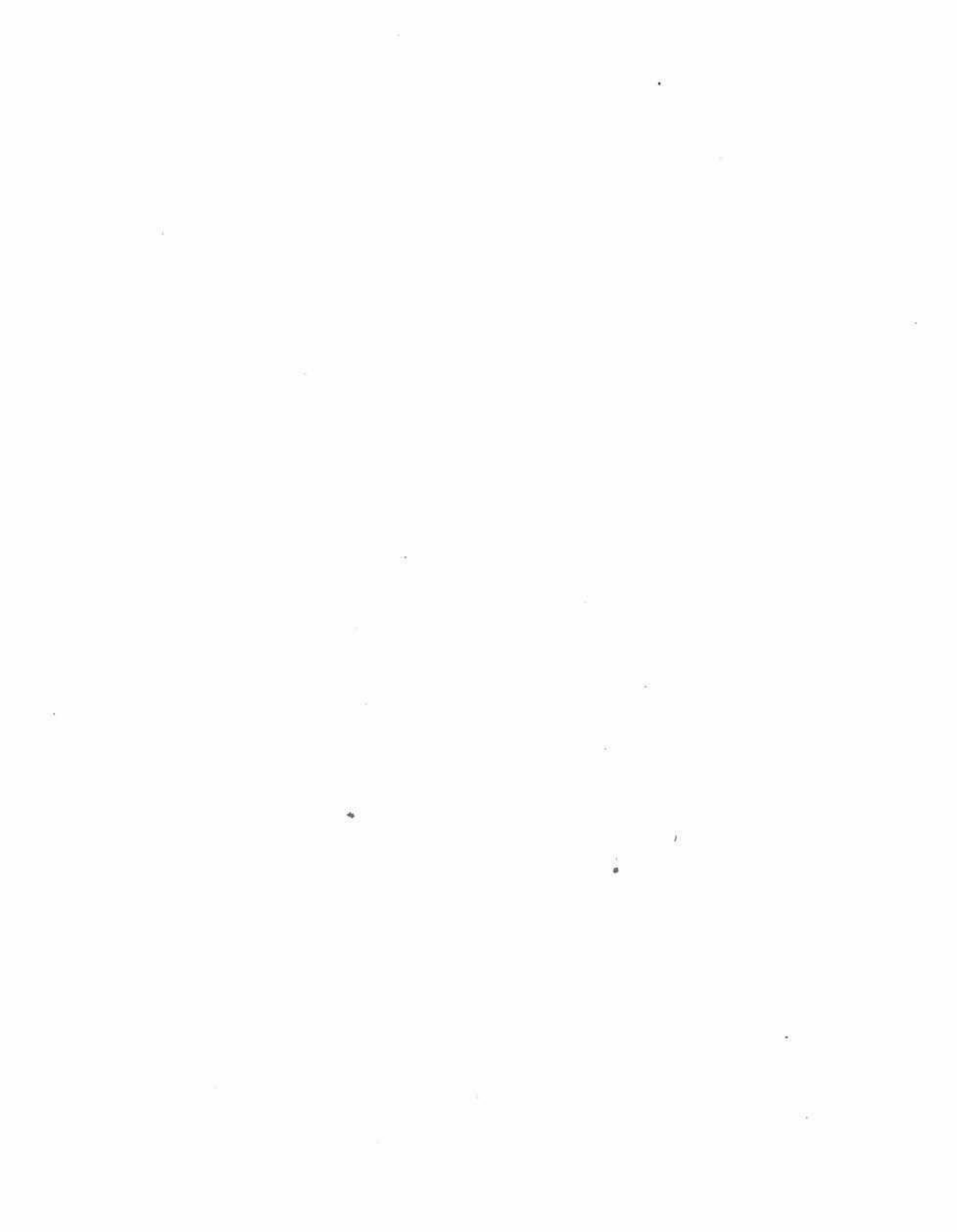
Demandes d'abandon de charte	<i>Applications for Surrender of Charter</i>		
Alamac Realty Corp.	2069	Placements Ager inc. (Les)	2078
Alta Howard Inc.	2069	Placements Delaroche inc. (Les)	2072
Aubin & St-Pierre (Drummondville) inc.	2069	Placements Grapp inc.	2078
Aubin & St-Pierre (Granby) inc.	2070	Placements Juris inc. (Les)	2079
Bestan Holdings Inc.	2070	Placements Valois inc. (Les)	2079
Bolero Holdings Inc.	2070	Producteurs de Patates St-Laurent inc. (Les)	2081
Câble de T.V. Mont-Bruno inc.	2072	Rawdon Lumber & Planing Mill Ltd.	2080
Chic Parisien Ltd.	2072	Real Safe Investment Corp.	2079
Collège André Grasset.	2072	Riviera Bake Shop Ltd. (La)	2079
Compagnie de Téléphone des rangs deux et trois de St-Victor Nord.	2082	St. Michel Farm Inc.	2080
Contex Investment Corp.	2072	St. Moritz Haute Coiffure inc.	2080
Corporation Maki	2071	Sam Rassic Lingerie inc.	2080
Courtemanche Équipement inc.	2073	Stanbud Investments Ltd.	2080
Courtiers d'Assurance de Duvernay inc. (Les)	2073	Superior 5¢ to \$1.00 Store Ltd.	2081
Daveno Upholstering Ltd.	2073	Tranco Enterprises Inc.	2074
Delaroche Investments Inc.	2072	Transport Maritime inc.	2081
Desmarais (G.) Transport inc.	2073	Transport Réal Ménard inc.	2081
Développements de l'Est Ltée (Les)	2082	Wakefield Investment Corp.	2081
Divex Inc.	2073		
Domar Construction Inc.	2073	<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>
Donaldson Enterprises Inc.	2074	Affiliated Factors Corp. (Dir.)	2085
Donaldson (George J.) Inc.	2074	Assurances Bizaillon inc. (Les) (Nom-Name ch.)	2086
Dubé (J.B.) ltée.	2074	Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup (Règl.-By-laws)	2083
Éditions du Cuivre inc. (Les)	2074	Canadian Casket Company Ltd. (Name ch.)	2083
Entreprises Cibec Inc. (Les)	2081	Centre de Réadaptation Lethbridge (Règl.)	2086
Entreprises Tranco inc.	2074	Chevaliers du Lotus d'Or inc. (Les) (Règl.- By-laws)	2083
Entrol Limited.	2075	Chicoutimi Silicon Ltd. (Dir.)	2084
Exquisite Knitting Mills (Canada) Ltd.	2070	Club des Aînés inc. (Règl. By-laws)	2085
G.L. Distributeurs inc.	2071	Compagnie canadienne de cercueil ltée (Nom ch.)	2085
G.L. Distribution Inc.	2071	Corporation Génius ltée (Dir.)	2084
Galerie Artek inc.	2070	Elf Hydrocarbures du Québec ltée (Nom ch.)	2084
Gemini Holdings Ltd.	2071	Elf Québec Hydrocarbure Ltd. (Name ch.)	2084
Gigaire (Albert) Ltée.	2071	Entreprises V. & W. inc. (Les) (Nom-Name ch.)	2083
Goulet (Noël) Sport Co. ltée.	2082	Fabrication Précision inc. (Nom ch.)	2086
Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.	2082	Foyer Sainte-Perpétue-de-l'Islet inc. (Règl.- By-laws)	2086
Hollington Investments Inc.	2075	Génius Corporation Ltd. (Dir.)	2084
Immeubles Montminy inc. (Les)	2075	Hess Associates Inc. (Dir.)	2085
Incorporation & Laboratoire Laennec Ltée	2075	Jolymont inc. (Le) (Règl.-By-laws)	2085
Industrial Leasing Inc.	2076	Lethbridge Rehabilitation Centre (By-laws)	2086
Institut Linguistique Goulet inc.	2083	Modern Motor Sales Limited (Dir.)	2084
Institut linguistique inc.	2076	Precision Crane Service Inc. (Nom-Name ch.)	2083
Jhymra Inc.	2076	Precision Mfg. Inc. (Name ch.)	2086
Kiamika Construction inc.	2077	Provincial Production & Die Inc. (Dir.)	2084
Labbé (Marcel) Automobile inc.	2077	Québec Reman Ltd. (Nom-Name ch.)	2084
Laboratoire Laennec ltée.	2075	Siliciums de Chicoutimi ltée (Les) (Dir.)	2084
Laiterie Baie-des-Chaleurs ltée (La)	2077	Si Services and Supply Corporation (Nom-Name ch.)	2085
Larrivé (Robert) inc.	2077	Société des traducteurs du Québec inc. (Règl.)	2086
Lesage (L.O.) Construction ltée.	2077	Translators' Society of Québec Inc. (By-laws)	2086
M. & A. Floor Covering Ltd.	2077		
Maki Corporation	2071	<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>
Martin Hardware Inc.	2076	Anton Minerals Ltd.	1988
Metropolitan Chemicals Ltd.	2076	Artistic Knitting Mills Ltd.	1988
Mirelis Investments (Québec) Ltd.	2078	Association sportive Gavroche (St Louis de France) inc.	1989
Mordan Realty Inc.	2076	Auxiliary Service Corps of the Order of Malta (Québec)	1989
Motel Deauville inc.	2075		
Norcanda Québec Limited.	2078		
Nuclex International Limited.	2079		
Pedogra Ltd.	2078		
Pedogra ltée.	2078		

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Aventurier gastronomique inc. (L')	1990	Fédération des Sauteurs de Barils du Québec..
B.G.R. Entreprises Ltd.	1990	2022
Barbados House (Montreal) Inc.	1990	2008
Bar-Salon Ty-Coq Volant inc.	1991	2008
Bayport Realities Ltd.	1991	2065
Bonaventure Helicopters Inc. (Correction)	2065	G.E.M. Machine Shop Inc.
Boston Bay Mines Limited	1992	2009
Bottier de Verdun inc. (Le)	1992	2009
Boutique Clovis inc.	1992	2009
Boutiques Darrell inc.	1993	2010
Boutique du meuble de Gatineau ltée (La)	1993	2010
Boutiques Bob et Philippe inc. (Les)	1993	Habitat-rénovations du Grand Montréal inc.
B-Vitrée (1971) inc.	1994	2065
Cadim inc.	1994	Hélicoptères Bonaventure inc. (Correction)
Camping Parc Buissonnette inc.	1995	1991
Campbell Social Club Inc.	1998	Immeubles Bayport ltée (Les)
Center for International Studies of Montreal Inc.	1995	2004
Centre d'aubaines de Longueuil inc.	1995	2004
Centre d'études internationales de Montréal inc.	1995	2005
Centre Plein Air du Mont Lac-Vert, inc.	1996	1988
Centre de plongée sous-marine du Saguenay inc.	1996	2011
Chomedey Metal Inc.	1997	2011
Citadins de Hauterive inc. (Les)	1997	2011
Club Optimiste Clairval de Montréal inc. (Le)	1997	2025
Club Optimiste de St-Antoine (Le)	1998	2012
Club social Campbell inc.	1998	L'Action Communautaire du Centre de Sherbrooke (l'Accents)
Cogec Administration Inc.	1999	2013
Coin du livre central (Québec) limitée (Le)	1999	2013
Communications InfoMedia inc.	2011	2013
Constantineau (Jean-Paul) inc.	1999	2000
Contact Lithography Inc.	2000	2014
Corporation des agents et distributeurs de bière du Québec inc.	2000	2015
Corps de majorettes Les Hirondelles de Bois des Filion	2001	1995
Corps de Service Auxiliaire de l'Ordre de Malte (Québec)	1989	2014
Décor J.C.R.P.M.T. ltée	2001	2015
Delcona ltée	2001	2015
Del-Fran Service Inc.	2002	2015
Diana Pizzeria Inc.	2002	2015
Donali Fashions Inc.	2016	2015
Du-For Scaffolds Inc.	2002	1997
Échaffaudages Du-For inc.	2002	2016
École nationale de hockey inc.	2003	2016
École Québécoise des sports de montagne inc.	2003	2017
Éditions de l'Enclos inc. (Les)	2004	2017
Elcon Realities Ltd.	2004	2017
Elna Realities Ltd.	2004	2017
Elto Realities Ltd.	2005	2017
Entreprises B.G.R. ltée (Les)	1990	2017
Entreprises Dauville inc. (Les)	2005	2017
Entreprises de la rivière Noire inc. (Les)	2006	2017
Entreprises Fe-Ro-Ge inc. (Les)	2006	2017
Entreprises Socade inc. (Les)	2006	2017
Épicerie en gros Métropolitaine inc.	2007	2017
Fonderie de Ste-Julie inc.	2007	2018
		2003
		2065
		2018
		2019
		2019
		2019
		2020
		2020
		2021
		2021
		2021
		2021
		2021
		2022
		2022
		2022
		2023
		2023
		2024
		2024
		2024
		2025



<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Letters Patent supplementary</b>	Ukrainian Social Club Inc. ....	2038
(suite)	(continued)	United World Educational Fund .....	2063
Marbel Construction Inc. ....	2052	Vachon inc. ....	2064
Marco Investment Corp. ....	2052	Vacuum Rebuilders of Montreal, Inc. ....	2064
Marsh Interests Inc. ....	2052	Ville Émard Tire Shop Inc. ....	2063
Mauschel Development Corp. ....	2052	<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
Mercantile Property Corporation .....	2053	Nicholas Hoare Ltd. ....	2087
Mergers and Acquisitions Consultants Limited .....	2053	Nicholas Hoare ltée .....	2087
Meteor-Century Builders Inc. ....	2053	Modern Motor Sales Limited .....	2088
Meunerie Mobile Belhumeur inc. ....	2053	<b>CURATELLE</b>	<b>PUBLIC</b>
Mid-Town Motors Limited .....	2054	<b>PUBLIQUE</b>	<b>CURATORSHIP</b>
Miles for Millions Walk of Greater Montreal Inc. ....	2054	<i>Successions vacantes:</i>	<i>Vacant Estates:</i>
Milton Corporation .....	2054	Lambert, Jean .....	2087
Montreal-North Roofing Ltd. ....	2041	<b>DEMANDES À</b>	<b>APPLICATIONS</b>
Morgan-Schaffer Corporation .....	2054	<b>LA LÉGISLATURE</b>	<b>TO LEGISLATURE</b>
Morris Bros. Tire Distributors Ltd. ....	2055	Caisse de dépôt et placement du Québec .....	2121
Mount St. Patrick Inc. ....	2055	Estate of Patrick Labelle .....	2120
Multico Holdings Corporation .....	2055	Estate of Hector Prévost .....	2121
Multi Metal Inc. ....	2055	Montréal-Est-East, ville-town .....	2121
Nakis Holdings Ltd. ....	2056	Place Dupuis inc. ....	2120
Norfolk Enterprises Co. Ltd. ....	2056	Québec, ville-city .....	2121
Norman Holdings Corporation .....	2056	Québec Deposit and Investment Fund .....	2121
Northern Québec Telephone Inc. ....	2062	Succession Patrick Labelle .....	2120
Pentecostal Benevolent Association of Québec (The) .....	2056	Succession Hector Prévost .....	2121
Perfection (St. Jean) ltée (La) .....	2057	<b>LIQUIDATION DES</b>	<b>WINDING-UP</b>
Placements Al-Vi inc. (Les) .....	2057	<b>COMPAGNIES — Loi de la</b>	<b>ACT</b>
Placements Canacro ltée .....	2057	Association coopératives des pêcheurs de Belle- Isle .....	2116
Portuguese Association of Canada .....	2057	Fishermen's Cooperative Association of Belle- Isle .....	2116
Produits Métalliques Shefford inc. ....	2058	Immeubles Bégin inc. (Les) .....	2115
Publi-Mobile inc. ....	2058	<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTS</b>
Quatre Cent Dix Ouest inc. (Le) .....	2058	<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>
Québecair .....	2058	St-Esprit, munic. (L.P.) .....	2125
R.F. Cream & Company Limited .....	2059	St-Honoré, par. (Unité de regroupement avec- Regroupement unit with, St-Honoré, village)	2141
Ral Holdings Inc. ....	2059	St-Honoré, village (Unité de regroupement, avec-Regroupement unit with, St-Honoré, par.) .....	2141
Rallye Tiers-Monde de Montréal Métropoli- tain inc. ....	2054	<b>Institutions</b>	<b>Financial</b>
Raphael International Inc. ....	2059	<b>financières,</b>	<b>Institutions,</b>
Rousseau (Maurice) & Cie ltée .....	2059	<b>compagnies</b>	<b>Companies</b>
Rousseau (Maurice) & Co. Ltd. ....	2059	<b>et coopératives</b>	<b>and Cooperatives</b>
St. Lawrence Sea Products Co. ....	2060	<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>
Saillant inc. ....	2060	Imperial Insurance Office (Annul.) .....	2124
Scan Microsystems Limited .....	2060	National Fidelity Life Insurance Company (Permission-License) .....	2124
Schouela Bros. Investments Ltd. ....	2061	Pitts compagnie d'assurance (Permis) .....	2123
Service Commercial d'Ordinateur inc. ....	2040	Pitts compagnie d'assurance-vie (Permis) .....	2124
Services d'Air Climatisé & de Chauffage Champlain ltée (Les) .....	2037	Pitts Insurance Company (Licence) .....	2123
Shefford Metal Products Inc. ....	2058	Pitts Life Insurance Company (Licence) .....	2124
Shouedy Development Corp. ....	2061		
6000 Côte des Neiges Corp. ....	2060		
Smith (H.) Transport limitée .....	2061		
Smith (H.) Transport Limited .....	2061		
Société Ro-G-Al inc. ....	2061		
Star Enterprises Inc. ....	2061		
Steven Investment Corp. ....	2062		
Téléphone du Nord de Québec inc. ....	2062		
Terminal Realty & Investment Corporation .....	2062		
Title Sports Inc. ....	2062		
Treitel Enterprises (1971) Ltd. ....	2063		
Triton Motors Ltd. ....	2063		

<b>Régie de l'assurance-maladie du Québec</b>	<b>Québec Health Insurance Board</b>	<b>Bedford</b>	<b>Bedford</b>
Professionnels désengagés et non participants. 2112	Withdrawn or non-participating professionals. 2112	Bank of Montreal (The) vs Rahill Bouchara et al. . . . .	2128
<b>Société d'habitation</b>	<b>Québec Housing</b>	Banque de Montréal (La) vs Rahill Bouchara et al. . . . .	2128
Municipal Housing Bureau of Westmount (L.P.) . . . . .	2118	Machinerie idéale co. vs Macaluso Guiseppe. . . . .	2129
Office municipal d'habitation de Westmount (L.P.) . . . . .	2118	<b>Kamouraska</b>	<b>Kamouraska</b>
Québec, ville-cité (Programme de rénovation-Renewal program) . . . . .	2119	Hudon vs Lévesque . . . . .	2130
<b>PROCLAMATION</b>	<b>PROCLAMATION</b>	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
Convocation de la législature. . . . .	2091	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Building Materials Corp. . . . .	2132
Convocation of the Legislature. . . . .	2091	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Cere. . . . .	2136
<b>SOUMISSIONS —</b>	<b>TENDERS —</b>	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Miller (Erratum) . . . . .	2131
Châteauguay, ville-town . . . . .	2107	Banque provinciale du Canada (La) vs Harvey	2131
Dorval, cité-city . . . . .	2105	Banque Toronto-Dominion (La) vs Raich. . . . .	2134
Lévis, c.s.-s.c. . . . .	2091	C.A.C. Realty Limited vs Azet Realities et al. . . . .	2135
Mont-Laurier, ville-town . . . . .	2095	Central Mortgage and Housing Corp. (The) vs Résidence Richelieu inc. . . . .	2133
North Island, c.s.r.p.-r.p.s.b. . . . .	2109	Dionne vs Spadoni . . . . .	2133
Ste-Anne-de-la-Pocatière, c.s.-s.c. . . . .	2093	Dionne vs Tonelli . . . . .	2134
St-Donat, munic. . . . .	2097	Dumont vs Hervieux . . . . .	2132
Ste-Foy, ville-city . . . . .	2103	Montar Mortgage Corp. et al. vs Zwaig. . . . .	2137
St-Georges-Ouest-West, ville-town . . . . .	2099	Montreal City and District Savings Bank (The) vs Building Material Corp. . . . .	2132
St-Léonard, cité-city . . . . .	2100	Montreal City and District Savings Bank (The) vs Cere . . . . .	2136
<b>SYNDICAT</b>	<b>PROFESSIONAL</b>	Montreal City and District Savings Bank (The) vs Miller (Erratum) . . . . .	2131
<b>PROFESSIONNEL</b>	<b>SYNDICATE</b>	Provincial Bank of Canada (The) vs Harvey. . . . .	2131
Association des ingénieurs de la Northern Electric (Nom ch.) . . . . .	2111	Société centrale d'hypothèques et de logement (La) vs Résidence Richelieu inc. . . . .	2133
Association of Northern Electric Engineers (Name ch.) . . . . .	2111	Toronto-Dominion Bank (The) vs Raich. . . . .	2134
<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	<b>Québec</b>	<b>Québec</b>
<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>	Compagnie d'Assurance sur la vie La Sauvegarde vs Placements immobiliers coopératifs	2139
Vaina & Fereos et al. . . . .	2126	Dion vs Héritiers-Heirs Rodrigue. . . . .	2138
<b>Par Shérifs</b>	<b>By Sheriffs</b>	Rousseau (R.) & Fils ltée vs Daigle et al. . . . .	2138
<b>Beauce</b>	<b>Beauce</b>	Safeguard Life Assurance Company (The) vs Placements immobiliers coopératifs. . . . .	2139
Bergeron vs Gagnon . . . . .	2127	<b>Roberval</b>	<b>Roberval</b>
<b>Beauharnois</b>	<b>Beauharnois</b>	Bonneau et vir vs Morin . . . . .	2139
Laurentienne compagnie d'Assurance (La) vs Gregg Langevin . . . . .	2128	<b>Saint-Hyacinthe</b>	<b>Saint-Hyacinthe</b>
<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>	Cournoyer (Marcel) inc. vs Évrard. . . . .	2140
Dorchester, comté-county . . . . .	2140		











## LOIS ET RÈGLEMENTS

## LAWS AND REGULATIONS

## Arrêtés en conseil

## Orders in Council

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 547-72

Québec, le 22 février 1972

Présent : Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, ch. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 27 février 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié de la façon suivante :

1° L'article I (*Champ d'application industriel*) est remplacé par le suivant :

« I. *Champ d'application industriel* :

A. Le présent décret régit l'industrie de la fabrication ou production complète ou partielle, pour toute personne du sexe féminin, de tout genre ou catégorie de robes, blouses et jupes dépareillées, et tout vêtement analogue y compris entr'autres :

Ensembles, robes, vêtements ou costumes de plage, de bain, de jeux et de sport, pantalons longs, pantalons de ski et couvre-tout de ski pour personnes du sexe féminin, quelle que soit la marque de commerce sous laquelle ils sont connus; blouses, plastrons, couvre-tout, sarraux, robes d'intérieur (brunch coats, dusters), tabliers, kimonos, robes de chambre et uniforme, le tout de quelque modèle et description et fait de matières de toute sortes ou natures que ce soit, naturelles ou artificielles et, sans changer la généralité de ce qui précède, de matières tissées, tricotées, plastiques, synthétiques, en cuir et en feutre, le tout comprenant combinaisons et mélanges de n'importe lesquelles des matières précitées.

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 547-72

Québec, February 22, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree respecting the Dress Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No 3519 of September 24, 1940 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of February 27, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower;

THAT the said Decree No. 3519 be amended as follows :

1. Section I (*Industrial jurisdiction*) is replaced by the following :

“*Industrial Jurisdiction* :

A. The present decree governs the industry of manufacturing or producing completely or partially for all persons of the female sex, all types and styles of dresses, blouses and odd and separate skirts, and all garments analogous thereto and including but not limited to :

Ensembles, gowns, beach clothes, bathing and swimming suits, play clothes, slacks, ski slacks, ski coveralls and trousers made for the female sex, by whatever trade name they may be known; blouses, vests, smocks, hoovers, housecoats (brunch coats, dusters), aprons, kimonos, dressing gowns, and uniforms, the whole of all styles and descriptions and made of material of any kind or nature whatsoever, whether natural or artificial, and without altering the generality of the foregoing, of woven, knitted, plastic, synthetic, leather and felt materials, the whole including combinations or blends of any of the foregoing.

Le décret s'applique également à toute partie ou à tout composant de tels vêtements, fabriqués séparément ou non.

B. Ce décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et détaillants manufacturiers qui fabriquent ou octroient des contrats pour la fabrication, dans leur propre établissement ou ailleurs, de vêtements compris dans le présent champ d'application industriel.

C. Le présent décret ne régit pas :

1) Les effets suivants :

a) Vêtements faits de caoutchouc ou de tissu de caoutchouc;

b) Blousons de ski, coupe-vent, jambières et habits de neige pour enfants, faits de quelque tissu que ce soit;

c) Robes de bain, kimonos et robes de chambre faites de ratine (tissu éponge), édredon ou laine, flanelle ou autre matériel d'une pesanture de huit (8) onces ou plus à la verge carrée;

d) Vêtements pour bébés, enfants et fillettes de toutes descriptions, jusqu'à et y compris l'âge de six (6) ans;

e) Tabliers portés devant soi pour préserver ses vêtements ou servir d'ornements, faits par un employeur qui fabrique exclusivement ces articles dans un même atelier.

2) Le travail fait en dehors de l'atelier et reconnu dans l'industrie comme travail de garnitures (trimmings), et/ou plissé-piqué et broderie;

3) Les vêtements dont la fabrication est assujettie aux décrets numéros 523 du 11 mai 1955 et 711 du 30 avril 1963, dans leur teneur modifiée;

4) Les couturières, costumières qui exécutent exclusivement sur commande dans les locaux de l'employeur, l'ouvrage de tailleur pour des clients particuliers, selon les tailles, mesures ou spécifications individuelles, pourvu que pas plus de cinq (5) personnes, y compris le coupeur, complètent toutes les opérations d'un vêtement, et pourvu que tels vêtements ne soient pas produits pour la revente par les magasins ou par les intermédiaires du marché de gros (jobbers).

D. 1) Quand les effets exempts ci-haut mentionnés ou d'autres effets qui ne sont pas régis par le présent décret sont fabriqués dans le même établissement ou atelier, ou conjointement avec les effets tels que définis, l'employeur doit séparer du reste de sa production la fabrication des effets exempts et des autres effets non visés par le présent décret.

2) Quand dans le même établissement ou atelier, les mêmes employés ou une partie des employés sont obligés de travailler partiellement ou complètement sur les effets exempts ci-haut mentionnés ou sur d'autres effets qui ne sont pas régis par le présent décret ainsi que sur ces effets soumis au présent champ d'application, l'employeur et l'employé doivent tenir un registre du nombre

This decree likewise shall apply to the several parts of any of the aforesaid garments when manufactured in combination or separately as independent items.

B. This decree applies also to all manufacturers, contractors, subcontractors, and manufacturing retailers, who manufacture or let contracts for the manufacture of garments included in the present industrial jurisdiction, in their own establishment or elsewhere.

C. The present decree does not govern :

(1) The following articles :

(a) Garments made of rubber or rubber material;

(b) Ski jackets, windbreakers, children's leggings and snow suits made of any material whatsoever;

(c) Bathrobes, kimonos, and dressing gowns made of terry cloth, eiderdown or wool, flannel or any other material of a weight of 8 ounces or more per square yard;

(d) Infants', kiddies', and girls' wearing apparel of any description up to and including the age of six;

(e) Aprons worn on the fore part of the body to preserve clothing or as ornaments, made by an employer engaged exclusively in the production of same, in the same factory.

(2) Any work done outside the factory and recognized in the industry as trim work (trimmings), and/or pleating, tucking and embroidery;

(3) Garments whose manufacture is governed by Decree No 523 of May 11, 1955 and Decree No 711 of April 30, 1963, and amendments thereto;

(4) Custom dress makers who exclusively make to order on the employer's premises, custom tailoring for identified customers, according to individual sizes, measurements or specifications, provided that no more than five (5) persons, including the cutter, complete all operations of a garment, and provided such garments are not produced for resale through stores or jobbers in the open market.

D. (1) Whenever the above-mentioned exempted products or any other products not governed by the present decree are manufactured in the same plant or factory or jointly with such products as come under the jurisdiction of the present industry as defined, it shall be obligatory upon the employer to segregate and departmentalize from the rest of his production, the manufacture of such exempted products and other products not governed by the present decree.

(2) Whenever in the same plant or factory, the same employees or some of them are required to work either partially or completely upon the above-mentioned exempted products or any other products not governed by the present decree as well as upon those products falling under the present jurisdiction, it shall be obligatory upon both employer and employee to keep a record

exact d'heures, du taux horaire et du taux à la pièce pour travail exécuté et payé quant aux effets non visés par le présent décret et quant aux effets soumis au champ d'application industriel ci-haut mentionné, durant chaque journée et semaine de travail, et de rapporter le tout de la manière décidée par le Comité paritaire chargé d'assurer l'observance du présent décret.

3) Quand un employeur manque, refuse ou néglige de se conformer aux stipulations des deux (2) paragraphes précédents, la production entière de son établissement sera, pour les fins du présent décret, considérée sujette à la juridiction de l'industrie, telle que définie.

*E. Dispositions spéciales applicables aux fabricants de tricot qui fabriquent aussi des vêtements tricotés et à leurs salariés.*

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le présent décret s'applique aussi à tous les employeurs qui exploitent un atelier de tricot et qui fabriquent aussi des vêtements féminins tricotés, tel que définis aux présentes, fabriqués en tout ou en partie au moyen de l'une ou l'autre des opérations décrites dans les métiers définis à l'article III (Définitions des métiers), ou par tout apprenti de l'un desdits métiers.

Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à ces employeurs et à ces ateliers :

1. Les salariés affectés au tricotage des filés de fibre ou tissu et aux opérations consécutives, jusqu'à et y compris le sous-pressage des patrons de base (blanks) ne sont pas assujettis au présent décret.

2. Les opératrices qui assemblent ou finissent les vêtements par le procédé du remallage (looping) ne sont pas assujetties au présent décret.

3. Les salariés qui fabriquent des vêtements entièrement tricotés (full-fashioned) ne sont pas assujettis au présent décret.

4. Tout employeur qui fabrique des vêtements tricotés soumis au champ d'application industriel du présent décret et qui fabrique aussi des vêtements non assujettis à ce décret doit tenir un registre et faire parvenir à la Commission Conjointe de l'industrie de la Robe, le 10 du mois suivant, un rapport de paie, conformément aux dispositions de l'article IX des Règlements spéciaux de la Commission Conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec (Arrêté en conseil 154 du 17 janvier 1961).

Simultanément avec l'envoi du rapport ci-haut mentionné, l'employeur doit aussi transmettre un rapport mensuel classifiant par unité, la quantité de chaque genre de vêtement fabriqué le mois précédent, que les articles soient assujettis ou non au présent décret.

Ces rapports doivent être soumis sur les formules fournies par la Commission Conjointe.

of the exact number of hours, rate per hour or rate per piece worked and paid, with respect to both exempted products and other products not governed by the present decree and with respect to those products falling under the above-mentioned industrial jurisdiction, during each day and week of work, and to make report thereof as provided by the Joint Committee administering the present decree.

(3) Whenever an employer fails, refuses, or neglects to conform to the provisions of the two preceding paragraphs, the entire production of his plant shall, for the purpose of the present decree, be deemed to be subject to the jurisdiction of the industry as defined.

*E. Special provisions governing employers who operate a knitting mill and who engage in the production of knitted garments, and their employees.*

Without limiting the generality of the foregoing, the present decree shall apply also to the employers who operate a knitting mill and who also engage in the production of knitted garments as herein defined, for female persons, when such garments are made in whole or in part by any of the operations described in the crafts defined in section III (Definition of Crafts), or by apprentices in any of the said crafts.

The following provisions apply to these employers and to these plants :

1. Employees engaged in the knitting of fabrics from yarn, and in the consecutive operations up to and including the underpressing of blanks are not governed by the present decree.

2. Looping machine operators employed in joining or finishing parts of knitted garments are not governed by the present decree.

3. Employers engaged in the production of entirely knitted, full fashioned garments are not governed by the present decree.

4. All employers who produce knitted garments falling under the industrial jurisdiction of this decree and likewise produce other garments exempt under the provisions of this decree shall be obliged to keep a register and to file a payroll report with the Joint Commission of the Dress Industry by the 10th of the following month, in accordance with the requirements of Article IX — Special by-laws of the Joint Commission of the Dress Industry, Province of Québec (Order in Council No. 154 of January 17, 1961).

Simultaneously with the filing of the foregoing report, the employer is also obliged to file a monthly report by unit showing the quantities of each class of garment produced in the previous month, whether these articles are governed or not by the present decree.

Such reports shall be made on forms provided by the Joint Commission.

5. S'il est établi que la production des articles compris dans le champ d'application industriel du présent décret fabriqués par un employeur, est inférieure à cinquante pour cent (50%) de sa production entière dans le mois précédent, cet employeur sera exempté du présent décret pour la période couvrant le mois précédent seulement. Cependant, pour n'importe quel mois suivant, s'il est établi que la production des articles compris dans le champ d'application industriel du présent décret, fabriqués par cet employeur, atteint ou dépasse cinquante pour cent (50%), la production entière de cet employeur sera assujettie au présent décret aussi longtemps qu'il continuera de fabriquer des articles assujettis audit décret.

6. L'employeur aura le droit, en tout temps, de séparer sa production d'articles assujettis de celle des articles non assujettis, tel que décrit au paragraphe « D » du présent article.

7. Tout employeur est obligé de maintenir au bureau de son atelier, en tout temps, un registre de sa production par unité, sur une base mensuelle, décrivant clairement chaque article, de façon à ce que l'Administrateur de la Commission Conjointe ou un de ses représentants autorisés puisse en faire la vérification en tout temps.

8. Les lieux et les registres de tout employeur peuvent, en tout temps, être vérifiés par la Commission Conjointe ou un de ses représentants autorisés.

9. S'il est établi que la production des articles compris dans le champ d'application industriel du présent décret par un employeur exempté a augmenté de vingt pour cent (20%) ou plus au cours de deux (2) mois quelconques d'une période de trois (3) mois consécutifs, comparativement à son premier rapport de production par unité, ou si une vérification du registre de cet employeur le démontre, la production entière dudit employeur sera assujettie au présent décret, à moins qu'il ne sépare les articles non assujettis du reste de la production, tel que décrit précédemment.

*Tableau de la semaine de travail régissant les employés des employeurs qui exploitent un atelier de tricot et qui fabriquent des vêtements tricotés.*

10. La semaine de travail sera réduite progressivement et les heures supplémentaires seront calculées et payées d'après le tableau suivant :

- a) Tout travail est prohibé le samedi et le dimanche.
- b) Aucun travail ne doit être exécuté avant huit (8) heures.
- c) Le travail est aussi prohibé pendant l'heure du repas du midi, soit entre midi et 13 h chaque jour ouvrable.

5. If it is established that the employer's production of products falling under the industrial jurisdiction of the present decree is less than 50% of his entire production in the previous month, such employer shall be exempted from the present decree for the period covering the previous month only. However, if in any month thereafter it is established that the employer's production of products falling under the industrial jurisdiction of this decree reaches or is in excess of 50%, the entire production of such employer shall be governed by the provisions of the present decree, and shall so remain, so long as the employer continues to produce any articles governed by the present decree.

6. The employer shall have the right at all times to departmentalize his production as between exempt and non-exempt products, the whole as provided under subsection "D" of the present section.

7. All employers are obliged to maintain unit production records on a monthly basis clearly describing each product, at their office premises at all times and shall remain open to inspection at any time by the Administrator of the Joint Commission or by his duly authorized representatives.

8. The premises and records of all such employers shall at all time be subject to inspection by the Joint Commission and its duly accredited officers.

9. If it is established that an exempted employer's production of articles falling under the industrial jurisdiction of the present decree has increased to the extent of 20% or more in any two months, during any period of three consecutive months, as compared with the initial unit production report, or as an examination of the employer's records may disclose, the entire production of the said employer shall fall under the jurisdiction of the present decree, unless such employer departmentalizes the exempted products from the rest of his production as heretofore described.

*Weekly work schedule governing employees of employers operating a knitting mill and manufacturing knitted garments.*

10. The workweek shall be progressively reduced and overtime hours shall be calculated and paid according to the following schedule :

- (a) All work is prohibited on Saturday and Sunday.
- (b) No work shall be done before 8:00 a.m.
- (c) Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between 12:00 noon and 1:00 p.m. on each working day.

À compter de la date de l'entrée en vigueur jusqu'au 30 avril 1972 From effective date to April 30, 1972		À compter du 1er mai 1972 jusqu'au 31 juillet 1972 From May 1 st, 1972 to July 31, 1972		À compter du 1er août 1972 jusqu'au 31 octobre 1972 From August 1st, 1972 to October 31st, 1972		
Semaine de 42 heures Heures normales 4 hr. work week Regular hours	Heures supplémentaires permises jusqu'à : Overtime permitted to :	Semaine de 40 heures Heures normales 4 hr. work week Regular hours	Heures supplémentaires permises jusqu'à : Overtime permitted to :	Semaine de 38 heures Heures normales 38 hr. work week Regular hours	Heures supplémentaires permises jusqu'à : Overtime permitted to :	
Lundi/Monday	8:00 am à 5:30 pm to	7:30 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm
Mardi/Tuesday	8:00 am à 5:30 pm to	7:30 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm
Mercredi/Wednesday	8:00 am à 5:30 pm to	7:30 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm
Jeudi/Thursday	8:00 am à 5:30 pm to	7:30 pm	8:00 am à 5:00 pm to	7:00 pm	8:00 am à 5:00 pm to	6:00 pm
Vendredi/Friday	8:00 am à 5:30 pm to	-----	8:00 am à 5:00 pm to	-----	8:00 am à 5:00 pm to	-----
À compter du 1er novembre 1972 jusqu'au 31 janvier 1973 From November 1st, 1972 to January 31, 1973		À compter du 1er février 1973 From February 1 st, 1973				
Semaine de 36 heures Heures normales 36 hr. work week Regular hours	Heures supplémentaires permises jusqu'à : Overtime permitted to:	Semaine de 35 heures Heures normales 35 hr. work week Regular hours	Heures supplémentaires permises jusqu'à : Overtime permitted to:			
Lundi/Monday	8:00 am à 4:30 pm to	6:30 pm	8:00 am à 4:00 pm to	6:00 pm		
Mardi/Tuesday	8:00 am à 4:30 pm to	6:30 pm	8:00 am à 4:00 pm to	6:00 pm		
Mercredi/Wednesday	8:00 am à 4:30 pm to	6:00 pm	8:00 am à 4:00 pm to	6:00 pm		
Jeudi/Thursday	8:00 am à 4:30 pm to	6:00 pm	8:00 am à 4:00 pm to	6:00 pm		
Vendredi/Friday	8:00 am à 4:30 pm to	-----	8:00 am à 4:00 pm to	-----		

11. *Heures supplémentaires* : Un maximum de huit (8) heures supplémentaires est permis chaque semaine, pendant les quatre (4) premiers jours, pour autant que ce travail supplémentaire n'excède pas deux (2) heures par jour de travail à l'intérieur de l'horaire prévu à cette fin dans le décret.

*Rémunération pour travail supplémentaire* : Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%).

12. *Équipe de nuit* : Toute employeur qui à la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification opère un atelier au moyen d'une équipe de jour et d'une équipe de nuit aura le droit de continuer selon le même système, mais aux conditions suivantes :

i. Tout travail de l'équipe de nuit devra cesser à minuit.

ii. Les employés de l'équipe de nuit ne devront pas travailler plus de trente-cinq (35) heures par semaine et aucun travail ne sera fait la nuit du samedi ni la nuit du dimanche.

iii. Les employés ont droit à une heure pour le repas, de 20 h à 21 h.

iv. Les employés de l'équipe de jour ne devront pas travailler avec l'équipe de nuit.

v. Une fois l'équipe de nuit discontinuée pour une période de trois (3) mois, elle ne pourra plus être recommencée.

13. L'employeur lié par une convention collective peut observer comme jours fériés payés des jours autres que ceux mentionnés à l'article XV-A, pourvu qu'il en accorde et paye au moins huit (8) par année à ses salariés et qu'il en indique les noms par écrit à la Commission Conjointe de l'industrie de la Robe.

Toutefois, toutes les autres dispositions dudit article XV-A s'appliquent dans un tel cas.

14. L'empileur a droit au taux horaire minimum de salaire de l'examineur.

Un « empileur » est un salarié qui place les patrons de base (Blanks) un par-dessus l'autre avant de les remettre au coupeur.

Un « patron de base » (Blank) est une partie tricotée d'un vêtement ayant au moins une lisière finie, produite à l'unité ou en série, et devant être coupée et assemblée pour former le vêtement.

15. *Compensation pour la réduction des heures de travail* : Tous les salariés, y compris les apprentis, doivent recevoir une augmentation de salaire, en compensation de la réduction de la semaine de travail, aux conditions suivantes :

a) *Salariés rémunérés sur une base de temps* : Tous les salariés rémunérés à l'heure doivent recevoir une augmentation, en plus de leur taux horaire de salaire, calculée sur les taux individuels en vigueur à chacune des dates indiquées et pour les périodes déterminées ci-après :

11. *Overtime hours* : A total not exceeding eight (8) hours of overtime shall be permitted in each week during the first four (4) working days thereof, provided that such overtime does not exceed two (2) hours in any one working day within the schedule of working hours provided for this purpose in the decree.

*Payment of overtime* : Overtime work shall be remunerated at the rate of time and one half.

12. *Night shift* : All such employers who on the effective date of this amendment operate a plant on a day shift and night shift basis may continue to operate on the said basis, but under the following conditions :

i. All work in the night shift shall be discontinued at midnight.

ii. Night shift employees may not work more than 35 hours in any one week and no work shall be done on Saturday or Sunday night.

iii. Employees are entitled to one hour for lunch from 8:00 p.m. to 9:00 p.m.

iv. Day shift employees must not be employed on the night shift.

v. Once the night shift is discontinued for a three (3) month period, it may not be recommenced.

13. The employer bound by a collective agreement is not obliged to observe exclusively the holidays mentioned in section XV-A, on condition that he grant at least eight (8) holidays with pay to his employees each year and he must indicate in writing the holidays he is observing to the Joint Commission of the dress Industry.

However, all other provisions of the said section XV-A are applicable in such a case.

14. The craft of piler shall receive the minimum rate set for the craft of examiner.

A "Piler" is an employee who lays blanks one upon the other before giving them to the cutter.

A "Blank" is a knitted part of a garment with at least one finished edge, produced singly or in multiples, destined to be cut and joined into a finished garment.

15. *Compensation for the reduction in working hours* : All employees, including apprentices, shall receive an increase in pay in order to compensate them for the reduction of the work week on the following conditions :

(a) *Time workers* : All employees paid by the hour shall receive an increase in pay in addition to their hourly wage rate, calculated on the individual rates in force on each of the dates indicated and for the following established periods :

<i>Augmentation (en pourcentage)</i>	<i>Période</i>	<i>Date de calcul du pourcentage sur le salaire effectif</i>	<i>Percentage Increases</i>	<i>Period</i>	<i>Dates for calculating percentage on actual salary</i>
5%	du 1er mai 1972 au 31 juillet 1972	1er mai 1972	5%	From May 1, 1972 to July 31, 1972	May 1, 1972
5.27%	du 1er août 1972 au 31 octobre 1972	1er août 1972	5.27%	From August 1, 1972 to October 1, 1972	August 1, 1972
5.55%	du 1er novembre 1972 au 31 janvier 1973	1er novembre 1972	5.55%	From November 1, 1972 to January 31, 1973	November 1, 1972
2.86%	à compter du 1er février 1973	1er février 1973	2.86%	Effective February 1, 1973	February 1, 1973

*b) Travailleurs à la pièce* : Tous les salariés, y compris les apprentis, travaillant et rémunérés à la pièce doivent recevoir une augmentation sous forme de boni de vie chère, en outre de leurs taux unitaires ou de leurs salaires à la pièce, comme suit :

*(b) Piece workers* : All employees, including apprentices, paid on a piece-work basis shall be paid an increase in the form of a cost-of-living bonus in addition to and over and above their unit rates or their actual piece-work earnings, as follows :

<i>Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent décret de modification jusqu'au 30 avril 1972</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er mai 1972 au 31 juillet 1972</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1972 au 31 octobre 1972</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er novembre 1972 au 31 janvier 1973</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er février 1973</i>
<i>Cost-of-living bonus payable from the coming into force of the present amendment until April 30, 1972</i>	<i>Cost-of-living bonus payable from May 1st, 1972 to July 31, 1972</i>	<i>Cost-of-living bonus payable from August 1st, 1972 to October 31, 1972</i>	<i>Cost-of-living bonus payable from November 1st, 1972 to January 31, 1973</i>	<i>Cost-of-living bonus payable from February 1, 1973</i>
<i>l'heure Per hour</i>	<i>l'heure Per hour</i>	<i>l'heure Per hour</i>	<i>l'heure Per hour</i>	<i>l'heure Per hour</i>

*Métiers — Crafts :*

Tous les couseurs à la machinè (opérateurs), y compris le travail de section; les apprentis-couseurs à la machine, y compris le travail de section, rémunérés à la pièce / All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis	\$0.951	\$1.049	\$1.154	\$1.267	\$1.333
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce / All finishers paid on a piece-work basis	0.917	0.968	1.068	1.163	1.253
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce / All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.897	0.944	1.037	1.125	1.208
Tous les plieurs et les manoeuvres rémunérés à la pièce — All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.856	0.904	0.997	1.085	1.168
Tous les presseurs rémunérés à la pièce / All male pressers paid on a piece-work basis	1.128	1.212	1.375	1.53	1.677
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce / All female pressers paid on a piece-work basis	1.074	1.149	1.294	1.432	1.563
Tous les aides-presseurs et aides-presseuses rémunérés à la pièce / All assistant pressers paid on a piece-work basis	1.136	1.188	1.291	1.389	1.482
Tous les couseurs (opérateurs) / machines spéciales rémunérés à la pièce / All special machine operators paid on a piece-work basis	0.878	0.931	1.034	1.132	1.225
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce / All other apprentices paid on a piece-work basis	0.829	0.876	0.968	1.055	1.137

c) *Vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement* : Cependant, dans le cas des salariés travaillant à la pièce pour un manufacturier visé par l'article IX-A-2 du présent décret, les taux mentionnés au tableau précédent sont réduits de trois cents et demi (\$0.03½), pour chaque métier et chaque période.

d) Les employeurs qui exploitaient une partie ou section de leur atelier sur une base de travail à la pièce, avant l'entrée en vigueur du présent décret de modification, peuvent réviser leurs taux actuels de travail à la pièce, en considération du boni de vie chère prévu au présent sous-paragraphe.

Dans tous les cas, cependant, le salaire global de leurs salariés ne doit pas être inférieur aux taux minimaux que le décret détermine pour leur métier respectif.

e) Les augmentations générales prévues aux articles IX-A-1 et IX-A-2 du décret pour le 1er juin 1972 ne s'appliquent pas aux salariés visés par les présentes dispositions spéciales.

16. Dans tous les cas, la production est établie en déterminant la quantité et le genre de vêtements, lors de la coupe des pièces.

17. Sauf et excepté les modifications ci-incluses, en ce qui concerne les ateliers de fabricants de tricot et aussi à ceux qui fabriquent des vêtements de tricot en entier ou en partie, toutes les dispositions du décret s'appliquent. »

2° Le présent décret de modification entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

44847-0

(c) *Garments for girls aged 7 to 14 inclusively* : However, in the case of employees working on a piece-work basis for a manufacturer governed by section IX-A-2 of the present decree, the rates shown in the preceding table are reduced by three and one half cents (\$0.03½), for each craft and each period.

(d) The employers who operate a part or section of their plant on a piece-work basis prior to the coming into force of this amendment may adjust their existing piece-work rates to take into account the cost-of-living bonus provided in the present subsection.

In all cases therefore, the total wage of their employees shall not be inferior to the minimum rate that the decree provides for their respective craft.

(e) The general increases provided in sections IX-A-1 and IX-A-2 of the Decree for June 1, 1972 do not apply to employees governed by the present special provisions.

16. In each case, production is established by determining the quantity and class of garments cut.

17. Excepting the amendments here included, with respect to the plants of knitting mills and also to those who manufacture knitted garments in whole or in part, the provisions of the decree apply."

2. The present amendment shall enter into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

44847-0

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 445-72

Québec, le 16 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la Rivière Port-Daniel.

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche de la rivière Port-Daniel a été créée par l'arrêté en conseil numéro 705 du 19 mai 1948 et agrandie par les arrêtés en conseil numéro 1389 du 23 décembre 1953 et numéro 1253 du 17 décembre 1954;

ATTENDU QUE trois (3) lots inclus dans le territoire de la dite réserve ont été concédés et comme conséquence, il y a lieu de distraire du territoire de la réserve ces dits lots;

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 445-72

Québec, February 16, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Port-Daniel river fish and game reserve.

WHEREAS the Port-Daniel river fish and game reserve was created by Order in Council no. 705, dated May 19, 1948, and enlarged by Orders in Council nos. 1389, dated December 23, 1953, and 1253, dated December 17, 1954;

WHEREAS a concession of three (3) lots in the said territory having been granted, the said lots must be accepted and withdrawn from the Port-Daniel river reserve;

ATTENDU QUE le paragraphe *r*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune, tel qu'amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche :

QUE le territoire de la réserve de chasse et de pêche de la rivière Port-Daniel se décrive à l'avenir comme suit :

1° La rivière Port-Daniel Nord dans le comté de Bonaventure ainsi qu'une bande de terre de trois chaînes de largeur de chaque côté de ladite rivière, de sa source jusqu'à la ligne latérale entre les lots 25 et 26 du rang VI de l'arpentage original du canton Port-Daniel;

2° La partie des rangs VIII à XV inclusivement du canton Port-Daniel, située à l'est de la rivière Port-Daniel Nord moins les lots 28, 29 et 30 du rang VI dudit canton;

3° Le territoire suivant dans le canton Newport, comté de Gaspé-Est : la moitié sud du lot 1, rang XIII; les lots 1 à 5 inclusivement et la moitié sud du lot 6 dans le rang XII; les lots 1 à 6 inclusivement dans le rang XI.

QUE soient abrogés l'arrêté en conseil numéro 1389 du 23 décembre 1953, de même que le premier paragraphe de l'arrêté en conseil 1253 du 17 décembre 1954 commençant par les mots « Que la moitié sud du lot 1 »...

QUE l'arrêté en conseil numéro 705, en date du 19 mai 1948, concernant la création de la réserve de chasse et de pêche de la rivière Port-Daniel, soit modifié en conséquence.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le Greffier du Conseil exécutif.*  
JULIEN CHOUINARD.

44848-o

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 439-72

Québec, le 16 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement de certains services assurés aux malades traités en dehors de la province.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7, paragraphe *b*) de la Loi de l'assurance-hospitalisation (S.R.Q. 1964, ch. 163), le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlements déterminer les services assurés à être fournis aux résidents de la province;

ATTENDU QU'il y aurait avantage à augmenter les bénéfices prévus à la Loi de l'assurance-hospitalisation pour les services externes que peuvent requérir les résidents de cette province dans un hôpital situé en dehors du Québec;

WHEREAS paragraph *(r)* of section 77 of the Wild-Life Conservation Act, amended by Bill 53, sanctioned June 30, 1971, provides that the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and game reserves;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game :

THAT the territory of the Port-Daniel river fish and game reserve henceforth be described as follows :

1. The Port-Daniel Nord river in the county of Bonaventure, including a strip of land three chains in width on both sides of the said river, from its source to the side line between lots 25 and 26 of range VI according to the original survey of the township of Port Daniel.

2. Those parts of ranges VIII to XV inclusive, of the township of Port Daniel, situate to the east of the Port-Daniel Nord river, excepting lots 28, 29 and 30 of range VI of the said township;

3. The following territory in the township of Newport, county of Gaspé-East : the southern half of lot 1, range XIII; lots 1 to 5 inclusive, and the southern half of lot 6 in range XII; lots 1 to 6 inclusive, in range XI.

THAT Order in Council No. 1389, dated December 23, 1953, and also the first paragraph of Order in Council No. 1253, dated December 17, 1954, beginning with the words "That the southern half of lot 1...", be revoked.

THAT Order in Council No. 705, dated May 19, 1948, concerning the creation of the Port-Daniel river fish and game reserve, be amended therefore.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

44848-o

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 439-72

Québec, February 16, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the payment for certain insured services to patients treated outside the Province.

WHEREAS under section 7, paragraph *(b)*, of the Hospital Insurance Act (R.S.Q. 1964, ch. 163), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, define the insured services to be furnished to residents of the Province;

WHEREAS it would be expedient to increase the benefits provided under the Hospital Insurance Act for out-patient services which might be required by any resident of the province of Québec in a hospital outside the Province;

ATTENDU QU'à cette fin l'article 12 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation doit être abrogé et remplacé.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE l'article 12 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation soit abrogé et remplacé par le suivant:

12- Le ministre n'effectue aucun paiement pour des services externes reçus en dehors de la province par une personne assurée sauf si les services sont des soins d'urgence reçus dans un hôpital au Canada, dans les 24 heures d'un accident.

Si des services externes sont reçus par une personne assurée dans un hôpital situé hors du Québec mais à l'intérieur du Canada et qui a signé un contrat avec le ministre, celui-ci paie pour les services suivant les taux et modalités prévus au contrat.

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le Greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

44849-o

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 501-72

Québec, le 22 février 1972

Présent : Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au tarif d'honoraires d'enregistrement dans les bureaux d'enregistrement où les régistrateurs sont à traitement fixe.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de la Loi des bureaux d'enregistrement (S.R.Q., 1964, ch. 319) il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des tarifs des honoraires que doivent recevoir les régistrateurs pour les divers services rendus par eux et aussi de les modifier;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a fait un tel tarif d'honoraires en date du 18 août 1971, par l'arrêté en conseil numéro 2904 et qu'il y a maintenant lieu de le modifier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice :

QUE les modifications suivantes soient apportées au tarif d'honoraires d'enregistrement dans les bureaux d'enregistrement où les régistrateurs sont à traitement fixe adopté en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2904, en date du 18 août 1971.

1. L'article II dudit tarif d'honoraires est modifié :

a) En remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « tous les actes » par les mots « tout acte ou tout document »;

WHEREAS, for such purpose, section 12 of the Regulations under the Hospital Insurance Act must be revoked and replaced.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT section 12 of the Regulations under the Hospital Insurance Act be revoked and replaced by the following:

12- The Minister shall not make payments in respect of the cost of out-patient services received outside the Province by an insured person, with the exception of emergency care received in a hospital in Canada within 24 hours of an accident.

If the out-patient services are received by an insured person in a hospital outside Québec but in Canada, who has signed a contract with the Minister, the latter shall pay the cost of such services in accordance with the terms of the contract.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

44849-o

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 501-72

Québec, February 22, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the tariff of registration fees for those registry offices in which the registrars are paid a fixed salary.

WHEREAS under section 38 of the Registry Office Act (R.S.Q. 1964, ch. 319), the Lieutenant-Governor in Council may make tariffs of fees to be taken by registrars for the several services and duties to be performed by them, and may also amend such tariffs;

WHEREAS by Order in Council No. 2904, dated August 18, 1971, the Lieutenant-Governor in Council made such a tariff of fees and it is now deemed expedient to amend the said tariff;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice :

THAT the following amendments be made to the tariff of registration fees for those registration offices in which the registrars are paid a fixed salary, the said tariff enacted by Order in Council No. 2904, dated August 18, 1971.

1. Article II is amended by :

(a) Replacing, in the first line of the first paragraph, the words "all deeds" by the words "any deed or document";

b) En insérant, dans la première ligne du paragraphe 5, après les mots « pour tout acte », les mots « ou document », et en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « les actes » par le mot « ceux »;

c) En remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe « C » du paragraphe 5, les mots « toute hypothèque » par les mots « tout privilège ou toute hypothèque »;

2. L'article VI dudit tarif d'honoraires est remplacé par le suivant :

« VI. Pour tout autre certificat à l'égard de matières soumises au contrôle de l'Assemblée nationale, non prévu dans le présent tarif et sauf les cas où la loi prévoit expressément qu'aucuns honoraires ne soient perçus ou que des honoraires déterminés soient perçus, des honoraires de \$3.00 sont exigibles »;

3. L'article VIII dudit tarif d'honoraires est remplacé par le suivant :

« VIII. Pour les avis de mutation, les seuls honoraires exigibles sont de \$1.00 pour chaque mutation de propriété »;

4. Ledit tarif d'honoraires est modifié en ajoutant, après l'article VIII, le suivant :

« IX. Le ministère du Revenu du Québec est exempté de tous honoraires pour quelque service que ce soit ».

QUE ledit arrêté soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et ait son effet un mois à compter du jour de sa publication.

*Le Greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

44851-0

(b) Inserting, in the first line of sub-section 5, after the words "For deeds" the words "or documents" and, in the fourth line, by replacing the words "the deeds" by the word "those";

(c) By inserting in the second line of paragraph (c) of sub-section (5), after the word "any" the words "privilege or";

2. Article VI is replaced by the following :

"VI. For any other certificate given in matters subject to the authority of the National Assembly for which no tariff is provided herein, and excepting those cases in which the law expressly provides that no fees are payable or that certain fixed fees are payable, a fee of \$3.00 shall be payable."

3. Article VIII is replaced by the following :

"VIII. For notices of property transfers, the only fee payable shall be \$1.00 for each property transfer."

4. The said tariff of fees is amended by adding, after Article VIII, the following :

"IX. The Department of Revenue of the province of Québec shall be exempt from all fees for each and any of its services."

THAT the said Order in Council be published in the *Québec Official Gazette* and come into force one month after the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

44851-0

## Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

## Department (s) Labour and Manpower

### Avis de modification

#### *Automobile — Cantons de l'Est*

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke rendue obligatoire par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

### Notice of Amendment

#### *Automobile — Eastern Townships*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower, the Honourable Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Automobile Industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke regions rendered obligatory by Decree No. 1982 of June 1, 1971 and amendments, have petitioned him to submit for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

1° Remplacer l'article 5.00 par le suivant:

Article 5.00: *Durée du travail et horaires:*

5.01 *Compagnons, apprentis, préposés aux pièces, commissaires, démonteurs.*

La semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures et s'étend du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est d'un minimum et d'un maximum de neuf (9) heures étalées entre 7½ H. et 18 H. avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

Nonobstant ce qui précède, si l'employeur n'a pas besoin des services d'un (1) ou de plusieurs de ses salariés, le lendemain ou le prochain jour ouvrable, il doit les avertir au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail. Tout salarié n'ayant pas reçu un tel avertissement et qui se présente au travail à l'heure habituelle sans avoir été prévenu du contraire a droit à une indemnité égale à une (1) journée normale (9 heures), s'il est renvoyé chez lui immédiatement ou durant la journée.

Si un salarié quitte son travail avant la fin de la journée normale ou arrive en retard, l'indemnité de présence est diminuée proportionnellement de la durée de l'absence.

Tout travail exécuté en dehors des heures normales de la journée ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

Tout travail exécuté par le salarié le dimanche entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal.

Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal en plus du paiement de la fête, s'il y a lieu.

Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectivement payé.

Tout travail exécuté à la demande de l'employeur après les heures normales de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal. Cependant, le salarié, à moins de se faire remplacer, est tenu de terminer un travail déjà commencé si ce travail peut se terminer dans un délai de quinze (15) minutes.

Tout travail exécuté par un salarié durant son premier (1er) jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

Tout travail exécuté par un salarié durant son deuxième (2e) jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal.

#### 5.02 *Préposés au service*

Dans les garages faisant également le travail des préposés au service, les heures de travail des préposés au service sont les suivantes:

La semaine normale de travail est de quarante-huit (48) heures réparties sur cinq jours et demi (5½) du lundi

1- Section 5.00 is replaced by the following:

Section 5.00 *Standard Working Hours and Schedules:*  
5.01 *Journeymen, apprentices, parts men, messengers, and wrecking mechanics*

The standard working week consists of forty-five (45) working hours scheduled Monday through Friday inclusively.

The standard working day consists of a minimum and a maximum of nine (9) hours scheduled between 7.30 hours and 18.00 hours with one (1) hour off for the noon meal.

Notwithstanding the foregoing, should the employer not require the services of one or more employees for the following day or for the next working day, he shall advise such employee(s) by at least the end of the present standard working day. Any employee who has not been advised as mentioned above, and who reports in to work at the usual time shall be paid the equivalent of one (1) standard day's work (9 hours), if he is sent back home immediately or at any time during the day.

When an employee leaves work before quitting time or is late for work, his work guarantee shall be decreased accordingly.

Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

Double time shall be paid for work performed by an employee on Sunday.

Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay (if the employee is entitled thereto) shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

Calculation of overtime rates shall be based on actual wage rates.

Time and a half shall be paid for any work performed after standard working hours at the request of the employer. However, unless he finds someone to replace him, the employee shall have to complete any work already begun, if such work may be completed within a fifteen (15) minute delay.

Time and a half shall be paid for any work performed by the employee on the first day of his weekly holiday.

Double time shall be paid for any work performed by the employee on the second day of his weekly holiday.

#### 5.02 *Servicemen:*

In garages carrying out the work of servicemen, standard working hours for servicemen shall be as follows:

The standard working week consists of forty-eight (48) hours scheduled over five and one half (5½) days

au samedi midi. Les heures de la journée normale de travail s'étendent entre 7 H. et 18 H. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et entre 7 H. et 12 H. le samedi.

La journée normale de travail est d'un minimum et d'un maximum de neuf (9) heures pour les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et d'un minimum et d'un maximum de trois (3) heures pour le samedi.

Nonobstant ce qui précède, si l'employeur n'a pas besoin des services d'un (1) ou de plusieurs de ses salariés, le lendemain ou le prochain jour ouvrable, il doit les avertir au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail. Tout salarié n'ayant pas reçu un tel avertissement et qui se présente au travail à l'heure habituelle, sans avoir été prévenu du contraire, a droit à une indemnité égale à une (1) journée normale (9 heures ou 3 heures, selon le cas), s'il est renvoyé chez lui immédiatement ou durant la journée.

Si un salarié quitte son travail avant la fin de la journée normale ou arrive en retard, l'indemnité de présence est diminuée proportionnellement de la durée de l'absence.

Tout travail exécuté en dehors des heures normales de la journée ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal en plus du paiement de la fête, s'il y a lieu.

Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectivement payé.

### 5.03 Deuxième équipe

Nonobstant les heures normales de travail déterminées précédemment par 5.01 et 5.02, l'employeur peut organiser une deuxième (2e) équipe comprenant des compagnons, apprentis, préposés aux pièces et autres salariés nécessaires. Dans tel cas, la durée normale quotidienne de travail de la deuxième (2e) équipe est d'un minimum et d'un maximum de neuf (9) heures étalées entre 13 H. et 4 H. du lundi au vendredi inclusivement.

Nonobstant ce qui précède, si l'employeur n'a pas besoin des services d'un (1) ou de plusieurs de ses salariés, le lendemain ou le prochain jour ouvrable, il doit les avertir au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail. Tout salarié n'ayant pas reçu un tel avertissement et qui se présente au travail à l'heure habituelle sans avoir été prévenu du contraire a droit à une indemnité égale à une (1) journée normale (9 heures) s'il est renvoyé chez lui immédiatement ou durant la durée normale quotidienne de travail.

Si un salarié quitte son travail avant la fin de la journée normale ou arrive en retard, l'indemnité de présence est diminuée proportionnellement de la durée de l'absence.

from Monday to Saturday noon. Standard working hours in a standard working day are scheduled between 7:00 hours and 18:00 hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and between 7:00 hours and 12:00 hours on Saturday.

The standard working day consists of a minimum and a maximum of nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, and a minimum and a maximum of three (3) hours on Saturday.

Notwithstanding the foregoing, should the employer not require the services of one (1) or more employees for the following day or for the next working day, he shall advise such employee(s) by at least the end of the present standard working day. Any employee who has not been advised as mentioned above, and who reports in to work at the usual time, shall be paid the equivalent of one (1) standard day's work (9 hours or 3 hours, as the case may be), if he is sent back home immediately or at any time during the day.

When an employee leaves work before quitting time or is late for work, his work guarantee shall be decreased accordingly.

Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay (if the employee is entitled thereto) shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

Calculation of overtime rates shall be based on actual wage rates.

### 5.03 Second Shift

Notwithstanding the standard working hours established before by 5.01 and 5.02 the employer may organize a second (2nd) shift for journeymen, apprentices, parts men and other necessary employees. In such case, the standard working day of the second (2nd) shift consists of a minimum and a maximum of nine (9) hours scheduled between 13:00 hours and 4:00 hours from Monday through Friday inclusively.

Notwithstanding the foregoing, should the employer not require the services of one (1) or more employees for the following day or for the next working day, he shall advise such employee(s) by at least the end of the present standard working day. Any employee who has not been advised as mentioned above, and who reports in to work at the usual time shall be paid the equivalent of one (1) standard day's work (9 hours), if he is sent back home immediately or at any time during the day.

When an employer leaves work before quitting time or is late for work, his work guarantee shall be decreased accordingly.

Une période de repas sans rémunération peut être fixée par entente entre les parties et varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

Tout salarié faisant partie d'une deuxième (2e) équipe a droit à une prime de dix pour cent (10%) de son salaire effectif.

Cependant, la prime de dix pour cent (10%) de la deuxième (2e) équipe ne s'applique qu'aux heures de travail effectuées à compter de 18 H. pour les salariés de la cité de Thetford Mines et toutes les municipalités situées, en tout ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, y compris Saint-Évariste, La Guadeloupe, Saint-Méthode, ainsi que pour ceux du district électoral de Wolfe.

Tout travail exécuté en dehors des heures normales de la journée ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

Tout travail exécuté par le salarié le dimanche entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal.

Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal en plus du paiement de la fête s'il y a lieu.

Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectivement payé.

#### 5.04 *Préposés aux stations-service :*

La semaine normale de travail des préposés aux stations-service est de quarante-huit (48) heures réparties du dimanche au samedi inclusivement.

Dans une semaine normale de travail, il y a deux (2) journées normales d'un minimum et d'un maximum de neuf (9) heures et trois (3) journées normales d'un minimum et d'un maximum de dix (10) heures réparties de la façon suivante:

La journée normale s'établit entre 7 H. et 18 H. avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

Dans le cas d'une deuxième (2e) équipe, tout préposé aux stations-service qui fait partie d'une équipe qui termine après 18 H. bénéficie d'une prime de dix pour cent (10%) pour toutes les heures effectuées après 18 H.

Dans tout établissement où il y a d'un (1) à trois (3) salariés travaillant à temps plein, il est permis d'avoir deux (2) salariés à temps partiel.

Dans tout établissement où il y a quatre (4) à sept (7) salariés travaillant à temps plein, il est permis d'avoir trois (3) salariés à temps partiel.

Dans tout établissement où il y a huit (8) salariés et plus travaillant à temps plein, il est permis d'avoir quatre (4) salariés à temps partiel.

Tout salarié à temps partiel doit être rémunéré pour un minimum de trois (3) heures chaque fois qu'il est demandé pour travailler.

Meal time off without pay may be arranged by mutual agreement between the parties, and shall last between one-half (½) hour and one (1) full hour.

Every employee working on a second (2nd) shift shall be entitled to a premium equivalent to ten percent (10%) of his regular rate.

However, the ten percent (10%) differential of the second (2nd) shift shall only apply to hours worked from 18:00 hours for the employees of the city of Thetford Mines and of all municipalities entirely or partly located within a 10-mile radius from its limits including Saint-Évariste, La Guadeloupe, Saint-Méthode as well as for those of the electoral district of Wolfe.

Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

Double time shall be paid for any work performed by the employee on Sunday.

Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay (if the employee is entitled thereto) shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

Calculation of overtime rates shall be based on actual wage rates.

#### 5.04 *Service station attendants:*

The standard working week of service station attendants shall consist of forty-eight (48) hours scheduled Sunday to Saturday inclusively.

In a standard working week, there are two (2) standard working days of a minimum and a maximum of nine (9) hours and three (3) standard working days of a minimum and a maximum of ten (10) hours scheduled as follows:

The standard working day is scheduled between 7:00 hours and 18:00 hours with one (1) hour off for the noon meal.

In the case of a second (2nd) shift, any service station attendant working on a shift that ends after 18:00 hours shall receive a ten percent (10%) differential for all the hours worked after 18:00 hours.

Any establishment employing from one (1) to three (3) full-time employees shall be allowed to have two (2) part-time employees.

Any establishment employing from four (4) to seven (7) full-time employees shall be allowed to have three (3) part-time employees.

Any establishment employing eight (8) full-time employees or more shall be allowed to have four (4) part-time employees.

Any part-time employee called in to work shall be guaranteed at least three (3) hours pay each time he is called in to work.

Tout salarié à temps partiel doit être rémunéré au minimum le taux de son certificat, plus dix pour cent (10%).

Tout préposé aux stations-service a droit, à l'intérieur d'une semaine de calendrier, à deux (2) jours de congé.

Le travail est organisé sur une base rotative.

L'employeur ne peut réduire le nombre d'heures de la semaine normale de travail qui est de quarante-huit (48) heures, à moins d'accorder une compensation pécuniaire équivalente à ses salariés.

Nonobstant les paragraphes précédents, si l'employeur n'a pas besoin des services d'un (1) ou de plusieurs de ses salariés, le lendemain ou le prochain jour ouvrable, il doit les avertir au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail. Tout salarié n'ayant pas reçu un tel avertissement et qui se présente au travail à l'heure habituelle sans avoir été prévenu du contraire a droit à une indemnité égale à une journée normale de travail de neuf (9) heures ou de dix (10) heures, selon le cas, s'il est renvoyé chez lui, immédiatement ou durant la journée.

Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures ou dix (10) heures par jour selon le cas, entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%).

Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal en plus du paiement de la fête s'il y a lieu.

Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectivement payé.

Tout travail exécuté par un salarié durant son premier (1er) ou son deuxième (2e) jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

#### 5.05 *Spécialistes en pneus et cuisson (zone 2)*

La semaine normale de travail est de cinquante (50) heures réparties sur cinq (5) journées de dix (10) heures. La période de paie doit être répartie du lundi au dimanche.

La journée normale de travail est de dix (10) heures. La journée normale de travail est étalée entre 7 H. et 22 H. avec système rotatif. De plus, il peut y avoir une équipe de nuit entre 22 H. et 7 H.

Les spécialistes en pneus qui font partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de dix pour cent (10%) en sus du taux horaire normal.

Les spécialistes en pneus bénéficient d'une prime de dix pour cent (10%) pour tout travail exécuté le dimanche, sauf lorsque le temps supplémentaire s'applique.

L'employeur ne peut exiger que le salarié travaille plus de cinq (5) heures consécutives sans prendre une (1) heure de repos pour son repas.

Part-time employees shall be paid at least the rate corresponding to their respective certificate plus ten percent (10%).

Every service station attendant shall be entitled to two (2) days' holidays within a calendar week.

Work shall be organized on a rotation basis.

The employer shall not reduce the number of standard working week, which is forty-eight (48) hours, unless he gives an equivalent pecuniary compensation to his employees.

Notwithstanding the foregoing subsections, should the employer not require the services of one (1) or more employees for the following day or for the next working day, he shall advise such employee(s) by at least the end of the present standard working day. Any employee who has not been advised as mentioned above, and who reports in to work at the usual time shall be paid an amount equivalent to one (1) standard working day of nine (9) or ten (10) hours, as the case may be, if he is sent back home immediately or at any time during the day.

Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above or outside of nine (9) hours or ten (10) hours as the case may be.

Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay (if the employee is entitled thereto) shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

Calculation for overtime rates shall be based on actual wage rates.

Time and a half shall be paid for any work performed by an employee on the first (1st) or second (2nd) day of his weekly holiday.

#### 5.05 *Tire and burning specialists (zone 2)*

The standard working week consists of fifty (50) working hours scheduled over five (5) working days. The standard working day consists of ten (10) hours. The pay period begins on Monday and ends on Sunday inclusively.

The standard working day consists of ten (10) working hours. The standard working hours are scheduled between 7:00 hours and 22:00 hours on a rotation basis. Moreover, it is permissible to have a night shift between 22:00 hours and 7:00 hours.

Tire specialists working on the night shift receive a ten percent (10%) shift differential over and above their regular wage rate.

Tire specialists shall receive a ten percent (10%) differential for any work performed on Sunday except when overtime rates apply.

The employer shall not require his employee to work more than five (5) consecutive hours without stopping for an hour's rest, during which time the employee may take his meal.

Tout spécialiste en pneus a droit à l'intérieur d'une période de sept (7) jours, à deux (2) jours consécutifs de congé.

Tout travail exécuté en dehors des limites de la journée normale de travail ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration du taux normal de cinquante pour cent (50%).

Tout travail exécuté le premier jour de son congé hebdomadaire entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%).

Tout travail exécuté le deuxième jour de son congé hebdomadaire entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%).

Tout salarié qui n'a pas droit à la rémunération des jours chômés et payés doit recevoir son taux de salaire effectif majoré de dix pour cent (10%), s'il travaille un de ces jours.

2° Remplacer l'article 6.00 par le suivant:

6.00 *Ordonnance numéro 4*

Lorsque des taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du Salaire Minimum, ces derniers taux doivent être payés.

3° Remplacer l'article 19.00 par le suivant:

19.00 *Costumes et uniformes*

Le premier (1er) paragraphe de l'article 19.00 est remplacé par le suivant:

Les costumes et uniformes habituels ainsi que les sapquettes et sarraux doivent être fournis par l'employeur. Le coût et les frais d'entretien sont assumés à raison de cinquante pour cent (50%) par l'employeur et de cinquante pour cent (50%) par le salarié et ces vêtements deviennent la propriété du salarié.

4° Abroger le sous-paragraphe 20.02 de l'article 20.00.

5° Abroger l'article 22.00

6° Ajouter le paragraphe suivant à l'article 29.00.

29.00 *Durée et renouvellement du décret*

À l'article 29.00, un deuxième paragraphe est ajouté et se lira comme suit:

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 octobre 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*,

Tire specialists shall be entitled to two (2) consecutive days' holidays within every seven (7) day period.

Time and a half shall be paid for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

Time and half shall be paid for any work performed on the first (1st) day of the weekly holiday.

Double time shall be paid for any work performed on the second (2nd) day of the weekly holiday.

Any employee who is not entitled to the holiday pay for general holidays with pay shall be paid at straight time plus ten percent (10%) if he works on any such day.

2- Section 6.00 is replaced by the following:

6.00 *Ordinance No. 4*

Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance Number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid.

3- Section 19.00 is replaced by the following:

19.00 *Uniforms*

The first (1st) paragraph of section 19.00 is replaced by the following:

Regular uniforms as well as overalls and smocks shall be supplied by the employer. Purchase prices and cleaning costs shall be shared on a fifty-fifty basis between the employer and the employees and such working clothes shall become the property of the employees.

4- Subsection 20.02 of section 20.00 is abrogated.

5- Section 22.00 is abrogated.

6- The following paragraph is added to section 29.00.

Section 29.00 *Term and renewal of the decree*

A second paragraph is added to section 29.00, and reads as follows:

It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, not more than sixty (60) days and not less than thirty (30) days before October 31, 1972, or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour and Manpower.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable

l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre,*  
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 4 mars 1972.  
44847-o

Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,  
*Deputy Minister.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, March 4, 1972.  
44847-o

**Avis de modification**

*Salariés de garages — région de Québec*

Le ministre du Travail et de la Main d'Oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages (Région de Québec) rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962, ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° Modifier le nom de la partie contractante de première part « L'Association des Marchands Détaillants du district de Québec » par « L'Association des Marchands d'Automobiles de Québec Inc. »;

2° Remplacer dans l'énumération des parties contractantes de deuxième part les noms de « Le Syndicat Catholique des Employés de Garages de Québec Inc. » et de « Le Syndicat des Employés de Pièces et d'accessoires d'Automobiles Inc. » par « Le Syndicat National des Employés de Garages de Québec Inc. »;

3° Radier dans l'énumération des associations acceptées et considérées comme parties contractantes de première part les noms de « L'Association des Marchands Détaillants du district de Québec, Section Auto-Voiture »; de l'Association des Marchands Détaillants du district de Québec, section Station de Service, et remplacer le nom de « La Fraternité des Détaillants d'Essence du district de Québec » par « L'Association des Services de l'Automobile. »

4° Ajouter la cinquième partie suivante :

*Cinquième partie*

*Districts électoraux de Bellechasse et Montmagny*

*Article 110* Champ d'application territorial :

La présente partie s'applique aux districts électoraux de Bellechasse et Montmagny.

*Article 111* Champ d'application professionnel :

111.01 Sont assujettis aux dispositions de la présente partie, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de garages, y compris les garages publics, les sections de mécanique ou de débosselage des stations-service, les terrains de démontage, les postes de vente d'accessoires ou pièces et les ateliers de mécanique.

**Notice of amendment**

*Garage Employees — Québec Region*

Pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower, the Honourable Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the Collective Labour Agreement respecting Garage Employees (Québec Region) rendered obligatory by Decree No. 164 of February 6, 1962, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision certain amendment to the said decree:

1. Amend the name of the contracting party of the first part, "L'Association des Marchands Détaillants du district de Québec" to read "L'Association des Marchands d'Automobiles de Québec Inc.";

2. Replace in the enumeration of the contracting parties of the second part, the names of "Le Syndicat Catholique des Employés de Garages de Québec Inc." and "Le Syndicat des Employés de Pièces et d'accessoires d'Automobiles Inc." by "Le Syndicat National des Employés de Garages de Québec Inc.";

3. Abrogate from the enumeration of the association accepted and considered as contracting parties of the first part the names of "L'Association des Marchands Détaillants du district de Québec, section Auto-Voiture", and "L'Association des Marchands Détaillants du district de Québec, section Station de Service", and replace the name of "La Fraternité des Détaillants d'Essence du district de Québec" by "L'Association des Services de l'Automobile."

4. Add the following Part Five :

*Part Five*

*Electoral Districts of Bellechasse and Montmagny*

*Section 110* Territorial jurisdiction :

The present Part applies to the electoral districts of Bellechasse and Montmagny.

*Section 111* Professional jurisdiction :

111.01 The provisions of the present Part apply to the employers, professional employers, artisans and employees of garages, including public garages, the mechanical and bodyworking departments of service stations, scrapping yards, accessories or parts stores and machine shops.

Sont également assujettis, les établissements où se font l'installation, la réparation et l'entretien des silencieux, des embrayages, des freins et les sections des ateliers de vulcanisation et de réchapage où se font l'équilibrage et l'alignement des roues.

111.02 *Exceptions* : a) les garages particuliers et municipaux ne sont pas assujettis à la présente partie.

b) les ateliers qui font exclusivement le montage, la réparation ou la vente de pièces de machinerie agricole ne sont pas assujettis à la présente partie.

c) les salariés qui exercent les fonctions de téléphoniste et de gardien de nuit ne sont pas assujettis à la présente partie.

d) la présente partie ne régit pas les ateliers et les magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machinerie industrielle.

e) sont exclus de la présente partie les terrains et garages de stationnement lorsqu'il ne s'y donne aucun service sur les véhicules à moteur.

Article 112 Salaires minimaux :

112.01 Les taux minimaux de salaire sont les suivants :

Are likewise subject to this Part, establishments where mufflers, clutches and brakes are installed, repaired and maintained, and the departments of vulcanizing and retreading shops where wheels are aligned and balanced.

111.02 *Exceptions*: (a) Private garages and municipal garages are not subject to the present Part.

(b) Shops where agricultural machinery parts exclusively are assembled, repaired or sold are not subject to the present Part.

(c) Employees working as telephone operators and night watchmen are not subject to the present Part.

(d) The present Part does not govern shops and parts stores of establishments engaged exclusively in the sale, repair and maintenance of industrial machinery.

(e) Parking lots and parking garages are excluded from the present Part, when they do not provide any service on motor vehicles.

Section 112 Minimum wage rates :

112.01 Minimum wage rates are as follows :

	1/7/72	17/12/72	17/12/73	
<i>Compagnons — Journeymen :</i>				
« A »	2.90	3.10	3.25	3.50
« A/B »	2.75	2.95	3.20	3.45
« B »	2.65	2.85	3.00	3.25
« C »	2.55	2.75	2.90	3.15
<i>Apprentis — Apprentices :</i>				
		1/7/72	17/12/72	17/12/73
4 ème/th année/yr. ....	2.15	2.35	2.50	2.75
3 ème/rd année/yr. ....	2.05	2.25	2.40	2.65
2 ème/nd année/yr. ....	1.90	2.10	2.25	2.50
1 ère/st année/yr. ....	1.65	1.85	2.00	2.25
<i>Préposés au service — Servicemen :</i>				
1 ère/st année/yr. ....	1.50	1.70	1.85	2.10
2 ème/nd année/yr. ....	1.65	1.85	2.00	2.25
Après 2 ans/After 2 years . . . . .	1.85	2.05	2.20	2.45
Tout salarié effectuant des travaux qui ne peuvent être autrement désignés — All employees performing work who are not otherwise designated : . . . . .	1.50	1.70	1.85	2.10

*Augmentation maximale :*

Nonobstant les échelles ci-dessus, le salaire horaire d'un compagnon, apprenti, préposé au service ne doit pas augmenter de plus de \$0.50 lors de l'entrée en vigueur de la présente partie et de \$0.50 à chacune des dates pour les augmentations.

*Maximum increase :*

Notwithstanding the above tables, the hourly wage of a journeyman, an apprentice, or a serviceman shall not be increased by more than \$0.50 on the coming into force of the present Part and by not more than \$0.50 on each of the dates provides for such increase.

Préposés aux pièces — Partsmen :	17/12/72	17/12/73	
1er 6 mois — 1st 6 mo. ....	63.00	68.00	73.00
2ème 6 mois — 2nd 6 mo. ....	66.00	71.00	76.00
2ème année — 2nd year ....	72.00	77.00	82.00
3ème année — 3rd year ....	76.00	81.00	86.00
4ème année — 4th year ....	82.00	87.00	92.00
5ème année — 5th year ....	84.00	89.00	94.00
6ème année — 6th year ....	86.00	91.00	96.00
7ème année — 7th year ....	90.00	95.00	100.00
1er commis — 1st clerk ....	96.00	101.00	106.00

**Article 113** Durée du travail et horaire :

113.01 Métiers

a) De la signature au 30 juin 1972 :

la semaine normale de travail des compagnons et de leurs apprentis, des vitriers, des graisseurs, des vulcanisateurs, des laveurs et des livreurs sera de quarante-huit heures (48) par semaine.

la journée normale de travail est la suivante :

1) du lundi au jeudi inclusivement, neuf (9) heures par jour réparties entre 8h. et 18h.

2) vendredi : 12 heures de travail réparties entre 8h. et 22h.

Une interruption d'une (1) heure continue pour le repas du midi doit être accordée entre midi (12h.) et 13h.; une interruption d'une (1) heure continue pour le repas du soir doit être accordée le vendredi entre 18h. et 19h.

Nonobstant cette période de repas, l'employeur pourra faire terminer le travail commencé qui doit être complété dans une période approximative de quinze (15) minutes et déplacer d'autant cette période de repas.

b) À partir du premier (1er) juillet 1972 :

La semaine normale des compagnons et leurs apprentis, des vitriers, des graisseurs, des vulcanisateurs, des laveurs et des livreurs sera de quarante-cinq (45) heures par semaine.

La journée normale de travail est la suivante :

du lundi au vendredi inclusivement, neuf (9) heures par jour réparties entre 8h. et 18 heures.

Une interruption d'une heure continue pour le repas du midi doit être accordée entre midi (12h.) et 13h.

Nonobstant cette période de repas, l'employeur pourra faire terminer le travail commencé qui doit être complété dans une période approximative de quinze (15) minutes et déplacer d'autant cette période de repas.

113.02 Les préposés au service ont la même semaine normale que celle décrite à l'article 113.01 par. « a » et « b ».

De plus, l'employeur ne peut forcer un préposé au service à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

113.03 La semaine normale de travail des préposés aux pièces, des vendeurs de service et des évaluateurs est la même que celle mentionnée à l'article 113.01 par. « a » et « b ».

**Section 113** Hours of work and schedule :

113.01 Trades

(a) From June 30, 1972 :

the standard working week of journeymen and their apprentices, of glaziers, of greasers, of vulcanizers, of washers, and of deliverymen shall be forty-eight (48) hours per week.

the standard working day is the following :

(1) from Monday to Thursday inclusively, nine (9) hours per day scheduled between 8.00 hours and 18.00 hours.

(2) Friday : twelve (12) hours of work scheduled between 8.00 hours and 22.00 hours.

One (1) continuous hour off shall be given for the noon meal between noon (12.00 hours) and 13.00 hours; one (1) continuous hour off for the evening meal shall be given on Friday between 18.00 hours and 19.00 hours.

Notwithstanding this time off for meals, the employer may stop the work already in progress, which should be completed in approximately a fifteen (15) minute period, and prolong the meal period accordingly.

(b) From July 1, 1972 :

The standard workweek of journeymen and their apprentices, of glaziers, of greasers, of vulcanizers, of washers and of delivery men shall be forty-five (45) hours per week.

The standard workweek is the following:

from Monday to Friday inclusively, nine (9) hours per day scheduled between 8:00 hours and 18:00 hours.

One (1) continuous hour off for the noon meal shall be given between 12:00 hours and 13:00 hours.

Notwithstanding this time off for meals, the employer may stop the work in progress, which should be completed in approximately a fifteen (15) minute period, and prolong the meal period accordingly.

113.02. Servicemen shall have the same standard workweek as that described in section 113.01, subsections "a" and "b".

Moreover, an employer shall not compel a serviceman to work more than six (6) hours between each meal.

113.03. The standard workweek for partsmen, service salesmen, and appraisers is the same as that mentioned in section 113.01, subsections "a" and "b".

Cependant, l'interruption d'une (1) heure continue pour le repas du midi doit être accordée entre 11h.30 et 13h.30.

**113.04 Travail par équipe :**

Nonobstant les heures normales de travail indiquées aux articles 113.01, 113.02 et 113.03, il sera loisible dans le cas des compagnons, apprentis, préposés aux pièces et autres salariés nécessaires, d'organiser une deuxième équipe. Dans tel cas, la journée normale de travail de la deuxième équipe sera de neuf (9) heures réparties entre 13h. et 4h. le matin du lundi au vendredi inclusivement.

Une période de repas sans paie pourra être fixée par entente entre les parties et sera d'une durée d'une demi-heure (½) à une(1) heure.

**Article 114 Heures supplémentaires**

**114.01 À taux et demi :**

Tout travail supplémentaire en dehors des limites de la journée normale de travail et de la semaine normale de travail sera rémunéré au taux régulier majoré de sa moitié excepté lorsque l'article 114.02 prévoit un autre taux.

**114.02 Au taux double :**

Le taux double sera payé pour tout travail excédant cinq (5) heures de temps supplémentaire, sauf le samedi après neuf (9) heures de temps supplémentaire. Ce taux double s'applique tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'aura pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les fêtes chômées sera rémunéré au taux double.

**114.03 Garantie minimale :**

Tout salarié recevra une rémunération quotidienne minimale équivalant au nombre d'heures ouvrables à compter de son arrivée à l'établissement pour prendre son travail.

Le salarié qui quitte son travail ou qui arrive en retard à son travail, verra cette garantie de travail diminuée d'autant.

**114.04 Rappel au travail :**

Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sera payé au taux de temps supplémentaire applicable et aura droit à un minimum de paie équivalant à deux (2) heures au taux régulier.

Nonobstant l'alinéa précédent, les préposés aux pièces devront obtenir un congé compensateur de même durée que le temps supplémentaire qu'ils pourront faire.

**Article 115 Jours fériés :**

115.01 Il n'y aura aucun travail régulier les dimanches, ni les fêtes chômées suivantes :

- le Jour de l'An;
- le 2 janvier;
- la Saint-Jean-Baptiste;
- la Confédération;
- la Fête du Travail;
- le Jour de Noël;
- le 26 décembre.

However, one (1) continuous hour off for the noon meal shall be given between 11:30 and 13:30.

**113.04. Shift work:**

Notwithstanding the standard working hours indicated in sections 113.01, 113.02 and 113.03, it is allowed in the case of journeymen, apprentices, parts men and other necessary workers to organize a second shift. In such case, the standard workday of the second shift shall be nine (9) hours scheduled between 13:00 hours and 4:00 hours from Monday morning to Friday inclusively.

A meal period without pay may be scheduled by mutual agreement of the parties and shall last from one-half (½) hour to one (1) full hour.

**Section 114 Overtime**

**114.01. At time and a half:**

Time and a half shall be paid for all overtime work over and above or outside the standard working day, except when section 114.02 provides another rate.

**114.02. At double time:**

Double time shall be paid for all work in excess of five (5) hours of overtime, except on Saturday after nine (9) hours of overtime. This double rate is applied inasmuch as such employee has not had eight (8) consecutive hours off.

Double time shall be paid for all work performed on Sundays and on general holidays.

**114.03. Minimum guarantee:**

Every employee shall be paid a minimum daily amount of wages equivalent to the number of standard working hours starting from the moment he arrives in the establishment to begin work.

The employee who leaves his work or who arrives late for work, such work guarantee shall be decreased accordingly.

**114.04. Call-back :**

Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid at the overtime rate applicable and shall be entitled to the minimum pay equivalent to two (2) hours pay at the regular rate.

Notwithstanding the preceding paragraph, parts men shall receive a compensating holiday equal to the amount of overtime they perform.

**Section 115 General Holidays:**

115.01. No regular work shall be performed on Sunday nor of the following general holidays :

- New Year's Day;
- January 2nd;
- St. John the Baptist Day;
- Canada Day;
- Labour Day;
- Christmas Day;
- December 26th;

Si une de ces dites fêtes est portée à un autre jour ou une autre date par l'autorité publique compétente, ce changement s'appliquera de droit.

**115.02 Fêtes chômées et payées :**

Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, aura travaillé toute la journée ouvrable précédant et toute la journée ouvrable suivant chacune des fêtes susmentionnées, si elles tombent un jour ouvrable, recevra pour chaque fête, une gratification équivalente à son gain pour une journée normale de travail.

Nonobstant ce qui précède, le 2 janvier et le 26 décembre seront des congés garantis et seront reportés au premier jour ouvrable qui suit le Jour de l'An et/ou le Jour de Noël si le 2 janvier et/ou le 26 décembre tombent un jour non ouvrable.

**Article 116 Paie :**

116.01 Tout salarié recevra sa rémunération à chaque semaine, le jeudi une demi-heure avant la fin de la journée normale de travail, et en monnaie ayant cours légal dans la Province de Québec.

**Article 117 Congés payés annuels :**

117.01 La période pendant laquelle le salarié acquiert progressivement le droit au congé s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

**117.02 Moins d'un (1) an de service**

Tout salarié qui, au 1er mai de l'année, a moins d'un (1) an de service continu, bénéficie à titre de vacances annuelles, d'un congé d'une durée minimale équivalant à autant de journées qu'il a de mois de services continus dans les douze (12) mois précédant le 1er mai mais n'excédant pas deux (2) semaines de calendrier.

117.03 Tout salarié ayant un (1) an de service continu et complété au 1er mai, bénéficie de vacances annuelles d'une durée minimale de deux (2) semaines complètes de vacances.

117.04 Tout salarié ayant, au 1er mai 1972, 14 ans, 1973, 13 ans, 1974, 12 ans de service continu et complété, bénéficiera de vacances annuelles d'une durée minimale de trois (3) semaines complètes.

**117.05 Indemnité de congés payés :**

Tout salarié qui a droit à moins de deux (2) semaines complètes de vacances, recevra une rémunération de vacances égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

117.06 Tout salarié bénéficiant de deux (2) ou de trois (3) semaines de vacances, recevra la rémunération de vacances suivantes : le taux horaire de base multiplié par le nombre d'heures de travail de la semaine normale de travail multiplié par le nombre de semaines de vacances dues.

Whenever any competent public authority transfers any of the above general holidays to any other day or date, the change in observance involved shall be enforced.

**115.02. General holidays with pay:**

Any employee who, unless his absence is authorized or justified, shall have worked the complete working day preceding and the complete working day following each abovementioned holiday, whenever such holiday falls on a working day, shall receive one standard working day's pay for each such general holiday.

Notwithstanding the foregoing, January 2nd and December 26th are guaranteed holidays and shall be carried over to the first working day following New Year's Day and/or Christmas Day, if January 2nd and/or December 26th fall on a non-working day.

**Section 166. Pay :**

116.01. Every employee shall be paid each week on Thursday, one-half hour before the end of the standard workday, and in currency in circulation in the Province of Québec.

**Section 117. Annual paid vacation:**

117.01. The period during which an employee gradually becomes entitled to the complete annual vacation which extends from May 1st of the preceding year to April 30th of the current year.

**117.02. Less than one (1) year of service.**

Any employee who, on May 1st of the year has less than one (1) year's continuous and completed service, is entitled to one day's vacation for each month of continuous service for the twelve months preceding May 1st, but the said vacation shall not exceed two calendar weeks.

117.03. Any employee having one (1) year's continuous and completed service on May 1st, is entitled to an annual vacation of two (2) complete weeks.

117.04. Any employee who, on May 1st, 1972, has 14 years of continuous service, in 1973 has 13 years of continuous service, in 1974 has 12 years of continuous service is entitled to an annual vacation of three (3) complete weeks.

**117.05 Indemnity for annual vacation with pay :**

Every employee who is entitled to less than two (2) full week's vacation shall receive vacation pay equal to four percent (4%) of wages earned during the standard working hours between May 1st and April 30th preceding the qualifying period for vacations.

117.06. Every employee entitled to two (2) or three (3) weeks' vacation shall receive the following vacation pay: The base hourly wage rate multiplied by the number of standard working hours in the standard workweek multiplied by the number of vacation weeks due.

**117.07 Période de congés :**

À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur les vacances annuelles seront prises de la façon suivante :

la première et deuxième semaine : entre le 1er mai et le 15 septembre;

la troisième semaine : entre le 30 octobre et le 31 mars.

Pour chaque semaine de vacances, l'employeur donnera préférence à chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté. Dans le cas où le salarié bénéficie de deux (2) semaines pourront être prises d'une façon consécutive si le salarié le désire.

Nonobstant ce qui précède, l'employeur pourra fermer en tout ou en partie son atelier pendant une ou deux semaines pour les vacances annuelles. Telle fermeture s'effectuera entre le 24 juin et le 31 juillet et l'employeur fera connaître la date de cette fermeture à ses salariés au moins quatre (4) semaines à l'avance.

**117.08 Paiement des vacances :**

Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ en vacances.

**117.09 Indemnité compensatrice de congés payés :**

a) *Départ.* Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause reçoit, au moment de son départ, la rémunération de vacances acquise avant le 1er mai précédent qui n'ont pas été prises, plus 4%, ou 6% des gains réalisés durant les heures normales de travail depuis tel 1er mai conformément aux articles 117.02, 117.03 et 117.04.

b) Si l'une ou plusieurs fêtes chômées payées tombent pendant la période de prise de vacances annuelles de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il a de telles fêtes ou au paiement de telles fêtes si les intéressés le désirent.

**Article 118 Semaine d'avis :**

118.01 L'employeur qui veut se libérer définitivement des services d'un salarié doit lui donner une semaine d'avis. Si l'employeur ne donne pas un tel préavis d'une semaine, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire normale pour une semaine normale de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner une semaine d'avis à moins d'entente contraire avec l'employeur.

118.02 Nonobstant l'article 118.01, le salarié congédié pour cause ou qui n'a pas été à l'emploi du même employeur plus de quatre (4) mois pour un compagnon ou huit (8) mois pour tous autres salariés n'a pas droit à la semaine d'avis.

**Article 119 Costumes :**

119.01 Les costumes, uniformes et les salopettes doivent être fournis et payés par l'employeur à raison de 50%. L'employeur doit également payer le blanchissage à raison de 50%.

**Article 120 Durée et renouvellement**

120.01 La présente partie est en vigueur jusqu'au 31 décembre 1974 inclusivement. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que

**117.07. Vacation period :**

Unless otherwise agreed between employer and employee annual paid vacations shall be taken as follows:

First and second weeks: between May 1st and September 15th;

first and second weeks : between May 1st and September 15th;

third week : between October 30th and March 31st. In the case of an employee entitled to two (2) weeks' vacation, the two (2) weeks may be taken consecutively if the employee so wishes.

Notwithstanding the forgoing, the employer may close his establishment partly or completely for one or two weeks for the annual vacation. Such closing shall take place between June 24th and July 31st and the employer shall advise his employees as to said closing date at least four (4) weeks in advance.

**117.08. Vacation Pay:**

Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation.

**117.09. Vacation compensation:**

(a) *Departure.* Every employee who voluntarily quits his job or who is dismissed for valid reason, shall receive upon separation, the unused vacation pay accumulated prior to the preceding May 1st, plus 4% or 6% of wages earned during the standard working hours since May 1st in conformity with sections 117.02, 117.03 and 117.04.

(b) If one or more general holidays with pay fall during an employee's annual vacation period, he shall be entitled to one additional day's vacation for each such holiday or to payment therefore if he so wishes.

**Section 118. Week's Notice:**

118.01. The employer who wishes to definitely free himself of the services of an employee shall give such employee one week's notice. Whenever such notice has not been given, the employee is entitled to claim one standard workweek's pay. Likewise, every employee who wishes to quit his job must give a week's notice, unless agreement to the contrary with the employer.

118.02. Notwithstanding section 118.01, the employee dismissed for a valid reason who has not been in the employ of the same employer more than four (4) months for journeymen, or eight (8) months for all other employees is not entitled to a week's notice.

**Section 119. Uniforms:**

119.01. Uniforms and overalls shall be supplied and paid at 50% of the cost by the employer. Also the employer shall pay 50% of the cleaning costs.

**Section 120. Term and renewal:**

120.01. The present Part is in force until December 31, 1974 inclusively. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties

l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 décembre 1974 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main d'oeuvre.

*Article 121* Disposition spéciale :

121.01 À moins d'incompatibilité, les dispositions de la première partie s'appliquent à la présente partie. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,  
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 4 mars 1972,  
44847-o

gives to the other party written notice to the contrary, more than sixty days and not less than thirty days before December 31, 1974, or of any subsequent year. Such notice shall likewise be sent to the Minister of Labour and Manpower.

*Section 121. Special provision:*

121.01. Barring incompatibility, the provisions of Part One apply to the present Part."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,  
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,  
Québec, March 4, 1972.  
44847-o

**Avis de modification**

*Dans l'industrie de la fourrure commerce en gros  
région de Montréal*

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure commerce en gros — région de Montréal rendue obligatoire par le décret numéro 524 du 11 mai 1955 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Au paragraphe « a » de l'article IV,

1) remplacer la première partie faisant suite à la liste des salaires et intitulée N.B., par la suivante:

N.B. Si au 1er mai 1973, l'indice du coût de la vie tel que déterminé par les derniers chiffres publiés par STATISTICS CANADA démontre une augmentation comparative à l'indice du 1er mai 1971, les employeurs devront donner une augmentation générale additionnelle à tous leurs employés de : \$1.00 pour 1% d'augmentation, \$2.00 pour 2% d'augmentation et \$3.00 pour une augmentation de 3% ou plus, mais la dite augmentation ne devra pas excéder \$3.00. Cette augmentation deviendra en vigueur le 1er mai 1973.

**Notice of amendment**

*The fur Industry Wholesale Trade —  
Montreal Region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Fur Employees Wholesale Trade, Montreal Region rendered obligatory by Decree No. 524 of May 11, 1955 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

In subsection (a) of section IV,

(1) the first part following the list of wages and entitled N.B. is replaced by the following :

N.B. If on May 1, 1973, the cost of living index, as determined by the last figures published by STATISTICS CANADA, shows a comparative increase with the index of May 1, 1971, employers shall give a general additional increase to all their employees of : \$1.00 for an increase of 1%, \$2.00 for an increase of 2%, and \$3.00 for an increase of 3% or more. The said increase shall not exceed \$3.00. This increase comes into force May 1, 1973.

2) Article VI — *Congés payés (a)*:

Biffer le sous-paragraphe a) incluant les alinéas 1, 2 et 3 et le remplacer par le suivant:

1) Tous les employeurs, artisans et employés régis par le présent décret doivent s'abstenir de travailler, et de permettre un travail de production pendant deux (2) semaines consécutives, commençant le dernier lundi de juillet de chaque année.

2) Il sera possible aux ateliers dont le travail consiste exclusivement à faire des garnitures de changer leur période de vacances annuelles pour les deux semaines commençant le deuxième lundi de juillet, à condition qu'une application écrite soit faite au Comité Paritaire avant le 1er avril de chaque année.

3) Nonobstant ce qui précède, lorsque le dernier jour du mois dans lequel une période de congé doit commencer, tombe un lundi ou un mardi, la période de congé commence le lundi précédant le dernier lundi de ce mois.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'œuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,  
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre  
Québec, 4 mars 1972  
44847-o

## Avis d'abrogation de statuts et règlements

*Horlogerie — Montréal*

Le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143 et modifications), que les statuts et les règlements du Comité paritaire de l'Horlogerie de Montréal, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 991-C du 11 mai 1965 et 1103-B du 1er juin 1965 ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 546 du 22 février 1972.

Le sous-ministre,  
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre,  
Québec, le 4 mars 1972  
44847-o

(2) Section VI — *Vacations with pay (a)*:

Abrogate subsection (a) including paragraphs 1, 2 and 3 and replace with the following:

(1) All employers, artisans, and employees governed by the present decree shall not work or permit any production work to be done for two (2) consecutive weeks beginning the last Monday of July in each year.

(2) In shops predominately engaged in trimmings, the annual vacation period may be changed to the two (2) weeks beginning the second Monday of July, on condition that a written application is made to the Parity Committee before April 1st each year.

(3) Notwithstanding the foregoing, when the last day of the month in which the vacation period begins, falls on a Monday or a Tuesday, the vacation period begins on the Monday preceding the last Monday of this month.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,  
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,  
Québec, March 4, 1972  
44847-o

## Notice of Abrogation of Constitution and Regulations

*Watchmakers, Montreal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143, and amendments), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Watchmakers' Joint Committee of Montreal approved by Orders in Council Nos. 991-C of May 11, 1965, and 1103-B of June 1, 1965, have been abrogated by Order in Council No. 546 of February 22, 1972.

RÉAL MIREAULT,  
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,  
Québec, March 4, 1972  
44847-o

## Terres et Forêts Cadastré

## Lands and Forests Cadastré

### Avis

CONCERNANT l'enregistrement d'actes relatifs au transport, à la vente ou à la cession de terrains dans certaines divisions d'enregistrement.

Le présent avis a pour but d'informer les parties intéressées que le ou vers le premier juin 1972 le soussigné fera publier dans la *Gazette officielle du Québec*, en vertu de l'article 1 du bill 76 intitulé: « Loi modifiant le Code civil et concernant la mise à jour du cadastre » et sanctionné le 10 juillet 1971, un arrêté en conseil concernant les divisions d'enregistrement suivantes:

Montréal, Laval, Deux-Montagnes, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Laprairie, Châteauguay, Verchères, Richelieu, Beauharnois, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, et Champlain.

Les Parties intéressées sont invitées, s'il y a lieu, à faire valoir par écrit au ministère des terres et forêts, service du cadastre, les motifs qu'elles allèguent à l'encontre de cette publication et ce avant le premier (1er) avril mil neuf cent soixante-douze (1972).

KEVIN DRUMMOND,  
*Ministre des Terres et Forêts.*

44872-0

### Notice

CONCERNING the registration of deeds relating to the transfer, sale or conveyance of lands in certain registration divisions.

The purpose of this notice is to inform interested parties that on or about the first day of June, 1972, the undersigned will publish in the *Québec Official Gazette* an Order in Council concerning the registration divisions listed below, pursuant to section 1 of Bill 76 entitled: "An Act to amend the Civil Code and respecting the publication of the cadastre" and assented to on July 10, 1971.

Montréal, Laval, Deux-Montagnes, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Laprairie, Châteauguay, Verchères, Richelieu, Beauharnois, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, and Champlain.

Interested parties are invited, if they so wish, to contact the Department of Lands and Forests, Cadastre Service, and state in writing the reasons for their disapproval of this publication, and this before the first (1st) day of April, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

KEVIN DRUMMOND,  
*Minister of Lands and Forests.*

44872-

## Avis divers

## Miscellaneous Notice

### Corporation des ingénieurs du Québec

#### *Addition aux règlements*

Avis est par les présentes donné qu'à l'expiration de trente jours de la publication du présent avis, la Corporation des Ingénieurs du Québec soumettra, pour approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le texte du règlement spécial en addition aux règlements généraux actuels de la Corporation et prévoyant la création de sections fonctionnelles.

Vu les articles 10 c) et 10 k) de la Loi des Ingénieurs (1964 SRQ c.262), il est

PROPOSÉ d'ajouter le règlement spécial qui suit aux Règlements généraux de la Corporation des Ingénieurs du Québec:

#### *I Généralités:*

Les membres actifs de la Corporation sont groupés dans quatre sections désignées comme Section « A »,

### Corporation of Engineers of Québec

#### *Addition to by-laws*

Notice is hereby given that, on the thirtieth day following the publication of this notice, the Corporation of Engineers of Québec shall submit to the approval of the Lieutenant-Governor in Council the text of a special by-law in addition to the actual by-laws of the Corporation, in view of creating functional sections.

Considering sections 10 c) and 10 k) of the Engineer's Act (1964 R.S.Q. c. 262), it is

PROPOSED to add the following special by-law to the General By-Laws of the Corporation of Engineers of Québec:

#### *I General:*

The active members of the Corporation are grouped into four sections designated as Section "A", Section

Section « B », Section « C » et Section « D »; chaque section ayant son propre Comité directeur, dans le but de mieux promouvoir le bien-être et d'administrer toutes affaires reliées directement ou de façon primordiale au bien-être des membres de la section.

## II Membres:

A) Sous réserve de la clause II D), la Section « A » groupe tous les ingénieurs dont les services sont rémunérés sous forme de salaire et dont le revenu annuel provient majoritairement de cette source; en sera exclu cependant tout ingénieur éligible aux sections « B » ou « C »;

B) sous réserve de la clause II D), la Section « B » groupe tous les ingénieurs qui tirent plus que 50% de leur revenu professionnel de services de génie-conseil rendus au public en retour d'honoraires et qui sont propriétaires, administrateurs ou ingénieurs en chef du cabinet rendant tels services et qui, de plus, ont un minimum de cinq ans d'expérience dans leur spécialité;

C) sous réserve de la clause II D), la Section « C » groupe tous les ingénieurs propriétaires, actionnaires majoritaires ou directeurs de compagnie(s) ou corporation(s) dont le revenu annuel provient majoritairement de cette source ou qui appartiennent au niveau des cadres supérieurs, à titre de président, vice-président ou ingénieur en chef de telle(s) compagnie(s) ou corporation(s); en sera exclu tout ingénieur éligible à la Section « B »;

D) la Section « D » groupe

a) tous les ingénieurs ne rencontrant pas les exigences des sections « A », « B » ou « C », ainsi que/ou

b) tous ceux désirant expressément en être exclus;

E) tout membre actif de la Corporation fait partie de l'une de ces quatre sections;

F) aucun membre actif de la Corporation ne fait partie de plus d'une section, mais tout membre actif peut obtenir les services de sections autres que la sienne propre, sous réserve du consentement et selon les normes et conditions édictées par le Comité directeur de cette ou de ces autres section(s);

G) a) tout ingénieur désirant le transfert d'une section à l'autre remplit et soumet un formulaire de transfert fourni par la Corporation;

b) tout ingénieur désirant le transfert d'une des sections « A », « B » ou « C » à la Section « D », y est admis sur réception de son formulaire de transfert;

c) tout ingénieur désirant le transfert à une des sections « A », « B » ou « C » est admis à la section de son choix s'il rencontre les exigences d'admission de cette section et sur approbation du Comité directeur de cette section.

“B”, Section “C” and Section “D”; each with its own elected Board of Directors, in order to better promote the well-being and administer all affairs related directly or predominantly to the well-being of the members of each section.

## II Members:

(A) Subject to paragraph II (D), the members of Section “A” are those engineers who are remunerated for their professional services on salaried basis and who derive the major portion of their professional income in this way; except that excluded from this section shall be any engineer who is eligible for membership in sections “B” or “C”;

(B) subject to paragraph II (D), the members of Section “B” are those engineers who derive more than 50% of their professional income from consulting engineering services provided to the public for a fee and who are owners, directors, executive officers or chiefs engineers of the organization providing such services and who, in addition, have a minimum of five years' experience in their field;

(C) subject to paragraph II (D), the members of Section “C” are those engineers who are proprietors, major shareholders or director of the company(s) or corporation(s) from which they derive the major portion of their income or who are senior executive officers at the level of president, vice-president or chief engineer of such company(s) or corporation(s); except that excluded therefrom shall be those engineers eligible to Section “B”;

(D) the members of Section “D” are

(a) all those engineers who do not meet the criteria, as set forth above, for membership in Section “A”, “B” or “C”, and/or

(b) all those engineers who duly request that they be excluded from membership in said sections;

(E) every active member of the Corporation must be a member of one of these four sections;

(F) no active member of the Corporation may be a member of more than one section, but any active member may obtain services from sections other than the section which he is a member, upon the consent of, and on the terms and conditions set by the Board of Directors of such other section(s);

(G) (a) any engineer wishing to transfer from one section to another shall complete and submit a transfer form that will be supplied by the Corporation;

(b) any engineer wishing to transfer out of Section “A”, “B” or “C” and into Section “D” will be admitted thereto upon receipt of his transfer form;

(c) any engineer wishing to transfer into Section “A”, “B” or “C” will be transferred into the section of his choice provided he meets the criteria for membership in such section and upon approval of the Board of Directors of such section.

**III Cotisation spéciale:**

A) La cotisation spéciale pour les membres des différentes sections est de \$36 par année, sauf pour ce qui est de la prévision stipulée à l'article B) qui suit, et sauf pour la Section « B » dont la cotisation est fixée par ses propres règlements;

B) les membres juniors ne paient que la moitié de la cotisation spéciale;

C) les cotisations spéciales sont dues le 1er janvier 1972 ou dès l'approbation de ces règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil et, par la suite, le 1er janvier de chaque année;

D) les cotisations spéciales sont payables en un seul ou plusieurs versements tel que décidé par le Comité directeur de chaque section;

E) toute modification de la cotisation spéciale doit être approuvée par les membres de la section concernée, tel que prévu aux règlements de cette section et sur approbation du Conseil de la Corporation;

F) tout membre négligeant de payer sa cotisation spéciale sera rayé de la liste des membres de la Corporation, par le registraire, vingt et un jours après qu'une lettre recommandée lui aura été expédiée à cet effet.

**IV Statuts et règlements:**

Chacune des sections fonctionnelles est régie par des statuts et des règlements approuvés par les membres de chaque section selon les mêmes règles définies à l'article 26 des Règlements généraux de la Corporation.

La procédure d'amendements ou d'addition des règlements des sections fonctionnelles est la même que celle définie à l'article 26 des Règlements généraux de la Corporation.

**V Dispositions transitoires:**

A) Dans l'intérim, les présents statuts et les règlements de la Section des ingénieurs-conseils seront ceux de la Section « B », sauf en ce qui a trait à la description des membres qui sera telle qu'établie à l'article II B) et, dans l'intérim, le Comité exécutif de la Section des ingénieurs-conseils agira en tant que conseil provisoire de la Section « B »;

B) dans l'intérim, les Règlements généraux de la Corporation régiront les autres sections dans la mesure où ils n'entrent pas en conflit avec les dispositions spécifiques du présent règlement;

C) dans l'intérim, la mise en marche des opérations de chacune des sections « A », « C » et « D », la préparation et la tenue des élections de leur bureau de direction, la rédaction de leurs statuts et règlements et leur soumission pour approbation par les membres de chaque section seront confiées à un Comité directeur provisoire de six ingénieurs nommés par le Conseil de la Corporation. Le Comité directeur provisoire siègera tant qu'un Comité directeur ne sera pas élu par scrutin, et ceci pas plus tard que quatre mois après l'approbation de ce règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil;

**III Special Dues:**

(A) The special dues for membership in all sections are \$36 per annum except as provided in paragraph III (B) (following) and except for Section "B" where the special dues are stipulated by its own by-laws;

(B) junior members are assessed one half the special dues;

(C) the special dues are payable January 1st, 1972 or as soon as this by-law is approved by the Lieutenant-Governor in Council and, following that, on the first of January of every year;

(D) the special dues may be paid in one or more instalments, as decided by the Board of Directors of each section;

(E) any change in the dues for members of any section shall be approved by the members of that section, in accordance with the by-laws of the section and with the approval of the Council of the Corporation;

(F) any member who has neglected paying his special dues shall have his name deleted from the membership list of the Corporation by the Registrar, twenty-one days after a registered letter to that effect has been sent to him.

**IV Constitution and By-Laws:**

Each functional section is governed by a constitution and by-laws approved by its members, in accordance with the procedure defined in Article 26 of the By-Laws of the Corporation.

Amendments to or additional by-laws are submitted to the members of each section, in accordance with Article 26 of the By-Laws of the Corporation.

**V Transitional Provisions:**

(A) In the interim, the current constitution and by-laws of the Consulting Engineers' Section shall apply to Section "B", except with regard to the definition of members which shall be as set forth in paragraph II (B) of this proposal and, in the interim, the Executive Committee of the Consulting Engineers' Section shall act as provisional Board of Directors of Section "B";

(B) in the interim, the current General By-Laws of the Corporation shall govern insofar as they are applicable and except as they may conflict with specific provisions of this by-law;

(C) in the interim, for each of sections "A", "C" and "D", a provisional Board of Directors of six engineers will be named by the Council of the Corporation and the provisional Board of Directors of each section will be entrusted with the development and operation of the section, the election of its executive, the drafting of the constitution and by-laws and the submission of these for approval of the members of the section. The interim Board will hold office until it is replaced by a Board of Directors chosen by ballot, not later than four months after approval of this by-law by the Lieutenant-Governor in Council;

D) les statuts et règlements spéciaux des sections, suite à l'approbation du Conseil de la Corporation, seront soumis pour approbation aux membres de chacune des sections, par voie de referendum, au plus tard quatre mois après approbation de ce nouveau règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil. Lesdits statuts et règlements seront considérés comme approuvés pourvu que 30% des membres en règle de chaque section aient voté par voie de referendum et que, de ceux qui ont voté, il y ait un vote favorable de la majorité absolue (la moitié + un).

Copie certifiée conforme du nouveau règlement spécial de la Corporation des Ingénieurs du Québec tel qu'adopté par le Conseil le 16 décembre 1971, à Montréal, et dûment ratifié par les membres le 28 février 1972.

JACQUES SOUCY, ING.,  
Secrétaire général.

Montréal, le 19 février 1972.  
44850-o

**Avis de la Commission de contrôle des permis  
d'alcool du Québec décrétant deux sections  
soit la section de Montréal et la section de Québec**

La Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec a été sanctionnée le 7 juillet 1971 et est entrée en vigueur le 1er septembre 1971.

L'article 3 de cette Loi dit :

« Un organisme est constitué sous le nom, en français, de « Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec » et, en anglais, de « Québec Liquor Permit Control Commission ».

Cet organisme est composé de quatre commissaires dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans, etc... »

La présente publication est faite en vertu de l'article 6 de cette Loi qui se lit ainsi :

« Le siège de la Commission est à Montréal, mais il est considéré être au bureau de chaque section pour toute signification ou production de documents, demande, requête et autre procédure se rapportant à cette section.

Le siège à Montréal et le bureau de chaque section sont situés à l'endroit que la Commission détermine et dont elle donne connaissance par avis dans la *Gazette officielle du Québec*. »

Les commissaires, après réunion et étude, en viennent à la conclusion qu'il y aura pour le moment deux sections, à savoir : la SECTION DE MONTRÉAL dont le bureau est situé à

800 rue Fullum, 5e étage, Montréal.

(Pour le courrier : Case postale 200, Place d'Armes  
Montréal 126, Qué.)

(D) the special constitution and by-laws of the sections, after approval by the Council of the Corporation, shall be submitted to the members of the respective sections for approval by referendum, not later than four months after approval of this by-law by the Lieutenant-Governor in Council. The said constitution and by-laws shall be considered approved by the membership provided that 30% of the total number of members of the section in good standing have cast their letter ballot, and provided that an absolute majority (fifty percent plus one) of those who cast their ballot have recorded a favourable vote.

Certified true copy of special by-law of the Corporation of Engineers of Québec, as adopted by Council on December 16, 1971, in Montreal, and duly ratified by members on February 28, 1972.

JACQUES SOUCY, ENG.,  
General Secretary

Montreal, February 29, 1972.  
44850-o

**Notice of the Québec Liquor Control Commission  
Establishing Two Divisions, Namely:  
the Montreal Division and the Québec Division**

The Québec Liquor Permit Control Commission Act was assented to on July 7, 1971 and came into force on September 1, 1971.

Section 3 of this Act states that:

"A body is constituted under the name of "Québec Liquor Permit Control Commission" in English and "Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec" in French.

Such body shall consist of four commissioners including a chairman and a vice-chairman, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a fixed period not to exceed ten years, etc..."

The present publication is made pursuant to section 6 of this Act, which reads as follows:

"The seat of the Commission shall be in Montreal, but it shall be deemed to be at the office of any division for any service or production of documents, application, motion or other proceeding relating to such division.

The corporate seat in Montréal and the office of each division shall be located at such place as the Commission determines and makes known by notice in the *Québec Official Gazette*."

After meeting and studying the question, the Commissioners have decided that, for the time being, there will be two divisions, namely:

The Montreal Division, whose office is located at  
800 Fullum Street, 5th floor, Montréal.

(Mailing address: Post Office Box 200, Place d'Armes,  
Montréal 126, P.Q.)

la SECTION DE QUÉBEC dont le bureau est situé à 125 rue Dalhousie, Québec.

(Pour le courrier : Case postale 190, Station B, Québec 2, Qué.)

*La section de Montréal sera formée de la région de la province comprenant les districts électoraux suivants :* Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Ahuntsic, Argenteuil, Bago, Beauharnois, Berthier, Bourassa, Bourget, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, D'Arcy McGee, Deux-Montagnes, Dorion, Fabre, Gatineau, Gouin, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Jeanne-Mance, Joliette, Labelle, Lafontaine, L'Assomption, Laurier, Laval, Maisonneuve, Marguerite-Bourgeoys, Maskinongé, Mercier, Missisquoi, Montcalm, Napier-ville-Laprairie, Notre-Dame-de-Grâce, Olier, Outremont, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Robert Baldwin, Rouville, Rouyn-Noranda, Sainte-Anne, Sainte-Marie, Saint-Henri, Saint-Hyacinthe, Saint-Jacques, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Louis, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Taillon, Témiscamingue, Terrebonne, Vaudreuil-Soulanges, Verchères, Verdun, Westmount, Wolfe, Yamaska, sauf la partie du district d'Abitibi-Est comprise dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest.

*La section de Québec sera formée de la région de la province comprenant les districts électoraux suivants:* Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chauveau, Chicoutimi, Dorchester, Drummond, Dubuc, Duplessis, Frontenac, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Îles-de-la-Madeleine, Jean-Talon, Jonquière, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lavolette, Lévis, Limoilou, L'Islet, Lotbinière, Louis-Hébert, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Saguenay, Saint-Maurice, Saint-Sauveur, Témiscouata, Trois-Rivières et la partie du district d'Abitibi-Est comprise dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Le tout prendra effet à compter de la publication du présent avis de la Gazette officielle du Québec.

La Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec.

Le JUGE JACQUES TRAHAN,  
*Président.*  
Le JUGE MOE MOSCOVITCH,  
*Vice-président.*  
ALBERT TANGUAY,  
*Commissaire.*  
JEAN MARCEL VÉZINA,  
*Commissaire.*

Montréal, le 9 février 1972.  
44851-0

The Québec Division, whose office is located at 125 Dalhousie Street, Québec.

(Mailing address: Post Office Box 190, Station B, Québec 2, P.Q.)

*The Montreal Division will cover that region of the Province consisting of the following electoral districts:* Abitibi-East, Abitibi-West, Ahuntsic, Argenteuil, Bago, Beauharnois, Berthier, Bourassa, Bourget, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, D'Arcy McGee, Deux-Montagnes, Dorion, Fabre, Gatineau, Gouin, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Jeanne-Mance, Joliette, Labelle, Lafontaine, l'Assomption, Laurier, Laval, Maisonneuve, Marguerite-Bourgeoys, Maskinongé, Mercier, Missisquoi, Montcalm, Napier-ville-Laprairie, Notre-Dame-de-Grâce, Olier, Outremont, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Robert Baldwin, Rouville, Rouyn-Noranda, Ste. Anne, Ste. Marie, St/Henri, St. Hyacinthe, St. James, St. Jean, St. Laurent, St. Louis, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Taillon, Témiscamingue, Terrebonne, Vaudreuil-Soulanges, Verchères, Verdun, Westmount, Wolfe, Yamaska, except that part of the district of Abitibi-East comprised in the Lac St. Jean West Registration Division.

*The Québec Division will cover that region of the Province consisting of the following electoral districts :* Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chauveau, Chicoutimi, Dorchester, Drummond, Dubuc, Duplessis, Frontenac, Gaspé-North, Gaspé-South, Magdalen Islands, Jean-Talon, Jonquière, Kamouraska, Lac St. Jean, Lavolette, Lévis, Limoilou, L'Islet, Lotbinière, Louis-Hébert, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Saguenay, St. Maurice, St. Sauveur, Témiscouata, Trois-Rivières and that part of the District of Abitibi-East comprised in the Lac St. Jean West Registration Division.

The foregoing shall take effect upon the publication of the present notice in the Québec Official Gazette.

The Québec Liquor Permit Control Commission.

JUDGE JACQUES TRAHAN,  
*Chairman.*  
JUDGE MOE MOSCOVITCH,  
*Vice-Chairman.*  
ALBERT TANGUAY,  
*Commissioner.*  
JEAN MARCEL VÉZINA,  
*Commissioner.*

Montréal, February 9, 1972.  
44851-0

**Régie de l'électricité et du gaz****Electricity and Gas Board****Requête pour révision de taux**

AVIS est par les présentes donné que la Régie de l'Électricité et du Gaz entendra à ses bureaux du 2100 rue Drummond, (2ième étage), Montréal, à 10.30 heures a.m., mercredi le 15 mars 1972, la requête de Gaz Métropolitain, Inc. pour l'approbation de nouveaux tarifs de vente du gaz dans la région qu'elle dessert.

ME DENIS SAVIGNAC,  
*Régisseur et secrétaire.*  
2100 rue Drummond,  
Montréal 107, P.Q.

Montréal, le 29 Février 1972.  
44852-o

**Petition for rate revision**

NOTICE is hereby given that the Electricity and Gas Board will hear at its offices, 2100 Drummond Street, (Second Floor), Montréal, at 10:30 A.M., on Wednesday, March 15, 1972, the petition of Gaz Métropolitain, Inc. for approval of new rates for the sale of gas in the district it serves.

ME DENIS SAVIGNAC,  
*Member of the Board and  
Secretary.*  
2100 Drummond Street,  
Montréal 107, P.Q.

Montreal, February 29, 1972.  
44852-o

## INDEX No 9

### Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

#### ARRÊTÉS EN CONSEIL

439 — Assurance-hospitalisation, paiement de certains services assurés aux malades traités en dehors de la Province .....	2157
439 — Hospital Insurance, payment for certain insured services to patients treated outside the Province ..	2157
445 — Réserve de chasse et de pêche de la Rivière Port-Daniel .....	2156
445 — Fish and Game reserve of the Port-Daniel River .....	2156
501 — Tarif d'honoraires d'enregistrement dans les bureaux d'enregistrement où les registrateurs sont à traitement fixe ( <i>modifications</i> ) .....	2158
501 — Tariff of registration fees for those registry offices in which the registrars are paid a fixed salary ..	2158
547 — Robe, Province ( <i>Modifications au décret</i> ) .....	2149
547 — Dress, Province ( <i>Amendments to the decree</i> ) .....	2149

#### ORDERS IN COUNCIL

#### AVIS DIVERS

Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec ( <i>Section de Montréal et section de Québec</i> ) .....	2176
Corporation des ingénieurs du Québec ( <i>Requête</i> ) .....	2173
Corporation of Engineers of Québec ( <i>Petition</i> ) .....	2173
Québec Liquor Permit Control Commission ( <i>Montreal Division and Québec Division</i> ) .....	2176

#### MISCELLANEOUS NOTICES

#### MINISTÈRES

##### Terres et forêts

Enregistrement des actes immobiliers (code civil, art. 2175) .....	2173
Registration of immoveable deeds, (Civil code, Sect. 2175) .....	2173

##### Travail et de la Main-d'oeuvre

Automobile, Cantons de l'Est ( <i>Mod.</i> ) .....	2159
Automobile, Eastern townships ( <i>Amend.</i> ) .....	2159

#### DEPARTMENTS

##### Lands and Forests

##### Labour and Manpower

Employés de garages, Québec ( <i>Mod.</i> ) .....	2165
Fourrure, Gros, Montréal ( <i>Mod.</i> ) .....	2171
Fur, Wholesale, Montreal ( <i>Amend.</i> ) .....	2171
Garage Employees, Québec ( <i>Amend.</i> ) .....	2165
Horlogerie, Montréal ( <i>Abrog. Statuts et règl.</i> ) ..	2172
Watchmakers, Montreal ( <i>Abrog. of Const. and Regl.</i> ) .....	2172

##### Régie de l'Électricité et du Gaz

##### Electricity and Gas Board

Gaz Métropolitain, Inc. ( <i>Requête pour révision de taux-Petition for Rate Revision</i> ) .....	2178
---	------

## SOMMAIRE

## SUMMARY

ARRÊTÉS EN CONSEIL .....	2149	APPLICATIONS TO LEGISLATURE .....	2120
ASSEMBLÉE NATIONALE .....	2087	CHANGE OF NAME ACT .....	2089
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES .....	2115	COMPANIES ACT:	
AVIS DIVERS .....	2116-2173	Applications for surrender of charter .....	2069
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT .....	2122	Dissolved .....	2066
CHANGEMENT DE NOM .....	2089	Head Office .....	2087
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES .....	2088	Letters patent .....	1988
COMPAGNIES:		Letters patent, supplementary .....	2032
Demandes d'abandon de charte .....	2069	Miscellaneous .....	2083
Dissoutes .....	2066	COOPERATIVE ASSOCIATIONS .....	2115
Divers .....	2083	DEPARTMENTS:	
Lettres patentes .....	1988	Financial Institutions .....	2123
Lettres patentes supplémentaires .....	2032	Lands and Forests .....	2173
Sièges sociaux .....	2087	Municipal Affairs .....	2125
CURATELLE PUBLIQUE .....	2087	Labour and Manpower .....	2159
DEMANDES À LA LÉGISLATURE .....	2120	ELECTRICITY AND GAS BOARD .....	2178
LIQUIDATION DES COMPAGNIES .....	2115	EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES .....	2088
MINISTÈRES:		MISCELLANEOUS NOTICES .....	2116-2173
Affaires municipales .....	2125	NATIONAL ASSEMBLY .....	2087
Institutions financières .....	2123	ORDERS IN COUNCIL .....	2149
Terres et forêts (partie 2) .....	2173	PROCLAMATIONS .....	2091
Travail et Main-d'oeuvre (partie 2) .....	2159	PROFESSIONAL SYNDICATES .....	2111
PROCLAMATIONS .....	2091	PUBLIC CURATORSHIP .....	2087
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC .....	2112	QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD .....	3112
RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ .....	2091	QUÉBEC HOUSING CORPORATION .....	2118
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC .....	2118	SALE BY LICITATION .....	2126
SOUSSIONS .....	2091	SALES BY SHERIFFS .....	2127
SYNDICATS PROFESSIONNELS .....	2111	SALE FOR TAXES .....	2140
VENTE PAR LICITATION .....	2126	SAVINGS AND CREDIT UNION .....	2122
VENTES PAR SHÉRIFS .....	2127	TENDERS .....	2091
VENTE POUR TAXES .....	2140	WINDING-UP ACT .....	2115



Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre  
*Gazette officielle du Québec*  
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

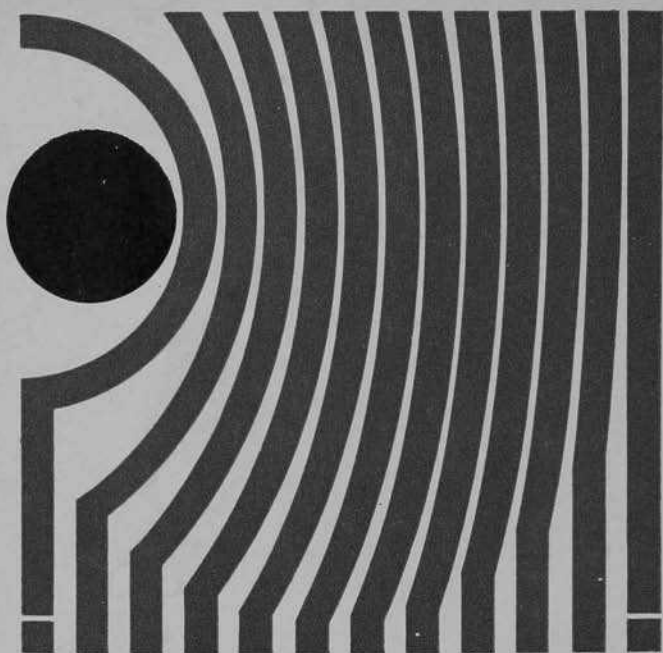
**l'Éditeur officiel du Québec,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre  
*Québec Official Gazette*  
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,  
Parliament Buildings,  
Québec 4, P.Q.**



l'étudiant québécois  
**DÉFI ET  
DILEMMES**  
rapports de recherches

\$3.00



en vente

**QUÉBEC :**

Comptoir de vente de  
l'Éditeur officiel du Québec,  
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau Itée,  
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de  
l'Université Laval

**MONTREAL :**

Comptoir de vente de  
l'Éditeur officiel du Québec,  
310 ouest, rue Ste-Catherine

Librairie des Presses de  
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Itée,  
39 ouest, rue Notre-Dame

**SAINT-HYACINTHE :**

Le Comptoir du Livre  
1391, rue Calixa-Lavallée

**TROIS-RIVIÈRES :**

Comptoir de vente de  
l'Éditeur officiel du Québec,  
Bureau régional du ministère  
de l'Éducation  
2590, boulevard Royal